

inprecor

● correspondance de presse internationale

# inprecor

## CHINE : AU CŒUR DES CONTESTATIONS

n° 703/704

décembre 2022 - janvier 2023

10,00 € / 14 CHF

- PÉROU ● BRÉSIL ● ÉTATS-UNIS ● POLOGNE ●
- THÉORIE DES ONDES LONGUES ET TECHNOLOGIE CONTEMPORAINE ●
- L'IMPÉRIALISME TRANSFORMÉ & LA RIVALITÉ ENTRE GRANDES PUISSANCES ●
- LA STRATÉGIE DU FRONT UNIQUE ●

inprecor sur le web :  
<http://www.inprecor.fr>

## Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :  
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,  
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : [inprecor@wanadoo.fr](mailto:inprecor@wanadoo.fr)

Directeur de publication, gérant :  
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies  
prenez contact avec la rédaction, SVP.

## Sommaire

décembre 2022 - janvier 2023 n° 703/704

### Pérou

- Les manifestants exigent le changement Entretien de Nicolas Allen avec Anahí Durand 3

### Brésil

- « Capitole à la brésilienne », Affronter les fascistes, sans trêve ni amnistie I. Dutra & R. Robaina 9
- Contradictions et alternatives dans la lutte contre le fascisme José Correa Leite 10
- Décisions de la Direction nationale du PSOL sur l'orientation du parti Exécutif national du MES-PSOL 14

### Chine

- Au cœur des contestations Robert Narai 16
- Le soulèvement de Foxconn à Zhengzhou ou le lien explosif entre le travail et la reproduction sociale Entretien de Promise Li avec Yige Dong 19

### États-Unis

- Après les élections de mi-mandat : polarisation et paralysie Ashley Smith et Charles Post 24

### Situation mondiale

- La rivalité entre grandes puissances refait surface Tom Brandle 30
- L'impérialisme transformé Peter Drucker 33

### Les Nôtres

- François Chesnais (1934-2022) Jan Malewski 37

### Économie

- Capitalisme, théorie des ondes longues et technologie contemporaine François Chesnais 39

### Internationalisme & Ukraine

- Lettre à des ami·es et collègues brésiliens à propos de l'invasion de l'Ukraine François Chesnais 48
- Délibérément ou par distraction ? Bernard Dreano 51
- Les paradoxes des gauches, la guerre en Ukraine et la solidarité
- Point de vue de gauche sur les perspectives de négociations de paix Denys Bondar et Zakhar Popovych 54

### Pologne

- Le parti Lewica Razem veut construire une alternative de gauche Interview de Zofia Malisz par Federico Fuentes 57

### Stratégie

- La politique de front unique Antoine Larrache 60

**Vous pouvez acheter vos livres et revues  
et même vous abonner à inprecor sur internet :**

**[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com)**

## Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44  
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

## Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois)  55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois)  71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois)  90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : ..... Pays : .....

Tél./Fax : ..... E-mail .....

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.  
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

# Les manifestants exigent le changement

Entretien de Nicolas Allen avec Anahí Durand\*

Le 7 décembre, Pedro Castillo a été destitué de la plus haute fonction du Pérou, mettant fin à un mandat présidentiel de seize mois marqué par une administration maladroite, le sectarisme et les attaques incessantes d'un Congrès hostile, dirigé par les conservateurs et scandalisé par l'idée même qu'un syndicaliste d'origine indigène occupe le palais du gouvernement.

Pour la plupart des observateurs, la chute de Castillo n'a pas été une surprise, d'autant plus que sa mise en accusation le 7 décembre était la troisième tentative de la droite péruvienne en un peu plus d'un an. Le seul choc provient du désarroi et de la maladresse de Castillo, qui a demandé la dissolution du Congrès pour éviter la mise en accusation, mais qui a déclenché par inadvertance le prétexte constitutionnel nécessaire à sa propre mise en accusation (officiellement, pour empêcher ce qui a été interprété comme le « *auto-coup* » de Castillo).

On s'attendait moins, en revanche, à la vague d'indignation qui a déferlé sur le Pérou dans les jours et les semaines qui ont suivi la destitution de Pedro Castillo. D'un certain point de vue, les manifestations de rue dans tout le pays étaient compréhensibles : la crise de légitimité qui sévit au Pérou, responsable, entre autres, de l'arrivée au pouvoir d'un instituteur rural inconnu, n'a fait que s'aggraver sous la direction de Pedro Castillo. Les conspirations de la droite et les luttes intestines de la gauche sous son mandat ont encore renforcé le désenchantement de la population à l'égard de la classe politique péruvienne, qui figurait déjà parmi les plus impopulaires du continent américain. Le fait que la remplaçante de Castillo, Dina Boluarte, et son gouvernement non élu, certains diraient illégitime, ait eu l'intention d'aller jusqu'au bout d'un mandat de cinq ans était un pas de trop.

Mais les manifestations au Pérou, qui



en sont à leur troisième semaine, sont aussi l'expression des aspirations des nadies, autrement dit des « *moins que rien* », qui ont placé leurs espoirs dans la personnalité de Castillo. Peu importe ce que Castillo a pu accomplir en tant que chef d'État, peu importe qu'il ne soit pas parvenu à faire avancer les luttes de ses électeurs opprimés, il a incarné la volonté populaire d'une partie importante du peuple péruvien. Pour les manifestants, le message de la destitution de Castillo était clair : les revendications des pauvres, des indigènes, des paysans et des précaires ne sont pas légitimes.

Anahí Durand a occupé le poste de ministre des Femmes et des Populations vulnérables sous le gouvernement Castillo, et a été la témoin direct des tentatives frustrées de l'administration pour construire une base de soutien populaire dans l'arrière-pays péruvien. Elle s'est entretenue avec Nicolas Allen, rédacteur en chef de *Jacobin*, sur les exigences du mouvement de protestation et sur la façon dont, ironiquement, le plus grand héritage de Castillo a peut-être été de politiser les couches de la société péruvienne qui sont descendues dans la rue, souvent au péril de leur vie.

**Nicolas Allen :** *Nous en sommes à la troi-*

*sième semaine de manifestations au Pérou, déclenchées par la destitution de Pedro Castillo. Beaucoup avaient prédit que la majorité de droite au Congrès finirait par obtenir gain de cause et destituer Castillo ; d'autres avaient prévu que sa destitution entraînerait des bouleversements sociaux. Mais peu semblaient anticiper l'ampleur et l'intensité de ces protestations, qui demandent la dissolution du Congrès et de nouvelles élections.*

**Anahí Durand :** La plupart d'entre nous savions que la mise à l'écart de Castillo ne serait pas aussi simple que pour les quatre derniers présidents du Pérou [qui ont également été destitués]. Nous savions que cela déclencherait une vague de protestations de la part de ses partisans et des

\* **Anahí Durand**, spécialiste des mouvements sociaux, de la représentation politique, des peuples indigènes, de l'interculturalisme et du genre, enseigne à la Faculté de sciences sociales de l'UNMSM (Universidad Nacional Mayor de San Marcos) à Lima. Elle a été ministre des Femmes et des Populations vulnérables dans le gouvernement Castillo du 29 juillet 2021 au 2 février 2022 et a été membre du parti Nuevo Perú jusqu'en avril 2022. **Nicolas Allen** est directeur éditorial de la revue étatsunienne *Jacobin* et rédacteur en chef de la revue en langue espagnole *Jacobin América Latina*. Cet entretien a d'abord été publié le 9 janvier 2023 par *Jacobin* : <https://jacobin.com/2023/01/protests-peru-defend-democracy-president-pedro-castillo-dina-boluarte> (Traduit de l'anglais par JM).

## Pérou

citoyens ordinaires. Mais l'élite économique blanche basée à Lima et la droite politique n'ont jamais reconnu sa victoire et ont tout simplement détesté Castillo – ils ne le reconnaissaient même pas comme leur président et le traitaient d'« âne ». En fait, je pense que cette partie de la société s'est noyée dans sa propre bulle et a cru sincèrement que ses actions n'auraient aucune répercussion.

Prenez, par exemple, Dina Boluarte, qui fait office de présidente. Elle était totalement convaincue que le peuple péruvien l'accueillerait à bras ouverts après la destitution de Castillo. Elle a promis de rester en fonction jusqu'au 28 juillet 2026, puis a pris une photo avec les opposants de Castillo au Congrès, souriant et montrant le signe « V » de la victoire. Quelques jours plus tard, les manifestations ont explosé dans tout le pays, faisant quatre victimes.

D'autre part, je pense que l'ampleur de ces protestations populaires nous a tous pris au dépourvu, et pas seulement la classe dirigeante péruvienne. Nous, Péruviens, sommes habitués à nous considérer comme une société totalement fragmentée où seules des protestations sectorielles ont lieu, et généralement pour des raisons économiques « limitées » : les cocaleros [cultivateurs de coca], les mineurs du Nord, les communautés indigènes de l'Amazonie.

Au lieu de cela, ce que nous avons, c'est un soulèvement à l'échelle nationale. Certes, les épicycles de la protestation se trouvent en dehors de Lima et sont particulièrement concentrés dans le sud des Andes – c'est là que les dix premiers décès ont eu lieu, dans la région fortement andine d'Apurímac. Dans les deux principales villes de cette région, Andahuaylas et Abancay, les manifestations sont très nombreuses et les gens s'emparent des aéroports, des autoroutes et d'autres territoires. Pendant ce temps, l'armée tire à balles réelles sur les manifestants. Trois des manifestants tués dans les premiers jours des protestations étaient des lycéens qui avaient quitté la classe. Un autre épicycentre dans le Sud est Arequipa, où l'on compte au moins cinq morts. Ayacucho a également connu dix morts ou plus.

**Nicolas Allen** : *D'une manière générale, quelles sont les composantes de la société qui protestent ?*

**Anahí Durand** : Les secteurs exclus, marginalisés, informels, ruraux et indigènes – ceux-là mêmes qui ont soutenu le président. Les cultivateurs de coca, les travailleurs informels des mines, les forces de

sécurité communautaires connues sous le nom de ronderos, les communautés indigènes qui manifestent en grand nombre dans des endroits comme Cajamarca, Ayacucho, Arequipa et Puno, parfois rejoints par des étudiants universitaires et d'autres groupes. La décision de prendre part aux protestations est souvent prise collectivement par la communauté.

Les manifestations sont massives et peuvent devenir violentes : les aéroports, les autoroutes et les zones commerciales ont été saisis par les manifestants. Après plusieurs jours, le gouvernement de Dina Boluarte a déclaré l'état d'urgence et restreint le droit de réunion et la liberté de mouvement. Son gouvernement a toutefois fini par céder et avancer les élections au 24 avril 2024. Mais ce ne sont pas là les revendications du peuple. Il veut la dissolution immédiate du Congrès, des élections générales et législatives immédiates, et une nouvelle Constitution. Ces demandes sont complètement ignorées.

Pedro Castillo a fait campagne sur la promesse d'une nouvelle Constitution en 2021. Mais depuis lors, le Congrès a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher que cela se produise, en recourant à des moyens anticonstitutionnels pour refuser le droit à un référendum. Aujourd'hui, le peuple réclame ce droit plus fortement que jamais.

Bien entendu, la troisième demande du peuple est que Castillo soit libéré. Non seulement Castillo a été mis en accusation, mais il a également été arrêté de manière totalement irrégulière et accusé de « rébellion » [pour avoir demandé la fermeture du Congrès] sans jamais passer par les étapes légales. L'objectif de cette mise en accusation est de l'humilier, lui et ses partisans, et de faire de lui un exemple.

Certains réclament également la restitution de sa fonction présidentielle, bien que cette question ne fasse pas l'objet d'un consensus.

Les manifestants demandent en grande majorité la démission de Boluarte, vice-présidente de Castillo et actuelle présidente en fonction. Ils veulent, au minimum, un gouvernement de tutelle pour superviser la transition jusqu'à la tenue d'élections en 2024.

Dans certaines régions, les manifestations commencent à décroître, principalement à cause de la violence militaire incessante. Les vingt-huit manifestants morts, dont aucun n'était armé ou ne commettait une quelconque forme de « terrorisme », sont simplement considérés par ce gouvernement comme des dommages collaté-

raux. Le député de droite Jorge Montoya a ouvertement admis que la destitution de Castillo nécessiterait ce genre d'effusion de sang.

**Nicolas Allen** : *En parlant des militaires, il est intéressant de noter le rôle prépondérant des forces armées péruviennes dans les événements récents : d'abord, Pedro Castillo a tenté en vain de faire appel aux militaires lorsqu'il a demandé la dissolution du Congrès ; maintenant, la présidente en exercice a décrété l'état d'urgence et envoyé la police nationale et les forces armées contre les manifestants. Vingt ans après la dictature civile de Alberto Fujimori, soutenue par l'armée, les forces armées péruviennes sont-elles en train de reprendre le devant de la scène politique ?*

**Anahí Durand** : Je pense que nous avons trop facilement accepté l'idée que l'armée n'était plus un acteur politique central au Pérou. En effet, après le conflit armé avec le Sentier Lumineux, qui a fait environ soixante-dix mille morts, un certain nombre de militaires ont été condamnés pour crimes contre l'humanité. Je pense que cela nous a amenés à croire naïvement qu'il existait des garanties institutionnelles suffisantes pour tenir en échec les autorités militaires.

La preuve du contraire est évidente : comme vous l'avez mentionné, le président Castillo n'avait manifestement aucun contrôle sur l'élite militaire et lorsque, en désespoir de cause, il leur a ordonné de soutenir son appel à dissoudre le Congrès, ils l'ont tout simplement ignoré. De plus, tout porte à croire qu'avant même qu'il ne donne cet ordre, les haut gradés s'étaient déjà mis d'accord entre eux pour ne pas recevoir d'ordres de l'exécutif sur quelque sujet que ce soit.

Et maintenant, nous avons la nouvelle présidente, Boluarte, qui discute avec les commandants des trois branches de l'armée. On dirait quelque chose de la dictature de Fujimori dans les années 1990 ! Nous ne devrions pas avoir peur d'appeler cela par son nom : un régime civil-militaire.

**Nicolas Allen** : *De toute évidence, tant les législateurs que le président sont des représentants élus. Mais la manière dont les pouvoirs législatif et exécutif péruviens se sont si ouvertement opposés au cours de la dernière décennie semble indiquer l'existence de deux formes très différentes de démocratie : respectivement, l'une plus favorable aux intérêts privés et au clientélisme politique, et l'autre plus « plébiscitaire », ou, ce que vous*

et d'autres avez appelé la « démocratie plébéienne ». Serait-il juste de caractériser les manifestants de rue comme représentant cette dernière ?

**Anahí Durand :** Tout d'abord, je ne pense pas qu'il existe un quelconque état de droit démocratique au Pérou. Il suffit de regarder les preuves : un président élu par le peuple n'a pas été autorisé à gouverner, il a été démis de ses fonctions, puis le Congrès a imposé un changement de régime favorable au régime parlementaire, allant jusqu'à modifier la Constitution pour arriver à ses fins. L'équilibre des pouvoirs a été complètement détruit, et la démocratie en est la grande victime. En outre, le message fondamental est que tous les votes ne comptent pas de la même façon. Lorsque le groupe d'électeurs que j'appelle « plébéien » vote pour le changement et se retrouve au pouvoir, le résultat est que ses représentants élus sont complètement discrédités et sabotés. Donc, oui, les manifestants exigent que leur vote compte.

Le terme plébéien peut être compris comme une distinction entre les couches



exclues et populaires de l'électorat et le vote urbain, en particulier à Lima, qui est l'épicentre du pouvoir politique traditionnel. Lorsque ces plébéiens traités d'« arrivistes » arrivent dans la capitale, c'est la fin du monde pour l'élite au pouvoir.

C'était là le véritable sens du gouvernement de Castillo : l'ensemble des secteurs informels et exclus – les ronderos,

les cocaleros, les mineurs, les chauffeurs de taxi informels, etc. – étaient politisés dans le sens particulier où, tout à coup, ils ne figuraient pas seulement dans l'opposition, mais se voyaient réellement impliqués dans une lutte pour le contrôle de l'État. Évidemment, Castillo avait l'avantage et le désavantage d'appartenir lui-même à ces secteurs : avantage dans la mesure où il

## Déclaration de Súmate\*\*

**1** Le coup d'État du 7 décembre, l'escalade de la violence et de la répression par la droite ont été orchestrés au sein du Congrès de la République. Sa représentation parlementaire a été capable, après 17 mois, de mettre en œuvre son plan de coup d'État et de renverser le président Pedro Castillo.

**2** Ce projet autoritaire répond à la nécessité de reprendre le contrôle total de l'administration de l'État, en réprimant brutalement l'indignation organisée de la population, qui s'est soldée à ce jour par 28 meurtres (1) et des dizaines de blessés. Le moyen d'y parvenir est la trahison, le double langage de Mme Dina Boluarte qui, hier, avait prêté allégeance à P. Castillo et qui, aujourd'hui, en collusion avec les groupes de pouvoir et leurs représentants politiques, a mis en place un soi-disant gouvernement de transition, soutenu par la police, les forces armées, le Congrès, le pouvoir judiciaire, les médias et même salué par l'ambassadeur des États-Unis, qui a été reçu dans le palais du gouvernement.

**3** Afin d'imposer ce projet antidémocratique et anticonstitutionnel et de mettre fin à la résistance populaire croissante, Mme Boluarte a décrété l'état d'urgence, un couvre-feu, le recours aux forces armées et la militarisation des villes importantes

du pays. Malgré cela, les peuples et les travailleurs à l'échelle nationale ont redoublé de force, se sont levés une fois de plus, pour arrêter cet assaut réactionnaire, pour défendre la démocratie, en exigeant la dissolution du Congrès (désavoué par plus de 80 % de la population), des élections immédiates, un référendum pour une Assemblée constituante, la démission de Mme Boluarte et la liberté pour Pedro Castillo.

**4** Nous dénonçons l'assassinat de nos compatriotes, nous exigeons le jugement et la punition des responsables. Nous considérons Mme Boluarte responsable de ces crimes comme du sort des personnes blessées et détenues par la police et les forces armées. Nous sommes solidaires des familles des victimes et demandons que justice soit faite.

**5** Nous dénonçons le raid sur les locaux de Nuevo Perú (NP) et de la Confederación Campesina del Perú (CCP, Confédération paysanne du Pérou) ainsi que les poursuites engagées contre des dirigeants et des paysans présents dans ces locaux.

**6** Nous rejetons fermement les accusations de terrorisme avec lesquelles ils ont l'intention de poursuivre les détenus, l'intimidation des militants de NP, le harcèlement de la députée Ruth Luque et d'autres.

**7** L'année 2023 sera encore une année de lutte. Les raisons qui

ont motivé le sursaut social de décembre restent inchangées : un Congrès absolument discrédité et corrompu ; un exécutif avec une « présidente » qui cherche à se légitimer et à gouverner une dictature civile-militaire en compagnie de la présidente du Congrès et qui n'a pas l'intention de répondre aux demandes du peuple ; un général de police appelant à une marche pour la paix – ce qui est une aberration venant de ceux qui persécutent, tirent et répriment violemment le mouvement populaire, faisant des morts, des blessés et des arrestations. Depuis quand la police est-elle devenue une force délibérative ? Que dit Mme Boluarte ?

**8** La trêve est terminée. Une journée nationale de lutte est prévue pour le 4 janvier. Les organisations du Grand Sud préparent des mesures de lutte, y compris une grève générale illimitée. L'Assemblée nationale des peuples (ANP) a appelé à une grève nationale le 14 janvier, la CGTP et d'autres organisations appellent à une journée nationale de protestation.

**9** La lutte continue. Nous appelons à promouvoir le mouvement populaire et à y participer activement pour la satisfaction des revendications avancées et en cherchant à construire son référent politique, l'expression unitaire des intérêts

du peuple et des travailleurs.

• **Non à l'impunité ! Procès et sanctions des responsables de ces morts !**

• **Dissolution du Congrès, élections anticipées !**

• **Référendum pour une Assemblée Constituante !**

• **Démission de Dina Boluarte en tant que Présidente de la République !**

• **Liberté pour Pedro Castillo !**

Lima, 2 janvier 2023

\* Súmate est un courant du mouvement politique Nuevo Perú qui se donne pour but « le regroupement de toutes les forces politiques qui se réclament de la défense des intérêts des peuples et des travailleurs d'Amérique latine et des Caraïbes comme première étape pour avancer dans la lutte pour notre seconde indépendance et pour contribuer à la construction et au renforcement de la IV<sup>e</sup> Internationale ». Cette déclaration a été publiée le 3 janvier 2023 par le site web de Súmate : <https://www.sumate.pe/2023/01/03/sumate-declaracion/> (Traduit de l'espagnol par JM).

1. En date du 11 janvier 2023, au moins 48 personnes ont été tuées lors de manifestations depuis la destitution du président Pedro Castillo selon le Monde ([https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/11/au-perou-la-presidente-dina-boluarte-mise-en-cause-pour-la-violence-de-la-repression-policiere\\_6157484\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2023/01/11/au-perou-la-presidente-dina-boluarte-mise-en-cause-pour-la-violence-de-la-repression-policiere_6157484_3210.html))

## Pérou

pouvait réellement les représenter, mais désavantage dans la mesure où cette appartenance suscite une méfiance instinctive au sein de certaines classes.

La grande et croissante déconnexion entre l'élite de droite à Lima et les régions qui ont massivement soutenu Castillo alimente maintenant les tendances séparatistes, par exemple dans le Sud andin. Les groupes et les intellectuels de ces régions commencent à se demander pourquoi ils devraient rester dans le même pays que Lima, alors que, d'une part, toutes les ressources matérielles sont présentes dans le Sud et que, d'autre part, les provinces sont politiquement négligées. C'est un peu l'inverse de la situation de la région de Santa Cruz en Bolivie.

Malheureusement, plutôt que d'écouter réellement leurs demandes, le gouvernement ne répond qu'en réprimant et en criminalisant les manifestants et les leaders sociaux, en les accusant de corruption ou de terrorisme. Terruqear est le terme que nous utilisons pour ce type de tactique politique au Pérou, dans laquelle la protestation politique est stigmatisée comme une activité terroriste.

**Nicolas Allen :** *Pouvez-vous en dire plus sur la revendication des manifestants concernant la dissolution du Congrès ? Après tout, c'est la tentative de Castillo de faire exactement cela qui a directement conduit à sa mise en accusation. Le Congrès péruvien est réputé impopulaire et corrompu, mais quelles sont les propositions concrètes avancées pour demander sa dissolution ?*

**Anahí Durand :** Le Congrès est l'une des institutions les plus méprisées au Pérou, essentiellement parce qu'il est déconnecté de manière radicale de la réalité sociale ordinaire. Cette déconnexion tient, d'une

part, au mode de désignation de l'organe monocaméral : il n'y a que cent trente législateurs pour trente-trois millions de Péruviens, soit moins de la moitié des élus que l'on trouve dans la plupart des pays d'Amérique latine de taille similaire. En d'autres termes, le peuple est grossièrement sous-représenté sur le plan politique, mais, dans le même temps, chaque membre du Congrès entretient son propre fief avec quinze assistants ou plus travaillant sous ses ordres.

Le peuple en a assez du Congrès, car il est devenu un lieu où les politiciens peuvent agir en toute impunité. On pourrait se demander pourquoi le peuple choisit si mal ses représentants élus. Le vrai problème est que, si le peuple en tant que nation est sous-représenté, Lima elle-même est sur-représentée avec trente-cinq membres du Congrès, alors que des régions comme Cusco n'en ont que cinq. Le système de partis péruvien doit également être complètement revu car, dans sa forme actuelle, il empêche les nouveaux acteurs d'entrer en politique.

Aujourd'hui, le Congrès répond directement aux intérêts des entreprises – universités privées, casinos, etc. – et ce n'est pas un hasard si ce sont ces alliances de droite qui ont dressé les plus grands obstacles au gouvernement de Castillo. Trois mois après le début de son mandat, ils avaient déjà essayé de déposer des accusations de destitution, et ils ont pu le faire en modifiant la Constitution à leur convenance. Les mêmes groupes qui se sont battus bec et ongles contre une assemblée constituante manipulent également la Constitution au sein de la commission constitutionnelle du Congrès !

Auparavant, la Constitution autorisait le président à dissoudre le Congrès s'il refusait plus d'une fois de procéder à un vote

de confiance – c'est ce que M. Castillo a en fait essayé de faire. Mais le Congrès a modifié cette loi afin que seul le Congrès lui-même puisse déterminer quand un vote de confiance peut être demandé. Lorsque je parlais plus tôt du manque d'équilibre des pouvoirs, c'est précisément ce que je voulais dire. Les Péruviens ordinaires en ont de plus en plus assez de cette « *dictature du Congrès* » et ont atteint un point de rupture.

Si Boluarte, l'actuelle présidente, avait voulu bien faire pour le peuple, elle aurait renoncé le jour même de la destitution de Castillo et demandé de nouvelles élections dès que possible. Naturellement, elle ne l'a pas fait, car elle a été mise en place par le Congrès pour faire ce qu'il lui demande. Mais le peuple n'acceptera pas que des élections aient lieu en avril 2024, c'est-à-dire dans près d'un an et demi. C'est ce qui motive la demande de dissolution immédiate du Congrès.

**Nicolas Allen :** *Pensez-vous que les manifestations peuvent créer une lame de fond en faveur d'une nouvelle Constitution ?*

**Anahí Durand :** Pour l'instant, je pense que nous devons accepter qu'un processus constituant menant à une nouvelle Constitution ne va pas se faire du jour au lendemain. La Constitution péruvienne a été imposée par Fujimori mais a bénéficié d'un haut degré de consensus parmi les classes dominantes, à tel point que Fujimori a quitté le pouvoir mais que sa Constitution néolibérale perdure.

Cependant, je pense que la demande d'une nouvelle Constitution s'est enracinée dans les classes subalternes et qu'elle peut éventuellement être placée au centre du débat politique. Il suffit de regarder la guerre de l'eau en Bolivie : il y a eu un énorme soulèvement social en 2000, mais ce n'est qu'en 2006 qu'il y a eu une assemblée constitutionnelle. Une histoire similaire pourrait être évoquée à propos de l'Équateur.

Pour l'instant, il existe un sentiment croissant et généralisé que le pacte social de base du Pérou doit être repensé. En ce sens, ce que le peuple demande, c'est simplement un référendum pour décider d'une assemblée constitutionnelle. Bien entendu, le Congrès ne bougera pas d'un pouce sur cette question, a fortiori lorsque des accords lucratifs peuvent être arrangés entre le gouvernement et les grandes entreprises. Avant, les citoyens pouvaient eux-mêmes organiser un référendum ; maintenant, cela dépend des lubies du



Congrès qui ne semblent pas très prometteuses, malgré les mobilisations.

**Nicolas Allen :** *L'extrême droite a-t-elle fait une percée dans la crise institutionnelle actuelle ? Je sais que le nouveau maire de Lima, Rafael López Aliaga, a été très souvent comparé à Jair Bolsonaro.*

**Anahí Durand :** Je pense que ce que le Pérou voit, c'est la polarisation et la disparition de tout ce qui ressemble à un centre politique. Il y avait autrefois deux grands groupes de centre-droit au Congrès, le parti Acción Popular et le Partido Morado [Parti violet]. Ces deux partis n'existent plus en réalité. Ils ont vraiment suivi la direction de l'extrême droite sur la question de la destitution, jusqu'à finalement se rallier à l'ensemble de son programme.

Cependant, la droite traverse sa propre crise. Elle manque de leadership et est de plus en plus fragmentée : López Aliaga, que vous avez mentionné, a certes gagné dans les quartiers les plus riches de Lima, mais il s'agissait de l'élection municipale avec le taux de participation le plus bas depuis des années, et son parti a fait de très mauvais résultats ailleurs. La droite n'est décidément pas en bonne position.

Je pense que cette faiblesse peut en fait expliquer le désir de la droite de prendre le contrôle de l'exécutif et de l'utiliser pour criminaliser les leaders populaires, en les empêchant d'être candidats. En d'autres termes, c'est la faiblesse générale de la droite – son incapacité à remporter la présidence lors d'élections honnêtes – qui pousse les factions les plus dures à monter au front.

La gauche et les forces progressistes ne sont pas dans une situation bien meilleure. Malheureusement Castillo est la seule personnalité de ce secteur qui jouit d'une reconnaissance et d'une légitimité nationales – et il est en prison. Il est important de se rappeler que même à son point le plus bas, lorsque les campagnes de diffamation étaient à leur paroxysme, il a conservé un taux d'approbation de 30 %. Cela peut sembler peu, mais beaucoup de politiciens au Pérou n'obtiennent pas plus de 7 % ou 8 % d'approbation. Comparez cela aux plus de 70 % de Péruviens qui pensent que Boluarte a eu tort de se mettre à sa place. Plus précisément, selon un récent rapport de l'Instituto de Estudios Peruanos, le soutien de Castillo est désormais de 45 %. Selon ce sondage, 45 % de la population non seulement soutient Castillo mais est prête à manifester pour le défendre.

**Nicolas Allen :** *En dehors des campagnes*



*d'attaque évidentes de la droite, il semble que le sectarisme de la gauche péruvienne ait également nui à Castillo.*

**Anahí Durand :** Eh bien, il est important de se rappeler que la victoire électorale de Castillo n'a jamais été une victoire de la gauche, j'entends par là les partis idéologiques ou consciemment de gauche du Pérou. C'était une victoire pour les classes populaires, informelles et précaires. Ce qui s'est passé, c'est qu'après sa victoire, il y a eu une tentative de forger un front uni avec la gauche institutionnelle existante.

Perú Libre, un parti officiellement enregistré, qui se décrit lui-même comme marxiste-léniniste, lui a permis de se présenter, tandis que Nuevo Perú, un parti de gauche plus progressiste, a fourni à son gouvernement des ministres techniques. Mais, honnêtement, compte tenu des caractéristiques particulières de Perú Libre et de son leader, cette relation était condamnée dès le départ. Je crois vraiment que le sectarisme de Perú Libre a eu un effet très néfaste sur le gouvernement Castillo.

Pendant ce temps, Nuevo Perú, qui est une gauche plus issue de la classe moyenne et technocratique, n'avait même pas de représentation parlementaire pour fournir à Castillo le soutien politique dont il avait besoin. Pire encore, pour se maintenir « au-dessus de la mêlée », ce parti a fini par adopter une position hypercritique et a pris ses distances avec Castillo.

Avec la destitution, ces deux partis de gauche sont complètement hors du pouvoir. Honnêtement, je pense que tout type de reconstruction d'un mouvement de gauche véritablement populaire au Pérou ne viendra pas des partis de gauche existants. Dans le cas du Pérou, nous, la gauche, devons nous immerger dans le monde populaire et nous reconnecter avec ce

niveau de politique. C'est de là que viendront éventuellement les futurs leaders.

**Nicolas Allen :** *Dans un récent article, vous avez soutenu que, quoi que Castillo ait fait ou n'ait pas fait au niveau politique, il a utilisé son pouvoir exécutif pour politiser les populations exclues et largement rurales du Pérou. Je me demande si vous pouvez en dire plus sur la manière dont il a fait cela et sur la compatibilité de cette mobilisation politique rurale avec la gauche plus urbaine.*

**Anahí Durand :** Le noyau des soutiens de Castillo, ces 20 % qui lui ont valu une place au second tour en 2021, est composé d'un vote rural constitué d'exclus et de secteurs informels vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. C'est pour cette population qu'il a essayé de gouverner, et il l'a fait de manière plébiscitaire, en se rendant directement dans les localités où vivent les gens ou en remplissant le Palacio de Gobierno à Lima avec des foules de sympathisants. Certains pourraient appeler cela du populisme. Quel que soit le nom qu'on lui donne, c'est une façon de gouverner, et c'est une façon de gouverner avec laquelle les progressistes de la capitale ne sont pas nécessairement à l'aise. Cette partie de la gauche, urbaine et progressiste, doit décider ce qu'elle veut faire de la personnalité de Castillo.

Castillo a toujours été difficile à cerner pour certains milieux universitaires et politiques. Les secteurs les plus progressistes du Pérou ont pu reconnaître qu'il permettait d'identifier et de représenter les secteurs populaires, mais ils n'ont jamais pu comprendre comment il suscitait un soutien aussi intense parmi ses sympathisants, pourquoi ils ont réclamé sa liberté et campé devant la prison où il est détenu.

Certains feront remarquer que Castillo



n'a pas réussi à nationaliser les principales ressources naturelles, ou qu'il n'a jamais sérieusement fait avancer la cause de la deuxième réforme agraire. Je leur demanderais : Comment était-il censé nationaliser les ressources sans majorité au Congrès ? Comment allait-il réaliser une deuxième réforme agraire alors qu'il n'avait pas de véritable ministre de l'agriculture ? Le problème était en réalité plus compliqué : c'est en fonction des liens communautaires et familiaux que Castillo avait désigné un certain nombre de ministres – ce qui est tout à fait conforme aux pratiques du monde populaire dont il est issu. Mais, à vrai dire, pourquoi devrait-il confier ces postes à une personne – peut-être plus qualifiée – titulaire d'un doctorat, qui ne l'a même pas soutenu ni lui a montré du respect auparavant ?

La réussite de M. Castillo a été de retirer le pouvoir à Lima en créant un cabinet décentralisé. C'est quelque chose de tout à fait nouveau au Pérou, bien que Rafael Correa en Équateur et Evo Morales en Bolivie aient fait quelque chose de similaire avec leurs gouvernements. Castillo a emmené ses ministres dans les provinces les plus marginalisées et s'est assis avec les autorités locales et les dirigeants communautaires pour discuter de leurs problèmes. Il a essayé d'amener l'État au peuple et de cette façon le politiser, ce qui, dans une société aussi incroyablement dépolitisée, fragmentée et néolibérale que le Pérou, n'est pas une mince affaire. Dans un sens, les protestations actuelles peuvent être considérées comme un héritage partiel de cet effort.

**Nicolas Allen :** *Vous avez vu certaines de ces initiatives de première main lorsque vous étiez ministre des Femmes et des Populations vulnérables dans le gouvernement Castillo. Qu'avez-vous retenu de votre passage au gouvernement ?*

**Anahí Durand :** Ironie du sort, j'ai ressenti

un fort sentiment d'impuissance. Il était naïf de penser que l'on pouvait simplement s'emparer du pouvoir avec un rapport de forces aussi faible et que l'on pouvait gouverner efficacement. Encore une fois, pour moi, la principale leçon a été que tout est mis en place pour que rien ne change : après trente ans de néolibéralisme, il y a une forme d'administration gouvernementale et une architecture juridique qui sont complètement sédimentées. D'où l'importance de réaliser des changements politiques substantiels par le biais d'une nouvelle Constitution.

L'autre grande leçon que j'ai apprise, c'est que si vous voulez comprendre comment vous vous en sortez au gouvernement, vous devez garder l'œil sur la mobilisation populaire et l'action à la base et ne pas prêter trop d'attention aux sondages d'opinion. Trop de mes camarades étaient excessivement préoccupés par l'opinion publique, alors que le véritable critère d'évaluation de nos résultats aurait dû être de savoir si nous avions ou non une influence croissante parmi les organisations sociales et politiques.

En un sens, c'était aussi la grande faiblesse du président. Dans son approche de la politique c'était un syndicaliste pur et dur : il travaillait avec les personnes qu'il connaissait dans les syndicats – qui sont eux-mêmes politiquement faibles – et n'a jamais pu vraiment étendre son rayon d'influence au-delà de ces cercles.

C'est un point dont nous avons beaucoup discuté : comment politiser les personnes qui ne le sont pas encore mais qui peuvent jouer un rôle important au sein du gouvernement ? Pedro Castillo a commencé son mandat avec une figure importante dans son cabinet, Héctor Béjar, un vétéran de la gauche qui avait servi dans le gouvernement radical de Juan Velasco Alvarado dans les années 1970 et qui avait travaillé dans ce sens, menant des campa-

gnes pour impliquer toutes sortes de groupes différents dans le mouvement de réforme agraire. Mais la droite l'a immédiatement pris pour cible et, malheureusement, il a été l'un des premiers ministres que Castillo a laissé tomber.

**Nicolas Allen :** *Lorsque Castillo a pris ses fonctions, il y avait un optimisme prudent que le Pérou ferait partie d'une deuxième marée rose qui inclurait le Chili, la Colombie et le Mexique. Cependant, sa mise en accusation a été accueillie avec des réactions mitigées par ces mêmes pays qui constituent le mouvement progressiste latino-américain. Certains gouvernements, comme celui de Gabriel Boric au Chili, ont rapidement reconnu le nouveau gouvernement comme légitime, tandis que d'autres – l'Argentine, la Bolivie, la Colombie et le Mexique, entre autres – ont exprimé leur solidarité avec Castillo. Qu'en pensez-vous ?*

**Anahí Durand :** Andrés Manuel Lopéz Obrador a toujours eu de bonnes relations avec Castillo. Le Mexique a été la première destination à l'étranger de Castillo en tant que président et depuis lors, il a toujours été en bons termes avec le gouvernement mexicain. En fait, les gouvernements du Mexique, de la Colombie, de l'Argentine, de la Bolivie et du Honduras ont tous publié une déclaration commune exprimant leur préoccupation quant à la destitution de Castillo. Tous ces gouvernements ont publié des déclarations marquant une nette distance avec le gouvernement de Boluarte.

Cependant, le plus actif a été Andrés Manuel Lopéz Obrador au Mexique : il a accordé l'asile à la famille de Castillo et n'a pas ménagé ses mots pour qualifier le régime de Boluarte d'autoritaire et de répressif. Il n'a pas non plus hésité à souligner l'implication manifeste des États-Unis dans les événements récents, ou le fait que l'ambassadeur américain au Pérou est un ancien agent de la CIA.

Nous pourrions même considérer ce qui se passe au Pérou comme le début d'un nouvel alignement géopolitique. Le Chili n'a pas tardé à reconnaître le gouvernement de Boluarte, et l'on ne sait pas encore quelle sera la position de Lula. C'est en soi surprenant, car Boluarte n'avait jusqu'à récemment une communication directe qu'avec les États-Unis et les présidents de droite Guillermo Lasso, en Équateur, et Luis Lacalle Pou, en Uruguay. Malheureusement, il semble que le Pérou pourrait faire partie d'un axe de droite reconfiguré en Amérique latine. ■

# « Capitole à la brésilienne » Affronter les fascistes, sans trêve ni amnistie

Par  
Israel Dutra et Roberto Robaina\*

Les actions du 8 janvier 2023 imitent celles de la horde de néofascistes américains deux ans plus tôt, presque avec le même scénario. L'invasion par des milliers de bolsonaristes des locaux du Congrès national, de la Cour suprême (STF) et du Palais du Planalto (1), retransmise en direct sur le réseau de la télévision nationale, est d'une extrême gravité. Elle couronne un itinéraire de coup d'État qui, sous l'allégation de fraude aux urnes, a favorisé le désordre, la violence et le vandalisme.

Nous avons eu des épisodes de violence à Brasilia dès le mois de décembre : lorsque l'arrestation de bolsonaristes munis d'explosifs a permis de contrer un plan d'attentat présumé contre l'investiture de Lula ; puis il y a eu les campements devant les casernes qui, dans le District fédéral (DF), n'ont pas été réprimés ; finalement, l'acte culminant a été « l'assaut » annoncé des Trois Pouvoirs, qui n'a été contré qu'après trois heures, entraînant environ 300 arrestations en flagrant délit. La foule a laissé une traînée de destruction, endommageant des œuvres d'art, détruisant des bureaux et des salles de réunion dans une action typique des lumpen pouvant servir de « chair à canon » pour les élites réactionnaires, comme le disait Marx à propos des secteurs marginaux déclassés.

La complaisance du gouvernement du District fédéral apparaît clairement, non seulement en ce qui concerne la nomination du putschiste Anderson Torres comme chef de la sécurité, mais aussi du fait de l'ensemble des mesures prises. En ce qui concerne la répression de la marche « hallucinée » des bolsonaristes, annoncée aux quatre vents, avec une centaine de bus arrivant à Brasilia, le gouverneur du district, Ibaneis Rocha (MDB), a joué son rôle par omission.

En reprenant le contrôle de la situation, à juste titre Lula a pris des mesures d'une



Bolsonaristes demandant l'intervention de l'armée devant le Congrès national le 8 janvier 2023

intervention fédérale dans le domaine de sécurité publique du district fédéral. Il s'est exprimé à la télévision nationale en dénonçant les putschistes qualifiés de « fascistes fanatiques » et en rendant Bolsonaro responsable des incidents, en le qualifiant de « génocidaire ». La déclaration de Lula est arrivée au bon moment, car le ministre de la Justice, Flávio Dino, avait tardé à prendre des mesures, même en sachant que les actions des putschistes étaient annoncées « au grand jour ». En outre, l'inertie de José Múcio à la tête du ministère de la Défense fut manifeste : au cours de la semaine précédente, il a qualifié de « légitimes » les rassemblements devant les sièges des forces armées, affirmant qu'il avait des parents et des amis dans ces campements – ce qui est inadmissible pour combattre l'extrême droite.

La nécessité d'un discours plus dur, comme celui de Lula, exprime qu'il n'y a pas moyen de lutter contre les putschistes en cédant du terrain à ces derniers et à leurs partisans, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des forces armées. Múcio a adopté une ligne de conciliation avec les bolsonaristes radicaux. Cette ligne a complètement échoué. Et dans la mesure où le ministre du Secrétariat de la Communication, Paulo Pimenta, affirme qu'il est probable qu'il y ait eu une coopération entre les responsables de la sécurité

du Planalto et du Congrès, le maintien de Múcio dans ses fonctions devient indéfendable.

En se révélant incapables de défendre les intérêts du pays, les Forces armées se sont également fragilisées aux yeux de la population. Cela ne fait que nous rendre plus conscients de la nécessité d'élaborer une politique concernant les agents de rang inférieur et moyen des différentes forces de sécurité du pays. Moraes (2) a été plus audacieux et il a eu raison de suspendre pour 90 jours le gouverneur Ibaneis Rocha.

La communauté internationale a blâmé à l'unisson le bolsonarisme et les putschistes. Les principaux pays du monde, y compris les gouvernements de droite, ont annoncé publiquement leur condamnation

\* **Israel Dutra**, secrétaire général du PSOL, est sociologue, membre de la Direction nationale du PSOL et du Mouvement de la gauche socialiste (MES). **Roberto Robaina** est dirigeant du PSOL et du MES, éditeur de *Revista Movimento* et conseiller municipal à Porto Alegre. Cet article a paru d'abord le 9 janvier 2023 sur le site web de *Revista Movimento* : <https://movimentorevista.com.br/2023/01/capitolio-a-brasileira-enfrentar-os-fascistas-sem-tregua-nem-anistia/> (Traduit du brésilien par JM).

1. Palais présidentiel.

2. Alexandre de Moraes, ancien ministre de la Justice sous la présidence de Michel Temer (2016-2017), nommé par ce dernier au Tribunal suprême fédéral, est président du Tribunal Supérieur Électoral (TSE) du Brésil depuis le 16 août 2022.

## Brésil

des putschistes. Les différentes entités et associations de la société civile sont rapidement sorties manifester leur dénonciation de ce qui s'est passé.

La nécessité de prendre la rue a été concrétisée par un appel pour ce lundi 9 janvier dans toutes les capitales du pays. Nous devons renforcer ces manifestations, en élargissant et en convainquant les gens de descendre dans la rue, par une déclaration populaire qui dénonce les attitudes putschistes et défend les résultats des urnes ainsi que la légitimité du gouvernement Lula.

Cela se construit en comptant sur la force de la rue, sur l'organisation populaire, sur la nécessité de massifier les actions et leur organisation, avec leurs méthodes, leurs espaces d'autodéfense et de démocratie, pour se mobiliser et élaborer un échéancier de luttes et d'actions. Ces actions de rue doivent avoir un caractère démocratique et large, unifiant l'action de tous les secteurs démocratiques.

Cela ouvre également un nouveau chapitre dans la lutte contre le bolsonarisme au sein des mouvements de masse, dans lesquels nous devons nous opposer à ceux qui ont voté pour Bolsonaro.

En plus de la réponse immédiate, il faut aller plus loin et prendre des mesures pour démanteler les putschistes, les emprisonner et commencer à étouffer le problème dans l'œuf, en profitant de l'énorme écœurement de toutes les couches de la société brésilienne et même de la communauté internationale. Cela signifie faire plus en ce qui concerne levée du secret bancaire des personnes impliquées, arrêter leurs financiers et les autres personnes impliquées.

Des mesures doivent être prises immédiatement : arrêter les dirigeants bolsonaristes, révoquer les parlementaires qui ont collaboré, ainsi que faire avancer les enquêtes sur des personnalités telles que Carla Zambelli (3) et Allan dos Santos (4) et sur les responsables locaux des caravanes qui ont déjà commencé à être identifiés.

Nous nous associons à l'appel de la députée étatsunienne Alexandria Ocasio-Cortez pour l'extradition de Bolsonaro. Ce serait la première étape vers son arrestation, une tâche fondamentale que le PSOL a réclamée déjà la semaine dernière. L'arrestation de Bolsonaro est une mesure nécessaire et doit être un axe de l'agitation. Afin d'élargir les investigations, nous avons également plaidé pour une commission d'enquête parlementaire tant au DF qu'à la Chambre fédérale, combinée à la mise en accusation d'Ibaneis.

Nous continuons à appeler à la solidarité internationale et à organiser des manifestations dans les rues, avec nos parlementaires, au nom de la lutte antifasciste. Aujourd'hui, nous descendrons dans la rue pour manifester avec ces slogans : • Pas de pardon pour les génocidaires et les putschistes !

• **Pas d'amnistie !**

• **Mobilisation démocratique !** ■

# Contradictions et alternatives dans la lutte contre le fascisme

Par  
José Correa Leite\*

Dans un Brésil fantasmé, l'investiture de Lula a eu lieu le 2 janvier : sept représentant-es des opprimé-es et des exploité-es représentant le « *peuple* » brésilien ont remis l'écharpe présidentielle au nouveau président. Il s'agissait de mettre en scène les souhaits des électrices et électeurs de Lula – y compris celles et

ceux qui ont voté pour lui uniquement pour écarter du pouvoir Bolsonaro – et de couronner ainsi le processus de négociations pour la formation du nouveau gouvernement, qui a duré deux mois.

## Du fantasme au Brésil réel

Mais ce n'était pas le vrai Brésil. Car le vrai Brésil ce sont aussi des miliciens, des fanatiques religieux, des propriétaires terriens et leurs *jagunços* [paramilitaires], des hommes d'affaires ultralibéraux, des chercheurs d'or... le tout exprimé par l'acronyme BBB qui symbolise au Congrès fédéral les parlementaires représentant les intérêts « *du bœuf, de la balle et de la Bible* ». 40 % des personnes consultées dans le cadre de l'Atlas Research du 10 janvier 2023 pensent que Lula n'a pas gagné les élections présidentielles d'octobre et 37 % se déclarent favorables à une intervention militaire pour invalider ces résultats illégitimes – même si seulement 10 % sont favorables à l'installation d'une dictature militaire. Vladimir Safatle a raison lorsqu'il rappelle que ce qui s'est passé le 8 janvier c'est le « *principe de réalité* ».

C'est donc à juste titre que divers analystes qualifient le 8 janvier de « *deuxième*

*investiture de Lula* ». Les bolsonaristes fanatiques, qui ont encouragé le saccage de la place des Trois Pouvoirs à Brasília, ont fait ce qu'ils avaient promis de faire depuis longtemps et ont offert à Lula l'accueil que, selon eux, il mérite. Une action exemplaire des bandes fascistes. Mais selon le sondage Atlas cité plus haut, seulement 18 % des personnes interrogées approuvent l'invasion du Congrès par les bolsonaristes. Les attentats du 8 janvier sont un événement incontournable, synthèse de tendances multiples et contradictoires, sur lequel la population dans son ensemble est contrainte de se prononcer – le sondage Quaest sur la popularité de Bolsonaro sur les réseaux sociaux montre qu'elle a chuté à son pire taux en quatre ans, passant de 40 % la semaine précédente à seulement 21 % le 9 janvier. Dans le sondage Datafolha du 11 janvier, 93 % des personnes interrogées condamnent les attaques et la plupart d'entre elles préconisent l'arrestation des personnes impliquées. Dans le sondage Ipsos du 13 janvier, 81 % des personnes interrogées condamnent les attaques – tandis que 9 % les approuvent totalement et 9 % les approuvent partiellement. Les raids ont été à la fois un choc pour les institutions du

3. Carla Zambelli, députée fédérale de São Paulo pour le Parti libéral s'est fait remarquer, entre autres, en pointant une arme sur des électeurs en désaccord avec elle à la veille du second tour des élections en octobre 2022. C'est une des organisatrices des manifestations putschistes qui ont paralysé les routes après la défaite de Bolsonaro.

4. Allan dos Santos, youtubeur et blogueur d'extrême droite, spécialiste des fake news, poursuivi par la justice brésilienne et réfugié aux États-Unis.

\* **José Correa Leite**, animateur du Forum social mondial, a longtemps milité au sein de la tendance Démocratie socialiste du Parti des travailleurs (PT), qu'il a quitté en septembre 2005 pour rejoindre le Parti du socialisme et de la liberté (PSOL). Il est aujourd'hui un des dirigeants d'Insurgência, une tendance du PSOL qui fait partie de la section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet article a d'abord paru sur le site web de Insurgência, le 14 janvier 2023 : <https://www.insurgencia.org/blog/8-de-janeiro-contradicoes-e-alternativas-na-luta-contra-o->

pouvoir étatique qui se croient éloignées du désordre et une expérience pratique du militantisme fanatique de Bolsonaro pour d'immenses masses de Brésiliens.

Les journaux comparent le 8 janvier 2023 à Brasilia au 6 janvier 2021 à Washington. Cependant, au-delà de la volonté de nier les résultats des élections et de révéler les défis posés aujourd'hui aux systèmes politiques libéraux par les mouvements illibéraux ou néofascistes, les comparaisons ont des limites. Bolsonaro avait déjà quitté ses fonctions et Lula avait prêté serment en tant que président, tandis que Trump était toujours au pouvoir et qu'il s'agissait pour le Congrès américain de reconnaître le résultat électoral. La mobilisation fasciste étatsunienne avait pour objectif que le Congrès maintienne Trump au pouvoir et n'accorde pas le mandat à Biden. L'insurrection brésilienne est une destruction généralisée des sièges des trois pouvoirs – le palais de l'Alvorada, le Congrès fédéral et le Tribunal suprême fédéral – dont la signification est celle d'un coup d'État, cherchant à créer une situation de chaos, guerre civile et faillite du gouvernement, qui justifierait l'intervention des Forces armées. Et la tradition de contrôle civil sur l'armée place le 6 janvier étatsunien dans un cadre structurel complètement différent de celui du 8 janvier : le Brésil a mis fin à sa dernière dictature militaire en 1985 mais il a conservé la militarisation des forces de police et un statut spécial dans le service public pour les militaires. Heureusement, la réaction institutionnelle au Brésil – y compris de la part des conservateurs – a été beaucoup plus saine que celle des Républicains aux États-Unis. Le fait que Lula ait géré une crise de cette ampleur à son avantage alors qu'il avait à peine une semaine de mandat et qu'il ait rassemblé autour de lui les autorités politiques, en dit long sur sa capacité politique. Mais elle exprime aussi la peur des élites brésiliennes face au désordre et à la présence des gens dans les rues.

La réaction immédiate de la gauche et du progressisme a été jusqu'à présent assez unifiée, à en juger par le nombre de manifestations qui ont été organisées dans tout le pays le 9 janvier. Il faut se battre contre la complaisance et la connivence à l'égard de la violence politique et de la militarisation de la société ; n'offrir aucune trêve ni amnistie aux personnes impliquées dans la tentative de coup d'État ; rendre Bolsonaro et ses amis responsables de leurs actions ; démanteler le noyau de pouvoir fasciste qui a été installé dans



les forces armées et d'autres organes de l'État ; lutter pour le retrait des militaires de la vie politique et la démilitarisation de la police, de la politique et de la société... Il semble que la signification de « *décombrés autoritaires* » a refait surface dans la conscience de la gauche 34 ans après la promulgation de la Constitution de 1988.

### Les contradictions du gouvernement de Lula

Mais cet événement majeur de la vie nationale soulève une question incontournable : comment une action comme celle de Brasilia a-t-elle pu être organisée sans que le gouvernement fédéral en soit préalablement informé et puisse réagir ?

L'explication qui nous était offerte jusqu'à présent était celle de la collusion du gouvernement du District fédéral avec les manifestants. En conséquence, l'ancien ministre de la justice et secrétaire à la sécurité du gouvernement du district fédéral de Jair Bolsonaro, Anderson Torres (qui était providentiellement en voyage aux États-Unis), est devenu le principal suspect du complot qui a abouti aux agressions. Toujours le 8 janvier, Lula a décrété une intervention fédérale dans les organes de sécurité publique du District fédéral (DF) jusqu'au 31 janvier. Puis, aux premières heures du 9, le juge du Tribunal suprême fédéral (STF), Alexandre de Moraes, a démis de ses fonctions pour 90 jours le gouverneur bolsonariste du District fédéral, Ibaneis Rocha, et il a ordonné une série de mesures visant la liquidation totale dans les 24 heures des campements devant les casernes dans tout le Brésil, l'arrestation des manifestants et la recherche des financiers de ces actions. Le 9, plus de 1 500 manifestants avaient été arrêtés à Brasilia. Des initiatives de mou-

vements sociaux pour la défense de la démocratie et contre toute amnistie pour les putschistes ont eu lieu dans tout le pays. Le 10, le juge du STF, Alexandre de Moraes, a ordonné l'arrestation d'Anderson Torres, qui aurait rencontré Jair Bolsonaro à Miami le 7 janvier. Le 11, une Force nationale, composée de policiers de différents États et non de militaires, est chargée de la sécurité de l'Esplanade, dont l'accès est fermé.

La complicité du gouvernement du DF avec les manifestants semble évidente. Mais cela ne représente que la surface des événements. Au fur et à mesure que les enquêtes progressent, il semble que le 8 janvier était le plan B du bolsonarisme. Le projet de décret trouvé par la police fédérale au domicile d'Anderson Torres montre que le plan A proposé par l'entourage de Bolsonaro était un coup d'État, pour instaurer, avec le soutien des forces armées, un « *état de défense* » (5) du Tribunal supérieur électoral et changer le résultat de l'élection de 2022. Cela aurait mis les militaires en position de pouvoir modérateur d'un second gouvernement Bolsonaro. Si le plan A n'a pas été exécuté, c'est qu'il n'a pas obtenu le soutien de la majorité des commandants opérationnels des troupes, dont probablement pas celui du Commandant de l'Armée. Au fur et à mesure que ce dispositif est connu, le Plan B se révèle être une alternative au Plan A.

5. « *L'état de défense* » est un instrument prévu par la Constitution qui peut être activé par le président de la République pour « *préserver ou rétablir l'ordre public* ». Selon l'article 136 de la Carta magna brésilienne, une telle mesure ne peut être prise que lorsque l'ordre est « *menacé par une instabilité institutionnelle grave et imminente ou affecté par des calamités de grande ampleur dans la nature* ». Les mesures coercitives peuvent alors être des restrictions sur les droits de réunion, le secret de la correspondance ainsi que des communications télégraphiques et téléphoniques.

## Brésil

Le problème qui découle du manque de réaction préalable du gouvernement fédéral est lié aux caractéristiques du gouvernement Lula et aux défis qu'il doit relever. Il a été constitué comme un gouvernement du front démocratique qui a porté Lula et Alckmin au pouvoir fédéral – un gouvernement du PT et de ses alliés progressistes (à l'exception du PSOL, qui n'a pas accepté de participer au nouvel exécutif), passant notamment par Marina Silva (6) et Sonia Guajajara (7), et allant jusqu'à Simone Tebet (8) et les libéraux.

Cela amène une partie de la gauche à se reconnaître dans la dynamique de ce front et à chercher à niveler ses défis autour, essentiellement, de l'idée de neutraliser la pression ultralibérale des marchés et de « *Faria Lima* » [ici la haute finance]. Le problème est réel et la préoccupation est correcte, mais elle conduit une partie de la gauche à un économisme délirant : dans un article intitulé « *Débolsionariser le Brésil. Comment ?* » du 11 janvier, Elias Jabbour affirme : « *Le bolsonarisme ne commencera à disparaître que lorsqu'un certain consensus dans*

6. Marina Silva, historienne et psychopédagogue, militante écologiste, adepte de la plus puissante église pentecôtiste au Brésil, a été élue sénatrice en 2002 sous l'étiquette du PT, elle a exercé la fonction de ministre de l'Environnement de 2003 à 2008 sous la présidence de Lula. Candidate du Parti vert à l'élection présidentielle, elle est arrivée troisième avec 19,3 % des suffrages. À nouveau candidate en 2018, elle n'a obtenu que 1 %. En février 2013 elle a fondé le parti Rede Sustentabilidade (REDE, Réseau soutenabilité) en présence de près de 1,5 million de personnes. En 2022, en vue des élections parlementaires, le Parti socialisme et liberté (PSOL) et le REDE se sont coalisés au sein d'une Fédération PSOL REDE. Elle a été nommée par Lula ministre de l'Environnement et du Changement climatique le 1er janvier 2023.

7. Sonia Guajajara est une militante autochtone de la tribu Guajajara œuvrant pour la protection de l'environnement et du PSOL, elle a été élue députée fédérale à São Paulo en octobre 2022. Elle a été nommée par Lula ministre des Peuples autochtones le 1er janvier 2023.

8. Simone Tebet, avocate, sénatrice, candidate à l'élection présidentielle de 2022 pour la coalition du Centrão (MDB-PSDB-Cidadania), est arrivée troisième au premier tour avec 4,2 % des voix. Elle a apporté pour le deuxième tour son soutien au candidat de gauche Lula alors que le MDB n'a donné aucune consigne de vote et que certains de ses dirigeants, tel Ibaneis Rocha, ont soutenu Bolsonaro. Elle a été nommée par Lula ministre de la Planification et du Budget le 1er janvier 2023.

9. cf. <https://www.ihu.unisinos.br/625492-desbolsonarizar-o-brasil-como>

10. União Brasil est un parti de droite issu de la fusion en 2021 entre les Démocrates (DEM) et le Parti social libéral (PSL), qui comptait alors le plus grand nombre de députés fédéraux (et n'en compte plus que 59 sur 513 à l'issue des élections de 2022). União Brasil a présenté à la présidentielle de 2022 Soraya Thronicke (0,51 % des suffrages), avocate, sénatrice, présidente de la commission de l'agriculture et de la réforme agraire au Sénat de 2019 à 2021, tristement célèbre pour ses discours niant les droits fonciers des peuples indigènes.



Prison pour Bolsonaro et ses généraux

notre société sera atteint autour de la nécessité d'une croissance économique accélérée, de l'industrialisation et de la construction des bases matérielles d'un État providence brésilien. » (9) Il convient de se demander sur quelle planète se trouve l'auteur alors que le bien-être régresse partout dans le monde. La lutte contre le fascisme contemporain est une lutte plus large visant à trouver un sens et des perspectives, des projets qui ne se réduisent pas à des exigences économiques ou à des politiques qui contrecarrent l'atomisation sociale des masses populaires.

La composition du gouvernement cherche cependant à répondre également à deux autres caractéristiques interconnectées. D'une part, la modération dans le traitement du bolsonarisme et de son noyau organisé dans un secteur du commandement des Forces Armées, indispensable en raison du rôle important que les militaires réservistes ont obtenu ces dernières années. José Múcio a été nommé au ministère de la Défense, soutenu par le pragmatique Flávio Dino au ministère de la Justice, dans une tentative de transition pactisée avec les militaires et les secteurs importants de la droite qui sont ancrés dans les institutions de l'État. À cette fin, Lula a fait entrer au gouvernement des personnes modérées, particulièrement enclines à conclure des accords avec les partisans de l'ancien président Bolsonaro ou, du moins, avec de nombreux secteurs conservateurs anti-PT. Cela s'avère être la grande contradiction des événements du 8 janvier, alors que ce qui était le plan A de Bolsonaro apparaît au grand jour et que la complicité de certains secteurs des forces armées avec les attentats devient évidente.

D'autre part, ce début de mandat présidentiel a toujours été, aux yeux de Lula et du PT, un espace pour « *acheter* » la gou-

vernabilité de la législature en payant le prix exigé par les députés et sénateurs du « *Centrão* » – le bloc de parlementaires conservateurs qui participe à tout gouvernement – en leur offrant des ministères avec des budgets importants. Les deux objectifs sont liés : la conciliation se fait avec les partisans non bolsonaristes de Bolsonaro, qui se trouvent dans une large mesure dans les trois partis du Centrão entraînés dans le gouvernement (le MDB, le PSD de Kassab et União Brasil). Il s'agit, officiellement, de 9 des 31 ministères (dont le stratégique ministère des Communications), ce qui a déjà valu à Lula un ministre de l'União Brasil (10) lié à des miliciens de Rio de Janeiro au ministère du tourisme.

### La réalité des événements

Cependant les faits ont leur propre vie. Lula a su tirer parti des circonstances qui se présentaient mais il doit aussi essayer de les devancer. L'énorme violence déployée par les manifestants le 8 janvier, digne de bandes fascistes classiques, a été désavouée par la grande majorité de la population et des dirigeants politiques. Elle semble avoir isolé et affaibli de manière significative le bolsonarisme militant. Les gouverneurs élus dans le sillage du vote de Bolsonaro au premier tour – comme le nouveau gouverneur de São Paulo, Tarcisio de Freitas, un possible leader politique capable d'hériter des secteurs conservateurs – ont dû se rendre à Brasilia pour désavouer les « *actes terroristes* » et les actions des « *vandales* » (comme la presse les appelle) et pour montrer leur solidarité avec Lula. Même Valdemar Costa Neto, président du PL, auquel Jair Bolsonaro est désormais affilié, a critiqué ces actes. Les campements bolsonaristes

sont démantelés dans tout le pays, sur ordre direct du STF.

Lula semblait, dans son discours de la nuit du 8, avoir abandonné la zone de confort des politiques de conciliation qui l'ont guidé depuis sa sortie de prison, tant en ce qui concerne sa stratégie d'alliances que sa campagne électorale et la mise en place du gouvernement. Après avoir décrété l'intervention dans les organes de sécurité du DF, il a traité les fascistes de fascistes, critiqué Bolsonaro, rappelé la déforestation de l'Amazonie et son importance pour l'ensemble de l'humanité, pointé du doigt « *l'agrobusiness maléfique* » qui détruit la forêt et empoisonne les aliments et déclaré qu'il s'en prendra aux financiers des putschistes. Il s'agit d'une rupture au moins partielle avec la stratégie consistant à rechercher une transition en alliance avec le bolsonarisme, même sans l'aval de Bolsonaro. Tout au long de la semaine, Lula a explicité d'autres points, déclarant notamment qu'il n'a pas confiance dans les militaires et que le rôle que leur définit la Constitution n'est pas celui d'être un « *pouvoir modérateur* ».

Mais « *l'agrobusiness maléfique* » c'est la dynamo des exportations brésiliennes et le cœur de l'appareil de pouvoir oligarchique qu'est l'État brésilien. De plus, son « *pacte* » consiste à rechercher un accord avec les forces armées – que Bolsonaro a tenté de transformer en pilier de soutien à son gouvernement. La Constitution de 1988 préserve aux militaires un rôle dans l'ordre politique. Lula et ses plus proches conseillers et ministres cherchent la voie d'alliances de plus grande envergure et de la conciliation. Peuvent-ils initier des ruptures, même si ce n'est qu'occasionnellement ? Comment peuvent-ils le faire tout en maintenant les trois piliers de leur stratégie politique modérée : gouvernement de façade démocratique, transition convenue avec les militaires et les conservateurs, et intégration à moindre coût du Centrão dans le pacte de gouvernance ?

## Que faire contre le bolsonarisme ?

Les contradictions politiques sont implacables et celles qui sont à la base du gouvernement Lula sont apparues en force le 8 janvier. José Múcio est l'ambassadeur des militaires auprès du gouvernement, et son inaction ou sa complicité semble avoir joué un rôle central dans l'occupation sans entrave par les manifestants du siège des trois pouvoirs. Múcio est sorti de l'épisode assez usé, mais Lula a ouvertement parlé

du problème et lui a réaffirmé sa confiance, prenant sans doute en compte la continuité du dialogue avec les secteurs militaires. En même temps, la réaction de Lula a été d'affronter les putschistes et, pour ce faire, il s'appuie sur une autre figure qui s'est révélée centrale, le juge du STF, Alexandre de Moraes.

Moraes a une trajectoire politico-juridique de deux décennies liée au PSDB de São Paulo et à l'ancien gouverneur Geraldo Alckmin. Il a été le ministre de la Justice de Michel Temer, qui l'a nommé au STF. Mais au cours des quatre dernières années il s'est affronté durement au gouvernement Bolsonaro pour « *combattre l'extrémisme* ». Cela a conduit l'ancien président à demander au Sénat fédéral en août 2021 la destitution de Moraes – sans succès. Moraes dirige une enquête sur les « *actes antidémocratiques* » et une autre sur les « *milices numériques* », qui cible l'un des fils de Jair Bolsonaro, Carlos Bolsonaro. C'est Moraes qui a dirigé en 2022 la justice électorale brésilienne d'une main de fer, créant des procédures draconiennes pour proscrire les fake news sur les réseaux sociaux pendant la campagne. Et il a pris des mesures tout aussi sévères contre diverses initiatives bolsonaristes. Il est devenu l'icône de l'activisme juridique antibolsonariste – nécessaire... mais inquiétant du fait de sa concentration de pouvoirs.

Le sénateur Flávio Bolsonaro, autre fils de l'ancien président, aurait déclaré que « *la pacification du pays passe par le classement des enquêtes qui [visent les bolsonaristes et] sont menées par Alexandre de Moraes au STF* ». Moraes a déclaré plus tard – le 12 décembre lors de la validation du résultat de l'élection de Lula et d'Alckmin – que « *cette cérémonie attestait une victoire totale et indiscutable de la démocratie et de l'État de droit contre les attaques antidémocratiques, la désinformation et les discours de haine proférés par divers groupes organisés qui, déjà identifiés, seront, je le garantis, tenus pleinement responsables afin que cela ne se reproduise pas lors des prochaines élections* ».

Tout cela semble avoir été mis en lumière, ces deux derniers jours, avec la révélation du plan A raté du coup d'État dans le projet d'Anderson Torres et l'appel à la sanction des putschistes. Aujourd'hui, 13 janvier, le procureur général nommé par Bolsonaro, Augusto Aras, sous la pression de 79 membres du ministère public fédéral, a demandé au STF d'inclure Bolsonaro dans l'enquête sur la paternité des actes

du coup d'État, ce que Alexandre de Moraes a immédiatement fait.

Débolsonariser la société brésilienne nécessite des mesures que nous n'abordons pas ici, comme la reprise de l'organisation autonome de la société civile et la réoccupation des rues par les mouvements sociaux, la régulation et la démocratisation des plateformes et réseaux numériques qui alimentent l'activisme de la droite radicale et en tirent profit, des politiques visant à augmenter la confiance des secteurs populaires dans leurs propres forces, et un système économique qui rompt avec l'extractivisme et l'agrobusiness générés par toutes les forces au pouvoir ces quarante dernières années. Elle exige également des alternatives internationales. La capacité politique du bolsonarisme s'est construite en l'articulant sur le terrain mondial avec les forces nationalistes conservatrices qui sont en « *guerre contre la modernité* ». Aucune victoire démocratique ne sera définitive si elle n'est pas projetée dans le cadre d'une alternative pour toute l'humanité et pour le tissu de vie de la planète.

Cependant, une lutte démocratique décisive s'est ouverte. C'est l'occasion pour faire face à l'impunité, à la violence, au mépris de la vie (les morts criminelles de la pandémie en étant le cas le plus flagrant), à la militarisation de la société et à son contrôle par les milices – en liant tout cela à la criminalisation des activités de coup d'État de Bolsonaro et de ses associés. La mobilisation pour que les putschistes répondent de leurs actes peut – et, à notre avis, doit – catalyser un processus d'auto-organisation populaire sous des drapeaux de gauche. Un tel coup de force contre le fascisme brésilien, s'il est consolidé, mettra également le conservatisme traditionnel en position défensive et influencera fortement le rapport de forces stratégique.

Pour saisir cette opportunité, le gouvernement Lula et le système judiciaire brésilien doivent naviguer dans des zones qu'ils n'ont pas fréquentées au cours des dernières décennies. Il faut également que la gauche institutionnalisée sorte de son inertie, en ravivant sa capacité – oubliée – à tirer parti de l'auto-organisation populaire. Nous devons tous chercher les voies pour cela. La prochaine période sera tout, sauf paisible ! ■

13 janvier 2023

# Décisions de la Direction nationale du PSOL sur l'orientation du parti

Par  
Exécutif national du MES/PSOL\*

Lors de la réunion de sa Direction nationale du 17 décembre 2022, le PSOL a approuvé à une large majorité de ne pas faire partie du nouveau gouvernement, c'est-à-dire de ne pas avoir de postes au cours du troisième mandat de Lula. En même temps, une deuxième résolution prévoit que le groupe parlementaire du PSOL soutiendra le nouveau gouvernement – ce qui n'est pas la même chose que de faire partie du bloc parlementaire dirigé par le Parti des travailleurs (PT).

Le PSOL a défini une limite entre le soutien aux mesures progressistes et le blocage des tentatives de coup d'État de l'extrême droite, en préservant son droit de s'opposer aux programmes qui attaquent les droits des travailleurs et du peuple. De cette manière, la résolution affirme que le PSOL sera autonome et décidera lui-même, de manière indépendante, ce qui bénéficiera de son soutien ou de son opposition.

Le PSOL s'est consolidé comme le deuxième plus grand parti de la gauche brésilienne, ayant en son sein différents groupements révolutionnaires et réformis-

tes, qui se réclament du marxisme et a donné ainsi un fort signal qu'il continue de se conformer à ses principes. Les différences internes, qui ont fait l'objet d'un débat public dans les pages des principaux journaux du pays, ne remettent pas en cause les mérites et le potentiel du parti. Au contraire, le PSOL a montré, une fois de plus, qu'il est un parti vivant, dans lequel les débats produisent des divergences mais aussi des convergences. Un parti qui n'est pas monolithique et qui n'a pas de blocs cristallisés. Il n'est pas étonnant que dans la controverse sur les postes gouvernementaux, le bloc majoritaire – appelé PSOL de Todas as Lutas (qui regroupe les blocs PSOL-Popular et PSOL-Semente) – se soit divisé. Cela a permis à la gauche du parti de faire apparaître une majorité politique contre une position d'alignement sur le PT que défendaient Guilherme Boulos, élu député fédéral, et Juliano Medeiros, président du parti.

La controverse publique a été polarisée entre ceux qui défendaient l'indépendance du PSOL en tant que principe et ceux qui défendaient l'entrée au gouvernement. Dans cet affrontement, il ne fait aucun doute que la position en faveur de l'indépendance a triomphé. Le député fédéral élu Guilherme Boulos, l'un des plus grands défenseurs de l'entrée au gouvernement, a déclaré dans une interview au journal *Globo* (19/12/2022) que la « *résolution dit que le PSOL ne demandera ni n'aura de postes* ». Peu après, dans la même interview, Boulos met fin aux spéculations sur sa participation à un éventuel ministère et souligne : « *Je suis un député fédéral élu et j'exercerai mon mandat à la Chambre* ». Même le discours « *trionphaliste* » de l'aile favorable à l'entrée dans le gouvernement à propos de la résolution ne peut cacher le point central : le PSOL ne participera pas au gouvernement Lula et ses affiliés qui pourraient le faire ne parleront pas au nom du parti.

Cependant, il faut reconnaître un point souligné par l'aile favorable à l'entrée dans le gouvernement : la résolution conserve

des éléments de médiation. Le texte ne contient pas dans sa formulation définitive ce que le MES a défendu lors des débats. Ainsi, la résolution reformulée ensemble par les principales forces du parti et approuvée par 53 voix contre 6 et une abstention, correspond au rapport des forces au sein du parti. Toutefois, ces limites de la résolution adoptée ne sauraient faire oublier le fait fondamental : la nature du PSOL a été préservée.

Par conséquent, le compromis du PSOL avec Lula n'est pas un chèque en blanc, comme le prouve le refus de son groupe parlementaire de réélire Arthur Lira (1) à la présidence de la Chambre de députés et sa résolution de ne pas entrer au gouvernement. Pour autant le parti ne tournera pas le dos à la situation concrète du pays, dévasté par quatre années de Bolsonaro avec, en ce moment, un courant néofasciste ayant du poids dans les secteurs de masse, et pariant sur leur mobilisation et sur l'affrontement physique avec la gauche. Dans ce contexte, notre priorité doit être la confrontation incessante avec le bolsonarisme. Si ce dernier a été vaincu lors de l'élection présidentielle, il est sorti renforcé des élections au niveau des États et dispose d'une importante force sociale comme l'indiquent les épisodes de coup d'État qui ont suivi la victoire de Lula.

L'hypothèse du développement de l'extrême droite n'est pas exclue et sa tactique permanente sera de déstabiliser et de renverser le nouveau gouvernement, même si les secteurs corrompus qui composaient l'administration Bolsonaro se rapprochent déjà de la nouvelle concertation de Lula dans son front large. C'est la même tactique que nous observons aujourd'hui dans des pays comme le Chili et le Pérou. Ainsi, la tâche des socialistes est de combattre l'extrême droite et de défendre le gouvernement Lula contre toutes les attaques qui représentent un retour en arrière réactionnaire pour le pays, mais sans jamais faiblir en même temps dans la défense des améliorations des conditions de vie des travailleurs et de la majorité du peuple.

\* Le Mouvement de la gauche socialiste (Movimento Esquerda Socialista, MES/PSOL), section sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale au Brésil, est un courant politique marxiste-révolutionnaire, exclu du Parti des travailleurs (PT) fin 2003, qui, avec une minorité de camarades de Democracia socialista (alors section brésilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale), a été à l'origine de la fondation du Parti Socialisme et Liberté (PSOL) en 2004. Nous reproduisons ici la déclaration adoptée par son exécutif national, le 21 décembre 2022. Elle a été d'abord publiée par la page web de la revue du MES, *Revista Movimento* : <https://movimentorevista.com.br/2022/12/sobre-a-ultima-reuniao-do-diretorio-nacional-do-psol/> (Traduit du brésilien par JM).

1. Arthur Lira, député fédéral du Parti progressiste d'Alagoas, est président de la Chambre de députés depuis le 1<sup>er</sup> février 2021. Au cours de son mandat il a reçu plus de 140 demandes de destitution du président Jair Bolsonaro, mais a décidé de n'en soumettre aucune au vote des députés. Après la défaite électorale de Bolsonaro qu'il avait soutenu, à la fin 2022 il a cherché le soutien de Lula. Le PT ne présentera pas de candidature contre lui, ce qui scelle en pratique sa réélection à ce poste.



C'est une nécessité immédiate pour un pays qui est de nouveau en proie à la famine, qui voit l'Amazonie violemment attaquée et qui voit les universités publiques s'effondrer. Par conséquent, le PSOL ne faiblira pas dans la défense des mesures progressistes du gouvernement Lula, mais il ne faiblira pas non plus face à toute attaque du nouveau gouvernement contre la classe ouvrière. Ainsi, le principal engagement du PSOL est aux côtés des travailleurs, dans la lutte pour l'emploi, les salaires, le logement, contre les prix élevés, pour le financement de l'éducation, de l'éducation de base aux universités, pour la défense de l'Amazonie et des peuples indigènes, des femmes, des Noirs et de la population LGBTQIA+.

Le PSOL continuera en toute indépendance et en toute liberté à critiquer et à combattre toutes les mesures qui vont à l'encontre de l'amélioration des conditions de vie de la population. Parallèlement à cela, nous comprenons que contester la société idéologiquement est le rôle du PSOL, que c'est décisif et que le PT l'a abandonné pour devenir le gestionnaire du capitalisme brésilien pendant ses années de gouvernement.

Il est important de noter que d'autres partis et organisations radicales de la gauche brésilienne n'ont pas réussi à sortir de la marginalité politique alors que le PSOL – le parti de Marielle Franco (2) – a développé grâce à sa cohérence un prestige considérable auprès d'une partie importante de la fonction publique, des jeunes, des femmes, des hommes et femmes noirs et de la population LGBTQIA+. Nous avons la responsabilité de faire prendre conscience des positions anticapitalistes qui servent les intérêts de la grande majorité du peuple à de larges secteurs organisés

et non organisés, aux travailleurs et à la classe moyenne urbaine, y compris aux secteurs séduits par le bolsonarisme, tels les livreurs et les employés de la sécurité publique.

Être en dehors du gouvernement de front large est crucial pour avoir un parti avec une indépendance de classe qui ne se dilue pas dans la politique nationale. De plus, le peuple a besoin de voir clairement qu'il existe une alternative antisystème à gauche et que le PSOL, bien qu'il soit encore en construction, présente les meilleures conditions pour accumuler des forces dans ce but. Pour cette raison, la décision du PSOL de ne pas être représenté dans les ministères et les postes de second niveau dans le gouvernement de collaboration de classe était tout aussi importante. Car en cas de victoire de la proposition visant à entrer dans le gouvernement, le parti risquerait de voir une de ses fractions internes néo-réformiste intégrer le régime.

La résolution de la Direction nationale préserve donc les principes et la nature anti-régime du parti. Le PSOL ne s'éloigne pas de son projet initial et ne se mêle pas à l'opposition de droite et d'extrême droite. De cette manière, les conditions pour la construction de ses propres structures, pour une action indépendante et des relations organiques avec les mouvements sociaux qui vont s'opposer au gouvernement et au PT, sont réunies. Pour cette raison, cette résolution est stratégique. Mais en même temps, dans ces temps difficiles de bolsonarisme et de grande confusion dans l'avant-garde, le parti a réussi à prendre une orientation fine qui permet le dialogue et l'unité, sans capitulation, sur les exigences urgentes du peuple ainsi que la confrontation ininterrompue avec l'extrême droite.

La prochaine tâche consiste à faire en sorte que la résolution de la Direction nationale soit exécutée dans son intégralité – et les déclarations de dirigeants importants dans la presse indiquent que cette voie devrait être suivie par la partie qui a défendu l'entrée au gouvernement. Cependant, nous savons que la séduction des postes dans la puissante machine du gouvernement fédéral est gigantesque, il faut donc une vigilance permanente, une intensification de la politisation du parti et une action unitaire auprès de la société. Le PSOL doit être aux premiers rangs des principales revendications populaires et des affrontements contre les hordes de Bolsonaro.

L'orientation est donc de miser sur la lutte et la mobilisation. Mais aussi, poursuivre la discussion des orientations du parti, dans lequel le MES a joué un rôle fondateur, agissant de manière décisive pour sa construction et son maintien comme un large parti anticapitaliste et antisystème. La lutte permanente contre les pressions opportunistes sur le PSOL a remporté une victoire importante, et toute cette confrontation politique interne a été un épisode de plus du besoin permanent et fondamental de construire une alternative de parti en accord avec les principes de la gauche révolutionnaire, en élaborant les tactiques les plus variées pour faire face aux défis de la réalité, sans renoncer à l'indépendance de classe, à l'internationalisme et au programme anticapitaliste. ■

2. Marielle Franco, militante de la gauche du PSOL, élue au conseil municipal de Rio de Janeiro le 1er janvier 2017, féministe, défenseuse des droits humains et LGBTQIA+, a été assassinée avec son chauffeur, Anderson Pedro Gomes, le 14 mars 2018. L'enquête judiciaire n'a toujours pas abouti... le policier militaire suspect a été condamné pour trafic d'armes en août 2022 à cinq ans de prison.

# Au cœur des contestations

Par  
Robert Narai\*

Une foule d'étudiant·es de l'université de Tsinghua, à Pékin, brandissant des feuilles de papier vierges et scandant : « *Démocratie, État de droit, liberté d'expression !* » En arrière-plan on peut entendre une jeune femme qui crie dans un mégaphone : « *Si nous ne parlons pas parce que nous avons peur d'être arrêtés, je crois que nous allons décevoir notre peuple. En tant qu'étudiante de Tsinghua, je le regretterai toute ma vie !* »

« *Nous tenons des bouts de papier vierges parce qu'ils représentent tout ce que nous voulons dire mais ne pouvons pas le faire à cause de la censure* » explique Zhao\*\* via un message crypté depuis la Chine continentale. Il est âgé de 22 ans, originaire de Shanghai et récemment diplômé d'une université de Pékin. Selon Zhao, de nombreux jeunes ont perdu confiance dans le zéro-Covid après une série de tragédies comme l'accident de bus de Guizhou, qui a tué 27 patient·es transportés vers une installation de quarantaine. Parallèlement, la consolidation du pouvoir de Xi Jinping pour un troisième mandat historique, combinée au chômage généralisé des jeunes et à la diminution des perspectives d'emploi pour les diplômés universitaires, crée des couches mécontentes de jeunes dans la société chinoise.

« *Ce sentiment de manque de pouvoir et de peur nous décourage quant à notre avenir* », explique Zhao. « *Beaucoup d'entre nous disent que nous serons la "dernière génération"* [les jeunes en Chine qui choisissent de ne pas avoir d'enfants en

guise de protestation] et choisissent de "se mettre à plat" [faire le strict minimum], parce que nous ne pensons pas que les choses vont s'améliorer. Nous ne voulons pas permettre à la génération à naître de venir au monde et d'endurer la torture de ne pas être libre.

« *J'ai rejoint les manifestations parce qu'elles représentaient pour moi une expérience nouvelle et incroyable. Il est difficile pour nous, continentaux, d'avoir une expérience des mouvements sociaux en raison de la répression d'État... Je suis aux côtés de tous ceux qui luttent pour leur liberté : les Ouïghours, les Tibétains, les habitants de Hong Kong et de Taïwan. Je veux que l'ensemble du système soit démantelé et que chacun puisse s'exprimer librement.* »

Traditionnellement, les étudiant·es ont été à l'avant-garde de la résistance au pouvoir du Parti communiste chinois (PCC). Lors du soulèvement de 1989, elles et ils ont joué un rôle de premier plan dans les manifestations de la place Tiananmen, qui ont servi de détonateur social à un mouvement de grève à l'échelle nationale. Mais après la défaite du mouvement, les campus universitaires sont devenus étroitement surveillés et de plus en plus répressifs.

À partir du milieu des années 2000, un environnement moins autoritaire a permis l'émergence de groupes d'étudiants marxistes présentant un certain degré d'indépendance vis-à-vis du PCC. Les étudiant·es activistes ont établi des liens avec des réseaux de militant·es syndicaux dans le delta de la rivière des Perles et se sont impliqués dans l'organisation syndicale.

Cette situation a pris fin en 2018, lorsqu'une campagne de syndicalisation ratée a provoqué une répression de la part des autorités. Les administrations universitaires ont discipliné les étudiants et restreint sévèrement les activités des marxistes. L'Université de Pékin a dissous sa Société d'études marxistes au nom de la « *réorganisation* ». Début 2019, les étudiant·es qui ont protesté contre les mesures disciplinaires ont été harcelés, battus et emprisonnés. Certains ont même disparu.

« *Les manifestations sur les campus marquent les débuts d'un mouvement étudiant, d'autant plus que certains étudiants militants commencent à se méfier du gouvernement et des autorités scolaires* », explique Ji Hengge\*\*, marxiste, depuis la Chine continentale. « *Ces manifestations, qui ont eu lieu dans plus de 50 campus universitaires [du 26 au 27 novembre dernier], ont été les plus importantes depuis le soulèvement de 1989. On est encore loin d'un mouvement étudiant de grande ampleur, d'autant que les étudiants ne sont pas suffisamment organisés pour l'instant. Leurs manifestations sont le plus souvent spontanées, leurs revendications ne sont souvent pas unifiées, et la plupart des étudiants n'ont même pas encore agi. Mais ces manifestations à l'université peuvent devenir un modèle pour d'autres étudiants – elles ont montré que les étudiant·es peuvent se battre pour leurs droits en manifestant.* »

L'usine d'assemblage d'iPhone Foxconn, située dans la province de Henan, à Zhengzhou, la capitale provinciale, emploie plus de 200 000 travailleur·es et représente 60 % des exportations de la province. Elle a été le théâtre d'une résistance farouche aux politiques industrielles qui obligent les travailleurs à vivre à l'intérieur de l'usine.

Fin octobre, des informations ont commencé à circuler sur des infections au Covid et des décès à l'intérieur de l'usine. Craignant d'être infectés et de ne pas pouvoir partir, des milliers de travailleur·es ont escaladé les murs de l'usine et se sont faufilés entre les clôtures pour s'échapper vers leurs villes natales. « *Ils font toujours passer la quantité produite en premier et la vie humaine en second. La vie humaine ne signifie rien pour eux* », a fait remarquer Mme Zhang\*\*, l'une des ouvrières qui s'est échappée, dans une interview en chinois sur WeChat.

Dans la foulée, les autorités locales de Zhengzhou ont lancé un projet visant à atténuer les pénuries de main-d'œuvre de Foxconn. (Apple comptait sur Foxconn Zhengzhou pour produire son nouvel

\* Robert Narai, ouvrier du bâtiment et militant de l'organisation australienne Socialist Alternative (observateur permanent dans la IV<sup>e</sup> Internationale), est auteur de nombreux articles publiés en Australie par le mensuel *Red Flag* et *Marxist Left Review*. Il est coéditeur et traducteur d'une collection d'œuvres inédites et non traduites en anglais de György Lukács, à paraître. Cet article a été d'abord publié le 13 décembre 2022 par *Red Flag* : <https://redflag.org.au/article/inside-chinas-protests> (Traduit de l'anglais par JM)

\*\* Les noms suivis de \*\* ont été modifiés.



iPhone 14 à temps pour la période de Noël).

Début novembre, 10 000 nouveaux travailleur-es du Henan et des provinces voisines sont arrivés à l'usine. Mais les primes promises aux nouveaux travailleurs à leur arrivée (6 000 yuans, soit 821 €) n'auraient été versées qu'en mars de l'année prochaine. En réaction, des milliers de travailleur-es ont affronté la police anti-émeute, brisant des barrières et les lançant sur le personnel de sécurité. Foxconn a été contraint d'indemniser chaque recrue à hauteur de 10 000 yuans (1368 €) et de fournir des trajets gratuits en bus aux travailleurs qui souhaitaient quitter l'usine et retourner dans leur ville natale.

« Foxconn a présenté sous une forme concentrée ce que de nombreuses personnes ont vécu en Chine », nous a dit depuis les États-Unis Eli Friedman, coéditeur de *China on Strike : Narratives of Workers' Resistance*. « Depuis le confinement de Shanghai au début de l'année, les capitaux ont été autorisés à circuler librement tandis que la mobilité humaine est réduite au strict minimum – les travailleurs étant contraints de dormir, manger et travailler sur leur lieu de travail – dans le but de contenir le virus tout en maintenant la croissance économique. C'est une situation très différente de la politique de zéro-Covid à Wuhan en 2020, où seul le strict nécessaire à la vie fonctionnait. »

Dans ce système « en boucle fermée », la responsabilité du bien-être des travailleurs (y compris les mesures Covid) incombe aux entreprises telles que Foxconn. « Ces entreprises n'ont aucune expérience, aucune capacité et, franchement, aucun intérêt à maintenir ces travailleurs en vie à un niveau décent de subsistance humaine », déclare Friedman. « Il est facile de voir comment une telle situation dégénère rapidement : des rumeurs com-

encent à se répandre, des personnes en bonne santé tombent malades, des camarades de travail meurent dans leurs dortoirs. Et c'est donc tout à fait logique : les travailleurs se sont précipités vers la sortie. »

Friedman souligne que toute forme d'action coordonnée de ce type nécessite au moins un certain niveau d'organisation. « De l'extérieur, il est difficile de savoir exactement quels réseaux ont été impliqués. Mais si vous enfermez 200 000 personnes, pour la plupart jeunes, dans une usine et que vous les obligez à vivre ensemble dans des dortoirs, c'est précisément dans ce type d'environnement que les griefs peuvent être discutés et que l'organisation des travailleurs peut commencer à apparaître. »

Dans un article publié par la revue *Made in China*, Jude Howell (1) note qu'à partir du début des années 2000 une attitude plus détendue du gouvernement chinois à l'égard des ONG étrangères a conduit à la création d'organisations syndicales indépendantes. Celles-ci ont à leur tour contribué à créer des réseaux militants impliqués dans un regain d'auto-activité de la classe ouvrière, qui a coïncidé avec un boom de la fabrication orientée vers l'exportation. En 2010, des grèves ont éclaté chez Foxconn et Honda dans la province de Guangdong, avant de s'étendre à Toyota à Tianjin, une ville proche de Pékin dans le nord-est, et dans plusieurs usines du sud du pays. Ces grèves ont permis d'obtenir une série d'augmentations de salaire et d'améliorer les conditions de travail, ce qui a déclenché une vague de grèves dans des usines à capitaux majoritairement étrangers jusqu'à la fin 2015.

Depuis lors, le gouvernement de Xi Jinping a largement réussi à éliminer les réseaux, à arrêter les dirigeant-es et les militant-es syndicaux, à en pousser d'aut-

res à se cacher et à fermer les organisations syndicales indépendantes. Associé à un ralentissement économique et à une baisse de la confiance en soi dans la classe ouvrière, le résultat a été une diminution spectaculaire des grèves et de l'organisation du travail ces dernières années.

L'impact initial de la révolte de Foxconn suscite un certain optimisme prudent. « L'image des travailleurs migrants tenant tête au grand capital et à l'État chinois est désormais entrée dans l'imaginaire national », déclare Friedman. « Bien qu'il ait été rapidement éliminé du récit des médias dominants, le soulèvement de Foxconn a jeté les bases des émeutes qui allaient suivre à Urumqi et des manifestations ultérieures qui ont éclaté sur les campus et dans les rues. »

L'incendie d'un immeuble d'habitation à Urumqi, la capitale du Xinjiang, qui a fait au moins dix morts – largement imputé aux restrictions du Covid qui verrouillent les immeubles d'habitation de l'extérieur et empêchent l'accès aux services d'urgence – a déclenché des manifestations dans tout le pays, visant certains aspects des mesures de santé publique qui, selon beaucoup, ne protègent pas les vies. Les victimes de l'incendie étaient toutes des Ouïghours, le groupe ethnique à majorité musulmane opprimé du Xinjiang. Après l'incendie, des émeutes ont éclaté lorsque des milliers de manifestant-es de la majorité Han ont encerclé les bâtiments gouvernementaux et exigé que justice soit rendue aux victimes, ainsi que l'assouplissement des restrictions du Covid pour permettre un meilleur accès à la nourriture et aux

1. Jude Howell, « From Green Shoots to Crushed Petals : Labour NGOs in China », *Made in China* vol. 6, n° 1, janvier-avril 2021 : <https://madeinchinajournal.com/2021/07/15/from-green-shoots-to-crushed-petals-labour-ngos-in-china/>

# Chine

services essentiels.

Les manifestations de solidarité avec les victimes de l'incendie d'Urumqi se sont rapidement étendues à Pékin, Shanghai, Wuhan, Guangzhou et à de nombreuses autres villes à la fin du mois de novembre. Les manifestants ont allumé des bougies, déposé des fleurs blanches et tenu des morceaux de papier blanc sur leur visage et leur tête (le blanc est la couleur traditionnelle du deuil en Chine). De nombreuses manifestations se sont transformées en appels à la fin des confinements ; certains ont même exigé la déchéance du PCC et de Xi Jinping. À Pékin, au moins un millier de personnes se sont rassemblées le long du troisième périphérique de Pékin, en scandant : « *Nous sommes tous des gens du Xinjiang !* »

« *Moins de Ouïghours que de Han ont participé aux manifestations, en grande partie parce que le gouvernement s'est montré politiquement plus répressif et vindicatif envers les Ouïghours* », explique Ji Hengge. « *Bien que le mouvement se soit rapidement calmé et que le sujet de l'oppression des Ouïghours ne soit pas actuellement à l'ordre du jour, les manifestations ont montré le potentiel des Ouïghours et des Chinois Han à lutter dans l'unité face à un oppresseur commun... Globalement, il s'agissait d'une lutte pour l'unité entre les Ouïghours et les Chinois Han.* »

En dehors de la Chine continentale, les manifestations de solidarité se sont étendues à Hong Kong les 27 et 28 novembre. Des étudiant·es de l'université de Hong Kong ont distribué des tracts relatifs à l'incendie d'Urumqi et ont brandi des feuilles de papier vierge, tandis que de petits groupes de personnes se sont rassemblés dans le quartier central des affaires avec des messages de solidarité envers la Chine continentale.

« *Ces personnes ont fait preuve d'un immense courage en se rassemblant à nouveau pour exprimer leur mécontentement à l'égard du régime* », explique par courriel depuis Hong Kong le socialiste Lam Chi Leung. « *Depuis la défaite du soulèvement de 2019 et l'adoption de la loi sur la sécurité nationale, beaucoup de gens ont eu trop peur de protester. Les continentaux ont redonné confiance aux militants de Hong Kong et leur ont fourni une raison de se lever et de se battre.* »

Depuis les années 1990, Hong Kong abrite des groupes qui se consacrent au

développement, sur le continent chinois, de mouvements sociaux liés à l'égalité des genres, aux droits humains, aux questions environnementales et à la solidarité entre travailleurs. La plupart des organisations ont soit cessé leurs activités, soit réduit considérablement leur travail en raison de la répression accrue.

Un petit nombre de militant·es pro-démocratie qui avaient autrefois une opinion négative des continentaux – en raison de leur indifférence (ou de leur opposition) au soulèvement de 2019 et aux vagues précédentes de luttes pro-démocratiques – ont changé d'attitude et se sont impliqués dans des manifestations de solidarité. D'autres ont refusé de le faire en raison du manque de solidarité de la partie continentale envers Hong Kong par le passé. « *Je suis en total désaccord avec cette attitude* », déclare Lam Chi Leung à propos de ceux qui refusent de faire preuve de solidarité. « *Elle ne sert qu'à diviser le peuple de Hong Kong et du continent ; elle renforce le régime du PCC qui nous opprime tous. La classe ouvrière de Chine et de Hong Kong a un intérêt commun à lutter pour la démocratie et l'égalité sociale dans nos pays. Ce n'est que lorsque les peuples de Chine et de Hong Kong s'unissent dans une lutte commune que nous avons une chance de vaincre le PCC.* »

Depuis 1989, le Parti communiste chinois a dû faire face à des manifestations beaucoup plus importantes que celles qui ont eu lieu ces dernières semaines. Mais les précédentes vagues de lutte étaient surtout localisées et avaient tendance à éviter de critiquer le gouvernement national. Le rétrécissement du champ de la dissidence acceptable sous Xi Jinping – principalement par le biais d'une répression accrue – a créé les conditions des manifestations les plus étendues depuis 1989.

Pékin a désormais renoncé à son engagement en faveur de l'objectif zéro-Covid et a levé certaines mesures de santé publique telles que les confinements. Feng Zijian, conseiller au sein du groupe de travail chinois sur le Covid, estime que l'épidémie qui en résulterait pourrait infecter 60 % des 1,4 milliard d'habitants du pays. Une nouvelle modélisation de Wigram Capital Advisors, un groupe de conseil macroéconomique qui a fourni des modèles aux gouvernements pendant la pandémie, publiée dans le *Financial Times* (2), suggère que jusqu'à 1 million de personnes pourraient mourir dans les mois à venir. Ce chiffre peut sembler improbable, puisqu'il implique un taux de mortalité supérieur à celui qu'aucun autre pays n'a

encore connu. Mais même une fraction d'un tel total serait une catastrophe de santé publique. Dans un pays comme l'Australie – qui est bien mieux placé et mieux préparé pour faire face aux retombées de la propagation du virus – le système hospitalier reste en crise et le Covid long est devenu une catastrophe de santé publique, paralysant des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes de la classe ouvrière.

La question est de savoir si Pékin, en abandonnant ses mesures de confinement incroyablement punitives, mettra en œuvre des mesures de santé publique qui protègent les vies et respectent les autres besoins humains fondamentaux. Ces mesures consisteraient notamment à payer les travailleurs pour qu'ils restent chez eux tout en veillant à ce que leurs besoins soient correctement satisfaits, à fermer les industries non essentielles, à mettre en œuvre des mesures strictes de santé et de sécurité au travail dans les industries essentielles qui restent ouvertes, à développer considérablement les infrastructures de soins de santé et à instaurer des programmes de vaccination à l'aide de vaccins dont l'efficacité est scientifiquement prouvée.

Une autre question est de savoir si les formes de « *mémoire institutionnelle* » dans les mouvements ouvriers et étudiants chinois, que le régime de Xi Jinping a effectivement détruits, peuvent maintenant être régénérées alors que le virus se propage largement. Seul le temps nous le dira. Après tout, alors que le mouvement *Black Lives Matter* aux États-Unis a prospéré malgré le carnage de la pandémie, dans d'autres endroits, comme à Hong Kong, l'activité politique a été sévèrement réduite, car les jeunes ont mis en œuvre leurs propres mesures de santé publique, mettant en garde contre les rassemblements publics qui pourraient contribuer à une épidémie mortelle du virus, en particulier chez les personnes âgées.

Pendant un bref instant, les protestations contre l'État chinois ont mis en lumière le pouvoir potentiel des travailleurs et des étudiants à défier le régime. « *De l'extérieur, le PCC peut sembler monolithique, avec Xi cimentant un pouvoir et un contrôle total sur la Chine pour de nombreuses années à venir* », mais les dernières mobilisations « *ont maintenant complètement brisé cette illusion – leur impact se fera sentir pendant de nombreuses années à venir* », estime Ji Hengge. ■

2. Edward White & Andy Lin, « China risks 1mn Covid deaths in "winter wave", modelling shows », *Financial Times* du 7 décembre 2022 : <https://www.ft.com/content/4e1f0062-279c-4390-86f8-4d331418a8f5>

# Le soulèvement de Foxconn à Zhengzhou ou le lien explosif entre le travail et la reproduction sociale

Entretien de Promise Li avec Yige Dong\*

En octobre, on a pu voir sur internet des images montrant des masses de travailleurs fuyant à pied l'usine Foxconn de Zhengzhou en Chine – le plus grand site de production d'iPhone au monde. Pour répondre à la demande de production d'Apple, l'usine a mis en place un « système en circuit fermé » qui empêche les travailleurs de rentrer chez eux et leur fournit un minimum de produits de première nécessité. Cela a suscité une nouvelle vague de curiosité à l'égard de la politique du travail en Chine depuis la pandémie et a provoqué une certaine réaction au sein des communautés chinoises d'outre-mer, bien que moins importante pour l'instant que la mobilisation de la diaspora mondiale en solidarité avec le manifestant du pont Sitong à Pékin le mois dernier. Elle fournit un contexte révélateur du soulèvement social plus large en Chine, déclenché par les confinements du Covid-19.

**Promise Li :** Pouvez-vous décrire ce qui s'est passé à l'usine Foxconn, sa signification générale ? Pensez-vous qu'il y a un lien à établir avec d'autres expériences et expressions de mécontentement dans la société chinoise récemment, comme la manifestation au pont Sitong ?

**Yige Dong :** Fin octobre, une épidémie de Covid-19 est apparue dans une usine Foxconn située dans une ville de l'intérieur de la Chine appelée Zhengzhou (en raison de politiques de confinement strictes, le Covid-19 est étroitement contrôlé et les épidémies massives sont très rares dans cette région). Cette usine de Foxconn est la plus grande parmi ses 45 sites en Chine et c'est également le plus grand centre de fabrication d'iPhone d'Apple, avec un effectif de plus de 250 000 personnes. Jusqu'à l'apparition de l'épidémie, Apple comptait sur Foxconn Zhengzhou pour produire son tout nouvel iPhone 14 pour sa chaîne d'approvisionnement mondiale. Après la contamination, au lieu de prendre



des mesures appropriées pour soigner les malades et limiter la propagation des cas, la direction de Foxconn a forcé les travailleurs à continuer à fabriquer des iPhones, ce qui a conduit d'autres travailleurs à être infectés. La direction a alors mis en place ce « système en circuit fermé », qui ne permettait pas aux ouvriers de quitter le complexe de l'usine mais les confinait dans l'atelier et le dortoir, les nourrissant avec des boîtes de repas à peine comestibles, selon les messages des ouvriers eux-mêmes sur les réseaux sociaux chinois. En raison du manque de travailleurs essentiels, personne ne faisait le nettoyage de base, les ordures s'empilaient, occupant tous les espaces à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments du dortoir. Pire encore, les travailleurs testés positifs ont été placés dans des installations de « quarantaine » – sans eau, nourriture ou fournitures médicales adéquates.

Début novembre, la rumeur selon laquelle huit travailleurs d'un même dortoir étaient tous morts du Covid-19 a fait déborder le vase. Dans la panique et le désespoir, des milliers de travailleurs ont entamé un « grand exode », franchissant les barrages mis en place par Foxconn et rentrant chez eux à pied, car il n'y avait pas de services de transport dans une ville soumise au confinement. La majorité des

travailleurs ont pu rentrer chez eux en marchant quelques jours, car ils venaient de comtés voisins de la même province du Henan. Les autorités de certains comtés ont alors envoyé des navettes pour récupérer ces travailleurs, les plaçant dans des installations de quarantaine locales au lieu de les renvoyer chez eux.

Ayant perdu un nombre important de travailleurs, Foxconn a subi une pression énorme pour atteindre ses objectifs de production d'iPhone. Et c'est là que les liens

\* **Yige Dong** est professeure adjointe de sociologie et d'études sur le genre et la sexualité à l'Université d'État de New York à Buffalo. Ses intérêts de recherche comprennent l'économie politique, le travail, les relations entre les genres, la politique controversée et les méthodes historiques comparatives. Elle travaille sur un projet de livre, *The Fabric of Care: Women's Work and the Politics of Livelihood in a Chinese Mill Town* (La fabrique des soins : Le travail des femmes et la politique des moyens de subsistance dans une ville industrielle chinoise), qui examine la transformation séculaire de la politique de soins parmi les travailleurs industriels au milieu des vagues d'industrialisation du pays. **Promise Li** est membre de Solidarity (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale aux États-Unis) et de Socialistes démocrates d'Amérique (DSA). Ancien organisateur de locataires dans le Chinatown de Los Angeles il est membre de Lausan Collective – un collectif de gauche et une publication (<https://lausancollective.com/>) promouvant la solidarité transnationale avec Hong Kong. Cet entretien a été publié le 5 décembre 2022 par la revue en ligne *Tempest* : <https://www.tempestmag.org/2022/12/the-foxconn-uprising-in-zhengzhou/> (Traduit de l'anglais par JM).

# Chine

étroits entre l'entreprise et les autorités locales du Henan ont été dévoilés. L'une des principales raisons pour lesquelles Foxconn a choisi d'établir son plus grand complexe à Zhengzhou était que les autorités locales avaient promis en 2010 d'offrir d'importants allègements fiscaux et d'aider à recruter de la main-d'œuvre pour l'entreprise. Les responsables locaux, qui gouvernent l'une des provinces les plus peuplées et dont le niveau de développement est relativement faible, ont vu Foxconn comme une poule aux œufs d'or. Et ils avaient raison. Aujourd'hui, la production de Foxconn représente 80 % des exportations de Zhengzhou et plus de 60 % des exportations de toute la province du Henan. Ainsi, à la suite du « *grand exode* », les gouvernements locaux ont eu pour priorité absolue d'aider Foxconn à recruter de la main-d'œuvre. Il a été rapporté que le chef de chaque village a reçu l'ordre de recruter au moins un travailleur – presque comme une conscription militaire. En très peu de temps, 10 000 nouveaux travailleurs, venus du Henan et d'autres provinces, sont arrivés à Zhengzhou, soulageant temporairement la pression qui pesait sur Foxconn.

Pour être honnête, je ne pense pas que ce type de résistance ouvrière, spontanée et le plus souvent due à la peur, soit porteur d'une intention politique explicite. C'est la réaction la plus naturelle et la plus raisonnable lorsque la vie et la santé d'une personne sont menacées. Si je dis cela, c'est aussi parce que Foxconn a mis au point un ensemble de mesures sophistiquées de contrôle de la main-d'œuvre, en veillant à ce que les travailleurs soient fortement atomisés et aliénés, ce qui leur rend très difficile la construction de toute forme de solidarité. Bien sûr, pendant l'exode, je suis sûre que les travailleurs se concertaient entre eux d'une manière ou d'une autre pour trouver les moyens de s'échapper. Mais ces actions, je pense, étaient plus spontanées que l'expression d'une conscience politique claire comme dans le cas du pont Sitong. Ceci étant dit, les réactions

des travailleurs contre l'exploitation et les abus ont toujours été à elles seules une base importante pour les luttes ouvrières potentielles dans l'histoire ouvrière chinoise. Je ne néglige donc pas leur importance et j'aimerais voir comment cet événement historique, qui a mis à nu de nombreux problèmes profondément ancrés dans le capitalisme étatique actuel de la Chine, peut inspirer des actions dans l'avenir.

**Promise Li :** *Pouvez-vous décrire brièvement comment vous avez commencé à vous intéresser à votre sujet de recherche et à votre méthodologie ? Y a-t-il des expériences politiques antérieures (notamment en matière de militantisme) qui ont contribué à cet intérêt ?*

**Yige Dong :** Mon étude de Zhengzhou Foxconn n'était pas du tout planifiée. Au cours de la dernière décennie, j'ai étudié la politique du travail et du genre en Chine et je me suis particulièrement intéressée à l'interaction entre la politique de la production industrielle et celle de la reproduction sociale. Au départ, comme site de recherche principal j'ai choisi Zhengzhou, une ville avec une tradition de production textile, car c'est l'un des secteurs manufacturiers les plus féminisés, où la contradiction entre production et reproduction sociale est la plus saillante. Je suis toujours intéressée par une intervention féministe dans l'analyse du travail, qui a souvent un ton masculiniste et ne tient pas compte du genre. Quelques années après le début de mes recherches, un été où j'étais à Zhengzhou, j'ai découvert qu'une des usines textiles que j'étudiais avait cessé de fonctionner en raison d'un manque de rentabilité et que le propriétaire de l'usine avait décidé de louer les locaux à Foxconn. C'est devenu une usine satellite du complexe principal de Foxconn dont nous parlons. Mon intuition était alors que je devais suivre ce curieux changement et voir ce qui se passerait ensuite. Avec le recul, je me suis rendu compte que cet incident n'était pas le fruit du hasard, mais qu'il reflétait des transformations profondes de la structure industrielle chinoise et de la politique du travail en général, dont je parlerai plus tard.

**Promise Li :** *C'est un peu abstrait, mais si nous devons contextualiser certaines des réactions aux mesures de confinement à Zhengzhou dans le cadre d'un mécontentement plus large à l'égard des mesures de confinement dans différentes régions chinoises, dans quelle direction pensez-vous que les manifestations contre le confinement se dirigent ? Pensez-vous qu'elles sont une expression de la dissi-*

*dence en ce moment ?*

**Yige Dong :** De manière générale, oui, toutes les expressions de mécontentement et de colère à l'égard des atroces mesures de confinement actuelles sont significatives. Elles constituent des canaux importants pour que les citoyens chinois puissent exprimer leur désaccord. Compte tenu de la censure croissante et du renforcement du contrôle politique ces dernières années, il n'y a pratiquement plus d'espace pour les protestations sociales et les actions collectives, qui ont toujours été difficiles et dangereuses en Chine. Néanmoins, de nombreux groupes sociaux, allant des travailleuses et des travailleurs aux féministes en passant par les militants écologistes, ont accompli beaucoup de choses ces dernières années.

Actuellement les manifestations spontanées et la résistance aux mesures de confinement sont devenues la seule forme viable de dissidence (l'affaire du pont Sitong a attiré l'attention précisément parce qu'elle constituait une anomalie), parce qu'il y a trop de villes sous confinement, depuis trop longtemps, et que même la technologie de censure la plus efficace ne peut effacer toutes les voix instantanément. La plupart de ces reproches et accusations émanent de citoyens qui souffrent de la famine, de difficultés économiques, de troubles mentaux dus à l'isolement et, parfois, d'un refus d'accès à des services médicaux, refus mettant leur vie en danger. Comme leur caractère politique n'est pas apparent, elles bénéficient d'une plus grande tolérance de la part du régime, relativement parlant. Cependant, rechercher la justice dans le domaine de la reproduction sociale et exiger des droits fondamentaux pour vivre n'est pas moins politique que le militantisme dans l'arène conventionnelle et publique des luttes. La crise de la reproduction sociale est une question plus essentielle qui se manifeste à travers différents systèmes sociopolitiques ; elle a le potentiel d'impliquer et de mobiliser tout le monde.

**Promise Li :** *Quelle est l'importance de Zhengzhou Foxconn dans la politique en matière de travail en Chine ?*

**Yige Dong :** Comme je l'ai mentionné plus haut, la délocalisation de Foxconn de Shenzhen, où 18 suicides d'ouvriers ont choqué le monde en 2010, vers la Chine intérieure, notamment Zhengzhou, n'est pas un cas isolé, mais illustre certains changements majeurs dans la structure industrielle de la Chine et dans la politique du travail en général (1).

1. Ces observations sont développées dans mon article de 2020 « *Spinners or Sitters : Regimes of Social Reproduction and Urban Women's Employment Choices in Urban China* » paru dans *International Journal of Comparative Sociology* vol. 61, n° 2-3 (disponible ici : [https://www.academia.edu/44167431/Spinners\\_or\\_sitters\\_Regimes\\_of\\_social\\_reproduction\\_and\\_urban\\_Chinese\\_workers\\_employment\\_choices](https://www.academia.edu/44167431/Spinners_or_sitters_Regimes_of_social_reproduction_and_urban_Chinese_workers_employment_choices)), et mon article à paraître dans *Critical Sociology* : « *Dilemma of the Foxconn Moms : Social Reproduction and the Rise of 'Gig Manufacturing' in China* » (disponible ici : [https://www.academia.edu/92375878/The\\_Dilemma\\_of\\_Foxconn\\_Moms\\_Social\\_Reproduction\\_and\\_the\\_Rise\\_of\\_Gig\\_Manufacturing\\_in\\_China](https://www.academia.edu/92375878/The_Dilemma_of_Foxconn_Moms_Social_Reproduction_and_the_Rise_of_Gig_Manufacturing_in_China)).

Premièrement, à l'échelle nationale, avec l'augmentation du coût de la main-d'œuvre chinoise, les capitaux (y compris Foxconn) ont fui la Chine ou se sont déplacés vers ses régions intérieures à la recherche d'une main-d'œuvre moins chère. En conséquence, la fabrication de produits électroniques a remplacé la production de textiles en coton pour devenir le principal employeur de salariés peu qualifiés à Zhengzhou. Parallèlement, les services bas de gamme ont dépassé l'industrie manufacturière à forte intensité de main-d'œuvre pour devenir le plus grand secteur employant des travailleurs peu qualifiés dans le pays. Dans le cadre de mes propres recherches, j'ai constaté que de nombreuses travailleuses du textile licenciées sont passées au secteur des services, devenant des nounous et d'autres types de personnel soignant.

Deuxièmement, en raison du déplacement du capital vers l'intérieur des terres et de l'industrialisation rapide qui en résulte, certains changements fondamentaux sont intervenus dans la main-d'œuvre migrante chinoise. Alors que dans le passé, la majorité des travailleurs migrants quittaient leur ville natale, qui était généralement une région intérieure spécialisée dans l'agriculture, pour travailler dans les zones économiques spéciales (ZES) côtières, aujourd'hui, un nombre croissant d'entre eux deviennent des migrants à l'intérieur de la province, travaillant dans les villes voisines qui ont été rapidement industrialisées. C'est pourquoi, dans le cas de Zhengzhou Foxconn, plus de 90 % des effectifs sont des natifs du Henan, dont certains ont pu rentrer chez eux à pied lors du récent « *grand exode* ». En outre, la main-d'œuvre du secteur manufacturier vieillit rapidement, l'âge moyen étant d'environ 40 ans. En d'autres termes, ce ne sont plus les « *filles et les garçons de l'usine* » qui fabriquent nos iPhones, mais plutôt les oncles et les tantes.

Troisièmement, chose surprenante pour beaucoup, la Chine a connu récemment un processus de « *formalisation* » de la main-d'œuvre. En 2014, le gouvernement central a promulgué une nouvelle loi qui restreint l'embauche par les employeurs de travailleurs détachés, c'est-à-dire des contractants temporaires recrutés par une agence de placement indépendante de l'entreprise – une pratique autrefois tristement célèbre chez Foxconn. Lorsque je travaillais à Zhengzhou Foxconn il y a quelques années, la plupart des nouvelles recrues se voyaient proposer un contrat officiel avec assurance sociale, du moins sur le papier.



Pourtant, une grande partie de ces travailleuses et travailleurs de Foxconn préfèrent se transformer en main-d'œuvre informelle de facto, entrant dans l'usine, y travaillant pendant quelques mois, puis partant volontairement après la haute saison ; l'année suivante, beaucoup reviennent dans la même usine en tant que nouvelles recrues. Alors que, par le passé, la main-d'œuvre migrante chinoise restait généralement dans la même usine ou la même ville pendant plusieurs années et ne se rendait chez elle qu'une fois par an, aujourd'hui un emploi dans l'industrie manufacturière ressemble à un emploi temporaire dans la « *gig economy* » (économie discontinue) qui prévaut dans les sociétés néolibérales post-industrialisées. Dans un article à paraître, j'appelle ce phénomène « *gig manufacturing* » (fabrication en discontinu).

Alors, comment expliquer cette énigme ? Pourquoi les salarié-es préfèrent-ils renoncer aux avantages liés à un contrat formel et rester dans une position plus précaire ? Je soutiens que cette dynamique est à l'œuvre tant au niveau de la production qu'au niveau de la reproduction sociale.

Au point de production, c'est-à-dire à l'atelier de fabrication de l'iPhone, car l'entreprise a maintenu le salaire de base à un niveau très bas – presque identique au salaire minimum de Zhengzhou (2 100 yuans/mois, soit environ 300 dollars/mois), les salariés comptent sur la possibilité de faire des heures supplémentaires pour gagner un revenu supplémentaire. Pendant la haute saison, généralement l'été avant la sortie des nouveaux produits Apple en septembre, le revenu peut atteindre jusqu'à 6 000-8 000 yuans/mois grâce à de nombreuses heures supplémentaires. Mais après la haute saison, il n'y a aucun intérêt à ne faire que des heures normales.

Pendant ce temps, au niveau de la reproduction sociale, qui est essentiellement constituée par les familles des travailleurs dans les communautés rurales, on assiste à une intensification de la demande de travail de soins pour les enfants et les personnes âgées – une demande hautement genrée qui touche de manière disproportionnée les mères travaillant à Foxconn. Cette importance croissante du travail de soins est le résultat de la marchandisation rapide de la reproduction sociale, y compris la privatisation des soins aux enfants et aux personnes âgées ainsi que de l'éducation dans la Chine rurale.

Mis bout à bout, ces facteurs créent un dilemme pour ces travailleuses : le besoin pressant de revenus monétaires pousse les parents ruraux, qui constituent une part importante de la main-d'œuvre, à venir travailler chez Foxconn ; d'un autre côté, la demande de la famille en matière de soins et d'affection les ramène, en particulier les mères, vers la famille. En fin de compte, de nombreuses personnes finissent par faire de cet emploi un travail saisonnier.

**Promise Li :** *La théorie marxiste de la reproduction sociale est un cadre théorique important pour votre recherche. Dans vos écrits, vous avez parlé de la façon dont la Chine a évolué vers un modèle de « régime public-privé de reproduction sociale », où les soins aux enfants et aux personnes âgées et d'autres prestations sociales ont été de plus en plus privatisés, tandis que la responsabilité d'autres prestations, telles les pensions, a été transférée aux gouvernements locaux. Comment pouvons-nous comprendre les abus en matière de travail dans l'usine Foxconn de Zhengzhou – et les développements plus larges concer-*

# Chine

*nant l'économie du travail en Chine pendant la pandémie – dans le cadre de la reproduction sociale ?*

**Yige Dong :** Comme je l'ai expliqué plus haut, la perspective de la reproduction sociale est cruciale pour comprendre la politique industrielle ici. Jusqu'à présent, le « régime hybride public-privé de reproduction sociale » que j'ai mentionné dans mon article précédent ne fonctionne que pour celles et ceux qui résident en ville. Dans le cas de Zhengzhou Foxconn, seulement les possesseurs d'un hukou [enregistrement des ménages légalement obligatoire] à Zhengzhou peuvent bénéficier du contrat officiel, qui prévoit des contributions des employeurs aux systèmes publics de santé et de retraite. Toutefois, les personnes qui n'ont pas de hukou à Zhengzhou, c'est-à-dire la majorité d'entre elles, ne pourront prétendre à ces prestations que si elles continuent à travailler dans la même ville pendant 15 ans ou plus, ce qui est impossible pour beaucoup. Mais, pour tous les salariés, les cotisations individuelles aux régimes d'assurance sont de toute façon déduites du salaire. Ce qu'ils peuvent gagner mensuellement est donc encore plus bas que 2 100 yuans – en fait, c'est seulement 1 600 yuans environ. Fondamentalement, ce régime hybride de reproduction sociale dans la Chine urbaine va à l'encontre des intérêts des travailleurs migrants.

En outre, il existe une complicité implicite entre le système de rémunération de Foxconn, qui est très volatile d'une saison à l'autre, et le système de reproduction sociale de la Chine rurale, qui attend d'une femme qu'elle soit à la fois soutien de famille et pourvoyeuse de soins. En d'autres termes, les besoins du capital et ceux de la famille se complètent, produisant conjointement une importante armée de réserve de main-d'œuvre qui se présente toujours « au bon moment ».

Enfin, après avoir suivi Foxconn pendant des années et l'avoir observé du point de vue de la reproduction sociale, je trouve que ce qui s'est passé à Zhengzhou cette fois n'est pas surprenant ; c'est juste la révélation sous une forme extrême de tous les problèmes existants. Ce qui culmine dans ce cas spectaculaire, c'est le choc entre la demande du capital pour le travail aliéné et sa tendance à externaliser tous les coûts pour maintenir ce travail. Fait tout aussi important, ce cas dévoile également la complicité existante depuis longtemps

entre le capital et les gouvernements locaux (soutenus par l'État chinois) : le capital se débarrasse des salariés dès que le coût du maintien de leur reproduction quotidienne devient « trop élevé » ; les gouvernements se font les serviteurs du capital en aidant Foxconn à recruter et à disperser la main-d'œuvre, facilitant ainsi le laisser-faire du capital sur le plan social.

**Promise Li :** *Compte tenu des conditions politiques répressives en Chine, quelles sont, selon vous, les voies à suivre pour le mouvement ouvrier et la solidarité au niveau national ? Les syndicats indépendants ne sont pas autorisés et, ces dernières années, la plupart des activités collectives en Chine ont évolué vers des modèles beaucoup plus décentralisés alimentés par les médias sociaux. Vous avez mentionné que « si la formalisation potentielle peut offrir plus de protections et d'avantages aux travailleurs domestiques, elle peut également être utilisée par les employeurs comme un moyen de contrôler la main-d'œuvre, comme le montre le secteur manufacturier formel » (2). Dans ces circonstances, quels sont les meilleurs moyens pour les travailleurs informels, dont le nombre croît rapidement, et les travailleurs des usines plus « traditionnelles » de s'organiser ensemble pour acquérir du pouvoir ? Voyez-vous des moyens de relier les luttes syndicales aux luttes féministes, étudiantes et environnementales en Chine ?*

**Yige Dong :** Je pense qu'avec l'essor du « gig manufacturing », il est de plus en plus difficile de s'organiser sur le lieu de production. Les gens vont et viennent fréquemment, avec un taux de rotation extrêmement élevé – les cinq personnes qui partageaient le même dortoir que moi se parlaient à peine. C'est vrai non seulement en Chine, mais aussi dans de nombreux endroits dans le monde, en raison de l'informalisation du travail. Je rejoins ici d'autres féministes de la reproduction sociale ; je crois que le site de la reproduction sociale est devenu plus important que jamais, car il occupe une position stratégique clé pour l'organisation : nous devrions articuler notre discours autour de la notion globale de reproduction sociale, en exigeant des dispositions de protection sociale universelle pour la garde d'enfants, les soins de santé, les soins aux personnes âgées, les droits universels au logement et à l'éducation, et la protection du travail dans ces secteurs. Alors que dans une usine du XX<sup>e</sup> siècle, c'est le même espace et le même processus de travail qui unis-

sent les travailleurs, dans la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle et dans d'autres pays, c'est en fait le droit inconditionnel à un moyen de subsistance décent qui devrait devenir le fondement de la construction de la solidarité. Et c'est précisément pour cette raison que je vois un grand potentiel pour que les luttes basées sur la classe, le genre, la sexualité, la justice environnementale, et au-delà, puissent se lier les unes aux autres – parce qu'elles sont toutes partie intégrante de la politique de reproduction sociale.

**Promise Li :** *Comme nous le savons, les luttes des travailleurs de Foxconn n'existent pas de manière isolée car ils sont un élément central de la chaîne d'approvisionnement mondiale et leurs conditions sont directement liées aux intérêts des régimes, des entreprises et des consommateurs dans le reste du Nord mondial. Alors que la rivalité inter-impérialiste entre les États-Unis et la Chine continue de se déployer, quelle est la signification globale de la situation à Zhengzhou, et comment peut-elle être reliée à d'autres luttes anticapitalistes dans le reste du monde, en particulier aux États-Unis ? Quels rôles peuvent jouer les communautés chinoises d'outre-mer, les autres mouvements alliés et la gauche ?*

**Yige Dong :** Je suis la politique de Foxconn depuis de nombreuses années, et elle est devenue un prototype pour les spécialistes du travail et les militant-es qui veulent dénoncer l'exploitation et les abus dans la chaîne mondiale des produits de base. Cependant, à ma grande surprise, peu de mes étudiant-es aux États-Unis – qui sont nés après 2000 – sont au courant de tout cela. La première chose que nous devons faire est donc de continuer à parler inlassablement du cas de Foxconn, afin de sensibiliser davantage de travailleurs et de consommateurs du Nord global à ces questions. En fait, lorsque j'utilise le cas de Foxconn pour enseigner la théorie de l'exploitation et de l'aliénation de Marx, l'analyse du suicide de Durkheim, ainsi que les concepts de rationalisation et de bureaucratie de Weber, je vois de la lumière dans les yeux de mes étudiant-es – ils trouvent les histoires de ces travailleurs dans un pays lointain tout à fait convaincantes et parlantes.

Je pense que le cas de Foxconn Zhengzhou est à la fois extraordinaire et ordinaire. Il est extraordinaire parce qu'il s'agit d'un cas extrême dans lequel la contradiction entre l'accumulation du capital et la reproduction sociale de la population a conduit à une crise massive. Il est

2. Yige Dong, « Spinners or sitters... », op. cit.

ordinaire parce qu'une telle contradiction, ainsi que la complicité entre le capital et l'État, sont des caractéristiques intrinsèques de notre système capitaliste mondial actuel. Alors que Foxconn poursuit sa « *restructuration spatiale* » en délocalisant de nombreuses installations au Vietnam, en Inde, dans le Wisconsin (un contrat non abouti) et dans l'Ohio, ainsi que dans bien d'autres endroits du monde, nous allons voir se dérouler dans les années à venir de nombreuses autres histoires tragiques ressemblant à celle de Zhengzhou aujourd'hui, et à celle de Shenzhen il y a dix ans (les suicides en série). C'est précisément la « *mondialisation* » du capitalisme qui nous unit tous et chacun-e à travers le monde.

**Promise Li :** *Fin novembre, un soulèvement plus important a eu lieu à Foxconn de Zhengzhou, une surprise pour beaucoup. Pouvez-vous nous en parler ? Voyez-vous un lien entre la résistance des travailleurs de Foxconn et les protestations des citoyens et des étudiants dans de nombreuses villes ?*

**Yige Dong :** En effet, peu après l'arrivée des nouvelles recrues à Zhengzhou, celles-ci se sont aperçues que ce qui leur avait été promis n'existait pas : au lieu de travailler deux mois et de recevoir une prime de 6 000 en plus de leur salaire, elles devaient travailler au moins jusqu'en mars 2023 pour recevoir la moindre prime ; de plus, elles ont été contraintes de vivre avec des salariés en place qui ont été testés positifs au Covid-19. Dans un élan d'indignation, ces nouvelles et nouveaux salariés se sont soulevés, ce qui a conduit à des violences policières et des gaz lacrymogènes. Grâce aux vidéos réalisées par de nombreuses personnes, les affrontements des travailleur-es avec la police ont été largement rapportés. Finalement, pour éviter de nouveaux troubles, Foxconn a accepté d'indemniser chaque nouvelle recrue à hauteur de 10 000 yuans et de les renvoyer chez eux immédiatement. La majorité des nouvelles recrues ont opté pour cette solution.

J'ai mentionné que je ne pensais pas que ce type de résistance ouvrière était porteur d'une intention politique explicite, mais que les réactions des travailleurs en soi contre l'exploitation et les abus ont toujours été une base importante pour les luttes ouvrières potentielles dans l'histoire ouvrière chinoise. Je pense que mon observation est toujours valable. Je voudrais m'étendre un peu plus sur ce sujet.

Comme nous l'avons vu, la plupart des



Manifestant-es face à la police le 23 novembre 2022 à Zhengzhou

ouvrier-es qui ont participé au soulèvement ont accepté de quitter Foxconn une fois reçu le paiement. Ainsi, d'une part, ce que les ouvrier-es ont exigé et ce que les étudiant-es et les citoyen-es urbains ont exigé ce n'est pas la même chose. Ces derniers avaient apparemment des programmes politiques plus explicites, mais pas nécessairement homogènes, formulant des demandes allant de la fin du confinement rigoureux à la fin du régime du Parti communiste chinois (PCC). De plus, comme je l'ai mentionné précédemment, l'un des principaux obstacles à la solidarité et à l'organisation des salariés est l'habileté des tactiques de contrôle de Foxconn. En temps normal, Foxconn atomise les travailleurs, les monte les uns contre les autres, et maintient intentionnellement un taux de rotation élevé pour s'assurer que l'auto-organisation des travailleurs soit quasiment impossible. Cette fois-ci, l'offre de 10 000 yuans a été très efficace pour disperser les travailleurs immédiatement après le soulèvement. Dans tous ces cas, le gouvernement est bien sûr complice.

Encore une fois, je ne rejette pas la légitimité et l'importance des demandes des travailleurs pour des avantages économiques et de meilleurs moyens de subsistance. Bien au contraire, historiquement ces revendications se sont avérées être la plateforme la plus puissante pour organiser le travail – le PCC lui-même a organisé le travail dans ce sens dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle et, ironiquement, a accusé les travailleurs qui poursuivaient le même objectif dans les années 1950 et pendant la Révolution culturelle de faire de « *l'économisme* ». Tout cela montre simplement qu'il existe un grand potentiel politique pour que, dans leurs luttes, les travailleuses et les travailleurs se focalisent

sur les conditions matérielles et, dans un sens plus large, sur les questions de reproduction sociale.

En revanche, il est indéniable que, cette fois-ci, le militantisme et le courage des travailleur-es de Foxconn ont inspiré les autres formes de protestations et de manifestations qui portent des revendications politiques plus explicites. Pour un pays qui a été soumis à un contrôle politique de plus en plus strict au cours de la dernière décennie – un système qui a presque anéanti tous les types de dissidence et d'opposition, et qui a impitoyablement écrasé la manifestation contre l'extradition à Hong Kong en 2019 – un soulèvement de masse dans son cœur industriel par un groupe de jeunes travailleurs migrants envoie certainement un signal sans équivoque : partout où il y a de l'oppression, il y a de la résistance. Et la main de fer ne peut simplement pas tout étouffer.

Une chose que j'ai remarquée ces deux dernières semaines, c'est qu'avec le déroulement rapide des événements, l'enthousiasme initial suscité par l'agitation des travailleurs a commencé à s'estomper. L'attention s'est recentrée sur les rues et les campus universitaires des grandes villes et sur les récits offerts par les gens dans ces espaces plus visibles. Bien que ces éléments soient absolument importants, ce que les travailleurs ont fait et ce que leur colère et leurs actions révèlent doit rester au centre de notre : la nature du régime du PCC, c'est-à-dire un mode d'accumulation impitoyable du capital sanctionné par l'État qui détruit son propre tissu social. ■

# Après les élections de mi-mandat Polarisation et paralysie

Par  
Ashley Smith et Charles Post\*

Partout aux États-Unis, on a pu entendre un soupir de soulagement lorsque la « vague rouge » (1) menaçante des élections de mi-mandat s'est transformée en un « filet rouge ». Les Républicains n'ont obtenu qu'une faible majorité à la Chambre des représentants, tandis que les Démocrates ont remporté une majorité tout aussi faible d'au moins un siège (et peut-être un deuxième) au Sénat. Les Républicains ont conservé le contrôle de la part du lion des législatures des États, même si les Démocrates en ont ajouté quatre qui étaient auparavant détenues par le « grand vieux parti » (GOP).

La plupart des Démocrates qui ont gagné étaient des centristes, pas des « progressistes », et certainement pas des « socialistes démocratiques ». Cependant, les résultats des référendums sur le droit à l'avortement, l'augmentation du salaire minimum, les droits syndicaux et la légalisation de la marijuana démontrent qu'il existe un soutien important pour les politiques qui bénéficient à la classe ouvrière et aux personnes opprimées.

Une fois tous les votes comptés, l'élection s'est essentiellement terminée par un match nul, divisant le gouvernement en deux et privant les deux partis de tout mandat. Les Républicains, malgré leur performance moins que brillante, restent déter-

minés à revenir sur toutes les réformes progressistes du siècle dernier, y compris les pensions de sécurité sociale et Medicare. Les Démocrates n'offrent aucune alternative, abandonnant même les propositions les plus banales qui permettraient de résoudre les crises sociales qui se multiplient dans le pays. Le gouvernement élu étant paralysé par la division entre les deux partis, la voie législative pour faire passer la moindre réforme est fermée.

En conséquence, les parties non élues de l'État américain – la Cour suprême, la Réserve fédérale et la bureaucratie exécutive – joueront un rôle plus important dans la formulation et la mise en œuvre des politiques. Face à cette situation, la gauche socialiste, les travailleurs et les opprimés doivent se tourner vers la lutte extra-parlementaire pour faire avancer nos revendications.

## Démocrates : une cible facile

Comment le GOP a-t-il pu perdre une élection qu'il semblait destiné à remporter par des marges importantes il y a seulement quelques mois ? Non seulement le parti au pouvoir perd traditionnellement des sièges au Congrès lors des élections

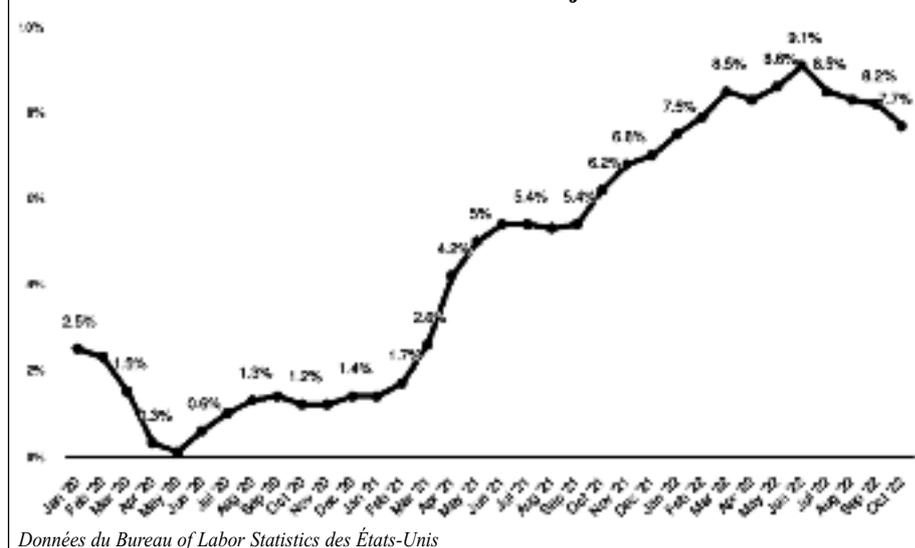
de mi-mandat, mais la conjoncture économique offrait aux Républicains une occasion idéale d'obtenir des majorités claires au Sénat et à la Chambre.

Depuis 2008, le capitalisme mondial est embourbé dans ce que Michael Roberts appelle une dépression à long terme, oscillant entre de fortes récessions et de faibles reprises, et se trouve maintenant coincé dans la « stagflation ». Le faible taux de rentabilité a découragé les investissements dans les nouvelles usines et les nouveaux équipements nécessaires pour accroître l'offre. Mais les faibles taux d'intérêt et les mesures de relance gouvernementales ont fait grimper la demande, entraînant l'inflation et une série de bulles spéculatives dans tous les domaines, de celui des actions à celui du logement. La combinaison de ces deux facteurs a entraîné une stagnation de l'économie et une inflation sans précédent depuis les années 1970, avec une hausse annuelle des prix à la consommation de près de 8 %. Les salaires, malgré quelques gains, continuent d'être à la traîne de l'inflation, ce qui a entraîné une forte baisse du niveau de vie des travailleurs au cours des deux dernières années. Les gens ayant du mal à tout payer, de l'épicerie à l'essence en

\* Charles Post enseigne la sociologie à la City University of New York. Rédacteur de *Spectre*, il est militant syndical, membre du collectif *Tempest* et des DSA. Il a publié *The American Road to Capitalism: Studies in Class-Structure, Economic Development and Political Conflict, 1620-1877*, Brill 2011, Leiden. Ashley Smith est rédacteur en chef de *Spectre* et membre des Democratic Socialists of America (DSA) à Burlington, dans le Vermont. Cet article a d'abord été publié par le web-magazine *Tempest*, qui se présente comme « une modeste tentative d'aider à contribuer à la reconstitution de la politique et de l'organisation révolutionnaire aux États-Unis aujourd'hui » : <https://www.tempestmag.org/2022/11/polarization-and-paralysis/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Le Parti républicain utilise la couleur rouge et comme logo un éléphant rouge, blanc et bleu.

Taux d'inflation mensuel aux États-Unis de janvier 2020 à octobre 2022



passant par le logement, il n'est pas surprenant que plus des trois quarts des électeurs jugent la situation économique « pas très bonne » ou « mauvaise », et que près de la moitié d'entre eux déclarent que la situation financière de leur ménage s'est détériorée depuis l'élection du président Biden.

L'administration Biden n'a pas réussi à mettre en place des politiques pour remédier à cette crise qui frappe la vie de la classe ouvrière. Son plan *Build Back Better* (reconstruire en mieux), loué par certains à gauche comme le « nouveau *New Deal* », était en fait une forme de « *keynésianisme impérialiste* ». Il contenait bien des propositions pour une expansion minimale des soins de santé et de l'éducation financés par l'État (« *collèges communautaires gratuits* »), mais celles-ci étaient intégrées dans l'objectif principal du projet de loi, à savoir la remise à neuf de la société américaine, en particulier de son industrie et de son armée, afin de pouvoir concurrencer son rival stratégique croissant, la Chine.

L'aile droite des Démocrates, incarnée par les sénateurs Joe Manchin et Kristen Sinema, a sabordé la plupart des dispositions modérées de Biden en matière de bien-être et de climat (à l'exception partielle et contradictoire de l'allègement des prêts étudiants). En fin de compte, l'administration n'a pu obtenir qu'un plan « *lourd* » et traditionnel en matière d'infrastructures, qui fournira relativement peu d'emplois mais améliorera la position économique et politique des États-Unis vis-à-vis de la Chine. À cela, il a ajouté la loi sur la réduction de l'inflation qui, malgré le battage médiatique, est loin d'apporter le changement systémique nécessaire pour faire face à l'urgence climatique.

En conséquence, les Démocrates s'attendaient, au début de l'année, à être battus à plates coutures lors des élections de mi-mandat. La cote de popularité de Biden oscillant autour de 40 %, les Démocrates et les soi-disant progressistes se sont inspirés du maire de New York, Eric Adams, pour préparer une campagne axée sur « *la loi et l'ordre* ». Et le seul « *programme pour l'emploi* » que Biden semblait défendre à l'époque était l'augmentation du financement de la police.

## Les Républicains ont gaspillé une opportunité historique

Les étoiles étaient alignées pour que le GOP remporte une victoire record à mi-mandat, balayant la Chambre et le Sénat

et augmentant considérablement sa domination dans les gouvernements des États. Mais les Républicains de Trump ont tout gâché pour deux raisons : l'annulation de la jurisprudence *Roe v. Wade* par la Cour suprême, qui a ouvert la possibilité d'une vague d'interdictions de l'avortement dans les États, et la menace de Trump pour la démocratie représentée par le « *Big Lie* » (le gros mensonge) selon lequel il aurait battu Biden aux élections de 2020.

Le droit à l'avortement a peut-être été le plus déterminant pour couler les Républicains. Près des deux tiers des personnes interrogées se sont opposées à la décision de la Cour, composée par Trump, dans le procès *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization* (2). Même les « *États rouges* » étaient prêts à voter pour le droit à l'avortement contre le GOP, comme l'a prouvé le Kansas plus tôt cette année lorsque 60 % des électeurs ont rejeté une mesure électorale qui aurait permis au corps législatif d'imposer une interdiction. Et lors des élections de mi-mandat, plus d'un quart des électeurs ont indiqué que l'avortement était la question clé qui avait déterminé leur vote. Ils ont voté Démocrate par une marge de 3 contre 1.

Le deuxième facteur le plus important était le soutien populaire à la démocratie. Le « *gros mensonge* » de Trump a coûté des voix aux Républicains dans des circonscriptions décisives en 2022 : les « *négationnistes électoraux* » qu'il a choisis y ont perdu environ 5 % des voix en comparaison avec la situation d'il y a deux ans. Tous les candidats qu'il a soutenus dans les scrutins pour le poste de secrétaire d'État, dans l'espoir de truquer les futures élections, ont été battus.

Les Démocrates ont pivoté pour profiter du dégoût généralisé envers Trump et ses Républicains *MAGA* (3). Ils n'ont pas fait campagne sur leur bilan décevant ni présenté de nouvelles propositions. La plupart d'entre eux se sont positionnés en tant que modérés, et les « *progressistes* » ont abandonné presque toute mention du *Green New Deal* (4), de *Medicare for All* (5), et de la débudgétisation de la police. Au lieu de cela, ils se sont concentrés sur la promesse de défendre l'avortement, la démocratie, la sécurité sociale et *Medicare* contre les attaques des candidats *MAGA*.

En réalité, le bilan des Démocrates en matière d'avortement, d'élections démocratiques et de lutte contre la droite est loin d'être brillant. Bien qu'ils aient eu le contrôle total du gouvernement à plusieurs reprises depuis la jurisprudence *Roe v. Wade*,

ils ne l'ont jamais codifiée en tant que loi nationale, ils ont ratifié à plusieurs reprises l'interdiction du financement fédéral de l'avortement et sont restés les bras croisés alors que le droit légal et l'accès à l'avortement étaient de plus en plus restreints.

Au lieu d'étendre la démocratie, le parti a défendu le collège électoral antidémocratique, s'est battu pour écarter du scrutin les autres partis de gauche et a rivalisé avec les Républicains en matière de découpage électoral pour se garantir des districts « *sûrs* ». En fait, les responsables du parti dans l'État de New York ont déploré l'inefficacité de leur pratique du charcutage électoral comme principale explication de leurs défaites lors des élections de mi-mandat.

Et au lieu de combattre la droite, ils ont utilisé les Républicains *MAGA* pour gagner des élections. Dans une manœuvre cynique et dangereuse, les Démocrates ont dépensé près de 40 millions de dollars en publicités pour les candidats soutenus par Trump dans l'espoir de victoires faciles lors des élections générales. Si cette tactique a contribué à endiguer la « *vague rouge* » en 2022, elle a permis à l'extrême droite de se faire entendre plus largement, ce qui est particulièrement dangereux alors que les groupes fascistes tels les *Proud Boys* sont en pleine expansion.

## Gros sous, polarisation et match nul

Les élections de mi-mandat de 2022 ont opposé un Parti Républicain de plus en plus à droite, rempli de théoriciens du complot, de racistes et d'antisémites déclarés, et d'homophobes-transphobes, à un parti

2. *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization* est une décision de la Cour suprême des États-Unis du 24 juin 2022 qui statue que la Constitution ne confère pas le droit à l'avortement. Elle reverse les jurisprudences *Roe* et *Casey* en annulant les droits spécifiques à la vie privée, en éliminant l'implication du gouvernement fédéral et en laissant la question à trancher par les États.

3. Abréviation de *Make America Great Again* (rendre sa grandeur à l'Amérique), le slogan électoral de Donald Trump.

4. *Green New Deal* est le nom donné au projet global d'investissements, notamment dans les énergies décarbonées, visant à répondre aux grands enjeux environnementaux et climatiques, tout en promouvant la justice sociale.

5. *Medicare* est le nom initialement donné à un programme fournissant des soins médicaux aux familles des personnes servant dans l'armée dans le cadre de la loi adoptée en 1956. En 1965, sous la direction du président Lyndon Johnson, le Congrès promulgue *Medicare* pour fournir une assurance maladie aux personnes âgées de 65 ans et plus, indépendamment du revenu ou des antécédents médicaux. *Medicare for All* est la revendication d'un système de santé à payeur unique pour toutes et tous.

« *sain* » du « *centre* » capitaliste. Diverses composantes de la classe capitaliste ont injecté de l'argent dans les partis, dans une compétition pour un électorat polarisé et excité, composé d'électeurs qui sont en moyenne plus âgés, plus riches et plus blancs que le reste de la population.

Près de 17 milliards de dollars – un montant record – ont été dépensés au cours de ce cycle électoral, la plupart provenant de riches particuliers et d'entreprises. Les milliardaires individuels et leurs comités d'action politique personnels ont fourni 20 % du financement des Républicains et près de 15 % de celui des Démocrates.

Les deux partis se sont partagés les contributions de neuf secteurs différents de la classe capitaliste. Les Démocrates ont reçu 49 % de l'ensemble des fonds – moins que les 54 % qu'ils avaient reçus en 2020, mais légèrement plus que les 47 % récoltés lors des dernières élections de mi-mandat. Plus de 60 % des dons reçus par les Républicains proviennent des secteurs de l'énergie/ressources naturelles, de la construction, de l'agroalimentaire et des transports, tandis que les Démocrates ont continué à récolter plus de 60 % des dons dans les secteurs des communications/électronique et des soins de santé. Les Démocrates ont remporté une courte majorité des dons provenant des secteurs de la finance, de l'assurance et de l'immobilier (51 %), tout en augmentant leur part de financement provenant de l'industrie de la défense (43,4 % en 2022, contre 39,3 % en 2018) et de la catégorie de l'industrie manufacturière et des grandes « *entreprises diverses* » (49,3 % en 2022, contre 47,1 % en 2018).

Les Démocrates ont récolté une plus grande partie des fonds provenant de petits donateurs, en particulier dans les États décisifs pour l'équilibre du pouvoir au Sénat. Ils ont collecté deux fois et demie plus de fonds que les Républicains en Pennsylvanie, près de deux fois plus dans le New Hampshire, et un montant significatif en Arizona, au Nevada et en Géorgie.

Les deux partis ont mobilisé leurs bases polarisées, assurant une élection clivée, conclue par des victoires étroites de l'un ou l'autre. Le taux de participation des électeurs semble être de 46,4 % cette année, en baisse par rapport au sommet de 50,3 % atteint en 2018, mais nettement supérieur aux 37-42 % enregistrés lors de

la plupart des élections de mi-mandat du siècle.

Si les Républicains ont remporté 51,2 % des votes populaires exprimés pour la Chambre, les sondages à la sortie des bureaux de vote indiquent un électorat en mutation. En termes d'âge, de sexe, de race et de type de lieux de résidence des électeurs (urbain/suburbain/rural), la composition de l'électorat est restée essentiellement la même qu'en 2020 et 2018. Les Démocrates ont continué à perdre du terrain chez les Latinos, les Asiatiques et les électeurs urbains et suburbains par rapport à 2020 et 2018. La proportion d'électeurs à faible revenu (dont le revenu du ménage est inférieur à 100 000 dollars) continue de diminuer, passant de 67 % en 2018 à 63 % en 2022. La part démocrate de ces électeurs a chuté de 56 % à 48 %, les Républicains remportant la majorité des électeurs des ménages gagnant plus de 50 000 dollars. Alors que le pourcentage d'électeurs titulaires d'un baccalauréat ou d'un diplôme supérieur a augmenté à 44 % cette année, contre 41 % et 42 % respectivement en 2018 et 2022, les Démocrates ont perdu du terrain même parmi les électeurs les plus instruits.

La victoire ou la défaite dans cette élection serrée a été déterminée par les deux questions clés que sont l'avortement et la démocratie. Comme l'a fait valoir Nate Cohn (6), les Démocrates ont obtenu les meilleurs résultats dans les circonscriptions où la défense de l'avortement et de la démocratie étaient des questions centrales, gagnant souvent par des marges très étroites dans les circonscriptions « *décisives* » du pays. Là où ces deux questions n'étaient pas prédominantes, le GOP a remporté des victoires, comme à New York et de manière plus spectaculaire en Floride.

La capacité des Démocrates à empêcher une importante majorité républicaine à la Chambre et à conserver leur avantage au Sénat est le résultat d'une forte participation des jeunes électeurs et des femmes, avec une minorité de Républicains et de nombreux indépendants qui ont voté contre Trump et ses partisans de la droite dure. Dans un certain nombre d'États, les électeurs pro-républicains ont « *divisé leur vote* », se prononçant pour des Républicains « *modérés* » comme Brian Kemp pour le poste de gouverneur de Géorgie, mais contre les Républicains *MAGA* tels que Herschel Walker pour le Sénat.

## Leurs d'espoir des sondages

Les résultats des principaux sondages en sortie des urnes ont prouvé que des majorités importantes soutiennent les politiques sociales et économiques progressistes. Dans la lignée du rejet de la décision de la Cour suprême du 24 juin 2022 par la population, les gens ont voté pour le droit à l'avortement dans un grand nombre de circonscriptions en Californie, au Kentucky, au Michigan, au Montana et dans le Vermont, les positions pro-choix obtenant entre 52 % et 77 % dans ce dernier État.

Une tendance similaire s'est manifestée sur une foule d'autres questions. Un référendum en Oregon sur un amendement constitutionnel garantissant l'accès universel aux soins de santé a été adopté à une courte majorité de 50,6 %. En Arizona, une mesure exigeant une carte d'identité avec photo pour voter a été rejetée par une marge de 60 % contre 40 %, tandis que des mesures visant à améliorer l'accès au vote ont été approuvées dans le Connecticut, le Michigan et le Nevada par 53 % à 60 % des voix. Mais ce vote pro-démocratie n'était pas sans exception. Dans certains cas, les électeurs se laissent séduire par des arguments réactionnaires et nationalistes. Ainsi, par exemple, dans l'Ohio, une mesure refusant le suffrage aux non-citoyens est passée avec 77 % des voix.

Par contraste, plusieurs États ont voté l'abolition de l'esclavage (à peine 157 ans après la ratification du treizième amendement) et la limitation du recours au travail en prison. La légalisation de la marijuana a été approuvée dans l'Arkansas, le Maryland, le Missouri, ainsi que dans le Dakota du Sud et du Nord, avec des pourcentages allant de 53 % à 66 %.

Plus de 55 % des électeurs du Nevada ont soutenu une augmentation du salaire minimum à 12 dollars de l'heure, et 58,5 % ont voté pour que le salaire minimum du Nebraska passe à 15 dollars d'ici 2026. L'Illinois a adopté à plus de 58 % un amendement constitutionnel consacrant le droit à la négociation collective.

Il est clair que ces mesures ont des effets limités : au mieux, elles défendent le *statu quo* sur le droit à l'avortement et augmentent le salaire minimum à un taux inférieur à celui de l'inflation. L'effet de l'amendement de l'Illinois sur la négociation ne dépendra pas de la nouvelle loi – ce n'est jamais le cas, malgré les récentes affirmations contraires – mais de l'auto-organisation des travailleurs et de leur capacité à forcer les employeurs à reconnaître les

6. Nate Cohn, « Why Some States Went in Different Directions in Midterms », *The New York Times* du 11 novembre 2022.

syndicats et à faire des concessions.

## Un gouvernement divisé et paralysé

Les élections de 2022 ont produit une « *gouvernance divisée* » dans tout le pays. Au niveau fédéral, cette division produira une paralysie législative. La Chambre contrôlée par les Républicains, remplie de réactionnaires trumpistes, bloquera même les réformes les plus mineures tout en tentant de mettre en place des audiences de destitution contre Joe Biden. Les Démocrates ne seront pas en mesure de tenir leur promesse de codifier la jurisprudence *Roe v. Wade* ni de faire grand-chose d'autre. Le Congrès et la Maison Blanche pourront agir sur les questions pour lesquelles ils partagent un consensus réactionnaire, en particulier le renforcement de la position de l'impérialisme américain dans sa rivalité croissante avec la Chine.

Dans les États gouvernés par les Démocrates, au mieux le statu quo sera préservé, mais, en cas de récession, les politiciens seront sous pression pour imposer des mesures d'austérité afin d'équilibrer les budgets. Les gouvernements des États républicains lanceront de nouveaux assauts réactionnaires contre l'autonomie corporelle (notamment les droits reproductifs et transgenres), l'accès aux élections, la « *justice pénale* », l'éducation, les droits syndicaux et les dépenses sociales.

Le gouvernement étant paralysé, en particulier au niveau fédéral, les branches non élues et non responsables de l'appareil d'État capitaliste agiront de plus en plus à la place du pouvoir législatif. Cela signifie un rôle beaucoup plus important pour la branche exécutive, dominée par les Démocrates centristes, le pouvoir judiciaire fédéral, contrôlé par des juges réactionnaires nommés par le Parti Républicain, et la Réserve Fédérale, gérée par des bureaucrates chargés d'assurer la croissance et la rentabilité du capital, quel qu'en soit le coût pour les travailleurs.

## Pas le moment de prendre ses désirs pour des réalités

Malheureusement, une grande partie de la gauche américaine ignore ces réalités et brosse un tableau rose des victoires des progressistes et des socialistes au sein du Parti démocrate. Branko Marcetic, un rédacteur de *Jacobin*, a déclaré que « *la gauche a remporté quelques victoires majeures* ». Dans une déclaration publiée

le lendemain des élections de mi-mandat, Suz Warshell, membre du comité électoral national des Socialistes démocrates d'Amérique (DSA), s'est vantée qu'il y avait en fait une « *vague rouge... mais pas celle à laquelle les experts s'attendaient* ». Elle a proclamé : « *Les socialistes gagnent à tous les niveaux du scrutin et dans tout le pays. Des sénateurs d'État aux représentants des États-Unis en passant par les présidents des conseils municipaux, les DSA ont montré que les arguments socialistes peuvent gagner à tous les niveaux et partout.* »

La réalité est plus complexe. Comme l'affirme Kim Moody dans un article à paraître dans *Against the Current* (7), seuls dix des vingt-trois démocrates soutenus par le sénateur Bernie Sanders, les Justice Democrats et *Our Revolution* ont été élus, tandis que quatre députés « *progressistes* » sortants ont été battus dans des circonscriptions redessinées, ce qui a conduit à un gain de seulement trois « *membres de gauche* » à la Chambre. Deux d'entre eux, Greg Casar, du Texas, et Summer Lee, de Pennsylvanie, ont rejoint le *Squad* (8), portant son effectif à un grand total de 12 membres sur les 435 que compte la Chambre.

Alors que le *Squad* s'est engagé à lutter pour un *Green New Deal* et *Medicare for All* et contre l'aide militaire et économique des États-Unis à Israël lors de leur première élection en 2018, leur pratique a été bien différente. Jamal Bowman, un membre des DSA qui a rejoint le *Squad* en 2020, a visité Israël et a voté à plusieurs reprises pour l'aide militaire à l'État sioniste, en violation du soutien des DSA au mouvement Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS). Il est vrai que les autres membres du *Squad* parlent encore, à l'occasion, du *Green New Deal* ou de *Medicare for All*. Mais ils ont effectivement abandonné ces questions (de même que toute allusion à la réduction du financement de la police) en faveur du plan *Build Back Better* de Biden. Lorsque le plan initial de Biden a été rejeté, le *Squad* n'a pas repris l'agitation pour des réformes plus radicales, mais est devenu un auxiliaire de la loi édulcorée de la majorité démocrate centriste sur la réduction de l'inflation. En d'autres termes, la promesse du *Squad* d'être une voix pour le socialisme démocratique au Congrès américain a été sacrifiée – tout comme les tentatives précédentes de la gauche d'utiliser les Démocrates pour faire avancer des réformes substantielles – dans l'intérêt de « *l'unité* » au sein du deuxième parti le plus enthousiaste du

capitalisme dans le monde.

D'autres membres de la gauche radicale ont tenté de mettre en avant l'élection de Démocrates dits progressistes, en particulier celle de John Fetterman, en Pennsylvanie. Notons que dans *Jacobin* Ben Burgis a critiqué l'adhésion critique à Israël par Fetterman, tout en louant son style populiste et sa politique « *pro-ouvrière* ». Un rapide coup d'œil au site officiel de la campagne de Fetterman révèle une réalité très différente. Sa politique « *pro-ouvrière* » consiste en de légères réductions d'impôts pour les ménages à revenus moyens et faibles et en une adhésion sans réserve au plan nationaliste de Biden visant à « *relocaliser* » une partie de la production aux États-Unis – bien loin de la promesse du *Green New Deal* de créer des emplois syndiqués respectueux de l'environnement. En ce qui concerne les soins de santé, M. Fetterman refuse d'adhérer à l'initiative *Medicare for All* et à l'abolition des assurances privées. Il soutient plutôt « *toute législation qui nous rapproche de l'objectif d'une couverture universelle des soins de santé* » – une position qui inclut l'extension des subventions publiques de l'*Obamacare* au secteur privé des soins de santé. En ce qui concerne la « *réforme de la justice pénale* », Fetterman fait écho à l'appel de Biden en faveur d'une augmentation du financement de la police. Il n'est pas favorable à une amnistie universelle pour les immigrés sans papiers mais appelle à un système d'immigration « *strict, sécurisant et humain* » qui « *moderniserait notre système de visas et nos programmes d'asile afin qu'ils ne puissent pas être exploités par de mauvais*

7. Kim Moody, « 2022 Midterm Elections: Stuck in the Mud, Sinking to the Right », *Against the Current* n° 223, [https://solidarity-us.org/moody\\_2022\\_midterms/](https://solidarity-us.org/moody_2022_midterms/)

8. Le *Squad* (ce terme provient de la culture hip-hop de la côte Est et décrit « *un groupe de personnes auto-choisi avec lequel vous voulez vous identifier* ») est un groupe de membres démocrates de la Chambre des représentants des États-Unis. Il était initialement composé de quatre femmes élues lors des élections à la Chambre des représentants des États-Unis en 2018 : Alexandria Ocasio-Cortez (alias AOC) de New York, Ilhan Omar du Minnesota, Ayanna Pressley du Massachusetts et Rashida Tlaib du Michigan. Elles ont depuis été rejointes par Jamaal Bowman, élu à New York, et Cori Bush, élue dans le Missouri, lors des élections de 2020 à la Chambre des représentants des États-Unis. Les élus de 2022 ne rejoindront officiellement ce groupe qu'en janvier 2023. Greg Casar (élu au Texas) et Summer Lee (élue en Pennsylvanie) ont déjà annoncé vouloir y participer. On mentionne de plus Marie Newman (élue dans l'Illinois), Mondaire Jones (élu à New York), Becca Balint et Delia Ramirez (élues dans le Vermont), Ritchie Torres (élu à New York), un autre membre potentiel, a déclaré pour sa part qu'il n'avait « *aucune intention de rejoindre le Squad* ».

acteurs » et offrirait une voie vers la citoyenneté uniquement aux « travailleurs de première ligne, aux propriétaires de petites entreprises » et aux DREAMers (9).

## Démocrates, un solide parti de centre droite

Les Démocrates sont sortis des élections de mi-mandat en célébrant leur victoire au Sénat et leur défaite de justesse à la Chambre, se proclamant être un solide parti de l'establishment capitaliste de centre droite. Ni le départ à la retraite de Nancy Pelosi en tant que leader démocrate de la Chambre des représentants au bout de 20 ans, ni les conflits liés aux pertes subies dans des États traditionnellement « bleus » (10) comme New York ne remettront en cause le contrôle du Parti démocrate par des centristes ouvertement favorables aux entreprises et des pseudo-progressistes.

Tous les principaux prétendants au remplacement des leaders démocrates actuels de la Chambre des représentants – Hakeem Jeffries (New York), Katherine Clark (Massachusetts) et Pete Aguilar (Californie) – se situent bien dans le courant dominant. Jeffries, le successeur le plus probable de Pelosi à la tête du groupe parlementaire du parti et potentiellement le premier président afro-américain de la Chambre si les démocrates regagnent la majorité, est un opposant virulent de la gauche du Parti démocrate, s'opposant notamment au *Green New Deal*, à *Medicare for All* et à toute mesure visant à réduire le financement de la police.

Alors qu'Alexandria Ocasio-Cortez n'a pas encore soutenu Jeffries, disant qu'elle et son caucus avaient besoin de temps pour « faire le point », il est probable qu'elle et le reste du *Squad* vont, comme ils l'ont toujours fait, se rallier à la direction du courant dominant dans l'intérêt de « l'unité du parti ». Ils le font en dépit du fait que l'establishment démocrate les rejette avec mépris. Jeffries, par exemple, a créé un comité d'action politique, le *Team Blue*, spécialement conçu pour repousser lors des primaires les principaux concurrents de la gauche face aux démocrates centris-

tes. Il a déclaré à *The Atlantic* qu'il « n'y aura jamais un moment où je plierai le genou devant le socialisme démocratique de la gauche dure ».

Tout comme les récriminations qui fusent dans l'État de New York – un bastion démocrate qui a vu le parti perdre quatre sièges – ne conduiront pas non plus à un quelconque virage à gauche. Immédiatement après l'élection, plus de 1 100 dirigeants démocrates de l'État, allant d'Ocasio-Cortez au contrôleur municipal pro-immobilier Brad Lander, ont appelé la gouverneure Kathy Hochul à remplacer Jay Jacobs à la présidence du parti. Jacobs, qui a longtemps été un homme de main du parti, connu pour sa chasse aux sorcières contre la gauche du parti, continue néanmoins à bénéficier du soutien de la plupart des dirigeants démocrates de l'État, y compris le gouverneur et la majorité de la délégation du Congrès. Les Démocrates de New York sont plus susceptibles de suivre l'exemple du maire Adams, qui souhaite que les Démocrates se déplacent vers la droite en général sur la réforme de la justice pénale (rétablissement de la caution en espèces) et le maintien de l'ordre, et adoptent des politiques plus « favorables aux entreprises ». Les démocrates ont déjà adopté cette stratégie, car les centristes accusent la gauche et son extrémisme d'être responsables des pertes subies par le parti lors des élections de mi-mandat.

## Lutte des fractions au sein de la droite républicaine

Contrairement aux Démocrates, les Républicains sont fortement divisés entre un establishment de droite mais solidement capitaliste et une aile *MAGA* de plus en plus extrême qui a pour base les classes moyennes traditionnelles et les petits entrepreneurs. Les grands donateurs républicains, qui toléraient auparavant les politiques erratiques et le comportement personnel de Trump tant qu'il offrait des réductions d'impôts et d'autres politiques pro-entreprises, en ont assez de lui après trois défaites consécutives aux élections nationales de 2018, 2020 et 2022. Maintenant, ils ne veulent rien avoir à faire avec la deuxième campagne présidentielle de Trump.

Confronté à la perte d'électeurs « modérés », républicains ou indépendants, dans des districts clés et au soutien indéfectible à Trump au sein du cœur de l'électorat républicain, l'establishment du parti se regroupe autour du gouverneur de

Floride, Ron DeSantis. Comme le prouve sa victoire écrasante à l'élection du gouverneur de Floride, il a la capacité de conserver la loyauté des bigots de la classe moyenne avec un programme de droite dure (raciste, transphobe, homophobe et mépris pour les immigrants), tout en évitant le narcissisme et le populisme factice de Trump et de son « *gros mensonge* ».

DeSantis, qui a fait ses études à Yale et Harvard, est considéré par les capitalistes traditionnellement républicains comme une alternative saine et sûre à Trump, qui peut encore faire des appels à la base du parti et appliquer les politiques économiques néolibérales qu'ils soutiennent. Les Républicains se dirigent clairement vers une bataille majeure dans leur primaire présidentielle entre l'establishment du parti, dirigé par DeSantis, et Trump et ses alliés, qui ont un soutien important et organisé parmi les militants « *de base* » et les électeurs républicains.

La lutte entre fractions républicaines qui s'annonce va certainement améliorer les perspectives électorales des Démocrates en 2024. Mais personne ne devrait croire que la droite est morte et enterrée. Les conditions sociales qui ont permis une croissance continue de l'extrême droite n'ont pas disparu. Malgré la récente baisse de l'inflation, la stagflation persistera, ce qui continuera à éroder le soutien à Biden, qui, malgré sa cote de popularité en chute libre, semble déterminé à se présenter à la présidence en 2024 à l'âge de 82 ans.

Avec un gouvernement paralysé par les divisions, les Démocrates ne pourront rien faire ou presque pour soutenir leur prétention à trouver des solutions à la baisse du niveau de vie de la population. En outre, les branches non élues de l'État imposeront des politiques qui fourniront un terrain encore plus fertile à la poursuite de la croissance de la droite. La Réserve fédérale (FED), dans sa guerre incessante contre l'inflation, est susceptible d'augmenter fortement les taux d'intérêt jusqu'à 7 %, voire plus, déclenchant une récession, des crises budgétaires, une vague de faillites d'entreprises et une hausse du chômage.

La Cour suprême de droite émettra des avis qui mettront en pièces les réglementations sur les entreprises, ainsi que les protections des droits des travailleurs et des opprimés. Elle s'apprête déjà à annuler la discrimination positive dans l'enseignement supérieur et a en ligne de mire la loi de 1965 sur le droit de vote. Les Républicains peuvent profiter de tout cela

9. Il s'agit des bénéficiaires potentiels du DREAM Act (acronyme pour *Development, Relief, and Education for Alien Minors*, en français : développement, secours et éducation pour les mineurs étrangers) – un projet de loi proposé au Sénat des États-Unis en août 2001 par les sénateurs Dick Durbin (Parti démocrate) et Orrin Hatch (Parti républicain) et rejeté en décembre 2010.

10. Le logo officiel du Parti démocrate est de couleur bleue.

pour promouvoir leurs solutions réactionnaires aux vrais problèmes.

## Où en est la gauche socialiste ?

Avec la route de la réforme législative (une voie toujours plutôt étroite en l'absence de luttes sociales massives et perturbatrices) effectivement fermée par le « *gouvernement divisé* » et les deux partis capitalistes se déplaçant vers la droite, quelles sont les perspectives pour la gauche socialiste aux États-Unis ? Sera-t-elle capable de pivoter vers la reconstruction de luttes sociales indépendantes ? Serons-nous capables de donner la priorité aux mouvements pour la justice reproductive et l'autonomie corporelle, aux campagnes abolitionnistes contre la violence policière et le racisme, à la libre circulation des travailleurs, et aux luttes pour la reconnaissance syndicale, l'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail, et un minimum de protection contre l'implacable intensification du travail ?

Seules les luttes dans les rues et sur les lieux de travail peuvent repousser les attaques de nos patrons, briser l'impasse législative et obtenir des changements progressifs. De telles luttes ont toujours été et restent la voie pour établir la gauche socialiste comme une alternative aux deux partis capitalistes : les Républicains d'extrême droite et les Démocrates centristes.

Si l'histoire récente de la gauche socialiste américaine est une indication, la gauche aura besoin d'une réorientation stratégique et tactique fondamentale. Depuis au moins la campagne de Sanders en 2016, et certainement depuis le cycle électoral de 2020, la gauche s'est presque exclusivement concentrée sur l'activité électorale au sein du Parti démocrate.

Certains ont prétendu que l'élection de socialistes sur la « *ligne de vote* » des Démocrates faisait partie de la construction d'un « *substitut de parti* » qui pourrait éventuellement effectuer une « *rupture déguisée* » et lancer un nouveau parti socialiste de masse. Malheureusement, même les grandes lignes d'un tel « *substitut de parti* » sont introuvables. Avec Sanders battu à deux reprises, le *Squad* contenu et piégé à la Chambre, et les politiciens au niveau local et national également piégés, la stratégie a donné peu de résultats. Au mieux, les DSA « *élus* » ont été réduits à une « *opposition loyale* » au sein du parti. Au pire, ils sont devenus des apologistes de l'establishment du Parti démocrate.

Cet électoralisme a eu des conséquen-

ces dévastatrices. La gauche a été tirée de la rue et vers la droite par cette incursion en territoire ennemi d'un parti capitaliste. Les principales voix de la gauche américaine, que ce soit dans *Jacobin* ou dans *The Nation*, en ont été réduites à écrire des rubriques de conseils encourageant les Démocrates à adopter un programme de réforme social-démocrate, que les dirigeants du parti ne lisent pas et, lorsqu'ils le font, ils le dénoncent comme extrémiste et autodestructeur.

En fin de compte, le soutien de facto de la gauche aux Démocrates laisse les Républicains, en particulier leur aile droite populiste, comme étant la seule opposition visible. Aussi réactionnaires que soient leurs fausses solutions, la droite et non la gauche ont tout à gagner de ce que Mike Davis a appelé il y a longtemps le « *mariage stérile* » de la gauche, des travailleurs et des mouvements des opprimés avec le Parti démocrate.

Le moment est venu de procéder à une évaluation critique de la stratégie électorale ratée de la gauche et de passer à une stratégie fondamentalement différente – une orientation sur l'organisation indépendante de la lutte de classe et sociale. La vérité est que sans la mobilisation *Occupy*, les soulèvements de *Black Lives Matter* (BLM), les marches des femmes, les luttes pour les droits des immigrants et la révolte des enseignants des États rouges, le programme de Sanders et du *Squad* n'aurait eu que peu ou pas d'écho.

Une grande partie de la gauche a détourné du temps, de l'argent et de l'énergie qui auraient pu être mieux utilisés à construire de telles luttes et leur infrastructure de dissidence dans les campagnes électorales démocrates. En conséquence, après toutes les campagnes électorales, la gauche socialiste est plus faible et notre programme (*Green New Deal*, *Medicare for All*, définancement de la police, etc.) politiquement marginal, tandis que les mouvements sociaux sont démobilisés, à l'exception des syndicats.

L'évolution du soulèvement de BLM en 2020 n'est que la confirmation la plus récente de cette dynamique. Le printemps et l'été 2020 ont vu naître le plus grand mouvement social de l'histoire des États-Unis, dénonçant les meurtres de person-



nes de couleur par la police et transformant en bon sens pour des millions de personnes l'exigence abolitionniste de définancement de la police et de financement des services sociaux.

L'establishment démocrate, avec peu ou pas d'opposition organisée de la gauche à l'intérieur et à l'extérieur du Parti démocrate, a démobilisé ces luttes et canalisé la colère populaire dans la campagne électorale de Biden. Aujourd'hui, les Démocrates – y compris les soi-disant progressistes – font campagne sur l'augmentation du financement de la police et rejoignent la droite pour diaboliser les abolitionnistes.

Les conditions qui ont donné lieu à la dernière décennie de luttes sociales de classe n'ont fait que s'intensifier, en particulier sur les lieux de travail. Aujourd'hui, nous assistons à des campagnes de syndicalisation chez Starbucks et Amazon, à des grèves de travailleurs de l'enseignement supérieur en Californie et à New York, à la résistance de la base dans les syndicats de cheminots contre le contrat que leurs responsables ont conclu avec l'administration Biden, et à des luttes contractuelles majeures qui se profilent chez UPS et d'autres employeurs au cours de l'année à venir.

La gauche socialiste doit se réorienter sur ces luttes, en aidant à organiser des syndicats indépendants et des regroupements de base qui peuvent gagner contre les employeurs et leurs alliés dans l'administration Biden. Nous devons abandonner le projet sisyphéen de transformer ou d'influencer le Parti démocrate, qui fera dérailler ces luttes – ou les réprimera. Si la gauche ne réoriente pas ses priorités vers la lutte de masse, nous serons incapables de continuer à être une force indépendante capable de défier à la fois le centre capitaliste en faillite et l'extrême droite en pleine expansion. ■

# La rivalité entre grandes puissances refait surface

Pae  
Tom Bramble\*

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a accéléré une série de tendances sous-jacentes de la politique mondiale qui nous conduisent vers un nouvel ordre mondial dangereux. Ce nouvel ordre n'arrive pas déjà formé, et il y aura des interruptions et des revirements en cours de route, mais quatre caractéristiques clés se dessinent :

- Premièrement, le retour de la rivalité interimpérialiste comme facteur clé de la politique mondiale et la fin de l'illusion entretenue par certains libéraux selon laquelle l'expansion du commerce et des investissements mondiaux a fait disparaître la concurrence géopolitique.

- Deuxièmement, les États-Unis et la Chine s'efforcent de rallier les impérialistes de second rang et d'autres pays derrière leurs bannières pour renforcer et étendre leurs blocs géopolitiques. Les petits États ont de moins en moins de possibilités de s'interposer entre les deux grands impérialistes.

- Troisièmement, la subordination de l'économie à la politique, les puissances impérialistes rivales tentant de réduire leur dépendance mutuelle. Lorsque la sécurité nationale et les chaînes d'approvisionnement internationales entrent en conflit, la sécurité nationale passe en premier. L'énergie est en tête, mais d'autres secteurs suivent.

\* Tom Bramble est un militant socialiste australien, auteur et universitaire. Il a enseigné les relations industrielles à l'université du Queensland pendant de nombreuses années et est l'auteur de nombreux livres et articles sur le mouvement ouvrier australien. Il est co-auteur, avec Mick Armstrong, du livre *The Fight for Workers' Power: Revolution and Counter-Revolution in the 20th Century* (La lutte pour le pouvoir des travailleurs : Révolution et contre-révolution au XX<sup>e</sup> siècle), publié par Interventions Inc 2021. Il est membre de l'exécutif national de l'organisation australienne Socialist Alternative, qui depuis 2013 a un statut d'observateur permanent au sein du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale. Cet article a d'abord été publié le 22 décembre 2022 par *Red Flag*, le mensuel de Socialist Alternative : <https://redflag.org.au/article/great-power-rivalry-resurgent> (Traduit de l'anglais par JM).

- Quatrièmement, la possibilité accrue d'une nouvelle guerre régionale ou mondiale impliquant deux ou plusieurs puissances impérialistes. Même si une telle guerre n'est pas imminente, les décisions prises par les gouvernements aujourd'hui sont toutes influencées par leur conviction qu'elle est probable.

La guerre en Ukraine a ramené la guerre et ses misères au cœur de l'Europe. L'artillerie lourde et les missiles sont à nouveau utilisés contre les grandes villes. Malgré l'assaut sur son voisin, la Russie n'a pas prévalu. La résistance ukrainienne a repoussé l'invasion de la Russie.

L'administration Biden a profité de l'agression du président Poutine pour affaiblir la Russie. Elle a imposé des sanctions profondes et douloureuses et dirigé des dizaines de milliards de dollars d'aide militaire et financière vers Kiev. Le succès de l'Ukraine, avec le soutien de l'Occident, a permis aux États-Unis de retrouver une partie du prestige qu'ils ont perdu après leurs guerres et occupations désastreuses au Moyen-Orient, qui ont culminé avec leur retrait paniqué d'Afghanistan en 2021.

Les États-Unis ont tenté de blesser Poutine autant que possible sans provoquer un affrontement direct entre les deux puissances. L'administration Biden a rejeté les appels ukrainiens à imposer une zone d'exclusion aérienne dès les premiers jours de la guerre. Elle a tardé à livrer des systèmes d'armes à longue portée, de peur que l'Ukraine ne les utilise pour pousser la guerre au-delà des frontières de la Russie. Les États-Unis ne considèrent certainement pas que l'Ukraine mérite qu'on lui fasse la guerre.

La guerre en Ukraine a illustré la puissance constante des États-Unis autant qu'elle a révélé la faiblesse de la Russie. Les États-Unis ont l'armée la plus puissante du monde et leurs systèmes d'armes et leurs renseignements militaires ont été utilisés avec des effets dévastateurs par l'Ukraine. Les sanctions imposées par les États-Unis à la Russie ont également

démontré la puissance de feu financière américaine sous la forme d'un contrôle américain sur les flux internationaux d'argent et de crédit. Aucun de ses alliés ou ennemis ne peut mobiliser des ressources comparables à celles des États-Unis et l'administration Biden a utilisé cet avantage pour rallier ses partenaires à sa cause et intimider ses ennemis.

L'invasion de la Russie a fait prendre conscience à tous les gouvernements européens que le parapluie sécuritaire américain reste indispensable. La guerre a sapé toute prétention des classes dirigeantes allemandes et françaises à voir l'Union européenne émerger en tant que bloc impérialiste indépendant unique après la longue période de domination continentale américaine de l'après-Seconde Guerre mondiale et de l'après-Guerre froide. L'Amérique a mobilisé sa puissance pour faire danser les puissances européennes à sa guise. Les sanctions contre le gaz russe ont démontré les limites de la stratégie économique de l'Allemagne, qui consiste à commercer avec Moscou tout en s'appuyant sur les États-Unis pour sa sécurité militaire.

En effet, la guerre a contraint le gouvernement allemand, malgré une certaine résistance, à suivre les priorités géopolitiques plus larges des États-Unis, y compris l'abandon de l'énergie russe, même si cela a un coût, du moins à court terme, pour le capitalisme allemand, qui doit maintenant payer des prix plus élevés pour le gaz fourni par les États-Unis et le Qatar. Les États-Unis ont également utilisé la guerre pour briser l'opposition généralisée en Allemagne à l'augmentation des dépenses militaires. L'Allemagne devrait doubler ses dépenses militaires dans les années à venir. De plus, la Finlande et la Suède ont demandé à rejoindre l'OTAN, renforçant ainsi considérablement la capacité militaire occidentale aux frontières nord de la Russie.

Bien que l'Ukraine ait dominé l'actualité en 2022, pour les États-Unis la Chine reste l'ennemi principal. Les gouvernements des deux pays ont développé leurs stratégies militaires et industrielles en par-



tant du principe qu'un affrontement entre les deux est probable.

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, les États-Unis ont connu une longue période d'hégémonie dans le système mondial. La plupart des pays ont trouvé des moyens de fonctionner dans le cadre de ce que les États-Unis appellent « *l'ordre international fondé sur des règles* » – le réseau d'institutions et de règles définies par la puissance américaine qui façonne la politique mondiale. Dans ce contexte, les États-Unis et la Chine ont développé et restructuré leurs économies en s'intégrant davantage, notamment après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001.

Cette époque est désormais révolue. Grâce à la croissance spectaculaire de l'économie chinoise et à l'accroissement du pouvoir de l'État qui l'accompagne, la Chine et les États-Unis se disputent désormais le contrôle de la région indo-pacifique : environ 60 % du commerce maritime passe par l'Asie et environ un tiers par la mer de Chine méridionale. La Chine ne peut tolérer une situation dans laquelle elle doit jouer les seconds rôles face aux États-Unis et être empêchée d'exercer ce qu'elle considère comme son propre rôle dans la région. Renforcer la puissance de la Chine dans la politique mondiale a été l'une des principales priorités de Xi Jinping depuis qu'il est devenu dirigeant chinois en 2012 ; ce projet a été confirmé cette année par le vingtième congrès du Parti communiste chinois, qui a effectivement nommé Xi dirigeant à vie.

Les ambitions de la Chine en Asie constituent une menace pour les États-Unis. Washington ne peut pas se permettre de voir sa flotte du Pacifique repoussée hors de l'Asie de l'Est, car cela signifierait à ses alliés comme à ses adversaires qu'elle n'est plus « la nation indispensable

du monde », comme Hillary Clinton a un jour décrit les États-Unis.

Les deux parties développent une stratégie à plusieurs volets pour vaincre l'autre. L'administration Biden a hérité de l'administration Trump le ciblage de la Chine et l'a intensifié dans tous les domaines. Les États-Unis ont travaillé avec leurs alliés pour forger un bloc diplomatique et militaire anti-Chine en Asie. Parmi eux, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie sont les plus importants. Tous les quatre ont conclu qu'ils devaient repousser la menace stratégique croissante que représente la Chine pour l'alliance dirigée par les États-Unis, malgré la perturbation du commerce et des investissements que cela pourrait entraîner.

Au cours de l'année 2022, les États-Unis et leurs alliés ont intensifié leurs efforts pour intégrer leurs armées et se préparer à la guerre. Les États-Unis prévoient de consacrer l'essentiel de leur marine et de leur aviation à la région, et leurs trois partenaires régionaux augmentent également de manière significative leurs dépenses militaires. À la suite du pacte AUKUS et des accords associés, l'Australie s'est engagée à acheter une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire et à fournir à l'armée américaine des bases pour des opérations contre la Chine.

Taiwan sera un point chaud. Tant que Taiwan est aligné sur les États-Unis, la Chine la considère comme un obstacle pour son contrôle de la mer de Chine méridionale. Xi a vu les États-Unis mobiliser l'OTAN contre la Russie et craint que la Chine ne soit soumise à la même coercition si elle s'attaque à Taiwan. Il redouble d'efforts pour renforcer l'autonomie militaire et économique de la Chine afin d'échapper à ce destin.

Taiwan compte pour les États-Unis, contrairement à l'Ukraine. Après des décennies de dérobades diplomatiques

sur la question, le président Biden a déclaré cette année à plusieurs reprises que les États-Unis soutiendraient Taipei en cas d'invasion chinoise. Les États-Unis poussent donc l'OTAN à étendre sa compétence à l'Asie. Lors du sommet de l'OTAN qui s'est tenu en juin à Madrid, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et le Japon étaient là pour la première fois. La déclaration publiée à l'issue de la réunion a été la première à citer la Chine comme une menace, un « *défi pour nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs* ». La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Canada ont déployé des navires de guerre en mer de Chine méridionale en 2021-22, ce qui indique que les États-Unis se préparent à une guerre éventuelle.

Les tensions impérialistes croissantes ont également mis en évidence les dangers d'une trop grande interdépendance économique pour l'impérialisme américain. Alors que le pays exerçait une hégémonie mondiale, supprimant effectivement les conflits militaires inter-impérialistes pendant une période, les grandes entreprises pouvaient choisir librement comment et où investir et commercer, à quelques exceptions marginales près (Cuba et la Corée du Nord, par exemple). Cela a permis une désarticulation partielle du commerce et de la gouvernance. Même dans des secteurs sensibles comme l'armement, où le Pentagone est le principal client, les entreprises américaines sous-traitaient la production d'acier et de composants électroniques clés à la Chine. Aujourd'hui, la tension accrue oblige le commerce à s'aligner sur les priorités de l'État, tandis que les barrières commerciales et d'investissement augmentent et que des blocs géopolitiques plus solides se forment. Dans un passé récent, le contrôle des réserves mondiales de pétrole était au premier plan

## Situation mondiale

de la réflexion stratégique et des déploiements militaires, mais les lignes de front sont aujourd'hui la fabrication de systèmes informatiques avancés et les moyens de production, tels que les terres rares et autres minéraux, nécessaires à leur fabrication.

Pour la Chine, il n'y a là rien de nouveau. Pékin considère depuis longtemps les entreprises comme des auxiliaires de la puissance nationale. Depuis des années, la Chine s'efforce de favoriser une plus grande autonomie dans des secteurs clés, notamment l'informatique, les semi-conducteurs et la technologie des satellites. C'est ce qui sous-tend le programme « *Chine 2025* », qui vise à stimuler la production locale dans une série de secteurs de haute technologie.

L'État américain est maintenant en train de rattraper son retard. La guerre en Europe, un affrontement potentiel en Asie et la perturbation du commerce causée par la pandémie Covid ont fait prendre conscience aux décideurs politiques des risques inhérents aux chaînes d'approvisionnement impliquant la Chine. Aux États-Unis, il y a un consensus entre les Démocrates et les Républicains sur le fait que les affaires de l'impérialisme sont trop importantes pour être laissées aux hommes d'affaires, et que les entreprises doivent se plier à la volonté du Département d'État et du Pentagone. Comme le dit l'administration Biden : « *La sécurité économique c'est la sécurité nationale* ». Le « *Made in America* » remplace désormais la mondialisation comme principe directeur.

Les États-Unis tentent de reconfigurer leur base industrielle pour ramener l'industrie « *chez eux* » – ou du moins chez leurs proches alliés et loin de la Chine. Les industries les plus liées à l'armée sont prioritaires. Au cours de la seconde moitié de 2022, la Maison Blanche a approuvé des milliards de dollars de subventions pour la production locale de semi-conducteurs, d'intelligence artificielle, de robotique et d'informatique quantique. D'autres dizaines de milliards de dollars de subventions encourageront la production américaine de panneaux solaires, de batteries électriques et de voitures électriques.

L'autre facette de ce qu'un commentateur du *Financial Times* a décrit comme la « *guerre économique totale* » des États-Unis contre la Chine est leur tentative d'écraser la capacité de ce pays à moderniser sa base industrielle. En octobre, le ministère américain du commerce a introduit des contrôles à l'exportation pour limiter l'ac-

cès de Pékin aux technologies de pointe, qu'elles soient destinées à des applications civiles ou militaires. Il s'agit d'une guerre commerciale avec des dents, propulsée par la rivalité impérialiste. L'histoire a montré que les guerres commerciales ne sont souvent que les précurseuses des guerres ouvertes.

La sécurité énergétique a été un moteur important de la politique impérialiste, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Il s'agit d'une priorité américaine depuis des années : si le Pentagone était contraint de dépendre du pétrole importé, il ne pourrait pas être sûr que ses chars et ses chasseurs à réaction seraient en mesure de fonctionner en temps de guerre. Les États-Unis ont désormais atteint l'autosuffisance énergétique et sont un exportateur de pétrole et un fournisseur de gaz naturel liquéfié (GNL) majeur après avoir investi des milliards de dollars dans la fracturation. Cela leur donne un avantage sur l'Europe. Les gouvernements européens ont découvert le coût de la dépendance à l'égard de l'énergie russe et rouvrent maintenant des mines de charbon et prolongent la durée de vie de centrales nucléaires dont la fermeture était prévue. L'UE ne dépend plus de la Russie que pour 9 % de son gaz, contre 40 % avant l'invasion de l'Ukraine.

La Chine ne dispose pas de suffisamment de charbon et de gaz pour alimenter l'industrie et doit s'assurer un approvisionnement auprès de nations amies. Les liens avec la Russie et l'Iran se sont renforcés cette année, mais aussi avec l'Arabie saoudite et les États du Golfe, qui se sont montrés réticents face aux tentatives américaines de réglementer les exportations de pétrole du Golfe.

Il y a eu une certaine résistance de la part des alliés des États-Unis contre un nouvel ordre mondial dominé par les blocs américain et chinois. L'UE a ses propres intérêts impérialistes qui ne coïncident pas avec ceux des États-Unis, notamment en ce qui concerne la Chine. Washington tente de réduire les liens commerciaux et les investissements vers la Chine et d'encourager ses alliés à faire de même. Du point de vue de la classe dirigeante américaine, rien n'est gagné, et beaucoup est perdu, si les entreprises américaines se retirent de la Chine, laissant les capitalistes européens combler le vide.

Ainsi, au cours de la première année de mandat de Biden, les États-Unis ont fait pression sur l'UE pour qu'elle abandonne l'accord global sur les investissements avec la Chine qu'elle était sur le point de finaliser. Mais le gouvernement allemand

et de nombreux capitalistes allemands sont désireux de maintenir les relations commerciales ouvertes. En 2022, le gouvernement allemand a approuvé l'acquisition par la société chinoise Cosco d'une part de 25 % dans un terminal à conteneurs de Hambourg, en dépit d'un lobbying américain intensif visant à la bloquer. Les entreprises allemandes BASF, Aldi, Hella et Siemens étendent toutes leur empreinte en Chine, y investissant un montant record de 10 milliards d'euros au cours du premier semestre 2022, au grand dam du gouvernement étatsunien.

Les mesures prises par les États-Unis pour cibler la Chine nuisent également à l'UE. Les subventions massives accordées par l'administration Biden à la production locale de produits de haute technologie désavantagent sur le marché américain les exportateurs européens, tels que la société néerlandaise de semi-conducteurs ASML, ce qui affaiblit les efforts européens visant à développer l'industrie sur le territoire national, un principe clé de la « *nouvelle stratégie industrielle* » de l'UE. Avec des prix du gaz cinq fois plus élevés qu'aux États-Unis, en partie à cause des sanctions prises par les États-Unis à l'encontre de la Russie, les producteurs européens ont subi un double coup dur de la part des États-Unis. La Commission européenne étudie actuellement des mesures de rétorsion visant à protéger les capitalistes européens des actions prédatrices des États-Unis.

Ainsi, si les États-Unis ont utilisé la guerre en Ukraine pour imposer leurs prérogatives à l'Allemagne et à la France, il n'est pas encore évident que les puissances européennes se soumettront sur toute la ligne lorsqu'il s'agira de la Chine, où les enjeux pour les capitalistes européens et les stratégies impériaux de l'UE sont plus élevés.

Une époque de la politique mondiale se termine et une nouvelle ère se dessine. La rivalité impérialiste devient plus dangereuse. Les budgets militaires sont en hausse. Le nationalisme est en hausse. Nous ne sommes pas confrontés de façon imminente à une situation semblable à celle d'août 1914, mais la logique de l'évolution pousse dans la direction de ce moment effroyable où une guerre impérialiste totale a entraîné le monde dans l'abîme. Les armes terribles dont disposent les impérialistes, et les conséquences pour chacun d'eux en cas d'échec, nous avertissent de la catastrophe qui attend la population mondiale si une nouvelle guerre régionale ou mondiale éclate. ■

# L'impérialisme transformé

Par  
Peter Drucker\*

Depuis le 24 février 2022, jour où la Russie a envahi l'Ukraine, l'impérialisme a pris une apparence différente. Ce n'est pas la première fois – depuis son origine à la fin du XIXe siècle, l'impérialisme a changé de forme de façon majeure à plusieurs reprises. De grands changements sont intervenus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, puis avec la montée en puissance de la mondialisation néolibérale dans les années 1980, pour aboutir à « l'hypermondialisation » qui a prévalu approximativement de 1995 à 2008. À chaque fois, les caractéristiques de l'impérialisme que les marxistes avaient considérées comme centrales ont été remises en question. Aujourd'hui, cela se produit à nouveau.

Chaque phase de l'impérialisme a donné lieu à des débats politiques cruciaux et à des divisions au sein de la gauche : sur le « défensisme » contre le « défaitisme » pendant la Première Guerre mondiale, puis pendant la Seconde Guerre mondiale ; sur les attitudes à l'égard des guerres de libération nationale pendant la Guerre froide ; sur une proposition de reconceptualisation de l'impérialisme devenant « Empire » dans la période de mondialisation néolibérale. Aujourd'hui, avec la guerre en Ukraine, il y a des débats sur les sanctions contre la Russie, l'envoi d'armes à l'Ukraine, et les positions prises envers l'expansion de l'OTAN (maintenant et rétrospectivement). Des questions potentiellement similaires se profilent autour du conflit entre la Chine et Taïwan.

Je n'essaierai pas d'aborder toutes ces questions dans cette introduction. Je laisserai la plupart des questions spécifiques autour de la Russie et de la Chine aux trois autres conférences : par Pierre Rousset sur la montée de la Chine, par Hanna Perekhoda et Catherine Samary sur l'Ukraine, et par Ilya Matveev sur la Russie (même si je ne peux pas m'empêcher de dire une chose ou deux sur ces questions).

Je me concentrerai sur les fondements théoriques et historiques généraux. En examinant chacune des phases antérieures de l'impérialisme, j'avancerai quelques propositions sur la question de savoir quelles caractéristiques de ces phases antérieures sont encore valables aujourd'hui et lesquelles ne le sont plus. Étant donné que les trois autres conférences ne porteront pas sur les États-Unis et l'Union européenne, celle-ci accordera une attention particulière aux impérialismes étatsunien et européens – qui n'ont absolument pas disparu !

## Points clés

Pour être clair sur ce que je soutiens, permettez-moi d'énoncer quelques points clés.

Tout d'abord, qu'est-ce que les marxistes entendent par impérialisme ? La guerre et la conquête sont bien antérieures aux empires coloniaux du XIXe siècle, à la guerre froide ou à la mondialisation néolibérale. La première vague d'expansion mondiale européenne, lancée par le Portugal au XVe siècle et l'Espagne au XVIe siècle, a même précédé le capitalisme. La conquête britannique de l'Inde et la conquête française de l'Algérie, bien qu'elles aient été menées par des États capitalistes, ne correspondaient pas à bon nombre des caractéristiques clés de l'impérialisme théorisées plus tard par les marxistes.

Pour être très synthétique : à partir du dernier quart du XIXe siècle, l'expansion mondiale – européenne, puis américaine et japonaise –, comme l'ont analysé plusieurs marxistes, s'est caractérisée par une pénétration plus profonde des relations capitalistes dans la production, le commerce et l'investissement dans les régions conquises, et par une domination plus directe des entreprises capitalistes basées dans les pays dominants : les « cartels » et les « trusts » à l'époque de Lénine, les multinationales et les banques aujourd'hui.



Ce sont les principales caractéristiques de l'ordre impérialiste, même s'il a subi plusieurs mutations radicales au cours du dernier siècle et demi. Alors, qu'est-ce qui est spécifique à l'impérialisme actuel ? Par rapport aux années de la guerre froide ou à la période d'hypermondialisation, nous vivons une période d'instabilité accrue, de crises récurrentes et de bouleversements géopolitiques. Pourtant, plus qu'à l'époque de la guerre froide – où les grandes puissances capitalistes et non capitalistes s'affrontaient – l'impérialisme est aujourd'hui un ordre véritablement mondial. À l'exception de quelques États isolés comme Cuba et la Corée du Nord, tous les pays sont désormais essentiellement capitalistes. Et le capitalisme mondial peut et doit être analysé comme un tout. Les États-Unis, l'Union européenne, le Japon, la Chine et la Russie sont des parties contradictoires mais néanmoins intégrantes de cet ensemble.

\* Peter Drucker a été co-directeur de l'Institut international de recherche et formation (IIRF-IIRE) d'Amsterdam. Il collabore à la revue socialiste étatsunienne *Against the Current* et a publié *Warped: Gay Normality and Queer Anti-Capitalism*, (Haymarket Books, Chicago 2015). Nous reproduisons ici la retranscription de la première des quatre conférences en ligne organisées par l'IIRE sur « les formes changeantes de l'impérialisme » après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Cette conférence a eu lieu en anglais le 20 août 2020 et a été publiée dans *Against the Current* n° 221 de novembre-décembre 2022 : <https://againstthecurrent.org/atc221/imperialism-transformed/> (Traduit de l'anglais par JM).

# Situation mondiale

Cette analyse est une base théorique pour une position politique : une politique anti-campiste, c'est-à-dire une politique qui s'oppose à tous les campismes. Dans cet ordre mondial impérialiste, il n'y a pas de grande puissance « *anti-impérialiste* », c'est-à-dire de grande puissance qui résiste à la dynamique globale du capitalisme mondialisé. Cela signifie que nous devons reconnaître la réalité des impérialismes russe et chinois et nous y opposer avec intransigeance, sans les considérer comme un moindre mal, puisqu'ils font partie, fondamentalement, du même mal mondial. Simultanément, nous devons rester résolument opposés aux impérialismes américain, européen et japonais, en refusant de les considérer comme un moindre mal – même au niveau régional ou local, par exemple en Ukraine. En d'autres termes, notre analyse doit jeter les bases d'une politique révolutionnaire indépendante de tous les impérialismes.

## Pertinence de l'analyse de Lénine

Pour commencer, permettez-moi de revenir à la source. Pour moi, cela signifie revenir à Lénine. Bien que Luxemburg, Boukharine, Hilferding et d'autres aient apporté d'importantes contributions, il y a plus d'un siècle, à la compréhension marxiste de l'impérialisme, je tiens à souligner plusieurs idées clés de Lénine qui, selon moi, sont toujours valables aujourd'hui.

Premièrement, Lénine (comme d'autres marxistes de son époque) avait compris l'impérialisme comme une réalité fondamentalement économique. Dans son analyse, le colonialisme et le militarisme formels sont subordonnés à cette réalité économique.

Deuxièmement – un point souvent négligé – Lénine avait compris l'hétérogénéité des différents impérialismes. Par exemple, à l'époque de Lénine, l'impérialisme tsariste était économiquement faible, et donc particulièrement dépendant de la puissance militaire pour sauvegarder la domination économique du capital russe dans l'empire tsariste. Les capitaux britanniques, allemands et américains étaient tous économiquement assez forts pour exercer un pouvoir au-delà des limites des États qu'ils dominaient ; c'était beaucoup moins vrai pour le capital russe. C'est également moins vrai aujourd'hui pour la Russie de Poutine. Quant à la Chine, malgré la force et le dynamisme de son économie, son impérialisme implique un rôle exceptionnellement fort pour l'État et le

parti au pouvoir. Paradoxalement, le capitalisme chinois doit une grande partie de sa résilience à la révolution anticapitaliste qui a forgé cet État et ce parti au pouvoir. L'Union européenne se situe à l'opposé du spectre impérialiste de la Russie : sa force économique est disproportionnée par rapport à ses moyens militaires. Cela signifie que l'UE peut adopter une position apparemment pacifique en Ukraine sans diminuer son pouvoir économique sur ce pays. Pourtant, l'UE est un géant aux pieds d'argile. Sur le plan militaire, l'UE reste très dépendante des capacités américaines – les porte-avions, par exemple – pour projeter sa puissance militaire dans d'autres régions du monde, voire dans une certaine mesure en Europe. Ainsi, alors que l'Europe exerce un pouvoir économique impérial au-delà des frontières de l'UE, elle dépend des États-Unis pour soutenir ce pouvoir sur le plan militaire.

Le point clé ici est que Lénine, tout en analysant les différences entre les États-Unis et la Russie tsariste, les qualifiait tous deux d'impérialistes. Nous devrions faire de même aujourd'hui avec toutes les différentes puissances impérialistes.

Troisièmement, Lénine faisait la distinction entre les impérialismes établis, qui se concentrent sur la défense du statu quo, et les impérialismes montants, plus agressifs, comme l'Allemagne. Pourtant, pendant la Première Guerre mondiale, il a refusé de considérer les puissances plus établies comme la Grande-Bretagne et la France comme moins impérialistes – essentiellement la même position que Trotsky a adoptée concernant la Deuxième Guerre mondiale.

Quatrièmement, Lénine considérait que la principale ligne de démarcation dans le monde était celle entre toutes les puissances impérialistes, d'une part, et les pays et régions dominés par l'impérialisme, d'autre part. Pour lui, il s'agissait d'un clivage structurel, fondé sur des relations permanentes de subordination économique : la position dominante des puissances impériales sur le marché et dans le domaine financier, leur accès privilégié aux matières premières, etc. Et il s'agissait principalement d'un clivage économique, et non juridique. C'est-à-dire que des pays formellement indépendants comme la Chine, la Perse et le Mexique, que Lénine appelait « *semi-colonies* », étaient toujours dominés par l'impérialisme.

Cette analyse s'applique aujourd'hui à l'Ukraine. L'Ukraine défend sa souveraineté nationale dans la guerre actuelle. Pourtant, son accord d'association de

2015 avec l'UE, qui a mis fin à une période où l'Ukraine était en équilibre entre la Russie et l'UE, l'a obligée à ouvrir son marché aux exportations et aux investissements de l'UE. L'accord obligeait également l'Ukraine à adopter une série de règles européennes alors que, en tant qu'État non membre, elle n'avait pas à participer à leur rédaction. Cela en fait essentiellement une semi-colonie de l'UE. En défendant son indépendance, elle défend également la sphère d'influence économique de l'UE.

La fracture structurelle entre les pays impérialistes et les pays dominés se manifeste également aujourd'hui dans l'impact mondial de la guerre en Ukraine. La guerre provoque des souffrances dans de nombreux pays. Les Européens par exemple, surtout les travailleurs et les pauvres, souffriront beaucoup de la hausse des prix de l'énergie cet hiver. Mais les conséquences pour les pays dépendants sont bien plus dévastatrices. Pendant plusieurs décennies, la production alimentaire nationale a été décimée dans de nombreux pays dépendants par la mondialisation néolibérale, en particulier dans « *l'arrière-cour* » de l'UE en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, où l'Europe s'est imposée comme un puissant exportateur agricole. Aujourd'hui, les populations des pays dépendants n'ont plus les moyens de se nourrir dans un monde privé des céréales ukrainiennes. Les gens vont mourir de faim, à une époque où le réchauffement climatique – autre conséquence d'une économie mondiale terriblement inégalitaire – dévaste déjà l'agriculture dans de nombreux pays du Sud.

## La résistance est progressiste

Un dernier point concernant l'analyse de Lénine – un point politique clé – Lénine pensait que chaque fois qu'une résistance indépendante à la domination impérialiste se manifeste dans un pays dominé, cette résistance est progressiste et digne d'être soutenue. Sur ce point, il était en désaccord avec l'argument de Rosa Luxemburg selon lequel, à l'ère de l'impérialisme, seul un mouvement socialiste révolutionnaire peut être véritablement indépendant de tous les impérialismes.

C'était l'enjeu du débat entre Lénine et Luxemburg sur le soulèvement de 1916 en Irlande. Lénine soutenait les rebelles irlandais contre l'impérialisme britannique, et il les aurait soutenus même s'ils avaient obtenu des armes en Allemagne, parce qu'il voyait que leur rébellion était indépendante

en pratique de toute direction extérieure par une quelconque puissance impérialiste. Il n'y avait aucune comparaison possible entre la situation des rebelles irlandais en 1916 et celle des gouvernements serbe et belge, dont la quasi-totalité du territoire avait été rapidement occupée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et dont les décisions étaient par conséquent très largement subordonnées aux commandements militaires britannique et français.

C'est cette même logique qui sous-tend aujourd'hui le soutien des marxistes à l'Ukraine dans sa lutte contre l'impérialisme russe, même si elle reçoit des armes des pays de l'OTAN. Malgré tous ses défauts politiques, Zelensky dispose aujourd'hui d'une liberté de manœuvre qui exclut de le voir comme un simple larbin de l'OTAN. D'ailleurs, si Zelensky est en dernière analyse un néolibéral de droite – jonglant avec les intérêts impérialistes et les intérêts des oligarques ukrainiens, notamment celui dont l'empire médiatique l'a créé – il n'est pas pour autant une créature de l'extrême droite réactionnaire, malgré les représentations fantaisistes de certains gauchistes parlant d'un « *pouvoir fasciste* » en Ukraine. En ce sens, nous pouvons être beaucoup moins ambivalents à propos des victoires ukrainiennes sur le champ de bataille qu'à propos, par exemple, de la victoire des talibans sur l'impérialisme en Afghanistan. Vaincre les talibans avec un gouvernement et une armée afghanes fantoches a toujours été sans espoir. Par contre, la résistance ukrainienne n'est en aucun cas sans espoir car le gouvernement ukrainien n'est pas ce genre de régime fantoche.

### Pas d'illusions envers l'OTAN

Quand on examine les phases ultérieures de l'impérialisme – la guerre froide et la période de mondialisation néolibérale – on peut pointer d'autres points politiques importants.

Après 1945, une caractéristique centrale de l'impérialisme telle que Lénine l'avait analysée ne tenait plus. Lénine avait estimé que les intérêts conflictuels entre les différents capitaux conduiraient inévitablement à des guerres entre les États impérialistes. Entre 1945 et 1991, cela ne s'est pas produit. Il n'y a pas eu de guerre inter-impérialiste un tant soit peu comparable à la Première ou à la Deuxième Guerre mondiale.

En fait, la rivalité économique inter-impérialiste est restée une réalité constante et croissante de la période de la guerre

froide. Ce qui était nouveau, c'était le rôle des États-Unis en tant que garant militaire de l'ordre impérialiste dans son ensemble, face à des grandes puissances non capitalistes comme l'URSS et la Chine et face aux révolutions anticoloniales dans des pays comme le Vietnam et Cuba qui sont devenues des révolutions anticapitalistes.

En tant qu'une des dimensions de leur rôle militaire mondial, les États-Unis étaient, entre autres, la puissance centrale de l'OTAN. L'OTAN n'était une alliance « *défensive* » que dans le sens où elle défendait l'ordre impérialiste. L'engagement des États-Unis à défendre l'Europe occidentale faisait partie intégrante de leur défense du capitalisme dans le monde, même si l'engagement de Washington à défendre les empires coloniaux européens était associé à une volonté d'aller vers un partage du gâteau colonial entre tous les membres du terrain de jeu capitaliste.

Le rôle militaire central des États-Unis a survécu à la guerre froide et, en fait, aux principaux défis du capitalisme en tant que tel. Aujourd'hui encore, en 2022, les dépenses militaires des États-Unis représentent 38 % du total mondial. Et l'OTAN reste aujourd'hui l'un des instruments militaires mondiaux des États-Unis.

La menace militaire soviétique pour l'Europe occidentale était bien plus grande à la fin des années 1940 que ne l'est aujourd'hui la menace russe pour les pays de l'UE. Les troupes soviétiques étaient présentes à Berlin, Prague et Vienne, alors que les troupes américaines qui avaient débarqué en Europe occidentale avaient été rapidement démobilisées sous la pression populaire après 1945. Malgré la dévastation de l'URSS pendant la guerre, la supériorité militaire conventionnelle soviétique a été écrasante par la suite. Le monopole nucléaire américain (qui a pris fin en 1949) était considéré comme vital pour arrêter une avancée soviétique dans une nouvelle guerre, et les communistes français et italiens étaient considérés comme de puissantes cinquièmes colonnes. Poutine, même avec ses liens avec l'extrême droite européenne, n'a rien de comparable aujourd'hui.

L'opposition marxiste à la fondation de l'OTAN en 1949, même parmi les marxistes antistalinien, dépendait de la compréhension du caractère global de l'ordre impérialiste. C'est toujours vrai aujourd'hui – en fait, c'est encore plus vrai aujourd'hui, maintenant que l'OTAN est devenue « *hors zone* » afin d'éviter de se retrouver « *en faillite* ». Le rôle de l'OTAN en Afghanistan

de 2001 à 2022 n'a aucun parallèle avec le rôle de l'OTAN en Algérie ou au Vietnam pendant la guerre froide. Cela devrait faciliter l'opposition à l'OTAN aujourd'hui – quand, par exemple, l'adhésion de la Suède à l'OTAN a des conséquences aussi directes sur l'oppression des Kurdes en Turquie (le régime d'Erdogan demande l'extradition de militants kurdes de Suède).

Il convient de noter une autre continuité avec la guerre froide : le dividende économique que le rôle militaire des États-Unis rapporte au capital américain. Cela était manifeste pendant la guerre froide, par exemple en 1985, lorsque Reagan, en contrepartie implicite de la défense américaine de l'Europe, a persuadé l'Europe de soutenir le commerce américain en permettant la dépréciation du dollar. C'était encore évident après la guerre froide, lorsque des multinationales américaines et britanniques comme Shell et BP ont profité de la défaite de Saddam Hussein au détriment des compagnies pétrolières françaises et chinoises, dont les États n'avaient pas soutenu l'effort de guerre américain. Aujourd'hui encore, les entreprises américaines bénéficient en Europe de l'Est d'avantages qu'elles n'auraient pas sans le rôle militaire de Washington dans la région.

### La mondialisation et ses mutations

En bref : nous vivons, et nous ne vivons pas, dans le monde impérialiste que Lénine a décrit. Nous vivons, et nous ne vivons pas, dans le monde de la guerre froide.

Vivons-nous encore dans la période de la mondialisation néolibérale ? Pour répondre à cette question, il faut distinguer la mondialisation néolibérale qui a commencé avec Thatcher, Reagan et la crise de la dette de 1982, de la période ultérieure d'« *hypermondialisation* » (pour reprendre le terme inventé par l'économiste Dani Rodrik).

Après la chute de Saigon en 1975 et la libération de Managua lors de la révolution nicaraguayenne de 1979, le néolibéralisme a restauré l'hégémonie mondiale du capital trilatéral (États-Unis/UE/Japon). Cela est dû en partie au fonctionnement « *normal* » de la concurrence capitaliste internationale réelle, qui tend généralement à aggraver l'inégalité mondiale en favorisant les pays et régions riches par rapport aux pauvres (comme l'explique Charles Post dans un article à paraître dans Spectre). En partie aussi (selon l'ana-

## Situation mondiale

lyse de Claudio Katz), elle est due à un nouvel ensemble de mécanismes de transfert de valeur : endettement forcé, politiques d'ajustement structurel, y compris l'ouverture forcée des marchés, rapatriement accru des bénéfices des multinationales, limitation des prérogatives des États dépendants, etc.

Quelle que soit la manière exacte dont cela s'est produit, la mondialisation néolibérale a largement inversé les gains relatifs réalisés par les pays dépendants pendant la guerre froide, en grande partie en raison de l'espace géopolitique et politique ouvert par la rivalité américano-soviétique.

Le néolibéralisme a réaffirmé le caractère impérialiste de l'ordre mondial. Cela va à l'encontre de la thèse de Thomas Friedman selon laquelle « *le monde est sans relief* », c'est-à-dire que la puissance nationale fait beaucoup moins de différence économique dans un monde globalisé – et de la thèse d'Antonio Negri et Michael Hardt selon laquelle nous vivons tous dans un « *Empire* » moins différencié, sans centre dominant. Les fantasmes des années 1990 sur le Brésil ou l'Afrique du Sud dépassant les États-Unis et l'Europe ont volé en éclats. Même l'Inde, qui compte plus d'un milliard d'habitants, a toujours un PIB (en termes nominaux) inférieur à celui de l'Allemagne, qui compte quelque 80 millions d'habitants. Le monde n'est pas horizontal, il est fortement hiérarchisé.

En outre, malgré toutes les tensions et ruptures économiques de ces dernières années et de ces derniers mois, la Russie et la Chine sont toujours intégrées dans l'économie capitaliste mondiale. Même si les États-Unis, l'UE et le Japon font beaucoup plus pour réduire leur dépendance stratégique à l'égard de la Russie et de la Chine – comme ils vont probablement le faire – leur « *découplage* » présumé a encore beaucoup de chemin à parcourir.

La Russie, par exemple, a toujours une économie extractiviste orientée vers l'exportation. Même si le capital chinois est devenu un concurrent sérieux pour d'autres capitaux en Afrique et en Amérique latine, il est toujours en concurrence selon des conditions qui ont été largement dictées par le capital occidental dans les années 1990. En ce sens, nous vivons toujours dans un monde néolibéral.

Mais quelque chose de crucial a changé. La période antérieure à 2008 – la domination politique mondiale pratiquement complète par le capital multinational – est terminée. Et la période de consentement de la Russie et de la Chine à un ordre conçu par l'Occident est terminée. Les

conflits inter-impérialistes s'intensifient. Il est important de voir que cela est vrai dans tous les domaines, de tous les côtés des lignes de partage internationales qui se creusent. Vladimir Poutine n'est pas Boris Eltsine, Xi Jinping n'est pas Deng Xiaoping – et en même temps, Trump et même Biden ne sont pas George H.W. Bush.

Biden n'a pas rétabli les instances d'appel de l'Organisation mondiale du commerce [qui ne peuvent pas fonctionner depuis que Trump a refusé de nommer de nouveaux juges], il n'a pas démantelé les sanctions contre la Chine, il n'a pas rejoint la Cour pénale internationale. On assiste à une recomposition durable dans les principaux États impérialistes de ce que Nicos Poulantzas appelait le « *bloc de pouvoir* » : le rapport de forces au niveau étatique entre différentes fractions du capital.

Dans cette nouvelle situation, les rivalités entre les blocs impérialistes sont complexes et en constante évolution. D'un certain point de vue, par exemple, l'invasion de l'Ukraine par Poutine a rendu un grand service à l'impérialisme américain. Elle a restauré le prestige des États-Unis à un moment où la défaite afghane l'avait sérieusement entamé. Elle a poussé les États-Unis et l'UE dans les bras l'un de l'autre, alors que Trump avait fortement distendu les liens américano-européens, et a soudainement facilité l'augmentation des budgets militaires de l'OTAN (malheureusement).

Mais les tensions antérieures entre les blocs ont fait place à de nouvelles tensions. L'Europe est aujourd'hui divisée entre des pays comme le Royaume-Uni et la Pologne, qui ont tendance à suivre la ligne agressive des États-Unis, et des pays comme la France et l'Allemagne, qui restent moins enclins à couper tous les ponts avec la Russie. Les répercussions de cette guerre continueront d'être vastes et imprévisibles.

Quoi qu'il en soit, on assiste à un virage nationaliste, qui se traduit par la montée de l'extrême droite, mais pas seulement. Il se reflète dans la montée du racisme et de la xénophobie dans le monde entier. Et il existe un cercle vicieux de conflit entre le « *fémonationalisme* » – pour reprendre le terme de Sara Farris concernant l'instrumentalisation des droits des femmes par les gouvernements impérialistes et la droite – et l'idéologie patriarcale plus traditionnelle. Le même cercle vicieux de conflit existe entre « *l'homonationalisme* » (pour utiliser le terme de Jasbir Puar désignant l'instrumentalisation similaire des droits LGBTI) et ce que j'appelle l'hétéronationa-

lisme : l'instrumentalisation de l'idéologie anti-LGBTI par des régimes plus ou moins « *anti-occidentaux* » (par exemple, Poutine, Orban). Il s'agit là aussi d'une dimension des lignes de démarcation qui se dessinent aujourd'hui dans le monde. Pourtant, il s'agit à bien des égards d'un écran de fumée idéologique, des deux côtés, dans ce qui est encore un ordre impérialiste unifié.

## Autodétermination

Je laisserai aux trois autres conférenciers le soin d'exposer les implications spécifiques de tout ceci pour les conflits actuels sur le continent eurasiatique. Mais je voudrais terminer par un point politique primordial.

Aujourd'hui comme à l'époque de Lénine, les marxistes doivent être les champions de l'autodétermination. En même temps, aujourd'hui comme il y a un siècle, notre défense de l'autodétermination doit être guidée par la compréhension qu'aucune puissance impérialiste ne peut être considérée comme un allié.

Aujourd'hui, en Ukraine, il est compréhensible et justifié que les Ukrainiens souhaitent obtenir des armes de l'OTAN pour se défendre. Mais comme Gilbert Achcar l'a souligné, les plans américains et britanniques visant à utiliser l'Ukraine pour punir et contraindre la Russie sont à la fois dangereux – étant donné les risques ahurissants de guerre nucléaire – et futiles, car en fin de compte une victoire militaire ukrainienne complète sur la Russie est impossible tant que le régime de Poutine reste en place. En définitive, le seul espoir d'une libération nationale ukrainienne totale réside dans la solidarité internationale avec l'opposition russe. Cela signifie que le nationalisme stupide (dans ce cas précis) des boycotts culturels et sportifs anti-russes est la dernière chose dont les Ukrainiens ont besoin. Il en va de même des sanctions qui font du tort aux travailleurs russes, tout en laissant les oligarques et les multinationales de l'énergie accumuler des bénéfices excessifs mal acquis. L'histoire a démontré à maintes reprises que les mesures qui font souffrir les civils ne sont efficaces que pour les rallier au gouvernement de leur pays.

Cela signifie qu'aujourd'hui comme il y a un siècle, une politique de libération nationale doit être une politique anti-impérialiste généralisée : une politique d'internationalisme révolutionnaire. ■

# François Chesnais (1934-2022)

Par  
Jan Malewski\*

**B** brillant économiste marxiste militant, François Chesnais s'est éteint le 28 octobre 2022 à Paris. Ses analyses de la mondialisation capitaliste et de sa crise, du capital financier aujourd'hui (1), de la crise climatique se combinant avec la crise du capital (2) restent d'une grande actualité et aident à l'élaboration d'une stratégie prolétarienne. De même, que sa contribution à l'analyse de la conception des ondes longues d'Ernest Mandel ou sa dernière intervention auprès de ses amis militants au Brésil sur l'agression poutinienne de l'Ukraine (voir en pages 39 et 48).

Né à Montréal en 1934, François Chesnais a fait ses études primaires et secondaires en Angleterre et c'est là qu'il a rencontré le marxisme pour la première fois. Lorsqu'il arrive en France pour poursuivre ses études dans un milieu dominé par l'Union des étudiants communistes (UEC), alors très stalinienne, il se rend compte qu'il a « une vision un peu différente du marxisme ». « Longtemps avant que je ne rencontre des trotskystes, j'étais en quelque sorte vacciné, j'avais déjà des antigènes hostiles au stalinisme », expliquait-il dans un entretien accordé en 2014 à *Contretemps* (3). À la suite de la répression de l'insurrection de Budapest, en 1956, il quitte l'UEC avec quelques camarades, dont l'un contacte Pierre Broué, alors militant de l'Organisation communiste internationaliste (OCI, lambertiste). Il est mobilisé et part en Algérie. « Dans les faits j'étais déjà potentiellement recruté à l'OCI au moment de mon départ en Algérie en 1959. À mon retour, j'ai très vite repris contact et j'ai rejoint formellement cette organisation à la fin de l'année 1962 ou début 1963 », expliquait-il. Travaillant ensuite pour l'OCDE, devenu membre du Comité central et de la commission internationale de l'OCI sous le pseudonyme Étienne Laurent, il a « mené une espèce de double puis de triple vie, ce qui était parfois assez difficile à gérer. J'étais fon-



tionnaire de l'OCDE mais dès mon séjour en Espagne, j'ai fait un travail militant de recherches et de prises de contact. On m'avait indiqué des étudiants à Madrid. Puis quand l'OCDE m'a envoyé en Amérique latine, j'ai aussi fait ce travail au Pérou, en Argentine, un peu au Chili et en Bolivie. Il fallait jongler avec mes missions officielles... ».

En 1984, avec Stéphane Just, Claude Serfati et leurs camarades, il est exclu de l'OCI. Ce groupe fonde la revue *Combattre pour le socialisme* en tant que « comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire », se donnant pour l'objectif de redresser l'OCI (devenu PCI, construisant un « Parti des travailleurs »). François Chesnais sera membre de sa direction avant de s'écarter du groupe à la fin des années 1980. En 1992, il est licencié de l'OCDE pour des raisons politiques, et devient professeur à l'université Paris XIII-Villetaneuse.

Il se consacre alors à l'élaboration théorique, analysant « la notion de financiarisation comme invasion du capital porteur d'intérêts et du capital fictif dans toutes les dimensions de l'économie, y compris dans la finance elle-même. (...) Sous le régime financiarisé, le crédit se modifie complètement, jusqu'à être mis en danger du point de vue même des fonctions qu'il

doit remplir dans le mouvement de l'accumulation. » (4) François Chesnais rejette toute distinction simpliste entre le capital productif (qui serait « bon ») et le capital financier (« mauvais ») et insiste sur l'internationalisation. « Il n'y aurait pas de capital financier sans [les groupes industriels]. Ce

\* Jan Malewski, membre du Bureau exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale, est rédacteur d'*Inprecor*.

1. Son dernier grand ouvrage – *Finance Capital Today. Corporations and Banks in the Lasting Global Slump* (Le capital financier aujourd'hui – Les corporations et les banques dans le marasme mondial qui perdure, Brill, Leiden 2016) – n'a malheureusement pas encore été traduit en français, mais nous avons publié une première version de la conclusion de ce livre : François Chesnais, « Le cours actuel du capitalisme et les perspectives de la société humaine civilisée », *Inprecor* n° 631/632, septembre-novembre 2016. On lira en français avec intérêt : François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Syros, Paris 1994 (nouvelle édition actualisée : Syros, Paris 1997) et les deux livres collectifs qu'il a dirigés : *La mondialisation financière* (Syros, Paris 1996) et *La finance mondialisée – Racines sociales et politiques, configuration, conséquences* (La Découverte, Paris 2004) ainsi que son livre *Les dettes illégitimes – Quand les banques font main basse sur les politiques publiques* (Raisons d'Agir, Paris 2011).

2. Voir, entre autres, François Chesnais, « La crise climatique va se combiner avec la crise du capital », *Inprecor* n° 541/542, septembre-octobre 2008.

3. Cédric Durand et Ugo Palheta, « François Chesnais, théoricien de la mondialisation du capital et de la finance » (publié par *Contretemps* le 9 janvier 2023) : <https://www.contretemps.eu/francois-chesnais-theoricien-mondialisation-capital-finance/>

4. *ibid.*

## Les Nôtres

sont eux qui produisent de la plus-value dans leurs propres structures de production et s'approprient une part de celle des firmes les plus petites du fait de formes d'organisation qui ne sont pas totalement intégrées. Le capital porteur d'argent se nourrit de deux choses, de cela et du service de la dette publique. Si on ne comprend pas l'importance de l'internationalisation de la production, si on ne la suit pas dans ses différentes configurations, on ne comprend pas la mondialisation (...) [qui est] une configuration dans laquelle les États-Unis sont toujours la première puissance, mais désormais ils ne sont plus la puissance dominante. Bien sûr, ils ont une large avance technologique et une capacité à dicter les règles du jeu inégalée. Bien sûr, la configuration du néolibéralisme, enfin ce que certains appellent néolibéralisme, c'est vraiment le fruit de l'influence des États-Unis. (...) Mais il faut aussi intégrer à l'analyse les multinationales des pays émergents qui sont dans beaucoup de cas très financiarisés. » (5)

En décembre 1995, avec un noyau d'anciens militants de l'OCI, François Chesnais va lancer la revue *Carré rouge*, qui paraîtra durant dix-huit ans. Conçue comme « une rupture avec la logique du parti-fraction – notre culture d'origine –, posant la nécessité de regrouper des militants qui, dans le climat de la décomposition des formes historiques du mouvement ouvrier, ne renoncent pas au combat pour le socialisme » (6), cette revue se veut jouer le rôle du « forum d'une extrême gauche en recomposition (...), un exemple que la lutte contre le capitalisme est mieux menée si elle est portée par un esprit de débat et de recherche sérieux et passion-

né ». *Carré rouge* sera alors ouvert aux contributions des militant·es révolutionnaires voulant « répondre aux questions politiques essentielles soulevées par l'actualité tout en prenant le recul nécessaire et ne tombant pas dans les stéréotypes », se nourrissant et se confrontant « à des penseurs qui ne faisaient pas forcément consensus entre eux mais qui élargissaient leur horizon, stimulaient leur réflexion, animaient leurs débats et les empêchaient de camper sur des certitudes trop faciles. » (7) Une tentative de publier une revue commune entre *Carré rouge* et la revue suisse animée par Charles-André Udry, *La Brèche*, verra le jour en 2007-2008, avec deux numéros parus.

Parallèlement, François Chesnais avait rejoint l'association ATTAC, devenant membre de son comité scientifique. Il a publié de nombreux articles de vulgarisation en économie dans les revues d'ATTAC *Le grain de sable* puis dans *Les Possibles*. François aura également collaboré dès le premier numéro à la revue argentine *Herramienta* : « Dans cette "affinité élective", la volonté commune de promouvoir un travail collectif et internationaliste de renouvellement programmatique pour "Penser le communisme, le socialisme, aujourd'hui" a pesé de manière décisive. » (8)

De ses expériences avec le courant lambertiste, François Chesnais avait tiré des leçons, dont l'expérience de *Carré rouge*, comme celle de *Herramienta*, furent un aboutissement. Il expliquait en 2019 : « Je dirais que dans le cas des organisations trotskystes que j'ai connues, la SLL de Healy, l'OCI de Lambert, le POR de Lora et le PO d'Altamira, les relations internationales étaient principalement motivées par des besoins politiques internes, et il était nécessaire pour eux de maintenir le contrôle au niveau local. Dans le cas du SLL et de l'OCI, il y avait un petit appareil, une direction toute puissante avec laquelle on ne pouvait pas vraiment discuter, et le travail international était une sorte de projection de l'organisation elle-même, il n'y avait que des satellites et quand les satellites se rebellaient un peu, ils étaient expulsés. » (9)

Cette évolution politique a conduit François Chesnais à coopérer avec la IV<sup>e</sup> Internationale (en prenant part aux séminaires économiques organisés par l'Institut international de formation et de recherche d'Amsterdam) et sa section française, la LCR, puis à rejoindre dès le début la construction du Nouveau parti anticapitaliste (NPA).

Jugeant qu'entre « 1980 et 1993 plusieurs cycles historiques se sont clos », dont le plus long et le plus important dans ses conséquences politiques, « celui d'un mouvement ouvrier dont le point de référence commun depuis les années 1890 était l'objectif partagé, au-delà des diversités et des divisions internes brutales, de transformation socialiste de la société », il appelait dans un article de débat écrit pour la revue de la LCR, *Critique communiste*, à « un renouvellement programmatique issu d'un travail théorique collectif (...) considéré comme une tâche à mener en relation étroite permanente avec l'intervention, mais néanmoins une tâche en soi, valorisée par le parti en formation et bénéficiant d'une large participation militante. » Et il expliquait que puisque le « NPA naît à un moment où des facteurs d'homogénéisation politique des salarié·es sont à l'œuvre » et que cette homogénéisation « résulte du fait que les mécanismes de la mondialisation confrontent une fraction grandissante des salarié·es à une situation commune de détérioration rapide de leurs conditions de travail et d'existence, ainsi qu'à des processus de polarisation patrimoniale qui font voler en éclats la fiction de "classes moyennes" partageant des modes de vie plus ou moins semblables », cela crée pour le NPA « une opportunité à ne pas manquer de construire un parti aussi peu "franco-français" que possible ».

Il proposait de faire de la *Critique du Programme de Gotha* de Marx (10) une lecture de base du NPA, pour bien comprendre que l'enjeu n'est pas le « partage des richesses », mais « la maîtrise sur les moyens qui servent à les produire et sur les décisions portant sur quoi doit être produit, pour qui et comment ». Et que « c'est en qualité de producteurs associés et en rétablissant la relation directe aux moyens de production que le capitalisme a brisée qu'ils créeraient cette maîtrise. (...) Le mot "producteur" accolé au mot "associé" rappelle, d'un côté, le fait que, derrière le marché et la concurrence, il y a une économie reposant sur une socialisation très élevée du travail, et il indique, de l'autre, le but à atteindre, c'est-à-dire que ce soient les producteurs eux-mêmes qui aient la maîtrise de ce travail socialisé et des fins auxquelles il est dirigé. Ce but inscrit l'anticapitalisme en positif. » (11)

L'élaboration variée que François Chesnais nous a laissée servira à ce renouvellement programmatique nécessaire.

Merci François !

5. *ibid.*

6. Robert Duguet, « Hommage à François Chesnais » : <http://clubpolitiquebastille.org/spip.php?article330>

7. François Chesnais, « Carré rouge : itinéraire d'une revue marxiste », *Contretemps*, 10 septembre 2017 : <https://www.contretemps.eu/carre-rouge-presentation-chesnais/>

8. <https://herramienta.com.ar/en-memoria-de-fran-ois-chesnais-1934-2022>

9. Interview de François Chesnais par Lucas Malaspina, « Política Obrera y el lambertismo : el trotskismo "duro" entre Francia y Argentina », *Ecuador Today* 6 juin 2019 : <https://ecuadortoday.media/2019/06/20/politica-obrera-y-el-lambertismo-el-trotskismo-duro-entre-francia-y-argentina/>

10. K. Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875, nouvelle traduction de l'allemand par Sonia Dayan-Herzbrun, introduction et appareil critique par Sonia Dayan-Herzbrun et Jean-Numa Ducange, Éditions sociales, Grande édition Karl Marx et Friedrich Engels (Geme), Paris 2008.

11. François Chesnais, « Le moment historique où le NPA se forme et certaines de ses implications » (19 janvier 2007), *Critique communiste* n° 187.

# Capitalisme, théorie des ondes longues et technologie contemporaine

Par  
François Chesnais\*

En juillet-août 2007, sous la forme de la fermeture passée presque inaperçue de filiales de placement à très fort risque de grandes banques, commençait la crise économique et financière mondiale de 2007-2009, qu'on nomme aux États-Unis et dans les pays anglophones la *Great Recession*. Plus de douze ans plus tard, l'économie capitaliste mondiale ne connaît toujours pas une reprise de l'accumulation, mesurée grossièrement par le niveau du produit intérieur brut (PIB) mondial. Les États-Unis ont connu, à la différence de la très grande majorité des économies européennes et du Japon, une courte hausse cyclique qui a fait illusion mais qui prend fin.

De ce côté de l'Atlantique la contraction du produit PIB allemand sur deux trimestres est considérée comme le signe annonciateur d'une récession dans la principale économie de la zone euro (1). La projection la plus récente du FMI confirme un mouvement de baisse du taux de croissance du PIB pour les économies du G7 qui n'est plus compensée par les pays émergents (Chine incluse). Les années 2012-2016, où ceux-ci entraînaient tant bien que mal la croissance mondiale, ne sont plus qu'un souvenir.

Cet article délaisse la finance et la financiarisation. Il visite la théorie des ondes longues, dont il a été très brièvement question dans un précédent article dans *À l'Encontre* (2), en se centrant sur la place qu'y occupe la technologie. Le but est d'apprécier en quoi les caractéristiques des technologies dominantes contemporaines de l'informatisation et l'automatisation (TIC) peuvent contribuer à comprendre le moment actuel du système capitaliste mondial. L'article procède à une relecture des deux principaux auteurs qui se sont saisis de la théorie des ondes longues, Joseph Schumpeter et, dans le cadre marxiste, Ernest Mandel.

Dans son livre de 1995, *Long Waves of*

*Capitalist Development, A Marxist Interpretation*, Mandel s'est demandé comment il se faisait que les marxistes qui avaient été à l'origine de la théorie s'en étaient désintéressés ensuite laissant le champ libre aux néo-schumpetériens (3). Le faible écho de la publication très tardive de ce livre en français sous le titre *Les ondes longues du capitalisme* (4), accompagné d'une longue postface de Michel Husson (5), n'a pas apporté de réponse à sa question.

Ceci n'est peut-être pas sans rapport avec le désintérêt des économistes marxistes pour la technologie, marqué aujourd'hui par la quasi-absence de travaux économiques sur l'informatisation et l'automatisation. J'ai trouvé un seul article récent en anglais (6). En 2015, dans un article qui effleurait le sujet, Henri Wilno a parlé de la pertinence potentielle des travaux sur les ondes longues et conclut qu'un vaste programme de recherche était potentiellement ouvert (7). Les références aux livres de Mandel y étaient trop brèves pour inciter les lecteurs à s'y plonger. Ici on en citera des passages longuement, ainsi que ceux des chercheurs-militants qui ont commenté la grande édition française du *Troisième âge du capitalisme*.



## La théorie des ondes longues

Commençons par l'origine marxiste vigoureusement revendiquée par Mandel. Il n'est pas sûr que la théorie marxiste des ondes longues serait née sans les commentaires que Trotsky a été amené à faire en 1923 à propos des travaux de l'historien

économique russe N.D. Kondratieff (victime plus tard de la grande Terreur stalinienne) (8). Selon Kondratieff le mouvement du capitalisme comportait des grands cycles (qu'il a repérés statistiquement) d'une cinquantaine d'années, où la phase de contraction résultant de l'épuisement des forces qui avaient porté l'expansion précédente était nécessairement suivie d'une reprise, dont le caractère était en quelque sorte automatique. La thèse de Kondratieff avait des implications pour l'appréciation de la situation économique et donc politique mondiale des années 1920 et donc pour la stratégie de la III<sup>e</sup> internationale (9). Suite aux travaux d'un militant russe de la II<sup>e</sup>

\* Pour la présentation de **François Chesnais**, voir l'article en pages 37-38. Cet article a été publié initialement par la revue *À l'Encontre* le 14 octobre 2019, en deux parties : <https://alencontre.org/economie/la-theorie-des-ondes-longues-et-la-technologie-contemporaine-i.html> et <https://alencontre.org/economie/la-theorie-des-ondes-longues-et-la-technologie-contemporaine-ii.html>

1. [www.lemonde.fr/economie/article/2019/08/14/le-pib-allemand-se-contracte-de-0-1-au-deuxieme-trimestre-conformement-aux-attentes\\_5499271\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2019/08/14/le-pib-allemand-se-contracte-de-0-1-au-deuxieme-trimestre-conformement-aux-attentes_5499271_3234.html).

2. <https://alencontre.org/economie/de-nouveau-sur-lim-passe-economique-historique-du-capitalisme-mondial.html>.

3. Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development, A Marxist Interpretation*, Second Edition, Verso, London 1995, p. 1.

4. Ernest Mandel, *Les ondes longues du capitalisme*, Éditions Syllepse, Paris, 2014.

5. [www.contretemps.eu/a-lire-la-postface-de-les-ondes-longues-du-developpement-du-capitalisme-de-ernest-mandel/](http://www.contretemps.eu/a-lire-la-postface-de-les-ondes-longues-du-developpement-du-capitalisme-de-ernest-mandel/).

6. Kim Moody, « High Tech, Low Growth: Robots and the Future of Work », [https://brill.com/view/journals/hima/26/4/article-p3\\_1.xml](https://brill.com/view/journals/hima/26/4/article-p3_1.xml).

7. C'est le cas de l'article d'Henri Wilno de 2015, [www.npa2009.org/idees/tenter-de-comprendre-la-phase-actuelle-du-capitalisme-un-retour-sur-les-ondes-longues](http://www.npa2009.org/idees/tenter-de-comprendre-la-phase-actuelle-du-capitalisme-un-retour-sur-les-ondes-longues).

8. Nicolai Dimitrievitch Kondratieff était directeur dans les années 1920 de l'Institut de conjoncture de l'URSS à Moscou. Il a été arrêté en 1930 sous l'accusation d'introduire des méthodes bourgeoises dans la planification et de saboter l'agriculture. Il a passé huit ans en camp de concentration avant d'être fusillé en 1938. Voir Nicolai Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, édition organisée et présentée par Louis Fontvielle, Economica, Paris 1992.

9. Francisco Louça rend compte de ce débat dans son introduction au livre de Mandel de 1995.

Internationale, Parvus (10), Trotsky accepte l'idée de cycles longs (qu'il nomme ondes longues) à deux phases, une phase d'expansion et une phase de contraction. Son apport est de soutenir que si les causes de la fin de l'expansion sont endogènes au mouvement d'accumulation du capital, le passage à une nouvelle longue phase expansive ne peut résulter que de facteurs externes. Dans une courte lettre de 1923, *La courbe du développement capitaliste*, il en énumère trois, l'acquisition de nouveaux pays et de continents, la découverte de nouvelles ressources naturelles ainsi que les guerres et les révolutions.

« En ce qui concerne les segments de la courbe capitaliste de développement que le professeur Kondratiev propose de désigner également comme des cycles, leur caractère et leur durée sont déterminés non par le jeu interne des forces capitalistes, mais par les conditions externes qui font le lit de leur développement. L'acquisition de nouveaux pays et continents, la découverte de nouvelles ressources naturelles et, dans leur sillage, les événements d'ordre "super-structurel" d'importance aussi essentielle que les guerres et les révolutions, déterminent le caractère et la succession des phases ascendantes, stagnantes ou déclinantes du développement capitaliste. (...) À l'heure actuelle, il est impossible de prévoir jusqu'à quel degré telle ou telle section de l'histoire sera illuminée, et quelles seront les lumières jetées, par une investigation matérialiste procédant d'une étude concrète de la courbe capitaliste et de l'interrelation de cette dernière avec tous les aspects de la vie sociale » (11).

L'idée que l'acquisition de nouveaux pays et continents soit « externe » au mouvement du capitalisme a été corrigée par Trotsky lui-même dans la préface à l'édition française de *La révolution permanente*. Il y insiste sur la nécessité imposée aux pays capitalistes de se tour-

ner vers le marché extérieur : « L'évolution du capitalisme (...) s'est faite de toute nécessité par une extension systématique de sa base. Au cours de son développement et, par conséquent, au cours de la lutte contre ses propres contradictions intérieures, chaque capitalisme national se tourne de plus en plus vers les réserves du "marché extérieur", c'est-à-dire de l'économie mondiale ». Les poussées extérieures du XIX<sup>e</sup> siècle ont été aussi bien transocéaniques (l'Angleterre vers l'Inde, l'Argentine, etc.) que continentales (la « frontière » états-unienne). Il y a « les guerres et les révolutions » classées comme externes. Le cas le plus clair est la phase d'expansion provoquée par la Seconde Guerre mondiale qui a débuté aux États-Unis en 1942 et dans les autres pays après 1945-48. Il y a enfin la découverte de nouvelles ressources naturelles que Mandel a étendue à juste titre aux innovations technologiques majeures même si elles ne figurent pas dans la liste de Trotsky.

Sur la base de ses travaux statistiques, Kondratieff a proposé une périodisation du premier et du second cycle et de la phase ascendante du troisième qui a porté son nom. Elle a été acceptée avec de légères corrections par Schumpeter dans *Business Cycles* ainsi que par Ernest Mandel dans *Le troisième âge du capitalisme* (12) puis dans *Les ondes longues du capitalisme* (13). Francisco Louça a proposé un moyen terme entre différentes périodisations dans le tableau suivant.

Périodisation des quatre ondes longues		
	Phase ascendante	Phase descendante
1 <sup>ère</sup> onde longue	1789 - 1816	1816 - 1847
2 <sup>e</sup> onde longue	1848 - 1873	1873 - 1896
3 <sup>e</sup> onde longue	1896 - 1919	1920 - 1939/45
4 <sup>e</sup> onde longue	1939/45 - 1967/73	1967/73 - ?

Source : Francisco Louça, Introduction à l'édition française des *Ondes longues du développement capitaliste*, Syllepse 2014

Le point d'interrogation en bas de la colonne de droite correspond à la question posée par Mandel en 1995, à laquelle nous revenons plus loin : « si on peut déduire de la théorie des ondes longues qu'une nouvelle onde longue expansionniste succédera à l'actuelle longue dépression » (14). Si l'on se tourne aujourd'hui vers les « facteurs externes » énumérés par Trotsky, on ne voit pas lequel pourrait être à l'origine d'une cinquième onde. Dans les années 1990, la Chine a offert très passagèrement au capital une dernière frontière avant qu'elle ne se tourne à son tour vers le marché extérieur, en l'occurrence vers un marché mondial en très faible croissance, champ d'une concu-

rence exacerbée. Malgré les très grandes tensions au Moyen-Orient, une guerre n'est pas à l'ordre du jour et sauf dérapage elle n'aurait en tout état de cause pas l'ampleur destructive pour propulser le début d'une nouvelle onde longue. Reste l'hypothèse explorée par Mandel qu'une « révolution technologique » pourrait éventuellement porter une phase d'expansion. La progression de l'automation l'a porté à répondre négativement et c'est plus vrai que jamais. Faisons d'abord un détour par Marx et par Schumpeter.

## Marx : le « machinisme », de la science et la technologie à la formation d'un système technique pénétrant toutes les activités

Dans la première section du célèbre chapitre du livre premier du *Capital* sur le machinisme et la grande industrie, on trouve une analyse de la genèse et puis de la « prise de pouvoir totale » d'un système technique qui peut aider à comprendre celle de l'informatique au cours des quatre-vingts dernières années. Je vais en commenter des extraits (15).

Marx souligne d'abord le rôle joué par la science et de technologie : « (...) les premiers éléments scientifiques et techniques (de la grande industrie) furent peu à peu développés pendant l'époque des manufactures. Les filatures par métiers continus (throstle mills) d'Arkwright furent, dès leur origine, mues par l'eau. Mais l'emploi presque exclusif de cette force offrit des difficultés de plus en plus grandes. Il était impossible de l'augmenter à volonté ou de suppléer à son insuffisance. Elle se refusait parfois et était de nature purement locale. Ce n'est qu'avec la machine à vapeur à double effet de Watt (double-acting steam-engine) que fut découvert un premier moteur capable d'enfanter lui-même sa propre force motrice en consommant de l'eau et du charbon et dont le degré de puissance est entièrement réglé par l'homme. Mobile et moyen de locomotion, citadin et non campagnard comme la roue hydraulique, il permet de concentrer la production dans les villes au lieu de la disséminer dans les campagnes. Enfin, il est universel dans son application technique, et son usage dépend relativement peu des circonstances locales. Le grand génie de Watt se montre dans les considérants du brevet qu'il prit en 1784. Il n'y dépeint pas sa machine comme une invention destinée à des fins particulières, mais comme l'agent général de la grande industrie. Il en fait

10. Sur Parvus voir Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, traduction française de *Spätkapitalismus* (1972), Les Éditions de la Passion, Paris 1997, pp. 101-102 et l'introduction de Francisco Louça aux *Ondes longues du capitalisme*.

11. <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1923/04/lt19230421.htm>

12. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, op. cit., pp. 107-109.

13. Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development*, op. cit., p. 82

14. Ernest Mandel, *Long Waves of Capitalist Development*, op. cit., p. 6.

15. Extraits de la première section du *Capital*, livre premier, Éditions Sociales t. 2, pp. 63-69. L'analyse minutieuse de l'organisation de l'exploitation et la maximisation de la plus-value produite et appropriée par le capital est faite dans la section III.

pressentir des applications, dont quelques-unes, le marteau à vapeur par exemple, ne furent introduites qu'un demi-siècle plus tard. Il doute cependant que la machine à vapeur puisse être appliquée à la navigation. Ses successeurs, Boulton et Watt, exposèrent au palais de l'industrie de Londres, en 1851, une machine à vapeur des plus colossales pour la navigation maritime. »

Le second thème est celui de l'autonomisation de la machine : « Une fois les outils transformés d'instruments manuels de l'homme en instruments de l'appareil mécanique, le moteur acquiert de son côté une forme indépendante, complètement émancipée des bornes de la force humaine. La machine-outil isolée, telle que nous l'avons étudiée jusqu'ici, tombe par cela même au rang d'un simple organe du mécanisme d'opération. Un seul moteur peut désormais mettre en mouvement plusieurs machines-outils. Avec le nombre croissant des machines-outils auxquelles il doit simultanément donner la propulsion, le moteur grandit tandis que la transmission se métamorphose en un corps aussi vaste que compliqué.

« Le système de machines proprement dit ne remplace la machine indépendante que lorsque l'objet de travail parcourt successivement une série de divers procès gradués exécutés par une chaîne de machines-outils différentes mais combinées les unes avec les autres. (...) Les outils spéciaux des différents ouvriers dans une manufacture de laine par exemple, ceux du batteur, du cardeur, du tordeur, du fileur, etc., se transforment en autant de machines-outils spéciales dont chacune forme un organe particulier dans le système du mécanisme combiné. »

Ainsi émerge le « grand automate » : « Un système de machinisme forme par lui-même un grand automate, dès qu'il est mis en mouvement par un premier moteur qui se meut lui-même. Le système des machines-outils automatiques recevant leur mouvement par transmission d'un automate central, est la forme la plus développée du machinisme productif. La machine isolée a été remplacée par un monstre mécanique qui, de sa gigantesque membrure, emplit des bâtiments entiers. Sa force démoniaque, dissimulée d'abord par le mouvement cadencé et presque solennel de ses énormes membres, éclate dans la danse fiévreuse et vertigineuse de ses innombrables organes d'opération.

« Le système "devient objectif", c'est-à-dire émancipé des facultés individuelles de l'ouvrier ; le procès total est considéré en lui-même, analysé dans ses principes cons-

tituants et ses différentes phases, et le problème qui consiste à exécuter chaque procès partiel et à relier les divers procès partiels entre eux, est résolu au moyen de la mécanique, de la chimie, etc., ce qui n'empêche pas naturellement que la conception théorique ne doive être perfectionnée par une expérience pratique accumulée sur une grande échelle. »

La dépendance initiale des capitalistes à l'égard des ouvriers spécialisés : « Les grandes inventions de Vaucanson, d'Arkwright, de Watt, etc., ne pouvaient être appliquées que parce que la période manufacturière avait légué un nombre considérable d'ouvriers mécaniciens habiles. (...) À part la cherté des machines fabriquées de cette façon et cela est affaire du capitaliste industriel – le progrès d'industries déjà fondées sur le mode de production mécanique et son introduction dans des branches nouvelles, restèrent tout à fait soumis à une seule condition, l'accroissement d'ouvriers spécialistes dont le nombre, grâce à la nature presque artistique de travail, ne pouvait s'augmenter que lentement. »

Il fallait s'en affranchir : « Les dimensions croissantes du moteur et de la transmission, la variété des machines-outils, leur construction de plus en plus compliquée, la régularité mathématique qu'exigeaient le nombre, la multiformité et la délicatesse de leurs éléments constituants à mesure qu'elles s'écartèrent du modèle fourni par le métier et devenu incompatible avec les formes prescrites par leurs fonctions purement mécaniques, le progrès du système automatique et l'emploi d'un matériel difficile à manier, du fer, par exemple, à la place du bois – la solution de tous ces problèmes, que les circonstances faisaient éclore successivement, se heurta sans cesse contre les bornes personnelles dont même le travailleur collectif de la manufacture ne sait se débarrasser. En effet, des machines, telles que la presse d'impression moderne, le métier à vapeur et la machine à carder, n'auraient pu être fournies par la manufacture. »

Puis il y a le thème du processus obligatoire de la diffusion : « Le bouleversement du mode de production dans une sphère industrielle entraîne un bouleversement analogue dans une autre. On s'en aperçoit d'abord dans les branches d'industrie, qui s'entrelacent comme phases d'un procès d'ensemble, quoique la division sociale du travail les ait séparées, et métamorphosé leurs produits en autant de marchandises indépendantes. C'est ainsi que la filature mécanique a rendu nécessaire le tissage mécanique, et que tous deux ont amené la révolution mécanico-chimique de la blan-

chisserie, de l'imprimerie et de la teinturerie. De même encore la révolution dans le filage du coton a provoqué l'invention du gin pour séparer les fibres de cette plante de sa graine, invention qui a rendu possible la production du coton sur l'immense échelle qui est aujourd'hui devenue indispensable.

« La révolution dans l'industrie et l'agriculture a nécessité une révolution dans les conditions générales du procès de production social, c'est-à-dire dans les moyens de communication et de transport. [Ceux-ci] étaient complètement insuffisants pour subvenir aux besoins de la production manufacturière, avec sa division élargie du travail social, sa concentration d'ouvriers et de moyens de travail, ses marchés coloniaux, si bien qu'il a fallu les transformer. (...) les moyens de communication et de transport légués par la période manufacturière devinrent des obstacles insupportables pour la grande industrie avec la vitesse fiévreuse de sa production centuplée, son lancement continu de capitaux et de travailleurs d'une sphère de production dans une autre et les conditions nouvelles du marché universel qu'elle avait créé. (...) le service de communication et de transport fut peu à peu approprié aux exigences de la grande industrie, au moyen d'un système de bateaux à vapeur, de chemins de fer et de télégraphes. Les masses énormes de fer qu'il fallut dès lors forger, braser, trancher, forer et modeler exigèrent des machines monstres dont la création était interdite au travail manufacturier. »

Telle est, sous l'appellation de révolution industrielle, la révolution technologique correspondant au premier cycle Kondratieff et à la première onde du tableau de Louça.

## Schumpeter : l'innovation et non la science et la technologie comme force motrice des cycles longs

La première formulation du rapport entre technologie et cycles longs est faite par Schumpeter. Dans le gros livre *Business Cycles* qu'il publie en 1939, il fait des cycles longs un élément central de sa théorie du développement du capitalisme en longue période ou théorie de l'évolution (titre de son premier livre de 1912) (16). Il cherche l'appui de Marx : « nous tenons (à cet égard tout à fait d'accord avec Marx) que le progrès technologique est de l'essence même de l'entreprise capitaliste et ne

16. Pour la traduction française voir Joseph Schumpeter, *La théorie de l'évolution économique*, Dalloz, Paris, 1935 avec une introduction de François Perroux.

peut donc pas en être séparé » (17). À la différence qualitative près que Marx a examiné le progrès technique en relation avec la production de la plus-value et vu dans le machinisme « la capture de l'ensemble des sciences au service du capital » (18), alors que Schumpeter introduit une distinction forte entre l'innovation et l'invention, allant jusqu'à écrire qu'il « est absolument indifférent qu'une innovation implique ou non une nouveauté scientifique. Bien que la plupart des innovations puissent être attribuées à une certaine conquête dans le domaine des connaissances théoriques ou pratiques, il y en a beaucoup qui ne le peuvent pas » (19). Écrivant en 1939, il aurait fallu surtout parler de celles pour lesquelles c'est le cas. C'était le moment où les grandes percées scientifiques des années 1900-1910 (la relativité générale d'Einstein et la physique quantique de Max Planck) trouvaient leur application en Allemagne et aux États-Unis dans le domaine militaire aboutissant à la fission nucléaire.

La définition de l'innovation de Schumpeter est très large, puisqu'elle inclut « les changements technologiques dans la production de produits déjà utilisés (c'est moi qui souligne), l'ouverture de nouveaux marchés ou de nouvelles sources d'approvisionnement, la taylorisation du travail, l'amélioration de la manutention des matériaux, la création de nouvelles organisations commerciales telles que les grands magasins, bref, toute "façon de faire différente" dans le domaine de la vie économique » (20). Le rapport de ces formes de

changement avec les cycles Kondratieff tient en ce qu'elles ne restent pas des événements isolés et ne sont pas réparties uniformément dans le temps. Elles « ont tendance à venir en grappes [deux mots sont employés, *cluster* et *bunch*], d'abord parce que certaines, puis la plupart, des entreprises suivent dans le sillage d'innovations réussies ; ensuite parce que les innovations ont tendance à se concentrer dans certains secteurs et leur proximité. » (21) Les séries statistiques qui servent à corroborer en les corrigeant un peu la périodisation de Kondratieff, privilégient nettement les États-Unis et il en va de même des innovations étudiées. Ainsi la construction des chemins de fer, qui en s'étendant sur un cycle et demi (soit quelque quatre-vingts ans) perd sa qualité d'innovation – au sens de nouveauté – pour conserver celle de vecteur de très importants investissements servant en quelque sorte d'épine dorsale de l'accumulation étatsunienne sur une très longue période. De même, si aux États-Unis l'introduction de la taylorisation du travail date du troisième cycle de Kondratieff, il faut attendre après la Seconde Guerre mondiale, soit le quatrième, pour que son adoption se fasse en Europe. Les effets de grappe doivent se faire sur une échelle telle que « les perturbations [disturbances] sont "importantes" [big], en ce sens qu'elles perturbent le système existant, ne peuvent pas être absorbées en douceur et entraînent un processus spécifique d'adaptation » (22). Les perturbations auxquels la société est forcée de s'adapter sont pilotées par les industriels qui en bénéficient : « la voiture n'aurait jamais acquis son importance actuelle et devenue un "réformateur" de la vie quotidienne si elle était restée ce qu'elle était il y a trente ans et si elle n'avait pas réussi à façonner les conditions environnementales — les routes, entre autres — nécessaires pour son propre développement » (23).

Soulignons que Schumpeter, à l'instar de ce qu'écrira Mandel plus tard, insiste qu'il « est de la plus haute importance d'être parfaitement maîtres de l'histoire économique de l'époque, du pays ou de l'industrie (...) avant de tirer une inférence du comportement des séries chronologiques. L'histoire générale (sociale, politique et culturelle), l'histoire économique, et plus particulièrement l'histoire industrielle sont non seulement indispensables, mais en réalité les plus importants contributeurs à la compréhension de notre problème. Tous les autres matériaux et méthodes, statistiques et théoriques, ne sont que soumis à eux et pire qu'inutiles sans eux » (24). C'est ainsi que Schumpeter désigne le premier cycle de

Kondratieff du nom de « bourgeois » en ce que « les intérêts et les attitudes des classes industrielles et commerciales ont contrôlé les politiques et toutes les expressions culturelles plus que pour aucune période antérieure ou ultérieure » (25). « L'étiquette » néo-mercantiliste est utilisée pour caractériser le second [cycle de] Kondratieff qui voit des « changements de deux types : l'un représenté par des symptômes tels que la recrudescence de la protection (aux États-Unis le Dingley tariff de 1897) et l'augmentation des dépenses d'armement, l'autre par des symptômes tels que le nouvel esprit de la législation fiscale et sociale (en Allemagne les assurances sociales ont atteint 1,1 billion de marks en 1913), la marée montante de la politique, radicalisme et socialisme, la croissance et l'évolution des attitudes du syndicalisme, etc. » (26) Schumpeter n'a pas trouvé de nom pour le troisième cycle de Kondratieff (la troisième onde longue dans le tableau de Louça).

## Les technologies porteuses de la seconde révolution industrielle

Sans prendre position sur la théorie de Schumpeter, l'économiste historien Robert Gordon a travaillé dans son sillon. Il a étudié dans le cas des États-Unis les technologies qui sont nées dans la phase déclinante de la seconde onde du tableau de Louça avant de se déployer tout au long de la troisième. Il a d'abord publié une étude retentissante pour le National Bureau of Economic Research sur le fléchissement de l'innovation étatsunienne (27), avant d'en faire un livre (28). Il a ensuite synthétisé les conclusions de ses recherches dans une nouvelle étude de réponse aux critiques qu'il a reçues (29). Elle contient une partie sur la deuxième révolution industrielle et une autre sur la troisième, celle actuellement en cours des technologies de l'informatique et de la communication (TIC). Avec des décalages temporels et des spécificités nationales, son analyse vaut pour les pays d'Europe occidentale.

Pour Gordon, « les trois "technologies à usage général" les plus fondamentales de la seconde révolution industrielle qui ont fait naître des dizaines d'inventions qui ont changé la vie » ont été l'électricité, le moteur à combustion interne et le téléphone sans fil. Edison produisait la première ampoule électrique en 1879 et distribuait l'électricité à des clients dans le Bas Manhattan en 1882, une révolution qui rendait possible les ascenseurs, les bâtiments de grande hau-

17. Joseph Schumpeter, *Business Cycles, A Theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalist Process*, 1939 dans la version abrégée avec une introduction de Rendigs Fels, p. 16 : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter\\_joseph/business\\_cycles/schumpeter\\_business\\_cycles.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/business_cycles/schumpeter_business_cycles.pdf)

18. « L'invention devient un métier et l'application de la science à la production immédiate devient elle-même pour la science un point de vue déterminant et qui la sollicite ». Marx, *Manuscrits de 1857-58, dits les "Grundrisse"*, Éditions Sociales, Paris, 2011, p. 660.

19. Schumpeter, *Business Cycles*, p. 82.

20. Ibid.

21. Schumpeter, *Business Cycles*, p. 98.

22. Ibid.

23. Schumpeter, *Business Cycles*, p. 174.

24. Schumpeter, *Business Cycles*, p. 20.

25. Schumpeter, *Business Cycles*, p. 243.

26. Schumpeter, *Business Cycles*, p. 294.

27. Robert J. Gordon « Is U. S. Economic Growth Over? Faltering Innovation Confronts the Six Headwinds », *NBER Working Paper* n° 18315, August 2012.

28. Robert J. Gordon, *The Rise and Fall of American Growth: The U.S. Standard of Living Since the Civil War*, Princeton University Press 2016.

29. Robert J Gordon, « The Demise of U.S. Economic Growth: Restatement, Rebuttal, and Reflections », *NBER Working Paper* n° 19895, February 2014 : <https://www.nber.org/papers/w19895.pdf>

teur, les outils électriques fixes et portables, les appareils ménagers, mais aussi la climatisation qui ont transformé la vie et le travail des Américains. Karl Benz produisait le premier moteur à combustion interne fiable en Allemagne, son premier brevet datant de 1886, la première usine étatsunienne Oldsmobile ouvrant en 1896. Enfin le téléphone sans fil inventé en 1879 par un Anglais du nom de Hughes, mais breveté par Marconi à partir de 1897 permit aux États-Unis d'être reliés à l'Europe en 1901.

Aux États-Unis l'électricité a eu peu d'impact avant 1900, sauf dans les grands magasins. Mais après 1900, l'utilisation de l'électricité a décollé à une telle vitesse qu'en 1929 pratiquement toutes les habitations urbaines étaient connectées à l'électricité. Le premier gratte-ciel (*Woolworth*) a été terminé en 1913 et la majeure partie de Manhattan était devenue verticale en 1929. Entre 1890 et 1930, les ménages américains ont bénéficié progressivement de l'électricité, du gaz, du téléphone, de l'eau courante et des conduites d'égout. L'eau courante et les égouts ont contribué à la première phase de la libération des femmes, mais ont également permis la baisse de la mortalité infantile dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Dans le cas de l'automobile, il y a eu une période de gestation, le temps que des inventions permettent de combiner la puissance du moteur à combustion interne avec la structure initiale fragile inspirée des voitures tirées par cheval en développant les transmissions, les freins et d'autres composants essentiels. Partant de zéro en 1900, en 1929 le rapport des véhicules automobiles au nombre de ménages américains avait atteint 89 %. La même année 93 % des agriculteurs de l'Iowa possédaient un véhicule à moteur. Il ne faut pas oublier le rôle de la Seconde Guerre mondiale, Gordon souligne les effets « *d'apprentissage à haute intensité par la pratique* » des dépenses militaires. La Seconde Guerre mondiale a donné aux États-Unis leur premier avion à réaction (le Bell P-59), la pénicilline produite industriellement et l'énergie nucléaire. Plus important encore, des usines comme les chantiers navals d'Henry Kaiser ont appris aux managers et aux ouvriers comment accélérer radicalement la production.

Selon Gordon trois aspects de la deuxième révolution industrielle sont à souligner. Le premier est sa nature multidimensionnelle. Contrairement dit-il au caractère unidimensionnel de la révolution des TIC (examinée plus loin), les innovations de la deuxième révolution industrielle se sont ajoutées les unes aux autres : l'électricité et

ses retombées ; l'eau courante et les égouts ; les véhicules automobiles et leurs inventions complémentaires telles que les autoroutes, les déplacements personnels et les supermarchés ; les divertissements du phonographe à la radio, à la télévision et au cinéma ; la santé publique et la réduction de la mortalité ; et une révolution dans les conditions de travail qui a éliminé le travail des enfants et changé la vie au travail de travail de quelque chose de brutal et court à quelque chose de moins physiquement exigeant, au moins dans la forme. Le deuxième aspect notable est que tout s'est passé tout à la fois. Lorsque toutes ces transformations sont superposées les unes sur les autres, elles existaient à peine en 1880 mais étaient presque terminées en Amérique urbaine en 1929. Le troisième aspect est que jusqu'en 1972 le progrès économique a consisté principalement dans la consolidation des aspects incomplets de la deuxième révolution industrielle au moyen de nombreuses inventions subsidiaires et complémentaires : diffusion d'appareils ménagers dans les années 1950, invention de la télévision pour compléter la radio et le cinéma, extension de la climatisation du cadre commercial au cadre résidentiel, construction du réseau routier inter-États entre 1958-72, et enfin développement du transport aérien civil de son aire initiale minuscule en 1940 à son usage professionnel et personnel se terminant par le plein équipement en avions à réaction de l'aviation civile que Gordon place en 1972.

## Révolutions technologiques dans *Le troisième âge du capitalisme*

L'association étroite des ondes longues avec les changements technologiques majeurs dans le cadre théorique marxiste est le fait de Mandel. Il endogénise à l'instar de Trotsky leur phase de contraction et ajoute dans les facteurs de reprise et d'expansion les changements scientifiques et technologiques. Dans leur postface au *Troisième âge*, Jésus Albarracín et Pedro Montes ont écrit que son travail sur les ondes longues peut être considéré comme le « *principal apport de Mandel au marxisme contemporain* » (30). On trouve chez Engels, et plus tard chez les grands théoriciens révolutionnaires des années 1910-1925, le constat de changements de période ou de phase : celle des années 1880-1890 commentée par Engels avec le rôle majeur joué par les communications dans l'extension du marché mondial ; celle du passage du capitalisme de libre concurrence à celui des monopoles dont Lénine a for-

mulé les traits dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Selon Albarracín et Montes, l'apport de Mandel tient à ce qu'il offre une solution au problème théorique suivant : « *dans la littérature marxiste traditionnelle, la dynamique du capitalisme se trouvait définie par deux mouvements différents. D'un côté, le cycle vital en tant que régime social, déterminé par les lois de développement du mode de production (croissance de la composition organique du capital, formation de l'armée de réserve industrielle, chute tendancielle du taux de profit, progrès technologique). De l'autre, les mouvements à court terme, déterminés par les crises périodiques. Pour Marx, les deux mouvements n'étaient pas indépendants et, surtout, ne pouvaient se concevoir comme des phénomènes mécaniques. À long terme, la chute du taux de profit était inévitable, mais une série de facteurs (l'augmentation du taux d'exploitation, l'impérialisme, l'augmentation de la vitesse de rotation du capital, etc.) pouvait contrecarrer cette chute pendant un certain laps de temps, de sorte que les lois de développement capitaliste ne pouvaient être utilisées telle une "pierre philosophale" pour comprendre le capitalisme à chaque période historique. (...) Il n'était donc pas possible de formuler une "théorie générale des crises industrielles périodiques" servant aussi bien pour le capitalisme de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, par exemple, que pour celui postérieur à la Seconde Guerre mondiale* » (31).

Comme chez Schumpeter, l'analyse de Mandel part du cycle décennal avec ses crises assez régulières attribuées par Marx pour partie à la durée de vie moyenne des machines. Le degré de sévérité de ces crises va dépendre de la phase dans laquelle elles se produisent du mouvement plus long, celui de longues ondes dont la phase d'expansion se présente comme « *une période d'accumulation du capital brusquement accélérée* » qui suit « *une période d'innovation technique radicale* » (32). Ainsi « *l'histoire du capitalisme apparaît non seulement comme une succession de cycles industriels de 7-10 ans, mais aussi de périodes plus longues de cinquante ans* » dont la chronologie est montrée dans le tableau de Louça. Elles correspondent chacune à une « *révolution technologique* » : la révolution industrielle marquée par le remplacement de l'énergie hydraulique par la machine à

30. Jésus Albarracín et Pedro Montes, Postface de 1996, p. 519.

31. Albarracín et Montes, Postface de 1996, p. 516.

32. *Le troisième âge du capitalisme*, p. 95.

vapeur ; la révolution technologique du moteur à vapeur produit mécaniquement (les machines-outils) ; la révolution technologique de la chimie, de l'électricité et du moteur à explosion ; enfin la révolution technologique en cours au moment où Mandel écrit (qu'il nomme la troisième) de « la commande généralisée au moyen de machines à appareillage électronique » (33).

À chaque période, la révolution technologique qui commence va provoquer une « hausse soudaine du taux de profit due à quatre causes dans diverses combinaisons : baisse soudaine de la composition organique moyenne du capital ; élévation soudaine du taux de plus-value suite à une défaite radicale de la classe ouvrière ; baisse soudaine du prix de certains éléments du capital constant ; raccourcissement soudain du cycle de renouvellement du capital constant » (34). Le passage de la phase d'expansion à la phase de contraction se fait au moment où la hausse de la composition organique du capital conduit à la baisse du taux de profit moyen, puis de l'investissement. Le « sous-investissement » qui suit a pour conséquence « la mise en jachère du capital » auquel il sera fait appel lorsque la révolution technologique suivante commence. Mandel n'envisage pas que le capital en jachère soit capté par les banques et que l'accumulation financière se dresse bientôt contre l'accumulation réelle. Il ne mesure pas les conséquences de l'endettement du tiers monde à partir de 1978. Il faut attendre la postface d'Albarracín et Montes dans l'édition de 1997 du *Troisième âge du capitalisme* pour qu'il soit question de « l'hypertrophie financière » (35).

En revanche consacrer dès 1972 un chapitre entier à la pénétration dans la production de « la commande généralisée au moyen de machines à appareillage électronique », de « procès de production actionnés sans l'intervention de la main de l'homme » (36), soit l'automatisation dans ses formes initiales, était le fait de quelqu'un qui suivait l'évolution des technologies de très près. Analysant les traits de la « troisième

révolution technologique », Mandel montre que les processus informatisés ont leur origine dans le secteur militaire, d'une part le nucléaire où « ils prennent la forme d'une nécessité physiologique absolue », de l'autre la défense aérienne qui exige « l'accumulation de données pour en tirer des conclusions quasi instantanées » (37). Aux États-Unis puis ensuite en Europe et au Japon l'application industrielle du « traitement électronique des données » a été introduite dans l'industrie chimique puis dans un nombre croissant d'industries dans lesquelles la réduction des coûts salariaux directs par « élimination radicale du travail vivant du procès de production est devenue pour le capital un objectif central ». Ainsi General Motors a commencé à utiliser des robots dans ses usines dès 1961.

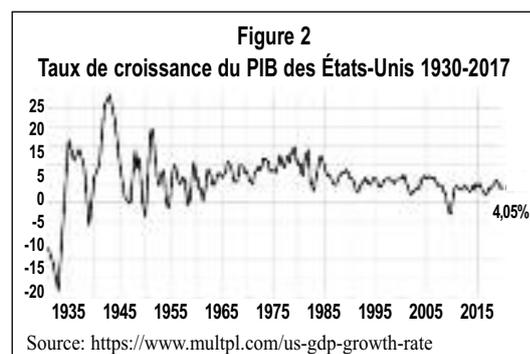
Il n'est pas possible de parler ici de l'ensemble des traits et conséquences de la troisième révolution technologique identifiés par Mandel. Je suis obligé de renvoyer les lecteurs au livre. Mais il y a une dimension qui lui semble d'une telle importance qu'il en parle en 1981 dans sa préface à l'édition anglaise du livre III du *Capital* : « l'extension de l'automatisation au-delà d'un seuil donné conduit, inévitablement, d'abord à une baisse du volume total de la valeur produite, puis à une baisse du volume total de la plus-value produite. » Il en tire des conclusions extrêmement pessimistes : « La barbarie, comme résultat possible de l'effondrement du système, est aujourd'hui une perspective beaucoup plus concrète et précise qu'elle ne l'était dans les années vingt et trente. Même les horreurs d'Auschwitz et d'Hiroshima apparaîtront légères par rapport aux horreurs avec lesquelles une dégradation continue du système confrontera l'humanité. Dans ces circonstances, la lutte pour une issue socialiste prend l'importance d'une lutte pour la survie même de la civilisation humaine et de la race humaine. » (38)

## Ondes longues du capitalisme : informatisation, automatisation, croissance et profit

Dans son livre de 1995 (qui paraît en français en 2015) Mandel poursuit l'analyse des effets de l'informatisation et de l'automatisation (qu'il nomme le robotisme) en posant les questions de façon moins dramatique. Il se demande si « malgré le déclin historique du système capitaliste, celui-ci peut encore répéter son "miracle" de 1940(48) et, après une longue période de

“nettoyage” au long des années 1970, 1980 et 1990, ouvrir une nouvelle période d'expansion accélérée comparable à celle de la période 1893-1913, si ce n'est celle de la période 1948-1968 ? » Ou au contraire si « l'explosion violente (que Mandel situe lors de la crise en deux temps des années 1970) des contradictions internes du mode de production capitaliste après une longue période au cours de laquelle elles ont été réprimées implique que la nouvelle longue vague de stagnation relative ou de faible croissance est là pour rester pour une période indéterminée » (39). La réponse est oui : les chiffres étatsuniens dont la fiabilité est supérieure à tous les autres, montrent que c'est bien le cas. La phase descendante de la quatrième onde du tableau 1 commence en 1978. La baisse du rythme de l'accumulation exprimée approximativement par le taux de croissance est d'abord contrecarrée par les mesures coordonnées par Paul Volker en 1980-1982 avant qu'un rythme de 5 % ne s'installe, malgré les effets d'entraînement des investissements directs à l'étranger des groupes industriels et commerciaux étatsuniens en Chine, malgré les investissements liés à la « nouvelle économie », et malgré le recours massif à l'endettement qui a permis de repousser la crise jusqu'en 2007-2008. Dix ans après la fin de la *Great Recession*, telle que la comptabilité nationale étatsunienne la définit, le taux de croissance dépasse tout juste les 4 %.

Dans le récapitulatif théorique placé au



début du livre de 1995, Mandel écrit qu'une « véritable révolution technologique implique une refonte radicale des techniques de base dans tous les domaines de la production et de la distribution capitalistes, y compris les transports et les télécommunications » (40). Comme on l'a vu plus haut, cette refonte a commencé dès les années 1940. Ce qui débute en 1995 est « un nouveau bond en avant qualitatif dans l'automatisation (c.-à-d., une transition massive de semi-automatisation à l'automatisation) » ajoutant que « de même, les techniques de génie génétique peuvent conduire

33. *Le troisième âge du capitalisme*, p. 100.

34. *Le troisième âge du capitalisme*, p. 96

35. Albarracín et Montes, Postface de 1996, p. 529.

36. *Le troisième âge du capitalisme*, p. 155.

37. Ibid.

38. Mandel, *Introduction au livre III du Capital*, Penguin, Londres, 1981, pp. 87-89.

39. *Long Waves of Capitalist Development, A Marxist Interpretation*, p.83. Toutes les citations sont traduites de l'édition anglaise disponible en PDF : <https://libcom.org/files/ernest-mandel-long-waves-of-capitalist-development-a-marxist-interpretation.pdf>

40. *Long Waves of Capitalist Development, A Marxist Interpretation*, p. 19.

à des innovations radicales dans l'agriculture, la pharmacie, l'équipement scientifique, et une vingtaine d'autres branches de l'industrie. » Son hypothèse est la suivante : « une substitution radicale des machines pour les hommes (la nouvelle vague d'automatisation peut être qualifiée de "robotisme") impliquerait presque inévitablement une réduction massive de l'emploi productif total. Une telle réduction radicale du travail productif impliquerait très probablement une forte baisse de la masse de la plus-value, même si une nouvelle progression de la productivité du travail et une tendance à la stagnation ou même à la baisse des salaires réels devraient fortement augmenter le montant de la plus-value relative (la fraction de la semaine de travail totale au cours de laquelle les travailleurs produisent l'équivalent des biens qu'ils achètent avec leur salaire). Dans de telles conditions, une augmentation du taux de la plus-value ne peut être que relative, en aucun cas proportionnelle aux nouvelles dépenses énormes nécessaires au financement du robotisme. Le taux de profit ne subirait pas une forte augmentation », mais pour les travailleurs « le résultat global d'un bond qualitatif en avant dans l'automatisation (en fait, la transition de semi-automatisation à l'automatisation) serait une augmentation radicale du chômage permanent, (...) l'application généralisée des micro-processeurs serait la suppression radicale des emplois dans le travail de bureau, l'administration, les télécommunications, et même l'enseignement. Des professions entières comme celles des comptables, des concepteurs techniques et des employés de banque seraient dévastées sinon complètement supprimées ». (41)

Voyons ce qu'il en a été d'abord de la progression de l'automatisation et de la destruction d'emplois et ensuite de l'évolution du taux de profit. L'une des premières études menée par deux chercheurs de l'université d'Oxford en 2013 (42) estimait que 47 % des métiers aux États-Unis pourraient être exercés par des machines automatisées. Cette étude a été suivie de nombreuses autres. Les conclusions diffèrent un peu de l'une à l'autre mais vont toutes dans le même sens. Le rythme en est plus lent qu'un « bond en avant qualitatif ». L'étude publiée en 2017 par McKinsey estime que 55 % des emplois japonais, 46 % des emplois étatsuniens et 46 % des emplois des cinq plus grandes économies européennes disparaîtront en raison de l'informatisation du travail d'ici à 2030 (43). La plus récente et la plus conservatrice est celle publiée par l'OCDE en avril 2019, où

l'informatisation et la robotisation feraient disparaître 14 % des emplois d'ici à vingt ans. L'OCDE définit les emplois à « haut risque d'automatisation » (en jaune dans la figure 4) comme ceux qui ont au moins 70 % de chances d'être robotisés. Les emplois encourant un risque de « changement significatif » sont ceux qui ont entre 50 % et 70 % de chances d'être automatisés. Les principaux secteurs d'emploi concernés sont ceux que l'OCDE définit comme « moyennement qualifiés, dont la nature routinière rend assez facile la codification en une série d'instructions qu'une machine peut accomplir ». Autrement dit, les ouvriers qualifiés, opérateurs de machines, travailleurs sur des chaînes d'assemblage, ou encore les salariés remplissant des tâches de secrétariat.

L'étude de l'OCDE comprend aussi la

Je la développe plus pleinement : la décision d'une entreprise de recourir aux robots dans ses usines, ou dans les secteurs de services d'introduire des techniques informatisées très performantes et donc de réduire le nombre de ses salariés dépend d'un ensemble de facteurs : le niveau des salaires, l'intensité de la concurrence, la profitabilité escomptée de l'investissement. Ces facteurs sont façonnés par la mondialisation du capital. Ainsi il peut être plus avantageux pour une entreprise de délocaliser une usine vers un pays à bas salaire plutôt que d'y investir en robots. De même l'accentuation de la précarisation du travail avec ses effets sur les salaires est de nature à ralentir l'informatisation de certains emplois de service.

Les effets sur le taux de profit du

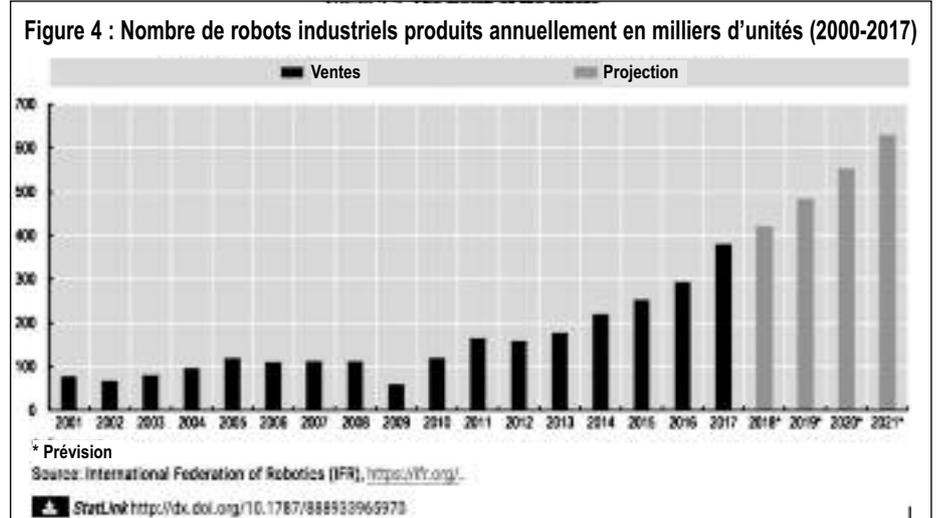
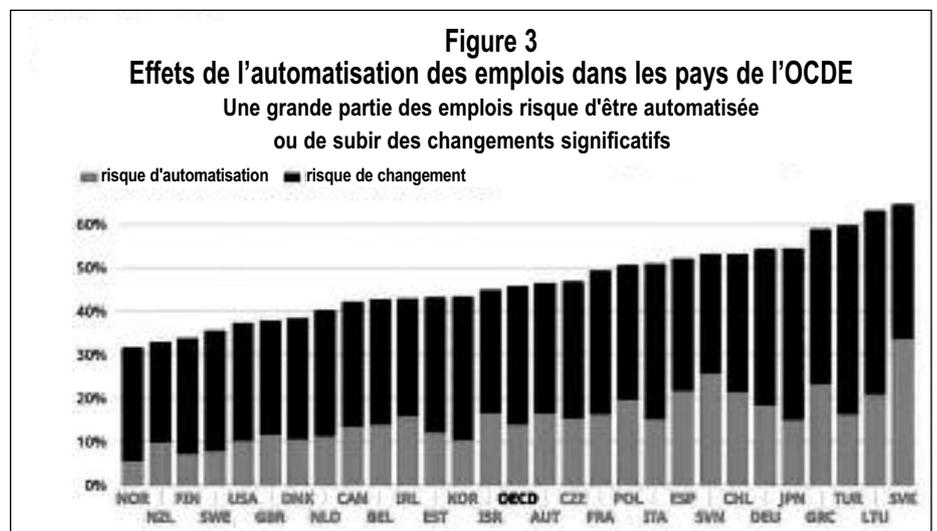


figure suivante sur la production (ce qui signifie aussi l'utilisation) de robots industriels. La croissance en a été très lente avant de s'accélérer d'abord en 2011 et surtout à partir de 2014.

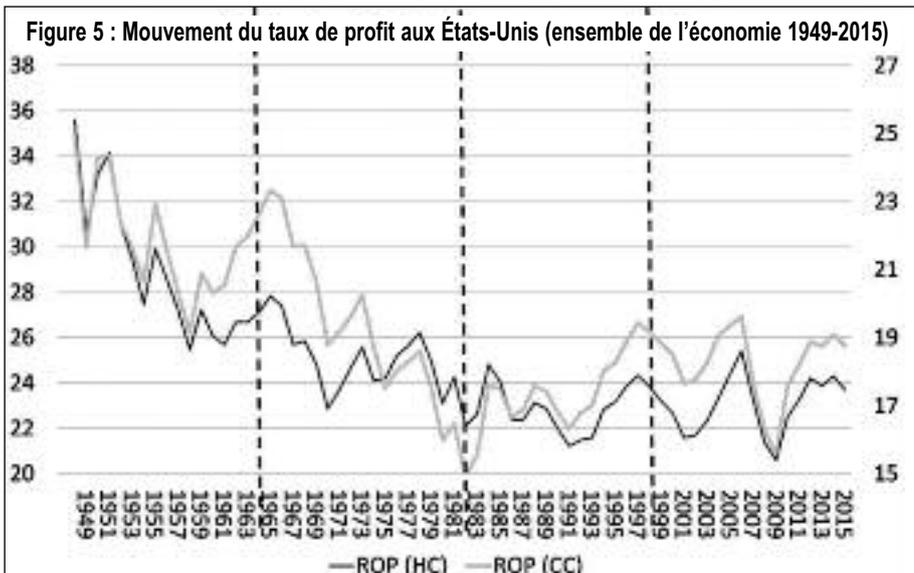
La question du rythme du mouvement de robotisation est abordée par Moody (44).

41. Long Waves of Capitalist Development, A Marxist Interpretation, p. 83-85

42. [https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The\\_Future\\_of\\_Employment.pdf](https://www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The_Future_of_Employment.pdf)

43. <https://www.mckinsey.com/~/media/mckinsey/featured%20insights/Digital%20Disruption/Harnessing%20automation%20for%20a%20future%20that%20works/MGI-A-future-that-works-Executive-summary.ashx>

44. Voir Kim Moody, op. cit. note 6.

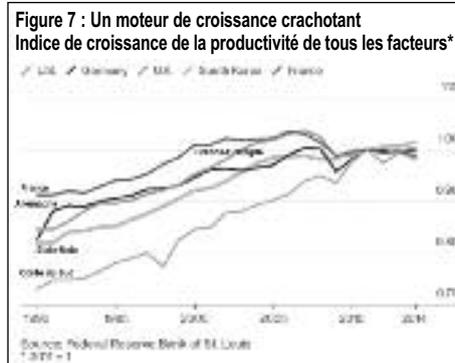
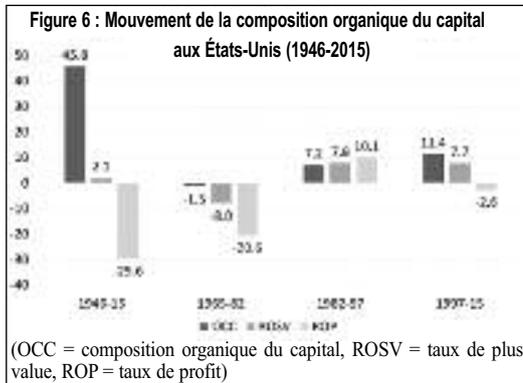


recours déjà fait aux processus informatisés et automatisés sont de nature à ralentir la progression de leur adoption. En revenant au schéma théorique de Mandel, la progression de l'informatisation et de l'automatisation donne en tendance :

- ❶ une hausse de la composition organique moyenne du capital ;
- ❷ une hausse effective du taux de plus-value suite à la mondialisation de l'armée de réserve industrielle suite à la mondialisation et déréglementation du capital ;
- ❸ une baisse du prix d'éléments du capital constant ;
- ❹ un raccourcissement du cycle de son renouvellement. Il se peut que les derniers ne contrecarrent pas à eux trois les effets de la hausse de la composition organique.

Husson a sa propre façon de mesurer le taux de profit et de conclure à sa hausse (45). Ici comme dans *Finance Capital Today* je me rangerai du côté des économistes anglophones, dont Michael Roberts (jugé sévèrement par Wilno dans l'article de 2015) à qui est empruntée la figure suivante.

Pour reprendre le commentaire de Roberts sur cette figure, « le taux de profit correspond à la formule de Marx  $s/c+v$ , soit



la plus-value rapportée au capital constant et au capital variable, le capital constant étant mesuré aux prix historiques et aux prix courants. La période comporte quatre phases : l'âge d'or de l'après Seconde Guerre mondiale qui atteint son zénith en 1965 ; la crise de rentabilité des années 1970 qui atteint son point le plus bas en 1980-1982 ; puis la période néolibérale de récupération et de stabilisation de la rentabilité ; enfin la période encore en cours de volatilité et légère baisse ». Le grand inconvénient du taux de profit moyen est de cacher l'écart qui s'est creusé entre la rentabilité des entreprises prises dans leur ensemble et celle des groupes cotés en Bourse au Standard & Poor 500, qui bénéficient d'être à la fois en position de commandement dans les chaînes de valeur mondiales et en

mesure de placer les profits non réinvestis avantageusement sur les marchés financiers. Ces groupes sont eux-mêmes hiérarchisés. Ainsi en 1975 les cent premiers groupes cotés au Standard & Poor 500 distribuaient 50,1 % du total des dividendes et en 2015 : 68,7 % (46).

Roberts est le seul à proposer une estimation du mouvement de la composition organique du capital. Dans la figure 6, ce sont les estimations pour les deux dernières sous-périodes qu'il faut comparer. Les estimations tendent à corroborer la position de Mandel à laquelle Roberts ne fait pas référence.

## La « troisième révolution industrielle » et la productivité

Il est crucial de bien distinguer la profondeur de la pénétration de l'informatique sous la forme du recours à des logiciels de plus en plus performants et l'effet qu'elle a sur la reproduction élargie et la croissance mondiales. Sous le titre « *maîtres du monde* », l'édition du 5 octobre 2019 de l'hebdomadaire de la City *The Economist* s'inquiète du rôle qui sera bientôt prépondérant des logiciels dans les décisions de placement financier sur un nombre croissant de marchés. Mais en même temps le taux de croissance du PIB est atone. À la fin des années 1980, l'économiste américain très connu Robert Solow a déclaré qu'on « voit des ordinateurs partout, sauf dans les indicateurs de productivité », remarque connue ensuite du nom de « *paradoxe de Solow* ». L'accélération de la croissance lors de la « *nouvelle économie* » de la seconde moitié des années 1990 lui a apporté un démenti provisoire, mais ensuite les chiffres lui ont donné raison. La figure 7 portant sur cinq pays montre comment la croissance cesse aux alentours de 2004 sauf pour la Corée du Sud. Deux plateaux se succèdent, le premier jusqu'en 2007 pour les quatre « *vieux pays industriels* », le second situé plus bas que le premier après 2008 pour tous les pays y compris la Corée.

Patrick Artus a exprimé la perplexité partagée par beaucoup : « *On ne comprend pas bien pourquoi, malgré le développement du digital, l'effort de recherche et d'innovation, les gains de productivité diminuent et la croissance de long terme devient donc faible, bref on ne sait plus analyser la situation à long terme des économies* » (47). Précisons que le taux de productivité dépend du montant de travail employé, du montant investi en machines et en équipements informatiques ainsi que d'un facteur dit « *résiduel* » résultant de l'ef-

45. Voir son article dans *Inprecor* n° 562/563 de juin-juillet 2010 (<http://hussonet.free.fr/debaprof.pdf>) ainsi que sa recension de *Finance Capital Today* (<https://www.contretemps.eu/husson-chesnais-capital-financier-limites-capitalisme/>).

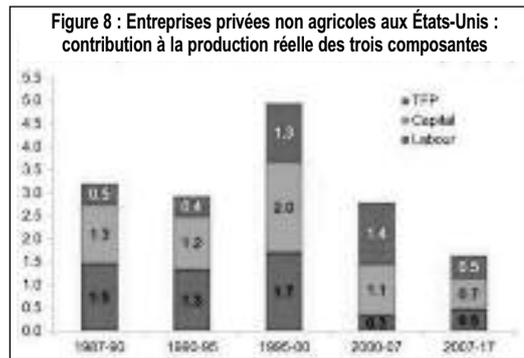
46. Voir l'article intéressant et peu cité de Kathleen Kahle and René Stulz, « *Is the US Public Corporation in Trouble?* », *Journal of Economic Perspectives* vol. 31, n° 3, 2017 : <https://pubs.aeaweb.org/doi/pdfplus/10.1257/jep.31.3.67>

47. Cité par Michel Husson dans son article publié par *l'Encontre*, « *Économie politique. Penser et mesurer la stagnation séculaire* » (<https://alencontre.org/economie/economie-politique-penser-et-mesurer-la-stagnation-seculaire.html>).

ficacité avec laquelle travail et capital physique combinés sont employés. On doit encore une fois à Roberts une figure qui montre cette décomposition pour différentes sous-périodes aux États-Unis, dont la dernière qui voit une chute spectaculaire de la productivité.

Dans son analyse de « *la troisième révolution industrielle* » Gordon en donne pour les États-Unis une explication que je résume ici (48). La croissance de la productivité de la seconde moitié des années 1990 a été une parenthèse due à une baisse sans précédent et jamais répétée du coût de la vitesse et de la capacité de mémoire des ordinateurs, ainsi qu'à une augmentation jamais égalée de la part du PIB consacrée à l'investissement dans les TIC. Celle-ci a diminué avec le krach boursier de 2000-2002, mais la croissance de la productivité a continué à être forte jusqu'en 2004 en raison du décalage entre la production et l'achat d'équipements informatiques et la courbe d'apprentissage permettant de les utiliser de manière efficace et productive (49). L'effet Internet des années 1996-2004 n'a donc donné qu'un coup de pouce temporaire à la croissance de la productivité. La crise de 2007 ouvre la période de forte baisse calculée par Roberts. Les technologies introduites – depuis le bond en avant de la miniaturisation (microprocesseur) et des volumes de calcul et de transfert de données – au cours des années 1980 du *Troisième âge* intègrent 1) l'ordinateur personnel avec ses multiples possibilités, 2) la numérisation de codes-barres, 3) les guichets automatiques bancaires, 4) la télévision par câble et par satellite, 5) l'Internet, le courrier électronique, la communication sur le Web, 6) le e-commerce (avec ses effets sur de multiples systèmes de distribution), les divers réseaux sociaux, 7) les téléphones mobiles, les téléphones intelligents, 8) les divers systèmes de réservation en ligne, de gestion des chaînes d'approvisionnement, les multiples plateformes de mise en relation (du taxi à la livraison de repas en passant par des pans de l'administration dite publique, y compris les catalogues numérisés des bibliothèques).

Autant de technologies dont les effets macroéconomiques sont difficiles à dépasser. Les controverses sur l'impact des nouvelles avancées portent sur les petits robots, l'intelligence artificielle, l'impression 3D et les véhicules sans conducteur. La mise sur le marché aux États-Unis d'un petit robot bon marché (le *Baxter* à 25 000 dollars) a fait grand bruit. La position de Gordon sur les robots est la même que celle des études citées plus haut. Ce sera un pro-



cessus long et graduel avant que les robots, en dehors de secteurs manufacturiers (le lien entre l'automatisation de la génomique et la pharma ne doit pas être exclue de ce secteur au sens large) et les entrepôts de groupes comme Amazon, remplacent l'emploi dans les secteurs des services ou de la construction.

L'impression 3D est une innovation qui vaut pour des opérations ponctuelles, telles que la production d'une couronne dans un cabinet dentaire au lieu d'avoir à envoyer un moule à un spécialiste externe. L'impression 3D relève de la production personnalisée plutôt que la production de masse. Elle peut accroître la productivité dans les laboratoires de conception qui créent des modèles de nouveaux produits, mais elle n'aura pas d'incidence macroéconomique. Pour ce qui est du Big Data, la plupart des usages sont des jeux à somme nulle. La quantité de données électroniques augmente de façon exponentielle depuis des décennies. Mais le net ralentissement de la croissance de la productivité américaine a coïncidé avec l'introduction des smartphones et des iPads qui traitent d'énormes quantités de données.

La voiture sans conducteur offre des avantages vraiment mineurs par rapport à l'invention de la voiture elle-même, ou aux améliorations de la sécurité qui ont réduit par trois les décès par véhicule-mille depuis 1950. On peut distinguer entre les voitures et les camions. Les gens sont dans leur voiture pour aller de A à B. Par rapport aux possibilités déjà offertes en téléphonie, Internet et musique, on pourra regarder un écran d'ordinateur et faire son e-mail. Les camions sans conducteur pourraient accroître la productivité par rapport à la toute petite catégorie d'emplois aux États-Unis des camionneurs (quelque 3,5 millions). Cependant, conduire d'un endroit à l'autre n'est que la moitié du travail des camionneurs. Les chauffeurs d'UPS sautent du camion, trouvent les colis et les livrent aux entreprises et aux résidences, sachant s'il faut placer les paquets sur le porche avant ou une cachette de porche arrière. Les

camions de gros arrivent dans les supermarchés et s'arrêtent aux arrière-quais de déchargement. Les chauffeurs sont responsables de charger leurs palettes. Et Gordon de terminer en notant que nonobstant la révolution informatique le rangement des produits sur les étagères est fait par des humains et non par des robots.

## Pour conclure

En ce qui me concerne, la réponse à la question de Mandel est qu'une « *nouvelle longue vague de stagnation relative ou de faible croissance* » s'est définitivement installée. Roberts est plus circonspect : « *La phase descendante du cycle capitaliste mondial est toujours en cours. Donc, il peut y avoir une vie pour le capitalisme mondial, même s'il est en "régime bas" en ce moment* » (50). Wilno concluait son article de 2015 en disant qu'un vaste programme de recherche était potentiellement ouvert. Il faudrait y inclure la tentative de dessiner la configuration technique, économique et géopolitique de la production de l'informatique mais aussi de son utilisation à des fins de contrôle social. La collecte et le traitement de données en masse fournissent au capital et aux États une capacité sans précédent de contrôle politique, le parti communiste chinois semblant largement en tête. Aujourd'hui enfin ce n'est pas de la baisse du volume total de la plus-value produite que vient la menace de barbarie qui hantait Mandel. C'est au plan du changement climatique et de l'épuisement de ressources naturelles vitales que « *la lutte pour une issue socialiste prend l'importance d'une lutte pour la survie même de la civilisation humaine et de la race humaine* » (51). Celle-ci commence par le combat théorique principal continu contre les forces politiques, fussent-elles bien intentionnées, qui brouillent les lignes quant au fondement capitaliste de l'anthropocène, donc au caractère nécessairement radicalement anticapitaliste de la lutte sur le terrain des conditions éco-sphériques de la reproduction sociale. ■

48. Gordon, *The Demise of U.S. Economic Growth*, 2014 op. cit.

49. Erik Brynjolfsson and Andrew McAfee, *The Second Machine Age*, Norton, New York 2014.

50. <https://thextrecession.wordpress.com/2016/02/14/robert-j-gordon-and-the-rise-and-fall-of-american-capitalism/>

51. Mandel, *Introduction à l'édition anglaise du livre III du Capital*, op. cit.

# Lettre à des ami·es et collègues brésiliens à propos de l'invasion de l'Ukraine

Par  
François Chesnais\*

Dans cette lettre, je voudrais expliquer à des ami·es et collègues brésiliens ma position sur la guerre en Ukraine, à savoir qu'il s'agit d'une agression unilatérale de la Russie. En effet, j'ai reçu d'un ami un message où j'ai décelé l'idée qu'elle serait une réponse légitime à une situation créée par l'OTAN. Cette position « *campiste* » est encouragée par le fait que quatre pays d'Amérique latine qui sont au premier plan dans le combat contre les États-Unis – Cuba, Nicaragua, Bolivie et Salvador – se sont abstenus lors du vote à l'Assemblée générale de l'ONU de la résolution condamnant « *l'agression contre l'Ukraine* ». Une douzaine de pays africains anciennement coloniaux ont fait de même. La position favorable à la Russie adoptée par la *Monthly Review* peut aussi les encourager à choisir le « *camp anti-impérialiste / anti-étatsunien* ».

Une profonde hostilité à l'égard de l'impérialisme étatsunien, nourrie par plus d'un siècle d'histoire remontant à la présidence de Woodrow Wilson, partagée avec beaucoup de militants de la gauche sud-américaine, risque de rendre certains de mes ami·es et collègues agnostiques ou même tolérants face à l'invasion, mal informés de ses objectifs et indifférents quant aux méthodes de guerre, dirigées contre les populations civiles, qui sont employées par l'armée russe. Nommée « *opération spéciale* » par Poutine et ses ministres, il s'agit d'une agression de la part de la Russie dans le but de chasser le gouvernement Zelenski du pouvoir, de pérenniser

à l'est du pays la scission de la région du Donbass, de vassaliser la partie centrale et occidentale du pays et de mettre toute la population au pas.

Je reconnais que ma position est façonnée par le fait que la Russie fait partie constitutivement de mon cadre géopolitique de pensée comme pour tout Européen. En raison de la stalinisation du Komintern au tournant des années 1930, l'emprise internationale du stalinisme par l'intermédiaire de la vassalisation des pays de l'est de l'Europe et le poids des partis communistes ont eu pour effet que les révolutionnaires se sont trouvés en France comme en Italie ou en Espagne face à des partis communistes appliquant des choix de politique extérieure de l'URSS. J'ai un vif souvenir des chars russes intervenant à Budapest en 1956 et plus encore à Prague en 1968 (documenté par beaucoup de matériel photographique) pour déposer les dirigeants politiques. Il est certain que ces événements ont une grande influence sur mon approche dans la caractérisation de l'invasion de l'Ukraine de même que l'a mon appartenance à une tradition politique où le combat contre le stalinisme et celui contre l'impérialisme vont de pair.

## Rapports de production et de propriété et système politique en Russie depuis 1991

Il est important de caractériser la Russie sur le plan tant économique que politique. Dans sa déclaration récente au sujet de la guerre, la *Monthly Review* esquive la question en adoptant la caractérisation de « *grande puissance* » utilisée dans les débats étatsuniens à la suite de la dissolution de l'URSS. Pour les stratèges du Département d'État il fallait mobiliser des moyens extraordinaires « *pour affaiblir la position géopolitique de la Russie de manière permanente et irrévocable, avant qu'elle ne soit en mesure de se rétablir, en mettant dans l'orbite stratégique occidentale tous les États qui l'entourent mainte-*

*nant et qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique ou qui étaient tombés dans sa sphère d'influence* » (« Extraits du plan du Pentagone : “*Preventing the Re-Emergence of a New Rival*” », *New York Times*, 8 mars 1992). Pour que l'Alliance atlantique sous la direction des États-Unis domine l'Eurasie, il était d'abord nécessaire qu'elle acquière la primauté sur ce que Brzeziński appelait « *le trou noir* » laissé par la disparition de l'Union soviétique de la scène mondiale. Cela signifiait chercher à diminuer la Russie au point qu'elle ne puisse plus revendiquer le statut de grande puissance.

Dire que la Russie est une grande puissance est très insuffisant. Elle est une puissance impérialiste en raison de ses rapports de production et de propriété internes et de sa place dans le marché mondial. Depuis ce qu'on nommera par commodité le processus de « *chute du communisme* » au cours des années allant de la destruction du mur de Berlin en novembre 1989 à la dissolution de l'URSS et la démission de Gorbatchev comme Secrétaire général du PCUS en décembre 1991, en Russie les rapports de production et de propriété sont devenus capitalistes, de très importantes lois votées sous le gouvernement Eltsine concrétisant cette nature. Sous l'angle de la propriété des moyens de production et des ressources minières et énergétiques, ces rapports sont marqués par un degré élevé de concentration et de centralisation. Ce trait est caractéristique du capitalisme contemporain, mais il a été accentué par les conditions de privatisation des entreprises d'État en 1995-1997, marquées par une extrême corruption et la formation de la couche des oligarques.

Sur le plan politique, à partir de la démission de Gorbatchev, le système qui avait été établi après la mort de Staline en mars 1953, et l'exécution de Beria sur ordre des autres membres du Bureau politique en décembre de la même année, un parti unique avec ses aspects collégiaux où le Secrétaire général était *primo entra*

\* Pour la présentation de François Chesnais, voir l'article en pages 37-38. Ce texte a d'abord été publié dans une traduction espagnole d'Aldo Casas par la revue latino-américaine en ligne *Herramienta Web* n° 38 sous le titre « El “Campismo” y mi posición sobre la guerra. Carta a amigxs y colegas brasileños a propósito de la invasión a Ucrania » (<https://herramienta.com.ar/el-campismo-y-mi-posicion-sobre-la-guerra-carta-a-amigxs-y-colegas-brasilenos-a-proposito-de-la-invasion-a-ucrania>). Merci à Aldo Casas d'avoir bien voulu nous communiquer le texte original pour publication.

*pires*, a été remplacé en 1993 par un régime constitutionnel formellement pluripartite avec des élections présidentielle et législatives dont Eltsine a été le premier président. Puis avec l'accession de Poutine à la présidence le 31 décembre 1999 (dix ans après la démission de Gorbatchev) on a peu à peu vu la mise en place d'un système de dictature militaire et policière *de facto*, marquée par une très forte concentration de la prise de décision entre les seules mains de Poutine ainsi que l'absence du moindre contre-pouvoir. Une des étapes a été l'amendement de la Constitution en 2008 portant à partir de 2012 le mandat présidentiel de quatre à six ans, renouvelable une fois. En 2020 plusieurs amendements à la Constitution ont été adoptés par référendum avec plus de 78 % des voix, dont l'un qui remet à zéro le compteur du nombre de mandats présidentiels, permettant à Poutine d'être éligible pour deux mandats supplémentaires.

## Pour Poutine des raisons historiques multiséculaires rendent l'indépendance de l'Ukraine intolérable

Ce caractère dictatorial du pouvoir et la longueur, sauf accident, de la période où Poutine l'exercera, expliquent les études qui ont tenté de cerner sa vision du monde et aujourd'hui son acharnement contre le peuple ukrainien. En novembre 1989 Poutine était lieutenant-colonel du KGB à Dresde et la chute du mur de Berlin a représenté pour lui un premier traumatisme majeur sur lequel les auteurs ont mis l'accent. Il en est un second plus décisif dont les analyses parlent moins, à savoir entre le milieu de 1990 et décembre 1991 le processus de dissolution de l'URSS sous son aspect des déclarations d'indépendance de plusieurs pays et leur sortie de l'union. Les trois pays baltes – Lettonie, Estonie, Lituanie – ont déclaré leur indépendance tandis que l'Ukraine a fait sécession lors d'un référendum du 1<sup>er</sup> décembre 1991, 90 % des électeurs votant pour l'indépendance.

C'est à ces indépendances que Poutine se réfère lorsqu'il dit que la chute de l'URSS est l'évènement le plus grave du XX<sup>e</sup> siècle. Leur degré de gravité n'est pas le même selon les cas. Les trois pays baltes avaient été occupés et annexés seulement en 1939. En revanche l'Ukraine a fait partie du cœur de l'Empire tsariste, tout comme la Biélorussie. Avant que Pierre le Grand ne promeuve l'ascension de Saint-Pétersbourg, le triangle Moscou,

Kiev et Minsk formait le fondement de la puissance de l'Empire. C'est un point que Poutine souligne dans les exposés et discours qu'il a consacrés à la définition de sa vision des rapports entre la Russie et l'Ukraine. Si on le lui avait demandé, Poutine aurait sûrement exprimé son accord avec Brzeziński, l'auteur du *Grand Échiquier*, « *la Russie sans l'Ukraine cesse d'être un empire.* »

Poutine a publié un long article du 12 juillet 2021, après la première phase de concentration des troupes, huit mois avant l'invasion. Destiné à préparer l'invasion politiquement sur le plan idéologique, il n'y est pas question de l'OTAN. Intitulé « *L'unité historique entre la Russie et l'Ukraine* » l'article a été tout de suite rendu disponible en anglais. Les décisions que Poutine a prises et qu'il s'appretait à mettre en œuvre s'enracinent dans le long passé impérial de la Russie : « *Pour mieux comprendre le présent et regarder vers l'avenir, nous devons nous tourner vers l'histoire. Certes, il est impossible de couvrir dans cet article tous les développements qui ont eu lieu depuis plus de mille ans. Mais je vais me concentrer sur les moments clés et cruciaux dont nous devons nous souvenir, tant en Russie qu'en Ukraine.* »

« *Les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses sont tous des descendants de l'ancienne Rus, qui était le plus grand État d'Europe. Les tribus slaves et autres à travers le vaste territoire – de Ladoga, Novgorod et Pskov à Kiev et Tchernigov – étaient liées par une langue (que nous appelons maintenant le vieux russe), des liens économiques, le règne des princes de la dynastie Rurik et, après le baptême de la Rus, la foi orthodoxe. Le choix spirituel fait par saint Vladimir, qui était à la fois prince de Novgorod et grand-prince de Kiev, détermine encore largement notre affinité aujourd'hui.* »

« *Le trône de Kiev occupait une position dominante dans l'ancienne Rus. C'était la coutume depuis la fin du IX<sup>e</sup> siècle. Le récit des années passées a transmis à la postérité les paroles d'Oleg le Prophète à propos de Kiev, "Que ce soit la mère de toutes les villes russes." Plus tard, comme d'autres États européens de cette époque, l'ancienne Rus a fait face à un déclin de la domination centrale et à la fragmentation. Dans le même temps, la noblesse et les gens ordinaires percevaient la Rus comme un territoire commun, comme leur patrie.* »

Poutine dit ensuite l'ampleur de son désaccord avec Lénine sur la création de

l'URSS en 1922 en tant qu'une union d'États, c'est-à-dire comme un État fédéral réunissant des nations qui y adhéraient après avoir exercé leur droit à l'autodétermination. Il écrit : « *En 1922, lorsque l'URSS a été créée, la République socialiste soviétique d'Ukraine devenant l'un de ses fondateurs, un débat assez vif entre les dirigeants bolcheviques a abouti à la mise en œuvre du plan de Lénine de former un État d'union sous la forme d'une fédération de Républiques égales. Le droit des Républiques de faire librement sécession de l'Union a été inclus dans le texte de la Déclaration sur la création de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et, par la suite, dans la Constitution de l'URSS de 1924. Ce faisant, les auteurs ont planté dans la fondation de notre État la bombe à retardement la plus dangereuse, qui a explosé au moment où le mécanisme de sécurité fourni par le rôle de premier plan du PCUS a disparu, le parti lui-même s'effondrant de l'intérieur.* »

« *Les bolcheviks traitaient le peuple russe comme un matériau inépuisable pour leurs expériences sociales. Ils rêvaient d'une révolution mondiale qui anéantirait les États nationaux. C'est pourquoi ils ont été si généreux en traçant les frontières et en accordant des dons territoriaux. Bien sûr, à l'intérieur de l'URSS, les frontières entre les Républiques n'ont jamais été considérées comme des frontières d'États ; ils étaient nominaux au sein d'un seul pays, qui, tout en présentant tous les attributs d'une fédération, était très centralisé – ce qui était garanti par le rôle de premier plan du PCUS. Mais en 1991, tous ces territoires, et, ce qui est plus important, les gens, se sont retrouvés à l'étranger du jour au lendemain, enlevés, cette fois en effet, de leur patrie historique.* »

Plus près de nous, dans l'optique chauviniste grand-russe de Poutine, les choses ont encore empiré en 1954 lorsque Nikita Khrouchtchev a offert la Crimée à l'Ukraine en reconnaissance de son rôle dans la guerre mondiale.

## Un peuple turbulent qui a continuellement mis ses gouvernements en difficulté

Poutine a célébré, pour ainsi dire, son accession à la présidence de la Fédération de Russie en janvier 2000 en menant la seconde guerre en Tchétchénie avec la destruction complète de Grozny et le massacre de civil-es sur une très grande échelle auxquels peu de militants français ont prêté attention. Dans le cas de l'Ukraine et

## Internationalisme & Ukraine

de la Biélorussie, de même qu'avec les anciennes Républiques soviétiques prêtes à être dociles, il a conclu des alliances avec des hommes politiques issus de la bureaucratie bréjnevienn/gorbatchevienne au pouvoir. Il leur était demandé de s'abstenir d'établir de quelconques rapports avec l'OTAN et de réprimer les mouvements sociaux, à commencer par ceux dont l'horizon était un rapprochement avec l'Union européenne. S'il a fallu attendre 2020 pour que la population biélorusse se soulève à Minsk, Kiev a connu très tôt d'immenses manifestations ayant comme enjeu l'indépendance effective, soit le droit de décider des relations avec l'Union européenne (UE). D'abord en 2004 contre des dirigeants soutenus par Poutine – Léonid Koutchma et Viktor Ianoukovytch. Puis à une échelle infiniment plus élevée au cours de l'hiver 2013-2014, entre le 30 novembre et le 8 décembre, puis entre le 18 et le 23 février. Les manifestations, composées d'abord surtout d'étudiants, ont commencé après que Ianoukovytch eut annoncé, le 21 novembre 2013, qu'il ne signerait pas l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE. Les manifestants s'en sont pris à la corruption et aux conditions de vie, Mais il ne faut pas y voir une sorte de « mai 68 ». Les étudiants ont été rejoints par les partis d'opposition. Des forces politiques ultra-nationalistes ont été de plus en plus actives. La protestation initialement pacifique et pro-européenne est devenue violente à partir de décembre et a culminé dans les affrontements de rue armés en janvier. L'occupation de bâtiments publics et les batailles de rue se sont soldées par la démission de Ianoukovytch. Celle-ci a scellé la fin du mouvement et ouvert la voie à l'occupation *de facto* de Donetsk et de Lougansk dans le Donbass par la Russie en 2014 ainsi qu'à l'annexion de la Crimée.

### La Crimée et le Donbass

Poutine a profité de la mobilisation dite Maïdan et de la chute de Ianoukovytch pour mettre fin à l'attachement de la Crimée à l'Ukraine décidée soixante ans plus tôt. Il a annexé la Crimée en mars 2014 en suscitant la formation d'une « République autonome » demandant l'adhésion à la Fédération de Russie. Simultanément la minorité ukrainienne pro-russe s'est regroupée à l'est, dans le Donbass, et a proclamé avec l'appui de la Russie au cours de l'été 2014 deux « Républiques populaires », de Donetsk et de Lougansk. L'Ukraine ne les a pas reconnues de sorte qu'elles ont été le terrain d'une guerre lar-

vée. En 2022 leur reconnaissance et leur intégration dans la Fédération de Russie ont été données par Poutine comme la justification de l'invasion. Nommée « opération militaire spéciale » dans son discours du 24 février, son objectif a été proclamé comme étant celui « de protéger les personnes victimes d'intimidation et de génocide par le régime de Kiev depuis huit ans. Et pour cela, nous lutterons pour la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine. » Une aile d'extrême droite ultranationaliste héritière de la partie des Ukrainiens qui avaient accueilli l'armée allemande en 1941 existe, mais sa qualification de « néonazie » par Poutine relève de la pure propagande.

### Le soutien donné à Poutine par la *Monthly Review*

Le récit de Poutine a reçu l'appui honteux de la *Monthly Review*. La revue qualifie les manifestations de la place Maïdan de coup d'État mené avec l'appui de forces néonazies. « Ianoukovytch avait été amical avec l'Occident. Mais face aux conditions financières imposées par le Fonds monétaire international, son gouvernement s'est tourné vers la Russie pour obtenir de l'aide économique, provoquant la colère de l'Occident. Cela a conduit au coup d'État de Maïdan quelques mois plus tard, le nouveau dirigeant ukrainien ayant été choisi par les États-Unis. Le coup d'État a été mené en partie par les forces néonazies, qui ont des racines historiques dans les troupes fascistes ukrainiennes qui ont aidé à l'invasion nazie de l'Union soviétique. Aujourd'hui, ces forces sont concentrées dans le bataillon Azov, qui fait maintenant partie de l'armée ukrainienne soutenue par les États-Unis. »

La *Monthly Review* appuie l'annexion de la Crimée et fait du soutien militaire russe aux territoires séparatistes du Donbass la réponse légitime à la tentative de l'Ukraine de les en empêcher. « Après le coup d'État, la Crimée a décidé de fusionner avec la Russie par le biais d'un référendum au cours duquel le peuple de Crimée a également eu la possibilité d'aller de l'avant dans le cadre de l'Ukraine. La région du Donbass, en grande partie russophone, dans l'est du pays, s'est quant à elle séparée de l'Ukraine, en réponse à la répression violente contre les Russes ethniques qui avait été déclenchée par le nouveau gouvernement de droite. (...) Lougansk et Donetsk ont reçu le soutien militaire de la Russie, tandis que l'Ukraine (Kiev) a reçu un soutien militaire occidental

toujours plus important, entamant ainsi le processus à plus long terme d'intégration de l'Ukraine dans l'OTAN. Dans la guerre de l'Ukraine contre la population russophone dans les Républiques séparatistes du Donbass, quelque 14 000 personnes ont été tuées et 2,5 millions de personnes déplacées, la plupart d'entre elles se réfugiant en Russie. Le conflit initial a pris fin avec la signature en 2014-2015 des accords de Minsk par la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine, et approuvés par le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon ces accords, Donetsk et Lougansk devaient se voir accorder le droit à l'autonomie gouvernementale, tout en restant en Ukraine. Néanmoins, le conflit militaire s'est poursuivi et s'est finalement intensifié à nouveau. »

On arrive à février-mars 2022 où la *Monthly Review* accuse le gouvernement ukrainien d'avoir « déchiré les accords de Minsk » et ne voit aucun problème à ce que l'incorporation de Lougansk et de Donetsk soit rangée par Poutine au nombre des objectifs qui justifient, au côté de la chasse aux « néonazis », « l'opération spéciale ».

### Où va Poutine ?

Le but de cette lettre est d'expliquer les causes de la guerre et non d'en prévoir l'issue. Je me limiterai à son cours des six premières semaines. La démission de Ianoukovytch a été suivie de l'élection de Petro Porochenko en 2014 puis de Zelenski en 2019. Le premier aurait poursuivi la politique conciliatrice de son prédécesseur pour autant que la guerre au Donbass le permette, mais Zelenski est un nationaliste convaincu orienté vers l'UE. Il y a un fossé entre lui et Poutine. Tout ce qu'il fait attise la haine de Poutine envers les Ukrainiens. Puis il y a la question du timing. Les raisons pour lesquelles c'est en mars-avril-mai 2021 que celui-ci a commencé sa mobilisation massive de troupes aux frontières avec l'Ukraine et qu'il a lancé l'invasion en février 2022, ne sont pas claires. Les formes de guerre expérimentées en Syrie, utilisées depuis l'invasion, l'avaient été dès 2016-2017. Il n'y a eu aucun changement notable de l'OTAN dans ses relations avec l'Ukraine par rapport à celles établies à la suite de Maïdan. Les raisons du timing sont sans doute à rechercher dans la nécessité pour Poutine de trouver, dans le cadre des changements géopolitiques mondiaux, un champ d'action politique et militaire qui rappellerait aux États-Unis et à la Chine que la ►

# Délibérément ou par distraction ? Les paradoxes des gauches, la guerre en Ukraine et la solidarité

Par  
Bernard Dreano\*

**P**ourquoi les mouvements se réclamant de la gauche, libertaire, radicale ou réformiste, de la justice sociale, de

➔ Russie est une grande puissance à l'égal, ou presque, d'eux. **Il a échoué.** Il a montré que sa force est bien inférieure à la leur.

L'invasion du 24 février a été marquée par des décisions stratégiques reposant sur des erreurs d'appréciation très importantes quant aux capacités de résistance des Ukrainiens, lesquelles ont révélé à leur tour l'état réel de l'armée russe aux plans opérationnel et matériel. Poutine, fort de son mépris pour les Ukrainiens en général et leur président Zelenski en particulier, et conforté par les informations et conseils qu'il a reçus de son proche entourage, tablait sur une guerre-éclair, une « *promenade militaire* » avec une entrée rapide dans Kiev et l'éjection de Zelenski, par son assassinat ou sa fuite. La résistance acharnée de l'armée ukrainienne et le début des actions de la population contre les chars russes en ont décidé autrement. Dès lors la machine militaire s'est enrayée : effondrement partiel des lignes d'approvisionnement en carburant et en vivres, paralysie des mouvements de troupes et, de façon rétroactive et cumulative, pertes croissantes en hommes et en matériel, en particulier en chars.

Dès lors que la supériorité de l'armée russe sur l'armée ukrainienne s'est révélée moins importante que prévu et la résistance de la population plus élevée, l'état-major russe est passé à la guerre contre les civils et le pilonnage des villes, aussi bien petites comme celles autour de Kiev que grandes comme Marioupol située sur la mer d'Azov à 100 km au sud de Donetsk, qui a subi un sort analogue à celui de Grozny en 2000. Plus on s'enfonce dans la guerre, plus Poutine a à y perdre. Mais chercher à l'expliquer est un autre travail. ■

Paris, 14 avril 2022

l'écologie, du féminisme, de la non-violence et autres, ignorent-ils autant leurs homologues en Ukraine et en Russie ?

Les gauches, les écologistes et autres mouvements supposés progressistes, ne soutiennent généralement pas (ou peu) leurs homologues ukrainiens, russes et biélorusses...

En ce début d'année 2023, alors que nous approchons du premier anniversaire du déclenchement de la guerre d'agression par Poutine, diverses questions restent en suspens, concernant l'attitude des progressistes en France, en Europe, dans le monde, vis-à-vis de cette guerre et des forces progressistes dans les pays concernés.

## Ignorer la guerre ? Ignorer les militants locaux...

Une partie de la gauche sociale et écologiste en Europe et plus encore dans d'autres parties du monde, aux Amériques, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique, a plus ou moins adopté le « *narratif* » poutinien selon lequel l'Ukraine est considérée comme un simple pion passif de l'Occident, lequel serait (puisque « potentiellement agresseur »), le responsable de cette guerre.

Des forces bien plus nombreuses encore se contentent de « garder leurs distances » par rapport à cette guerre et elles restent, tout en condamnant l'agression poutinienne, plus ou moins passives en matière de lutte contre celle-ci, passives aussi en matière de solidarité avec les forces antiguerres en Russie et en Biélorussie, et très largement indifférentes, voire hostiles, aux forces progressistes ukrainiennes.

Certains mouvements de la gauche et des écologistes, des militants syndicaux et associatifs, sont cependant très actifs, en Europe centrale et occidentale, soutenant la résistance armée et non armée du peuple ukrainien et concrètement solidaires avec les progressistes ukrainiens et les antiguerres russes ou biélorusses – c'est le cas par exemple du réseau international ENSU/RESU (1) et de sa branche française soutenue par divers mouvements asso-

ciatifs, syndicaux, politiques – mais ces forces demeurent de facto minoritaires en Europe aussi bien du côté des gauches social-démocrates que de celles qui se veulent plus radicales, aussi bien chez les écologistes que dans les mouvements féministes ou dans la majorité des organisations syndicales. C'est hélas encore plus vrai si l'on parle des mouvements non européens.

## À propos des progressistes en Ukraine (2)

En Ukraine les droites sont majoritaires. Le parlement ukrainien élu en 2019 est très globalement « de droite », celui qui l'a précédé en 2014 l'était plus encore. Le parti *Serviteur du Peuple*, très largement majoritaire au parlement (mais seulement 43 % des voix) est un parti libéral-démocrate sans ligne politique très précise, constitué après l'élection présidentielle de 2019, autour du Président Zelenski (élu au deuxième tour avec 73 % des voix sur un programme de paix et de lutte contre la corruption). L'opposition parlementaire, principalement les partis dits « *oranges* » *Patrie* de Ioulia Timochenko et *Solidarité européenne* de Petro Porochenko (16 %

\* Bernard Dreano est membre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU/ENSU), président du Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale CEDETIM et cofondateur de l'Assemblée européenne des citoyens AEC, branche française du réseau international Helsinki Citizens' Assembly (hCa). Son livre le plus récent, *Jours gris et nuages d'acier* sur l'Ukraine paraît aux éditions Syllepse en février 2023 (120 pages, 12,00 €).

1. La plupart sont actives dans le réseau européen de soutien à l'Ukraine (RESU/ENSU) (<https://ukraine-solidarity.eu/>). En France, Comité français du RESU (<https://www.facebook.com/>).

2. On trouvera une analyse détaillée du paysage politique ukrainien, notamment après 2014, dans les excellents articles de Daria Sabourova. « Questions sur l'Ukraine, vie politique et sociale en Ukraine entre 2014 et 2022 » *L'Anticapitaliste* n° 140 de novembre 2022 et n° 141 de décembre 2022. (<https://lanticapitaliste.org/actualite/international/questions-sur-lukraine-1-de-lannexion-de-la-crimee-la-guerre-dans-le-> et <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/questions-sur-lukraine-2-vie-politique-et-sociale-en-ukraine-entre-2014-et->)

# Internationalisme & Ukraine

des voix à eux deux) qui est clairement sur des positions à la fois ultra-néolibérales et nationalistes ukrainienne. Rappelons que l'extrême droite (2,15 % des voix pour *Svoboda* en 2019) n'a depuis 2019 qu'un seul député. Aujourd'hui, il n'y a pas de représentation de la gauche à la *Verkhovna Rada* (l'assemblée nationale ukrainienne).

L'ancien parti « bleu » supposé pro-russe, le *Parti de la vie* héritier du *Parti des régions* avait fait en 2019 13 % des voix. Ce mouvement était globalement tout aussi néolibéral et clientéliste que les autres ; il est aujourd'hui dissous par les autorités ukrainiennes comme d'autres organisations considérées comme russes ou pro-russes. Mais la plupart de ses députés siègent toujours au parlement (où ils ont constitué deux groupes distincts) et soutiennent la défense nationale contre l'agression russe, certains sont même engagés dans la défense territoriale, c'est aussi le cas de nombreux élus régionaux et locaux « bleus » de l'est du pays (par exemple le maire de Kharkiv).

**La fausse « gauche » populiste post-soviétique est marginalisée.** Après l'indépendance de l'Ukraine en 1991, il existait un courant se disant « de gauche », principalement le *Parti communiste d'Ukraine* KPU qui regroupait le quart des voix aux législatives de 1998, mais qui s'est effondré électoralement après 2004 (tout de même encore 13,2 % en 2012). Un électorat généralement âgé, essentiellement de l'Est et du Centre industriels du pays, souvent des personnes victimes de la période de « privatisation » (pillage par les oligarques) des années 1990, volontiers nostalgiques de l'Union soviétique. Un parti populiste, conservateur sur les questions de sociétés, opposé (en paroles) au néolibéralisme, rongé par la corruption comme les autres partis, et au sein duquel certains se réclamaient de Staline. Après Maïdan, l'invasion de la Crimée et le début de la guerre au Donbass, le parti n'a fait que 3,9 % aux législatives, avant d'être en 2015 privé du droit de participation aux élections par le gouvernement Porochenko, puis tout simplement interdit lors de l'agression russe de 2022 et la fuite

de son dirigeant Petro Symonenko en Russie. D'autres partis ont suivi la même trajectoire dont le *Parti Socialiste* et le *Parti socialiste progressiste d'Ukraine*, scission du précédent et dont la candidate avait obtenu 11 % des voix aux présidentielles de 1999 (mais le parti n'avait fait que 4 % aux législatives de 1998), populiste et nationaliste panslaviste pro-russe, progressivement marginalisé dans les années 2000. Lui aussi a été formellement interdit en 2022, de même que certaines organisations purement russes (comme l'organisation de jeunesse poutinienne fascisante *Nachi*) actives dans les territoires ukrainiens occupés après 2014.

Probablement, une majorité d'Ukrainiens assimile la « gauche » avec ces partis plus ou moins post-soviétiques et plus ou moins pro-russes, et avec le « socialisme réel » de l'ancien régime soviétique. C'est en tout cas le discours des néolibéraux de la droite ukrainienne (en particulier du côté de Porochenko) et bien entendu de l'extrême droite dont une des activités principales était avant 2022 d'attaquer verbalement et parfois physiquement les groupes progressistes dont nous allons parler maintenant.

## Les mouvements progressistes en Ukraine aujourd'hui

Ils existent sous plusieurs formes, sans avoir toujours de liens entre eux :

- **Les syndicats.** La FPU, *Fédération des syndicats d'Ukraine*, héritière de l'ancien syndicat unique de la période soviétique. Assez passive sur le plan revendicatif et souvent bureaucratique, elle reste la principale confédération. La KVPU, *Confédération des syndicats libres d'Ukraine*, est beaucoup plus militante, implantée en particulier dans de grandes entreprises (chemins de fer, transports urbains, métallurgie, mines, énergie – dont nucléaire...). Une partie des militants, et parfois des dirigeants, de certains de ses syndicats se réclament de l'anarcho-syndicalisme. Il y a des militants progressistes dans les syndicats enseignants et un mouvement étudiant militant *Pryama Diya* (Action directe). Il existe aussi deux petites confédérations de droite et d'extrême droite, très minoritaires. La loi martiale, du fait de la guerre, interdit manifestations et grèves. Les syndicalistes FPU, KVPU, étudiants, acceptent globalement cette situation, et nombre d'entre eux sont au front, ce qui n'a pas empêché ces syndicats de mener certaines luttes parfois victorieuses.
- **Les associations,** notamment de défen-

se des droits. Compte tenu de la situation en Ukraine, des carences des pouvoirs publics, de la corruption, les pratiques d'auto-organisation se sont développées dans tout le pays en particulier après 2014. Ainsi par exemple pour l'accueil et la défense des droits des populations déplacées par la guerre au Donbass, avec la création de l'association *Vostok SOS*. Le *Centre des Libertés civiques* (co-prix Nobel de la paix 2022) est un autre exemple très connu.

Localement existent toujours, malgré la guerre, des associations et réseaux antiracistes, antifascistes, pour les droits LGBT+, pour les minorités nationales et des groupes féministes actifs comme par exemple le groupe *Bilkis* qui vient de créer son « espace anticapitaliste » à Lviv, ce qui exaspère l'extrême droite. Dès 2014, et de manière plus généralisée, diverses formes d'auto-organisation solidaires locales sont apparues, un tissu associatif de résistance civile (3). Et plus encore depuis la guerre actuelle. Des plateformes comme par exemple localement la *Kherson Public Platform*, ou le *Center for United Action*, qui, avec ou sans le soutien des autorités locales selon les villes et régions, s'efforcent que l'aide humanitaire soit dirigée vers les besoins effectifs, les populations les plus en difficulté, et ne soit pas confisquée par les corrompus locaux ou gaspillée par le « *Charity Business* » d'ONG ou structures extérieures.

- Les écologistes : même si le Parti des Verts d'Ukraine créé en 1990 ne représente plus grand-chose (il faisait 5,43 % des voix en 1998, 0,66 % en 2019), il existe des mouvements locaux, certains regroupés notamment dans le réseau *Ecoaction* avec notamment la coopérative *Longo Mai* active en Ukraine depuis plus de trente ans.
- Des groupes et mouvements politiques se réclamant du socialisme, les réseaux anarchistes ou anarcho-communistes comme l'Union autonome des travailleurs, le groupe de l'Ouest ukrainien *Résistance autonome* (*Avtonomy Ovpir*), venu du nationalisme (et qui en garde quelques ambiguïtés) et surtout le petit mais très actif *Mouvement Social* (*Sotsialnyi Rukh*), très lié à d'autres mouvements de gauche éco-socialistes d'Europe centrale et d'ailleurs, et la revue *Спільне-Commons*.

Ces mouvements progressistes et leurs membres sont quasiment toutes et tous engagés, de diverses manières, dans la défense du pays face à l'agression poutinienne. Plusieurs militants sont morts au front, d'autres sont prisonniers des Russes dont Maksym Butkhevitch, figure de l'anti-

3. Cf. l'article « Non-violence, résistance passive et désobéissance civile » sur le rapport de l'Institut international pour l'action non-violente (NOVACT, Barcelone 2022 : <https://novact.org/wp-content/uploads/2022/10/InformeCAST.png>) dans *Brigades éditoriales de solidarité* n° 13, *Soutien à l'Ukraine résistante*, éditions Syllepse 2022 ([https://www.syllepse.net/syllepse\\_images/articles/brigades-e-ditoriales-de-solidarite---13.pdf](https://www.syllepse.net/syllepse_images/articles/brigades-e-ditoriales-de-solidarite---13.pdf))

racisme, de l'antifascisme et des combats pour les droits humains, que les médias russes ont présenté comme « *complice des nazis* ».

Cette union pour défendre la patrie transforme la société ukrainienne, crée de nouveaux liens de solidarité, une volonté collective de résistance ce qui ne signifie pas que règne un consensus sur l'évolution de la société et la gestion de l'Ukraine future.

## Une double menace

● **Celle des néolibéraux.** Si les oligarques perdent de l'influence (4), si la corruption recule, certains profitent de la situation de guerre pour pousser leur agenda néolibéral. Ainsi que le remarque Philippe Askenazy dans *le Monde* (5) la loi martiale a suspendu des pans entiers du droit du travail, suspension qui a vocation à durer après la guerre si l'on en croit les lois n° 5388 et n° 5371 votées par la Rada à la fin du printemps 2022, l'une créant des mécanismes de contrat « zéro heure » sur le modèle des lois scélérates britanniques (et inspirées d'ailleurs par les conseillers conservateurs anglais), et l'autre privant 70 % des salariés d'Ukraine (ceux des entreprises de moins de 250 salariés) du bénéfice des accords collectifs. La KVPU et la FPU ont appelé au rejet de ces textes, la Confédération internationale et la Confédération européenne des syndicats se sont émues, quelques syndicats nationaux de plusieurs pays ont protesté, par exemple en France, la CGT, Solidaires et la FSU, réactions qui ont provoqué une certaine hésitation de Volodymyr Zelinsky... puis constatant que ces protestations restaient limitées, de finalement les promulguer. Beaucoup d'organisations syndicales occidentales sont en effet restées passives, et plus encore la gauche politique européenne, social-démocrate, écologiste ou supposée radicale, qui ont été, délibérément ou par distraction, aux abonnés absents, dans chacun des pays comme au parlement européen, alors qu'une pression minimale aurait pu faire reculer les autorités ukrainiennes.

Résultat, ces textes sont adoptés, même si la question de leur prorogation après la guerre demeure... Hélas ce n'est pas tout : l'offensive néolibérale bat toujours son plein, la loi qui, depuis l'indépendance, protégeait les terres ukrainiennes de l'appétit des multinationales, est en train d'être démantelée, et pour que l'Ukraine de demain soit « *attractive* » les autorités ne cachent pas leur volonté de

détruire les « *blocages* », en poursuivant le démantèlement du code du travail, détruisant les garanties collectives et le « *pouvoir des syndicats* », sans oublier de « *privatiser* » les propriétés de la FPU au nom de la « *décommunisation* ». Ces orientations sont pleinement soutenues par le FMI (vis-à-vis duquel l'Ukraine est lourdement endettée), comme par les gouvernements occidentaux (dont la France), comme on l'a vu lors de la Conférence internationale de Lugano sur « *la reconstruction de l'Ukraine* » au début de l'été 2022, et comme on le voit depuis... Et là encore, s'il y a bien quelques actions syndicales de soutien à la FPU et à la KVPU et protestations de petits mouvements en Europe, les principaux partis de la gauche politique européenne, social-démocrate, écologiste ou supposée radicale ont été, délibérément ou par distraction, aux abonnés absents, dans chacun des pays comme au parlement européen, laissant tomber les progressistes ukrainiens.

● **Et la fièvre nationaliste.** En guerre le temps est au nationalisme. Nous sommes bien placés pour le savoir avec notre expérience historique en France. Avec la brutalité de l'agression poutinienne et de la politique menée dans les territoires nouvellement ou anciennement occupés, les sentiments antirusse dans la population ukrainienne augmentent. Dès 2014 on pouvait dire que Poutine, en « *récupérant* » la Crimée, avait perdu l'Ukraine, où pourtant jusque-là l'influence culturelle russe était forte (pas seulement dans l'Est russophone). Depuis 2022 cette influence s'est effondrée tandis que l'unité nationale des Ukrainiens se fait contre la Russie. Des monuments et symboles russes ou russo-soviétiques, perçus comme signe historique de domination et d'oppression coloniale sont détruits ou déplacés (par exemple des statues de Pouchkine, des noms de rues). C'est hélas une réalité classique face à une agression. La droite ukrainienne, une partie de la majorité, et bien sûr l'extrême droite, font dans la surenchère. Ces gens-là ont par exemple demandé à Oleksandra Matviitchouk, dirigeante du CLC, de « *renoncer* » à son prix Nobel de la Paix, sous prétexte qu'il lui a été attribué conjointement avec l'ONG russe Memorial et au militant biélorusse Ales Bialiatski – heureusement celle-ci n'a pas cédé.

Des progressistes ukrainiens sont dénoncés pour s'afficher avec des Russes antiguerres, une situation que l'on a connue dans d'autres conflits – heureusement de tels contacts existent, mais ne sont pas toujours publics.

Le projet de loi n° 7633 prévoit l'interdiction d'utiliser, dans le cadre de programmes éducatifs, scientifiques et de recherche des « *sources d'information en russe et de citoyens de l'État agresseur* », en contradiction avec la Constitution ukrainienne et la Convention européenne des droits humains (à laquelle l'Ukraine est adhérente) et avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. De très nombreux universitaires et chercheurs, ukrainiens, européens et autres ont protesté contre ce texte. Mais les principaux partis de la gauche politique européenne, social-démocrate, écologiste ou supposée radicale ont été, délibérément ou par distraction, jusqu'à présent, aux abonnés absents, dans chacun des pays comme au parlement européen.

## Un soutien aux antiguerres russe en paroles ?

L'objet de ce texte n'est pas d'analyser les réactions de la société russe face à la guerre, et les diverses formes de dissocation, sinon de rejet, vis-à-vis de celle-ci. Disons simplement que l'opposition publique à la guerre se manifeste principalement du côté d'une opposition libérale-démocrate aujourd'hui féroce ment réprimée, ainsi que dans des milieux intellectuels et des classes moyennes des grandes villes (principalement Saint-Pétersbourg et Moscou). Notons au passage qu'une autre partie de ces mêmes classes moyennes est nationaliste et farouchement pro-Poutine. Les mouvements de défense des droits humains, dont l'emblématique *Memorial* mais il y en a d'autres, sont évidemment eux aussi réprimés mais soutenus au niveau international par les organisations de défense des droits comme la FIDH et d'autres.

On estime à un million les Russes qui ont quitté leur pays, ou s'en sont (à leurs yeux provisoirement) éloignés, partant notamment dans le Sud-Caucase, en Turquie, en Serbie, en Asie centrale. Sans doute principalement des gens des classes moyennes et d'une partie de l'élite intellectuelle et technique.

La Russie « *périphérique* » et populaire est largement coupée de ces milieux plus ou moins libéraux, et dans ces citées de

4. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/03/la-guerre-marque-un-tournant-dans-le-paysage-du-capitalisme-ukrainien\\_6156483\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/03/la-guerre-marque-un-tournant-dans-le-paysage-du-capitalisme-ukrainien_6156483_3232.html)

5. [https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/07/en-ukraine-la-loi-martiale-a-suspendu-des-pans-entiers-du-droit-du-travail-et-de-nouvelles-lois-ont-vocation-a-durer-au-dela-du-conflit\\_6153335\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2022/12/07/en-ukraine-la-loi-martiale-a-suspendu-des-pans-entiers-du-droit-du-travail-et-de-nouvelles-lois-ont-vocation-a-durer-au-dela-du-conflit_6153335_3232.html)

## Ukraine

banlieue, ces villes moyennes, la campagne, les attitudes vis-à-vis de la guerre semblent être, majoritairement, « d'évitement » du moins dans la mesure du possible car la pression des autorités se renforce.

Il a existé, il existe, diverses formes de « gauches » en Russie. Le post-soviétique *Parti communiste de la fédération de Russie*, a surtout servi d'alibi à Poutine, une « opposition de sa majesté » national-populiste. Pourtant, en son sein, ou à partir de lui, se sont créés localement des noyaux progressistes – pas toujours très clairs sur la question du nationalisme et de l'impérialisme russe... comme par exemple le *Levy Front (Front de Gauche)*, créé en 2008, mais dont une partie des fondateurs se rallieront en 2014 et 2022 à Poutine. L'attitude à avoir face à la guerre a créé de nouveaux clivages, et les plus résolus des « *antiguerras de gauche* » cherchent à se regrouper en Russie et à l'étranger, par exemple dans le *Mouvement socialiste russe (RSD)*. Il existe aussi des réseaux plus ou moins actifs se réclamant de l'anarchisme, résolument antiguerre. Et surtout les syndicalistes de la KPR, la deuxième confédération syndicale du pays, aujourd'hui réprimée. Notons que la « grande » FNPR, la confédération post-soviétique, qui a plutôt la configuration d'un « *syndicat vertical fasciste* », est farouchement pro-guerre.

Contrairement à ce qui se passait il y a trente ans, les divers groupes de Mères de soldats ne jouent pas (pas encore ?) un rôle important. Par contre le réseau

*Résistance féministe antiguerre (FAS)* essentiellement composée de jeunes, est sans doute le mouvement antiguerre le plus efficace du pays. Il joue aussi un rôle essentiel aujourd'hui en matière d'information sur ce qui se passe dans toute la fédération de Russie, y compris à propos des résistances à la militarisation dans certaines républiques autonomes (Yakoutie, Bouriatie, Daghestan, Bashkirstan, etc.).

En Biélorussie, si l'on parle surtout de l'opposition libérale-démocrate en exil, l'opposition à la guerre s'est manifestée d'abord par les actions du syndicat indépendant BKDP, soumis à une intense répression. C'est aussi le cas du Centre de défense des droits humains *Viasna* et de son animateur Ales Bialiastky (co-prix Nobel de la paix).

Tout cela reste plus ou moins en dehors des radars des organisations homologues des pays européens, syndicalistes, gauches diverses, écologistes, libertaires, féministes, mouvement de paix et non-violents, ONG et associations, délibérément ou par distraction, jusqu'à présent, trop souvent aux abonnés absents, trop souvent sans aucune relation avec ceux qui devraient être leurs partenaires naturels, ukrainiens ou russes... Le soutien aux médias indépendants, reste limité, les relais pour que les informations vers la Russie et la Biélorussie, ou provenant de Russie et de Biélorussie, le sont tout autant, la lutte pour permettre aux opposants exilés de bénéficier de conditions de séjour prolongées, en France par exemple,

insuffisante.

Il y a heureusement, nous l'avons vu, des exceptions, comme le RESU/ENSU déjà cité, comme la solidarité syndicale effective (par exemple avec les convois organisés régulièrement par un réseau de petits syndicats dont en France l'Union syndicale Solidaires, ou les convois de l'intersyndicale française avec les principales confédérations). Et des absences préoccupantes, car si Jean-Luc Mélenchon et le groupe parlementaire de La France insoumise (LFI) ont apporté leur soutien à certains militants de la gauche socialiste russe, LFI n'a toujours pas de relations avec la gauche ukrainienne... Car si le Parti Vert européen, ou Europe écologie les Verts (EELV) en France, se sont positionnés fermement contre l'agression poutinienne et pour la défense de l'Ukraine, ils n'ont guère engagé d'action de solidarité politique et concrète les concernant en propre par rapport aux mouvements ukrainiens. Les principales organisations libertaires en France ignorent toujours leurs camarades ukrainiens... Et l'on pourrait ainsi multiplier les exemples.

En attendant, dans les conditions différentes bien entendu de l'Ukraine agressée d'une part et des dictatures russes et biélorusses d'autre part, les progressistes ont besoin de soutien politique et d'actions concrètes de la part de leurs pairs.

**Maintenant !** ■

Le 20 janvier 2022

# Point de vue de gauche sur les perspectives de négociations de paix

Par Denys Bondar et Zakhar Popovych\*

\* **Denys Bondar et Zakhar Popovych** sont militants de l'organisation socialiste ukrainienne *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social). Nous reproduisons ici l'éditorial du site web de cette organisation, publié le 28 novembre 2022 : <https://rev.org.ua/liviyi-pohliad-na-perspektyvymyrnih-perehovoriv/> (Traduit de l'ukrainien par JM).

1. Volodymyr Zelensky a commencé son discours au sommet du G20 par ces mots : « *Je veux que la discussion sur notre vision du chemin vers la paix soit publique, et non pas secrète* ».

2. Le 17 novembre 2022, le tribunal néerlandais chargé d'examiner ce dossier a condamné par contumace deux militaires russes – Igor Girkin, Serhiy Dubinsky – et le séparatiste ukrainien Leonid Kharchenko à la réclusion à perpétuité (Cf. *Le Monde* du 18 novembre 2022).

R écemment, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a déclaré que les négociations pour mettre fin à la guerre ne pouvaient qu'être publiques (1), ce à quoi l'attaché de presse de Poutine n'a pu que bafouiller qu'il ne pouvait même pas imaginer une telle chose, car, selon lui, des négociations ne peuvent pas être publiques tout simplement. Ce qui représente une reconnaissance très précieuse du fait que les négociations, dans l'esprit du pouvoir actuel russe, ne peuvent avoir lieu que dans le prolongement de la pratique de l'accumulation de multiples mensonges, qui est au cœur de la stratégie de commu-

nication publique du régime Poutine.

Un exemple révélateur de cette démarche a été le montage de nombreuses versions conspirationnistes – invraisemblables mais impressionnantes – du meurtre de 298 personnes lors du crash du vol MH17 dans le ciel ukrainien le 17 juillet 2014. Maintenant, un tribunal néerlandais a conclu, lors d'un procès public (2), que le meurtre a été commis avec l'aide d'un système de défense aérienne Buk importé illégalement en Ukraine par les Russes. Mais, bien sûr, les responsables russes ont déjà rejeté cette décision de justice. Les propagandistes russes s'approprient une fois de

plus à brouiller les pistes pour donner une occasion d'autojustification à ceux qui souhaitent rester dupes.

## Que propose réellement le régime de Poutine ?

La guerre a ouvert les yeux des Ukrainiens de manière très convaincante sur ce qu'est l'État russe actuel et a détruit toute confiance en lui. Bien sûr, toutes les guerres se terminent par des négociations. L'Ukraine a toujours clairement souligné qu'elle n'avait aucune intention de faire irruption à Moscou pour exiger une reddition totale et inconditionnelle. En outre, le retrait volontaire des troupes russes permettra de préserver la vie des militaires et des civils ukrainiens. Est-ce de cela que Poutine veut discuter ? Mais alors pourquoi ne le dit-il pas publiquement ?

Le plus probable est que les autorités russes tentent une fois de plus d'inventer une combinaison de mensonges et de manipulations pour gagner du temps et rassurer la population apolitique à l'intérieur du pays, ébranlée par la mobilisation partielle. Mais, malgré cela, on peut spéculer que certains compromis pourraient favoriser l'Ukraine dans certaines circonstances. Mais tout compromis n'est possible que s'il existe des raisons de croire que l'accord sera respecté. Il n'y a aucune confiance dans les élites dirigeantes de la Fédération de Russie. Ils ont déjà signé de tels accords, y compris le Memorandum de Budapest de 1994, et au cours de l'année dernière ils ont fait des promesses qui ont été rapidement reniées : en février Poutine a promis qu'il n'y aurait pas d'invasion de l'Ukraine, en septembre il a déclaré qu'il n'y aurait pas de mobilisation dans la Fédération de Russie et récemment il a promis que « la Russie est à Kherson pour toujours ». Ce n'est que dans ce dernier

cas qu'il peut se prévaloir de circonstances indépendantes de sa volonté, à savoir des forces armées ukrainiennes.

Le graphique ci-dessous montre les réponses à la question : « Pensez-vous que, de manière générale, les choses en Ukraine vont dans la bonne ou la mauvaise direction ? » (selon les résultats du groupe Rating).

## Que veulent les Ukrainiens ?

Les Ukrainiens font désormais confiance à leur État. Il suffit de regarder les résultats de l'enquête menée par le groupe d'études d'opinion Rating (3), selon laquelle, pendant la guerre totale, la part des personnes qui pensent que le pays va dans la bonne direction est passée de 10 % à 20 % au cours de la dernière décennie à 70 % voire même 80 %. Ce résultat n'a été supérieur à 30 % que pendant l'Euromaïdan et pendant une courte période après l'élection de Zelensky, lorsque ses efforts pour parvenir à une fin stable de la guerre dans le Donbas semblaient couronnés de succès. Maintenant au sein de la société ukrainienne il existe un consensus selon lequel, pour parvenir à la paix, l'armée russe doit être expulsée du pays (et détruite si possible), la Fédération de Russie doit être « démilitarisée », au moins suffisamment pour qu'elle ne puisse plus bombarder de paisibles villes ukrainiennes et exercer un chantage en nous privant d'électricité, d'eau et de chauffage. Voilà ce que les Ukrainiens considèrent comme un mouvement dans la bonne direction. Tout le reste est perçu comme un dévoiement de la ligne de conduite.

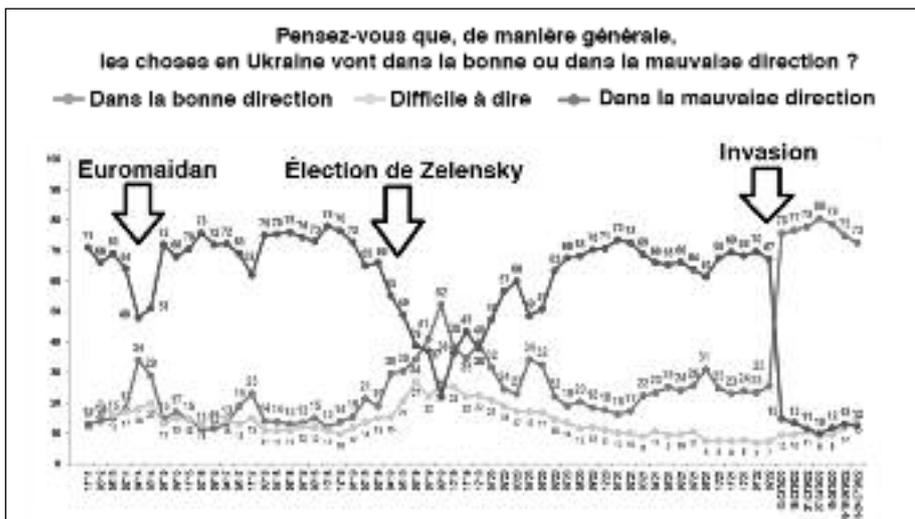
Simultanément, selon l'Institut de sociologie de Kiev, le pourcentage de personnes qui pensent que l'Ukraine peut accepter certaines concessions territoria-

les pour parvenir à la paix a diminué de 10 % à 7 % au cours des cinq derniers mois. Autrement dit, selon les dernières données disponibles, 87 % de la population ne souhaite pas faire de concessions territoriales à la Fédération de Russie. Le point crucial est que l'écrasante majorité des personnes interrogées dans toutes les régions de l'Ukraine, que ce soit à l'ouest, à l'est ou au sud, rejettent la possibilité de concessions territoriales pour parvenir à la paix. En outre, les représentants de tous les principaux groupes ethniques et linguistiques sont également de cet avis. Même parmi les citoyens ukrainiens qui s'identifient comme des « Russes russophones », 57 % s'opposent à des concessions territoriales au régime de Poutine. Il semble que le début du bombardement massif des centrales électriques et les coupures de courant qui en découlent n'ont fait que renforcer l'opinion des Ukrainiens selon laquelle les négociations avec les Russes n'ont pas encore de sens. Bien que les sondages d'opinion effectués pendant la guerre puissent être imprécis, ils démontrent de manière adéquate les principales tendances de l'évolution de l'opinion publique.

## Quand les Ukrainiens accepteront-ils de négocier ?

Ceux qui, aux États-Unis, dans les pays européens et dans le reste du monde, souhaitent réellement l'ouverture de pourparlers de paix devraient à tout le moins exiger la fin immédiate de la destruction des infrastructures indispensables de l'Ukraine par les missiles russes, et le rétablissement de l'électricité et du chauffage pour la population. Cela signifie des sanctions plus sévères contre la Russie, qui réduiront sa capacité à produire de tels missiles, et la fourniture à l'Ukraine de systèmes de défense aérienne et antimissile plus efficaces, qui réduiront l'efficacité des attaques russes.

Au lieu de perdre du temps à parler de ce dont le monde doit convaincre Zelensky, il serait utile de convaincre d'abord les gouvernements de cesser d'acheter du pétrole et du gaz russes, de fournir des systèmes de défense antimissile et au moins quelques milliers de transformateurs industriels pour rétablir un approvisionnement normal en électricité et, par conséquent, en eau et en chaleur (de préférence immédiatement avec l'envoi d'é-



3. Voir : [https://ratinggroup.ua/files/ratinggroup/reg\\_files/rg\\_ua\\_job\\_income\\_1000\\_ua\\_072022\\_%D1%85v\\_press.pdf](https://ratinggroup.ua/files/ratinggroup/reg_files/rg_ua_job_income_1000_ua_072022_%D1%85v_press.pdf)

## Internationalisme & Ukraine

quipes de réparation pour les installer). Ce n'est que si cela est fait que nous pouvons, au moins hypothétiquement, espérer que l'intérêt des Ukrainiens pour les négociations de paix augmentera.

Zelensky et son parti ont peut-être de nombreux défauts, mais il est clair qu'ils sont très dépendants de l'opinion publique et la suivent de très près. Ainsi, quoi qu'il advienne, le gouvernement ukrainien ne peut accepter de telles négociations et une telle paix qu'avec l'accord d'une majorité probante du peuple ukrainien.

Afin de convaincre Zelensky d'entamer des pourparlers de paix avec les Russes, il est nécessaire de convaincre la majorité des Ukrainiens que ces négociations ont un sens. Et la meilleure façon de le faire serait de présenter publiquement au moins quelques propositions claires pour ces pourparlers. La Russie est-elle prête à revenir immédiatement sur sa décision d'annexer des territoires ukrainiens, ou va-t-elle discuter du retrait des troupes ? Si ce n'est pas le cas, il sera difficile d'expliquer aux Ukrainiens ce qui peut être négocié en dehors des échanges de prisonniers de guerre (qui ont déjà lieu régulièrement).

Si des pourparlers de paix sont possibles, ils doivent avoir lieu en public, afin d'avoir une chance d'être soutenus par la population. Il n'est pas exclu que si les Russes proposent publiquement de discuter d'un plan de paix qui inclurait le retrait des troupes russes d'Ukraine et les perspectives de restauration de l'intégrité territoriale du pays, les Ukrainiens pourraient accepter de telles négociations. Mais aucune proposition incluant le retrait des troupes russes n'a été annoncée pour le moment. De facto, les Russes « *proposent des négociations* » uniquement pour retarder la contre-offensive ukrainienne jusqu'à ce qu'ils puissent reconstituer leurs forces, on ne voit donc pas bien ce qui devrait susciter l'intérêt des Ukrainiens.

Jusqu'à présent, seule une rhétorique belliqueuse et des promesses d'« *atteindre les objectifs de l'opération spéciale* » à tout prix persistent dans les déclarations des dirigeants de la Fédération de Russie. La dernière chose que nous avons entendue de la part du chef adjoint du Conseil de



sécurité de la Fédération de Russie, D. Medvedev, était une revendication territoriale sur la « *ville russe de Kiev* ». Il a de plus traité de « *cafards* » les citoyens de Kiev qui n'étaient pas d'accord avec sa revendication, ce qui suggère des associations avec la rhétorique des organisateurs du génocide au Rwanda (4).

### Pourquoi n'y a-t-il pas maintenant de pourparlers de paix ?

Ainsi, la responsabilité du fait que les négociations de paix ne sont pas actuellement en cours incombe entièrement à la Fédération de Russie, qui n'avance, du moins publiquement, aucune proposition que la majorité des Ukrainiens pourrait accepter, même hypothétiquement. L'Ukraine a présenté de telles propositions. Avant les attaques massives contre les infrastructures civiles ukrainiennes, l'Ukraine avait annoncé publiquement des propositions à la réunion d'Istanbul du 29 mars, qui comprenaient le retrait des troupes russes jusqu'à la ligne du 23 février et le report des discussions sur la Crimée et le Donbass (5). Par ailleurs, la partie ukrainienne a insisté sur le fait que tous les différends devaient être résolus par des référendums transparents organisés sous la supervision d'observateurs internationaux et après le retour de toutes les personnes déplacées de force.

La réponse publique du ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, a été que le « *statut neutre* » de l'Ukraine leur convient « *conceptuellement* », sans dire un seul mot sur la volonté de retirer les troupes. Il semble que les référendums, qui sont difficiles à falsifier, ne soient pas du tout considérés au Kremlin comme une solution possible. Pour eux, les Ukrainiens ne sont toujours pas à même de prendre la décision finale, cela ne rentre pas dans leur tête, cela ne leur vient tout simplement pas à l'esprit.

C'est le principal problème des perspectives de négociations de paix. Parce qu'il n'y a vraiment aucune certitude que cela ait un sens de les réaliser avec les dirigeants actuels de la Russie. Il n'est pas certain que les autorités russes soient conscientes que Zelensky ne peut tout simplement pas signer tout ce qu'il voudrait, et que même Biden ne peut pas forcer Zelensky à signer un accord qui ne sera pas accepté par la majorité des Ukrainiens.

Dès fin octobre-début novembre, certains États médiateurs ont fait des propositions pour une paix possible à condition de retirer les troupes russes du sud et de l'est de l'Ukraine, y compris du Donbass, mais en reportant de sept ans la question du statut de la Crimée. En cas d'intérêt de Moscou, il lui a été proposé d'arrêter de bombarder les infrastructures critiques de l'Ukraine pour prouver le sérieux de ses intentions. La Russie a répondu par une frappe massive de missiles pendant le sommet du G20.

Après que Zelensky a mis en avant un ordre du jour possible des négociations sous la forme de 10 points dans son discours au sommet du G20 (et encore plus après qu'il a annoncé la demande de négociations publiques), toute déclaration des diplomates russes sur le désir de négociations, non appuyée sur des propositions publiques, peut être clairement qualifiée de mensonge et de manipulation.

Les Ukrainiens veulent la paix, mais ne veulent pas d'un autre « *cessez-le-feu* » qui durera jusqu'à la prochaine invasion. Il existe effectivement une campagne en faveur de la paix, même dans les grands médias ukrainiens, mais la crédibilité des négociations de paix et une paix durable sont impossibles sans un débat public sur ses conditions. En particulier, Sevgil Musayeva, rédactrice en chef d'*Ukrainska Pravda*, qui est une Ukrainienne d'origine tatare de Crimée, malgré ce que le report de la question de la Crimée signifie pour elle personnellement, ne rejette pas les négociations, mais appelle à une formulation publique de conditions de paix équitables, car si « *la société ukrainienne ne ressent pas de justice, tout accord est condamné dès le départ.* »

Nous, socialistes ukrainiens, devons maintenant veiller attentivement à ce que personne n'oublie que les négociations de paix doivent être publiques et uniquement publiques, uniquement en des termes acceptables pour les Ukrainiens. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions compter sur une paix juste et durable. ■

4. Le génocide des Ukrainiens, qui est aujourd'hui activement élaboré et institutionnalisé dans la Fédération de Russie en tant qu'idéologie d'État, ainsi que la fascisation rapide du pays en général, méritent bien sûr un article séparé.

5. Cf. *Le Monde* du 29 mars 2022 : [https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/29/ce-qu-il-faut-retenir-des-negociations-russo-ukrainiennes-ce-mardi\\_6119674\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2022/03/29/ce-qu-il-faut-retenir-des-negociations-russo-ukrainiennes-ce-mardi_6119674_3210.html)

# Le parti Lewica Razem veut construire une alternative de gauche

Interview de Zofia Malisz  
par Federico Fuentes\*

**Federico Fuentes :** *Pouvez-vous nous parler de l'histoire et de la politique de Lewica Razem ?*

**Zofia Malisz :** Lewica Razem a été formé en 2015 par un groupe de militant-es de gauche ayant des années d'expérience dans les mouvements verts et féministes polonais, ainsi que des membres des Jeunes socialistes.

L'impulsion pour créer un nouveau parti était double. La première a été la frustration qui a émergé sous le gouvernement libéral de Donald Tusk (2007-14). Chaque fois que des voix commençaient à exiger que le gouvernement se concentre sur les dépenses sociales au lieu de procéder à des coupes budgétaires et des privatisations, la réponse de Tusk était de dire que la Pologne était encore dans sa phase de transformation [vers une économie de marché] et que ce n'était pas le moment de construire un État-providence. Cette frustration s'est accrue au fur et à mesure que les politiques néolibérales étaient mises en œuvre à une vitesse folle pour gâter les élites économiques, tandis que les gens se voyaient refuser les prestations sociales les plus modestes et que les services publics étaient démantelés.

Tout cela s'est produit alors que des manifestations anti-austérité avaient lieu en Grèce, un événement que nous avons soutenu et qui a inspiré Lewica Razem.

Les protestations contre la guerre en Irak et contre la participation de la Pologne à l'occupation de l'Afghanistan ont constitué l'autre facteur majeur. Plusieurs militant-es qui ont ensuite construit Lewica Razem sont issus de ces mouvements de protestation.

Les révélations sur l'existence en Pologne de prisons américaines illégales utilisées pour torturer des membres d'Al-Qaïda ont suscité une énorme indignation. Le fait que le gouvernement polonais se soit plié devant l'impérialisme américain sans être contesté – et de fait en étant encouragé



Manifestation de Lewica Razem avec des représentant-es de Sotsilanyi Rukh d'Ukraine, le 1<sup>er</sup> mai 2022 à Varsovie.

par les principaux dirigeants, y compris les anciens militants de Solidarność – a attisé la frustration à gauche.

Lewica Razem a été formé comme une expression de cette colère et de cette frustration, qui s'étaient accumulées pendant le processus de transformation. Cela concerne toujours particulièrement les jeunes. Contrairement à l'ancien establishment communiste ou aux nouvelles élites libérales alignées sur le monde des affaires, ils n'ont pas eu l'opportunité de s'enrichir pendant la période de transformation. Entrer dans la vie professionnelle, sans parler de fonder une famille, est devenu – et reste – une chose très difficile si l'on vit dans la précarité. Nos co-responsables Magda Biejat et Adrian Zandberg ont mis l'accent sur la situation du logement, d'autant plus que les loyers et les prix de l'immobilier ont augmenté de façon spectaculaire.

La Pologne est également confrontée à la dépopulation, avec l'interdiction de l'avortement qui décourage les femmes de tomber enceintes et la pression du coût élevé de la vie, qui empêche les jeunes de commencer une vie indépendante.

En ce qui concerne la politique de Lewica Razem, je dirais qu'une des différences entre Lewica Razem et une grande partie de la gauche occidentale est que nous n'utilisons pas un langage idéologisé et que nous communiquons les valeurs de gauche de manière organique. En effet,

après les années 1990 [avec la chute du régime post-stalinien], l'utilisation même du mot « *socialisme* » est devenue problématique. On a assisté à un retour de bâton que la droite et les néolibéraux ont allègrement exploité pour discréditer toute idée d'État social.

Cela s'est produit en dépit du fait que la tradition socialiste polonaise est bien plus ancienne que l'existence du bloc de l'Est et qu'elle a joué un rôle extrêmement important et positif dans la construction de l'État indépendant. Sans compter que, contrairement à ce que les idéologues conservateurs veulent vous faire croire, les idéaux de Solidarność étaient socialistes.

Lewica Razem a été aussi inspiré par l'approche de la gauche moderne adoptée par Podemos, qui a fait la démonstration de la façon de communiquer les idées socialistes d'une manière différente, montrant qu'il était très important de trouver de nouvelles façons de briser les duopoles de droite. Dans le cas de la politique polonaise, nous avons un duopole entre les droites libérale et conservatrice qui dominent

\* **Zofia Malisz**, linguiste, est membre du secrétariat des affaires internationales du parti Lewica Razem (la Gauche ensemble) et conseillère nationale de la circonscription de l'étranger. **Federico Fuentes** est co-rédacteur en chef du magazine australien *Green Left*. Cette interview a été publiée d'abord sur le site web du magazine *Green Left* le 10 janvier 2023 : <https://www.green-left.org.au/content/razem-building-left-alternative-poland> (Traduit de l'anglais par Catherine Samary).

## Pologne

la scène politique. Nous devons d'abord faire renaître la gauche et insérer les questions de gauche au centre du débat politique polonais. Nous devons réintégrer la protestation sociale et le syndicalisme dans la pratique politique polonaise quotidienne – et nous avons réussi. Telles étaient nos motivations.

Depuis lors, nous nous sommes engagés dans une lutte, parfois dramatique, pour conquérir un espace sur le terrain de ce duopole. Ce duopole se traduit par une guerre tribale entre les droites, qui est une source de subsistance pour leurs élites. Il était donc vital pour nous d'éviter le piège des arguments creux.

Les libéraux polonais réduisent chaque enjeu socio-politique à la question de savoir si cela permet de vaincre les conservateurs – et vice versa – sans jamais aborder le fond d'un problème. Le peuple polonais est las de ces combats rituels.

Les Polonais apprécient le fait que nos six députés se concentrent plutôt sur les sujets de fond. Les discours parlementaires d'Adrian Zandberg sont en quelque sorte un événement public très attendu, car ils donnent un rare sentiment de réalité au milieu de tout ce tintamarre. Ils trouvent un écho parce qu'il y a de la colère et que les gens veulent des solutions et des actions concrètes. Et ils savent que pour ce faire, ils peuvent compter sur nous. Les gens apprécient que les députés de Lewica Razem se présentent au début d'une grève pour soutenir les revendications des travailleurs et pour faciliter la présence des patrons à la table des négociations. C'est là que nous avons pu faire la différence dans plusieurs actions collectives ces dernières années.

**Federico Fuentes :** *La Pologne est souvent considérée comme faisant partie d'un conglomérat de pays autoritaires d'extrême droite en Europe de l'Est. Dans quelle mesure cela est-il exact ? Que pouvez-vous nous dire sur le gouvernement actuel ?*

**Zofia Malisz :** L'année même de la formation de Lewica Razem un gouvernement chrétien conservateur a été élu. Les conservateurs ont compris que la clé de la victoire était d'offrir quelque chose que les gens voulaient, une sorte de prestation sociale – en l'occurrence une allocation familiale que les libéraux avaient refusé d'accorder. Le gouvernement conservateur est parvenu à obtenir une majorité parce qu'il a intégré des éléments sociaux dans son programme.

La société polonaise, lorsqu'on l'inter-

roge sur les politiques qu'elle préfère, indique le plus souvent une sorte de social-démocratie avec des services publics solides. Les conservateurs ont exploité ce besoin à leur avantage politique, mais ont clairement échoué à mettre en place un programme social complet.

Quoi qu'il en soit, il est clair que pour prendre le pouvoir, ils n'ont pas fait campagne sur l'interdiction de l'avortement ou le désarmement des organes judiciaires de l'État. Mais dès leur arrivée au pouvoir, ils ont attaqué les droits de l'homme et les institutions de l'État. Ils ont commencé à attiser les guerres culturelles dans leurs campagnes ultérieures, par exemple en faisant des LGBT des boucs émissaires et en les harcelant.

Bien sûr, ces politiques sont soutenues par l'Église catholique. La majorité conservatrice est redevable à l'Église de faveurs énormes – beaucoup de ces opérations sont une forme d'échange clientéliste entre l'Église et le gouvernement. Mais ces politiques ne bénéficient pas du soutien de la majorité de la population polonaise.

Les sondages montrent que la majorité souhaite la légalisation de l'avortement et des unions civiles pour les couples de même sexe. La société polonaise s'est considérablement sécularisée ces dernières années. Les conservateurs ont perdu leur bataille et la réaction enragée des groupes fondamentalistes intégrés dans le paysage gouvernemental en est le reflet.

Contrairement au pouvoir hongrois, le gouvernement polonais n'a pas été en mesure de saper le système électoral, et si les tentatives de prise de contrôle du système judiciaire ont été largement couronnées de succès, elles se sont heurtées à la protestation populaire. De plus, en raison de la résistance de l'Union européenne à accepter ces réformes illégales, le gouvernement a été confronté au mur que constitue l'enthousiasme des Polonais pour l'UE. Il s'agit là d'une différence majeure avec la Hongrie : le gouvernement polonais a été incapable de trouver un moyen pour contourner le fait que les gens ne supporteront pas la moindre allusion au « *Polexit* ».

Au demeurant, Lewica Razem n'est pas en faveur d'une sortie de l'UE : nous pensons que l'UE a grandement besoin de réformes sociales et démocratiques, mais que la Pologne doit y rester et contribuer à favoriser l'intégration et le partenariat sur le continent. Le fait que la Pologne soit favorable à l'intégration européenne a contribué à faire échouer les attaques du gouvernement contre notre système d'équilibre des pouvoirs.

Le résultat a été que toutes les mesures prises par le gouvernement, similaires à celles prises en Hongrie par Victor Orbán, ont déclenché une vague de protestations sans précédent – y compris la persécution des femmes et des LGBT. Les mobilisations contre l'interdiction de l'avortement ont été énormes et ont touché toutes les couches de la société. Cela a provoqué une chute spectaculaire des conservateurs dans les sondages et il est peu probable qu'ils obtiennent une majorité parlementaire lors des élections de cette année.

Quant à l'idée que l'Europe de l'Est est essentiellement autoritaire et pleine de nationalistes d'extrême droite, je dirais que c'est le résultat de décennies passées à dédaigner son rôle représentation. Il s'agit souvent dans les médias des clichés par défaut, pratiques, qui flattent les égos des Occidentaux.

Nous savons tous dans quel pétrin se trouvent les pays d'Europe occidentale face aux menaces de l'extrême droite, comme en Italie avec Giorgia Meloni ou en France avec Marine Le Pen, ou encore avec le récent complot des extrémistes allemands visant à renverser le système. Mais d'une manière ou d'une autre, les médias mondiaux et la propagande russe parviennent à attirer exclusivement l'attention sur les tendances autoritaires de droite en Europe de l'Est, occultant le fait qu'il y existe des mouvements de gauche et une société civile progressiste, et négligeant l'élan émancipateur et démocratique qui est bien vivant au sein de la population. Cela contribue à donner l'image d'une Europe de l'Est particulièrement conservatrice, hostile aux idées progressistes, ce qui n'est pas vraiment le cas et certainement pas une constante.

Bien sûr, il existe des composantes de cette image, mais elles sont incroyablement exagérées à l'Ouest, y compris au sein de la gauche occidentale. Regardez la Slovaquie avec le parti *Levica* (la Gauche), la Croatie avec *Možemo !* (Nous pouvons !), la Lettonie avec *Progresīvie* (les Progressistes) ou la Pologne avec *Lewica Razem*, et vous découvrirez des mouvements de gauche stimulants qui mettent en œuvre des changements progressifs dans la politique de leur pays et de leurs municipalités – et il y aura d'autres surprises de ce genre à l'avenir, qu'il faudra reconnaître.

En ce qui concerne l'Ukraine en particulier, il est vital que des mouvements tels que *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) soient soutenus dans le contexte de la résistance et de la reconstruction après la défaite de l'agression russe.

**Federico Fuentes** : *Comment Lewica Razem a-t-il réagi à l'invasion de l'Ukraine par Poutine ? Pourquoi insiste-t-il sur la nécessité de s'attaquer à l'impérialisme russe ?*

**Zofia Malisz**: Lewica Razem n'avait aucun doute sur la façon de réagir étant donné l'expérience historique commune de nos pays avec l'impérialisme russe. Nous n'avions absolument aucun doute sur le fait que cette invasion représentait une menace existentielle pour l'Ukraine, qu'il ne pouvait y avoir de compromis, et que la réaction de notre parti était cruciale.

Malheureusement, nous avons été très déçus par les organisations progressistes, y compris celles auxquelles nous appartenions à l'époque (1), qui ont gardé le silence jusqu'à et après l'invasion, et même après le massacre de Boutcha.

C'était décevant mais je dois admettre que nous avons peut-être été un peu ignorants d'une tendance évidente qui existe dans une partie de la gauche à accorder trop d'importance à l'impérialisme américain tout en laissant l'impérialisme russe s'en tirer à bon compte. Il est rapidement apparu qu'une grande partie de cette gauche n'est pas capable d'accepter ce qui, pour nous, représente deux questions existentielles : que l'Ukraine est un État souverain et que l'impérialisme russe existe.

En revanche, des représentants de la gauche en Pologne (*Lewica Razem*), en Finlande (*Vasemmistoliitto*, Alliance de gauche), en Lituanie (*LKairiųjų aljansas*, Alliance de gauche), en République tchèque (*Aliance pro budoucnost*, Alliance pour l'avenir et *Jsmě Levice*, Nous sommes la Gauche) et en Roumanie (*Demos*, Parti de la démocratie et de la solidarité) ont rencontré à Varsovie le 8 mars 2022 des représentants de l'organisation de gauche ukrainienne *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) pour les écouter et leur demander ce dont ils avaient besoin. La gauche danoise (*Enhedslisten*, Alliance rouge-verte) n'était pas présente à la réunion, mais elle a ensuite fait part de son soutien.

Il est apparu clairement que nous devions d'abord faire campagne pour soutenir la gauche et la résistance armée ukrainienne. Cela s'est fait en dépit de l'opposition considérable du soi-disant mouvement anti-guerre dans les sociétés occidentales impériales ou post-impériales.

Nous avons souvent constaté que les forces de gauche ukrainiennes devaient se battre même pour avoir le droit de s'exprimer lors d'événements organisés par la gauche occidentale. C'était donc un com-

bat et cela reste un point vital : affirmer l'existence et amplifier la voix de la gauche ukrainienne. Sa voix, une fois entendue, transperce inévitablement tous les écrans de fumée de la propagande – elle mène une lutte juste pour l'autodétermination contre un agresseur impérialiste, cela ne fait aucun doute.

Depuis lors, l'unité initiée à Varsovie s'est étendue à d'autres partis de gauche nordiques et d'Europe centrale, et plus récemment à des groupes de gauche dans les Balkans. Nous construisons un réseau pour partager des informations non seulement sur notre expérience commune en ce qui concerne l'impérialisme russe, mais aussi sur le processus de transformation néolibérale brutale dans les États de l'ancien bloc de l'Est.

Avec le Mouvement Social et d'autres alliés comme le Bloc de Gauche portugais ou le Parti de Gauche suédois, nous avons également lancé une campagne pour annuler la dette de l'Ukraine, qui limite les efforts de guerre de l'Ukraine et sa capacité à maintenir son économie à flot. Nous avons remporté quelques succès : un projet de loi a été adopté par la Chambre des représentants des États-Unis, qui demande au gouvernement américain d'influencer les prêteurs au nom de l'Ukraine, et la question a également été soulevée au Royaume-Uni et au Parlement européen. Nous voulons nous inspirer de cette campagne comme d'un exemple de solidarité concrète et de campagne internationale. Nous préférons offrir une solidarité concrète, travailler avec des partis, des syndicats et des mouvements qui sont responsables devant leurs électeurs, leurs membres et le public.

Les débats sur la géopolitique réaliste concernant la multipolarité font peut-être grimper les ventes de livres, les *likes* sur Twitter et les invitations à des débats d'experts, mais ils n'aident pas le peuple ukrainien qui lutte contre l'agression génocidaire d'un voisin qui mise sur le néocolonialisme au XXI<sup>e</sup> siècle.

**Federico Fuentes** : *Comment voyez-vous la question de l'expansionnisme de l'OTAN ?*

**Zofia Malisz** : Nous sommes clairs sur le fait que l'influence du militarisme occidental n'est pas la bienvenue en Pologne. Mais nous reconnaissons que nous sommes dans une situation complexe. Contrairement à la gauche qui opère au cœur d'un empire, la gauche de notre partie de l'Europe ne peut pas se permettre d'adopter une position purement idéologique, sans tenir compte des réalités de la

sécurité des peuples de notre région.

D'une part, étant donné l'absence d'une véritable architecture de sécurité européenne, l'OTAN représente actuellement la seule garantie de protection pour les citoyens polonais. La grande majorité des Polonais souhaitent cette protection, car ils connaissent la menace que représente l'impérialisme russe. C'est pourquoi je ne pense pas que l'on puisse honnêtement parler d'expansionnisme de l'OTAN dans notre région. Au contraire, nous avons eu des pays qui ont désespérément demandé à rejoindre l'OTAN dans les années 1990, alors que les États-Unis n'étaient pas initialement très favorables à notre adhésion. Pour les habitants de notre région, l'expansionnisme russe est une menace existentielle. Et, en envahissant l'Ukraine, la Russie s'étend dans notre région et à travers elle.

Si vous regardez honnêtement l'histoire des relations entre l'OTAN et la Russie en Europe, vous verrez que c'est la Russie qui s'est régulièrement avancée la première avec la volonté d'escalade. Sur le plan politique, on peut parler d'apaisement en ce qui concerne la politique de l'Europe occidentale envers la Russie au cours des dernières décennies. Sur le plan militaire, en ce qui concerne les déploiements de troupes et d'armes, on ne peut pas parler de provocation.

En revanche, Lewica Razem s'est activement opposé à toute participation polonaise aux interventions odieuses et guère légales de l'OTAN, en Afghanistan, en Libye, en Irak, etc. Toute action arbitraire motivée par un extra-territorialisme primitif ou imposée aux membres de l'alliance par la pression politique des États-Unis est pour nous la véritable expression de l'« expansionnisme de l'OTAN ». Et nous nous y opposons. Nous sommes également conscients que de telles actions n'ont fait qu'enhardir la Russie, et lui ont fourni des précédents pour mener ses propres actions impérialistes effrontées.

Lewica Razem est convaincu que plusieurs impérialismes interviennent dans notre partie de l'Europe et que nous ne pouvons pas nous permettre de prendre parti en faveur d'un impérialisme plutôt qu'un autre. ■

1. Lewica Razem a quitté le 1<sup>er</sup> mars 2022 l'Internationale progressiste et DIEM25 en le justifiant ainsi : « En l'absence d'une déclaration sans équivoque de reconnaissance de la souveraineté ukrainienne et d'une condamnation absolue de l'impérialisme russe par l'Internationale progressiste et le Mouvement pour la démocratie en Europe 2025, Lewica Razem met fin à sa coopération avec ces organisations. »

# La politique de front unique

Par  
Antoine Larrache\*

Le front unique est, dans la tradition marxiste révolutionnaire, la méthode principale par laquelle on peut unifier le prolétariat, par l'intermédiaire de ses différentes formes d'organisation dans l'objectif de le mettre en mouvement.

La brochure de la Ligue communiste révolutionnaire, écrite en 1976 par Jean-Marie Freyssat (1), aborde cette question dans un contexte particulier. Au milieu des années soixante-dix, les organisations du mouvement ouvrier étaient encore des organisations de masse : la CGT, la CFDT qui n'avait pas encore été « recentrée » et dans laquelle de nombreuses batailles militantes étaient en cours, le PCF (500 000 adhérents revendiqués, à comparer aux 43 000 revendiqués aujourd'hui), voire le PS, dont la nature de classe était déjà très discutable, mais qui revendiquait néanmoins 80 000 adhérents en 1971 et 210 000 en 1982 et possédait des liens forts avec les organisations syndicales.

C'est dans ce contexte que la brochure abordait les débats avec les autres courants, en particulier l'OCI lambertiste et son organisation de jeunes l'AJS, qui considéraient toute politique comme une tactique de construction du parti, contre les autres courants et de façon manœuvrière.

La situation actuelle est bien différente, le rapport de forces global est très dégradé et les organisations du mouvement ouvrier ont vu leurs forces se réduire très forte-

ment. De plus, la perception de ces organisations dans le prolétariat a beaucoup évolué, le PS étant aujourd'hui largement perçu comme une organisation gérant le système alors que Mitterrand déclarait au congrès d'Épinay en 1971 : « *La révolution, c'est d'abord une rupture avec l'ordre établi. Celui qui n'accepte pas cette rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là ne peut pas être adhérent du Parti socialiste* »... sans en penser un mot bien sûr. Mais le déclin des organisations du mouvement ouvrier s'est également accompagné d'un recul des traditions militantes dans toutes les sphères de la société, que ce soient les entreprises, les quartiers populaires alors structurés – en bien et en mal – par des associations liées au PS et au PCF, la jeunesse, etc.

La politique de front unique garde sa pertinence au-delà des évolutions de la situation et des rapports de forces. En effet, le PS de Faure n'est pas moins radical que les députés de la SFIO qui ont voté les pleins pouvoirs à Pétain ou ceux qui ont soutenu la guerre coloniale en Algérie. Le PCF de Fabien Roussel n'est pas pire que celui qui défendait le pacte germano-soviétique et les crimes de Staline.

La politique de front unique est au cœur de notre politique car elle consiste à penser les interactions sociales, leurs dynamiques, pour tenter de peser sur elles. Les communistes considèrent le prolétariat, la classe des exploités, la classe laborieuse, non pas comme un sujet parfait susceptible d'apporter naturellement le bonheur humain mais comme le sujet révolutionnaire permettant, de par ses conditions matérielles et les dynamiques de ses luttes, la destruction du capitalisme et la construction d'une société égalitaire, le communisme. Permettant enfin la réalisation de chacun·e en tant qu'être humain et la fin de sa soumission aux forces extérieures incontrôlables, naturelles ou économiques (2).

De façon similaire, malgré une apparence et trompeuse contradiction, la question du droit des peuples à disposer d'eux-

mêmes est un levier pour construire un monde débarrassé des frontières : « *Si Lénine s'intéresse aux nations parce qu'il y voit dans des circonstances historiques précises une force explosive, il ne s'intéresse pas plus qu'avant à l'entité nationale elle-même qui reste une catégorie transitoire sans valeur intrinsèque que l'on doit utiliser à la seule fin de la faire ensuite disparaître.* » (3)

Et enfin, « *contre l'universalité à sens unique des dominants et contre les oppressions auxquelles elle sert de masque, l'aspiration à l'égalité passe bien par la nécessaire rébellion des différences et par les discriminations positives en faveur de l'opprimé.e.* » (4)

## Pour l'unité du prolétariat

Travailler à l'unité du prolétariat n'est pas une fin en soi, c'est une méthode qui doit permettre de mettre en mouvement les forces sociales permettant de transformer la société, le mode de production, balayer les oppressions, etc.

Lors des combats contre la classe dominante, la bourgeoisie, dotée de moyens considérables – la police, l'armée, les médias, les rapports sociaux dominants, les couches sociales qui ont un intérêt à la conservation du système –, la division du prolétariat peut être facteur de défaite. La division entre communistes et socialistes contre le fascisme dans les années 1920 et 1930 en Allemagne en a montré une issue tragique. La brochure de Jean-Marie Freyssat aborde cet aspect dans la partie intitulée « *Rejet de l' "ouvriérisme"* ».

Et, actuellement, les salarié·es perçoivent clairement que la division syndicale met en difficulté la défense de leurs intérêts, parce qu'ils et elles estiment qu'elle révèle des intérêts d'appareils, ou qu'elle empêche d'avoir la force suffisante pour empêcher une attaque gouvernementale ou patronale, comme on a pu le voir par exemple avec les mobilisations sur les réformes des retraites en 2019.

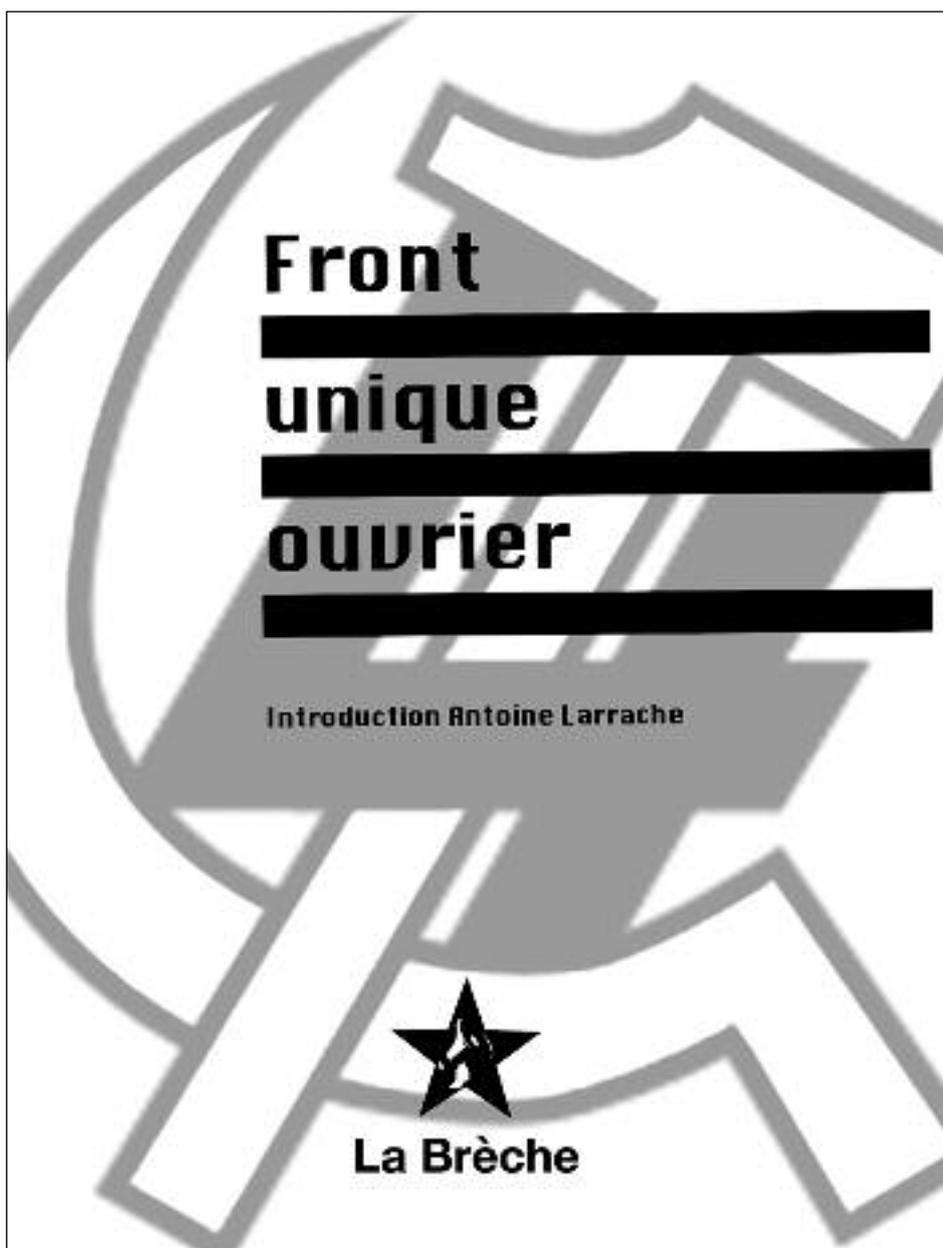
\* Antoine Larrache, membre du Comité international de la IV<sup>e</sup> Internationale, est membre du Comité exécutif du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France).

1. Alias Jean-Pierre Debourdeau, militant à Dijon, voir la notice sur *le Maitron* à propos de notre camarade : <https://maitron.fr/spip.php?article21690>

2. Voir Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire, F. Jakubowky, EDI, 1971.

3. Hélène Carrère d'Encausse, « Unité prolétarienne et diversité nationale. Lénine et la théorie de l'autodétermination », *Revue française de science politique*, XXI, n° 2, avril 1971, p. 230.

4. Daniel Bensaïd, *Le sourire du spectre*, Éd. Michalon, 2000.



Cette brochure, à lire absolument, est disponible à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris au prix de 4,00 €. Il est possible de la commander sur le site web : <https://www.la-breche.com/catalog/web/iiiè-internationale-front-unique-ouvrier-intro-a-larrache.html>

Il y a donc une dimension stratégique au front unique, à la recherche de l'unité du prolétariat – contrairement à ce qu'affirme la brochure trop rapidement, « *ce n'est qu'une tactique* », mais non sans raison, nous y reviendrons – dans le sens où cette recherche est nécessaire à une victoire révolutionnaire.

Dans « *Démarche transitoire, Front unique, gouvernement ouvrier* », François Sabado cite Trotsky : « Mais le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire mais à travers la lutte de classes qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise que pour des combats politi-

ques "nationaux" telle que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile – non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat » (5).

La nécessité d'une bataille pour l'unité du prolétariat découle de son hétérogénéité, qu'il faut résorber par la lutte politique entre des partis différents qui doivent œuvrer à des combats communs. Ce bel extrait de la *Révolution trahie* l'expose clairement : « *Comme si les classes étaient homogènes ! Comme si leurs frontières étaient délimitées une fois pour toutes ! Comme si la conscience d'une classe correspondait exactement à sa place dans la société ! La pensée marxiste n'est plus ici qu'une paro-*

*die. En vérité, les classes sont hétérogènes, déchirées par des antagonismes intérieurs, et n'arrivent à leurs fins communes que par la lutte des tendances, des groupements et des partis. On ne trouvera pas dans toute l'histoire politique un seul parti représentant une classe unique, si, bien entendu, on ne consent pas à prendre une fiction policière pour la réalité. »* (6)

Ces extraits n'abordent eux-mêmes qu'à demi-mot la nécessité d'unifier les opprimé-es bien au-delà des seul-es exploité-es. La brochure précise et affirme que « *la classe ouvrière ne peut vaincre seule sans désagréger le bloc social au pouvoir et restructurer autour d'elle, et sous sa direction, le nouveau bloc historique qui réorganisera la société* ». Aujourd'hui, les mobilisations contre les oppressions, avec #MeToo, les luttes LGBTI et les grandes luttes, à partir de Black Lives Matter, contre le racisme et les violences policières, ainsi que les luttes écologistes, montrent le potentiel de déstabilisation du pouvoir bourgeois qui existe bien au-delà des seules luttes du monde du travail. Il s'agit pour nous, dans ces mobilisations comme dans celle des Gilets jaunes, de mettre en avant des mots d'ordre unifiant les classes populaires contre la bourgeoisie, des mots d'ordre exprimés sur les bases politiques du prolétariat. Cela signifie, concrètement, lors du mouvement des Gilets jaunes pour le pouvoir d'achat et contre les impôts, orienter la lutte pour des revendications salariales et contre les impôts injustes comme la TVA.

Cette perspective d'unification des classes populaires est d'autant plus importante que, dans le combat contre le fascisme, lorsque le rapport de forces est particulièrement défavorable, la politique de front unique vise à l'autodéfense du prolétariat. Dans les années trente comme dans les prochaines années, nous avons besoin d'accords unitaires pour empêcher les attaques physiques des fascistes contre des militant-es, contre des meetings, des manifestations. Nous avons besoin également de partir de la défense des libertés démocratiques, avec différentes couches de la société, que ce soient les victimes des diverses oppressions ou les couches

5. L. Trotsky, *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, Œuvres – janvier 1932 (<https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/01/320127.htm>), cité par François Sabado (2005), « Démarche transitoire, Front unique, gouvernement ouvrier. Retour critique sur l'expérience de la LCR, du MIR chilien et de la DS brésilienne » : <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article527>

6. L. Trotsky, 1936.

# Stratégie

intermédiaires attachées à la démocratie pour, dans l'action, démontrer en quoi le fascisme est un recours du capital dans une situation de crise profonde du capitalisme.

## L'unité de qui ?

La brochure, fidèle à la tradition classique, distingue différents cas.

Le premier cas concerne les alliances entre le prolétariat et les autres classes populaires dans un bloc anticapitaliste – différentes couches de la petite bourgeoisie, classes intermédiaires. Elles ne se réalisent pas par le biais de leurs organisations mais dans le cadre de la lutte, entraînant ces couches dans les combats prolétariens, contre les organisations représentant au quotidien ces classes intermédiaires. L'exemple concret est celui d'une mobilisation contre une réforme des retraites dans laquelle toutes les couches travailleuses peuvent s'unir contre les organisations bourgeoises mais aussi les organisations des couches intermédiaires (PS, Radicaux...) qui, liées aux contraintes économiques du capitalisme, défendent la nécessité d'une telle réforme, voire contribuent à la mettre en œuvre.

Le second cas est le travail pour unifier le prolétariat, c'est-à-dire la méthode du front unique. Les révolutionnaires et leur(s) parti(s), forcément minoritaires hors des périodes révolutionnaires, doivent œuvrer à l'unité du prolétariat à la fois pour gagner le combat révolutionnaire – ce sont les raisons stratégiques, indiquées plus haut – et pour se lier à leur conscience, leurs préoccupations, les objectifs qu'il peut se fixer, notamment pour ne pas se déconnecter de la conscience de classe.

Ernest Mandel explique dans *Sources historiques et théoriques du bolchevisme*, la nécessité d'une unité entre intériorité et extériorité à la classe : « *Le bolchévisme, c'est donc à la fois l'affirmation de la stricte nécessité d'organiser les communistes en parti séparé, avec une discipline et une centralisation tout orientée vers le but*

*révolutionnaire, et l'affirmation de la stricte nécessité de maintenir l'organisation de l'avant-garde intimement intégrée dans la classe, avec son mouvement et ses luttes propres et spontanées. Le bolchévisme, c'est à la fois la proclamation de la séparation de l'avant-garde d'avec la classe, et de son intégration dans la classe. (...) L'organisation séparée de l'avant-garde sans liens intimes, et sans intégration réelle dans la classe aboutit dans le meilleur des cas au sectarisme stérile et dans le pire des cas au commandement bureaucratique et au viol (sic) du prolétariat par un groupe de "dirigeants aventuristes arbitraires". » (7)*

C'est à ce titre que les révolutionnaires s'insèrent dans les organes de front unique, ou « *embryons du pouvoir de la classe ouvrière* » (8) et les construisent sincèrement, au premier rang desquels il y a les syndicats – qui sont les cadres élémentaires d'organisation du prolétariat – mais aussi les associations, les collectifs de lutte qui s'inscrivent dans la nébuleuse de l'organisation des prolétaires. Ces organisations participent à la construction de l'indépendance de classe, de la « *classe pour soi* », consciente de ses intérêts, par opposition à la « *classe en soi* », définie par les rapports économiques. Les communistes construisent ces organisations pour elles-mêmes, pour tout ce qu'elles incarnent de positifs pour la défense des intérêts des exploités, sans effacer les problèmes et les désaccords – nous y reviendrons.

En ce sens, *Le manifeste du Parti communiste* (9) affirme : « Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. (...) *Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien* ».

Mais nous considérons également que l'unité de la classe doit se réaliser par le biais des organisations du prolétariat, même des organisations qui sont intégrées au système capitaliste et qui combattent les idées révolutionnaires.

Trotsky résume la question : « L'unité du front s'étend-elle seulement aux masses ouvrières ou comprend-elle aussi les chefs opportunistes ? Cette question n'est que le fruit d'un malentendu. Si nous avons pu unir les masses ouvrières autour de notre drapeau, ou sur nos mots d'ordre

courants, en négligeant les organisations réformistes, partielles ou syndicats, ce serait certes la meilleure des choses. Mais alors la question du front unique ne se poserait même pas dans sa forme actuelle. La question du front unique se pose par cela même que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. Leur expérience actuelle n'est pas encore suffisante pour les en faire sortir et les amener à nous. (...) *Non seulement les communistes ne doivent pas s'opposer à ces actions communes mais au contraire, ils doivent en prendre l'initiative justement parce que plus grandes sont les masses attirées dans le mouvement, plus haute devient la conscience de leur puissance, plus sûre elle devient d'elle-même, et plus les masses deviennent capables d'aller de l'avant, si modeste qu'aient été les mots d'ordre initiaux de la lutte.* » (10)

C'est pour cette raison que nous bataillons, à chaque fois que c'est possible, pour l'unité des organisations pour construire des luttes – ou ne serait-ce que pour qu'elles les soutiennent, parfois du bout des lèvres. Cela contribue à la confiance que les masses peuvent acquérir dans leur propre force, dans la légitimité de leur combat, et dans la possibilité de gagner. Pour la défense des retraites, contre le Traité constitutionnel européen en 2005, en soutien au mouvement contre le CPE en 2006, pour les salaires et contre la vie chère, chaque geste – même petit – encourageant la lutte est utile.

Écoutons Trotsky, à ce propos : « *dans la lutte contre le fascisme, nous étions prêts à conclure des accords pratiques militaires avec le diable, avec sa grand-mère, et même avec Noske et Zörgiebel.* » (11)

Dans la situation actuelle de recul des organisations du mouvement ouvrier, la tentation d'éviter les alliances avec les autres courants est grande : on peut croire qu'il est possible de construire des organisations révolutionnaires de masse, plus fortes que les organisations réformistes. C'est pourtant un non-sens sur le plan de la conscience : lorsque les masses contestent les effets du système capitaliste, elles cherchent à le faire à partir de leur réalité, c'est-à-dire du système tel qu'il est. C'est ce qui les entraîne dans un rejet incomplet du système, dans des illusions dans les institutions et les compromis. C'est ce qui permet aussi de façon tendancielle la régénération des organisations critiquant le capitalisme tout en s'intégrant à celui-ci, comme Podemos a concurrencé le PSOE

7. [https://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/1953/sources\\_theoriques\\_et\\_historique.htm](https://www.ernestmandel.org/fr/ecrits/txt/1953/sources_theoriques_et_historique.htm)

8. L. Trotsky, « Où va l'Allemagne » : « *Sous le régime de la bourgeoisie existent déjà des embryons du pouvoir de la classe ouvrière sous la forme des organisations ouvrières* ».

9. K. Marx, F. Engels, 1848.

10. L. Trotsky, *Le front unique et le communisme en France*, 1922.

11. Léon Trotsky, *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, janvier 1932. Noske et Zörgiebel sont des dirigeants du SPD, responsables du massacre de communistes.

dans l'État espagnol avant de s'intégrer aux institutions, comme La France insoumise a été un réceptacle du rejet des politiques bourgeoises bien plus massif que ne peuvent l'être les organisations révolutionnaires.

Qu'on le veuille ou non, la conscience, spontanément réformatrice, des masses se cristallise, s'organise, dans des organisations réformatrices.

## L'unité jusqu'où ?

Une motivation capitale de la méthode du front unique est notre conviction – parce que nous sommes matérialistes – que la conscience progresse fondamentalement dans l'action. La brochure précise : « *Le parti révolutionnaire ne peut se contenter d'un travail propagandiste de bouton de veste, d'un travail de discussion individuelle, d'un travail de littérateur ou de conférencier révolutionnaire, mais (...) il doit, même avec de très faibles moyens de départ, s'efforcer par des canaux divers, par le moyen de relais amplificateurs, de manœuvres et opérations variées – de mettre en branle des fractions de la classe plus larges que sa périphérie immédiate, de manière – dans le cadre de ses mobilisations et au coude à coude – à participer au travail de réflexion de la classe sur son expérience et à sa politisation* ».

Jean-Marie Freyssat affirme à tort que « *le front unique n'est qu'une tactique* », mais il souhaite par là nous mettre en garde contre deux dangers (12).

Le premier est la possibilité de conclure des fronts qui ne serviraient pas l'action des masses et seraient par conséquent des accords visant au mieux au *statu quo*, au pire à la conservation des rapports de forces entre prolétariat et bourgeoisie. Il n'est d'ailleurs pas toujours facile de distinguer un accord unitaire utile pour l'action d'un front servant simplement de caution aux organisations pour ne rien faire. Comment savoir avec certitude si l'accord unitaire pour un référendum contre la privatisation de la poste, avec l'envoi de cartes postales au Président, encourageait les luttes ou servait simplement à donner l'impression d'agir sans rien faire de conséquent ?

Sur différentes questions, les fronts uniques sont même quasiment impossibles : pour la Palestine par exemple, les révolutionnaires sont souvent seuls aux côtés des organisations menant spécifiquement ce combat contre l'hégémonie des théories sionistes ; contre la guerre en Irak, en Afghanistan ou les interventions



françaises en Afrique, toutes les organisations liées de près ou de loin à l'impérialisme français restent immobiles ; contre les violences sexistes à l'heure où toutes les organisations de gauche sont empêtrées dans la gestion des agressions commises par certains de leurs dirigeants... Et, plus globalement l'imprégnation de l'idéologie dominante et l'intégration des appareils du mouvement ouvrier au capitalisme, par de multiples biais, les empêchent de mener certaines batailles.

C'est ce qui a amené à réfléchir à la possibilité de « *fronts uniques partiels* » regroupant les organisations prêtes à agir. C'est ce qui a été tenté avec des organisations comme Ras l'Front dans les années quatre-vingt-dix, Agir contre la guerre au milieu des années 2000, Agir contre le chômage, etc. C'est ce qui nous pousse à prendre des initiatives militantes sans les autres organisations dans certaines circonstances. Le danger étant que les regroupements en mouvement dénoncent les autres organisations du mouvement ouvrier au lieu de s'adresser à elles pour les entraîner, cristallisant ainsi une séparation qui devrait être combattue. Ce danger se retrouve également dans la constitution d'organisations radicales, comme les syndicats Solidaires, les associations comme Droit au logement et autres collectifs de lutte, qui sont menacées d'isolement par les positions plus radicales qu'elles expriment par rapport au reste des organisations.

Le second danger, que la brochure nous invite à éviter, est celui de l'adaptation aux cadres unitaires et leur maintien contre le développement de la conscience et des dynamiques de luttes. Jean-Marie

Freyssat rappelle : « *Nous ne ferons pas la révolution avec les directions réformatrices, mais contre elles. Mais nous ne ferons pas davantage la révolution si les masses qui suivent actuellement les directions réformatrices ne rompent pas avec leur politique pour adopter la politique révolutionnaire.* »

Il cite Trotsky : « *Ce sont les masses qui décident, à partir du moment où les masses se séparent de la direction réformatrice, les accords avec cette dernière perdent tout leur sens. Perpétuer le front unique signifierait ne pas comprendre la dialectique de la lutte révolutionnaire et transformer le front unique de tremplin en barrière* » (13).

Concrètement, cela signifie que, si nous construisons un cadre de front unique avec les réformatrices, c'est pour adapter les objectifs de la lutte à la conscience des masses mais que si celles-ci sont prêtes à passer à une autre phase de la lutte, nous nous situons toujours à l'avant-garde, nous n'allons pas demander aux masses de respecter le cadre initial du mouvement.

Que ce soit dans les collectifs contre le Traité constitutionnel européen, un mouvement comme Mai 68, le mouvement contre le contrat première embauche (CPE) en 2006, les Gilets jaunes, pour les retraites ou les salaires, nous œuvrons à orienter ces batailles dans une direction qui aille plus loin que la revendication initiale. Ainsi, nous essayons de leur faire prendre une tournure clairement politique, d'affronte-

12. Il faut replacer la brochure dans son contexte : écrite en 1976, elle visait à s'opposer à la vision droitiste et par en haut développée par le courant lambertiste, vision liée à la politique de l'OCI de soutien à la candidature de Mitterrand.

13. Voir note 5.

# Stratégie

ment avec le pouvoir, remettant en cause sa légitimité. Nous expliquons la nécessité d'en finir avec le capitalisme pour faire aboutir l'ensemble de nos revendications. Et de ce point de vue, la brochure comme différents textes historiques expliquent à quel point, dans des situations de crises profondes du capitalisme, voire de menace fasciste (en 1917 contre Kornilov, en Allemagne dans les années 30, au Chili...), l'alternative « *socialisme ou barbarie* » peut prendre une tournure très concrète : soit on mène la bataille jusqu'au bout, contre le capitalisme, malgré ou contre les appareils réformistes qui peuvent trahir les luttes ou vouloir les maintenir dans le carcan du système, soit on prend le risque d'une réaction des plus terribles.

Ces choix et affrontements politiques se réfractent également dans les méthodes concrètes d'organisation du front unique. En effet, dans bien des cas, l'unité d'action se réalise autour de cartels d'organisations mettant leurs moyens militants en commun pour agir avec plus ou moins de détermination. Mais, lorsque les masses s'emparent – réellement – de la lutte, elles se dotent d'autres moyens d'action.

Ainsi, elles mettent en place des assemblées générales, des structures interprofessionnelles, des coordinations qui ne sont plus soumises aux directives des appareils préexistants. L'exemple le plus frappant est celui de Séguy se rendant à Renault-Billancourt pour y défendre les accords de Grenelle en 1968 et la fin de la grève et devant faire machine arrière (14). Mais d'autres événements y font écho, comme le mouvement contre le CPE dont les revendications et les rythmes ont été discutés dans les assemblées générales et coordinations ou, plus loin, des mobilisations à la SNCF ou dans les hôpitaux. La mobilisation des infirmières de 1988 est un cas d'école : en 1987, le gouvernement Chirac ouvre l'accès aux études d'infirmières aux non-bacheliers, niant la reconnaissance du métier. Peu syndiquées, les infirmières s'organisent dans une coordination, à partir de mars 1988, qui aboutit à des grèves et des manifestations dès septembre. La coordination

regroupe 500 délégués à Paris, se dote d'un programme de revendications et d'embauches, et réussit à mobiliser une infirmière sur quatre, il y a 100 000 personnes à la manifestation du 29 septembre. Si le mouvement s'essouffle ensuite, notamment dans le contexte de négociations entre certains syndicats et le gouvernement, il a prouvé que l'auto-organisation permet de décupler les forces militantes et que les salarié-es sont capables d'organiser leurs luttes, de décider leurs mots d'ordre, en lien avec les syndicats, ou indépendamment d'eux, selon les contextes.

Dans les cadres d'auto-organisation, les révolutionnaires défendent le plus haut niveau possible d'auto-activité des masses, avec des assemblées générales dont les instances sont élues, avec un comité de grève organisant quotidiennement la lutte, des commissions, un service d'ordre, etc.

Le modèle stratégique étant le choix, produit d'un débat en Russie en octobre 1917, d'une prise du pouvoir effectuée par le Comité militaire révolutionnaire, émanation des soviets, et non pas par le parti lui-même, pour préserver – au moins formellement donc politiquement – l'auto-organisation.

Aujourd'hui, la crise d'organisation du mouvement ouvrier nous met face à un nouveau problème qui est de savoir si les modes d'organisation dont se dotent une partie des militant-es en mouvement sont réellement démocratiques ou si elles ne regroupent qu'une minorité déconnectée des masses et de leur niveau de conscience.

Ainsi, lors du mouvement contre le CPE, malgré ses succès, le processus d'auto-organisation n'a représenté que quelques dizaines de milliers d'étudiant-es, parmi deux millions qui suivaient en réalité dans leur grande majorité les choix de l'intersyndicale. Lors du mouvement sur les retraites de 2019, des assemblées générales et des coordinations se sont mises en place, mais elles ne regroupaient que la minorité la plus militante, les grévistes suivant là aussi les directives des appareils... sans parler de l'immense majorité des salarié-es, qui n'étaient même pas en grève mais seulement solidaires avec le mouvement.

Dans ces processus d'auto-organisation embryonnaire, des groupes ont cru bon de mettre en place des « comités de grève », non élus, non responsables devant l'assemblée générale des grévistes, une caricature qui n'a alors d'auto-organisation que le nom. Les comités de grève, en effet, doivent selon nous être responsables devant l'assemblée généra-

le, élus par elle, mandatés sur des orientations et des tâches. L'assemblée générale est le cadre le plus démocratique, car elle organise le secteur mobilisé. Elle doit avoir la préoccupation constante d'être la plus massive possible, de refléter les différents niveaux de conscience, d'organiser la lutte en même temps qu'elle est l'embryon d'un pouvoir alternatif à celui des capitalistes.

En conclusion, la question que nous devons nous poser à chaque étape est de savoir dans quelles dynamiques s'inscrivent les cadres de front unique : sont-ils des outils pour la construction de la lutte ? Permettent-ils qu'elle s'étende ? Ne s'opposent-ils pas à l'auto-activité des masses – et pas seulement des personnes les plus investies ? Tirent-ils en avant, ou sont-ils des freins ? Ou plus exactement, qu'est-ce qui l'emporte entre les deux parce qu'en réalité, à chaque étape de la lutte, des contradictions existent entre ces tendances et il s'agit d'en analyser le caractère dominant. Sans perdre de vue nos propres objectifs, ceux de la construction de l'affrontement avec la bourgeoisie et son appareil d'État, du débordement des appareils par les masses en lutte, et de la révolution.

## L'unité jusqu'où, vraiment ?

Dans les lignes précédentes, on aborde notre terrain favori, celui de la lutte concrète, militante, de la grève. Mais hélas, ces périodes ne forment pas la plus grande partie de l'activité militante. Dans l'histoire, les formes du front unique se sont posées de façon plus difficile, en particulier dans les périodes de profond recul de la conscience et de l'organisation du prolétariat.

Ainsi, la brochure aborde la période des années trente, dans laquelle les révolutionnaires sont isolés à la suite de la prise du pouvoir par Staline en URSS. Pour la France, Trotsky prône l'entrée dans le Parti socialiste : « *L'adhésion de la Ligue au Parti socialiste peut jouer un grand rôle politique. Il existe en France des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires qui n'appartiennent à aucun parti. Beaucoup sont passés par le PC : ils l'ont quitté avec indignation ou en ont été exclus. Ils ont conservé leur ancienne opinion du Parti socialiste, c'est-à-dire qu'ils lui tournent le dos. Ils sympathisent ou sympathisent partiellement avec les idées de la Ligue, mais n'y adhèrent pas, parce qu'ils ne croient pas que, dans les conditions actuelles, un troisième parti puisse se développer* » (15).

14. Même si le déroulé traditionnellement admis est aujourd'hui remis en cause, la symbolique de l'événement reste... Voir l'enregistrement de la conférence du 19 juin 2018 de Antoine Prost et Pierre Cours-Salies à l'Institut d'histoire sociale (IHS) animée par Gérard Alezard : *Des sifflets dans la forteresse. Ce qui s'est joué à Billancourt le 27 mai 1968*, à écouter ici : <https://www.ihs.cgt.fr/des-sifflets-dans-la-forteresse-ce-qui-sest-joue-a-billancourt-le-27-mai-1968-2/>

15. *SFIO et SFIC : la voie du débouché, La Vérité* n° 220, numéro spécial de septembre 1934.

Saint Pétersbourg 1905, réunion du soviet (conseil)



Pour l'Espagne, il déclare : « *Les dissensions des communistes agaceront les masses. Celles-ci imposeront l'unité – sans doute pas pour toujours, car les événements peuvent encore rejeter les diverses tendances dans des voies différentes ; mais, pour la période qui vient, le rapprochement des fractions communistes me paraît tout à fait inévitable. Sur ce point, comme dans la question du boycottage et dans toute autre question politique d'actualité, la fraction qui aura pris l'initiative de refaire l'unité des rangs communistes en retirera le bénéfice.* » (16)

À propos des États-Unis, il dit : « *La nécessité d'un parti politique des travailleurs est donnée par les conditions objectives, mais notre parti est trop petit, manque d'autorité pour organiser les travailleurs dans ses propres rangs. C'est pourquoi nous disons aux ouvriers, aux masses : "Il vous faut un parti." Mais nous ne pouvons pas leur dire immédiatement de rejoindre notre parti. Dans un meeting de masse, cinq cents seraient d'accord sur la nécessité d'un Labor Party, mais cinq seulement le seraient pour adhérer au nôtre, ce qui montre que le mot d'ordre d'un Labor Party est un mot d'ordre d'agitation. Le second est pour l'avant-garde.* » (17)

Il n'est donc pas exclu que, dans les circonstances de rapports de forces très dégradés, le front unique se poursuive dans le cadre d'un parti commun avec les réformistes. C'était d'ailleurs le cas dans les débuts du mouvement ouvrier, lorsque les frontières des classes n'étaient pas établies, ni celles entre sociétés secrètes, syndicats, corporations, associations, clubs et partis. Nous ne sommes pas dans

une telle situation, même s'il y a un risque réel que la montée de l'extrême droite et les difficultés de la gauche révolutionnaire changent les données du problème. Mais il est utile de considérer qu'il n'y a pas là un tabou : le problème de savoir si le parti révolutionnaire est suffisamment reconnu et implanté sur le territoire pour être crédible aux yeux des masses comme une solution pour s'organiser afin d'agir, ou s'il doit se fondre dans un parti plus large à l'intérieur duquel la conscience militante peut évoluer, est une question réelle.

## La question du pouvoir, le gouvernement ouvrier

Le sens de l'activité d'un parti politique est de poser la question du pouvoir. La méthode du front unique s'inscrit pleinement dans cet objectif et emporte avec elle son lot de contradictions et de problèmes.

Ainsi, dans la société capitaliste, le problème du pouvoir est posé dans le cadre des institutions. Et les révolutionnaires doivent répondre à la question de savoir si elles et ils sont prêtes à « mettre les mains dans le cambouis », c'est-à-dire à se présenter aux élections, à être élus, mais aussi à tisser des alliances avec d'autres partis et à mener leur politique dans le cadre des institutions.

Pour répondre à ces questionnements, il faut rappeler des principes généraux. Les révolutionnaires considèrent qu'il est impossible de changer la société par le biais des institutions capitalistes, que celles-ci ne sont pas neutres dans la lutte des classes, qu'elles préservent les rapports sociaux capitalistes et que celles et ceux qui veulent changer le monde par ce biais se verront automatiquement

changés eux-mêmes, ou alors seront destitués par la police, l'armée ou les fascistes. Pour abattre le capitalisme et construire une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions, écologiquement responsable, un éco-communisme, il faut construire un pouvoir des exploités et des opprimés, dirigé, dynamisé par le prolétariat pleinement en action, auto-organisé, qui engage une transformation complète des rapports sociaux et fasse dé périr l'État (18).

Il découle de cette conception la nécessité, dans le cadre du front unique, d'une indépendance des révolutionnaires par rapport à leurs alliés qui souhaitent mener leur politique dans le cadre des institutions et en respectant celui-ci. La brochure cite Trotsky : « *Le parti communiste ne peut remplir sa mission qu'en gardant son indépendance politique et d'organisation pleine et sans réserve par rapport à tous les autres partis et organisations dans la classe ouvrière et extérieurs à elle. La transgression de cette règle fondamentale de la politique marxiste est le crime le plus grave contre les intérêts du prolétariat en tant que classe* » (19).

Mais cette indépendance ne règle pas le problème. On peut même disserte des heures pour déterminer tout le spectre possible des significations du mot, de la séparation complète sans interaction à la conservation de principes politiques autonomes en passant par une structuration organisationnelle indépendante dans des structures communes, cartels, coalitions militantes, organisations communes ou autres.

Tout cela dépend des dynamiques : il peut être pertinent de se lier sur le plan militant, de la base au sommet, avec une organisation dans laquelle des centaines de milliers de personnes se tournent vers l'action, vers la gauche, mais ça peut être dangereux si au contraire ces structures s'intègrent de plus en plus dans les institutions ; il peut être alors pertinent de ne garder que des relations de direction à direction, par en haut, pour ne pas se mélanger... tandis que, au contraire, dans une autre situation, des relations uniquement par en haut peuvent enserrer les révolutionnaires dans un carcan dont il serait difficile de s'extraire. Là encore, tout est question d'analyse, de processus, pas d'une vision abstraite.

16. Lettre à Andreu Nin, 15 février 1931.

17. Compte rendu sténographique d'une discussion avec des militants du SWP, 31 mai 1938.

18. Lire V. I. Lénine, *L'État et la révolution*, 1917.

19. L. Trotsky, *Et maintenant ?*, 1932.

# Stratégie

La discussion autour de la formule du « *gouvernement ouvrier* » naît en Allemagne au début des années vingt, lorsque le Parti communiste est confronté à la possibilité de participer à des gouvernements régionaux dans le cadre d'une montée révolutionnaire des masses, d'un appareil d'État ébranlé et de dynamiques unitaires entre KPD, USPD et un SPD dans lequel la gauche est majoritaire. François Sabado rappelle que les textes de la III<sup>e</sup> Internationale précisaient que le gouvernement ouvrier « *est une conséquence inévitable de la tactique du front unique* » (20). En effet, le problème est posé pour les révolutionnaires de concrétiser sur le terrain du pouvoir la dynamique ouvrière et populaire alors même que, dans les démocraties bourgeoises, les possibilités institutionnelles de l'exprimer et la concrétiser sont nombreuses. Nous connaissons la capacité des institutions du capitalisme à faire entrer la radicalité dans les institutions pour la vider de sa dynamique et de son potentiel subversif, l'exemple le plus dramatique étant celui de la « *légalisation des conquêtes* » lors de la révolution espagnole.

Mais en Allemagne, avant la prise du pouvoir par Staline dans l'Internationale, les révolutionnaires se dotent d'une méthode leur permettant de ne pas trahir les intérêts du mouvement tout en étant contraints, par les masses qui souhaitent leur participation au gouvernement, de se compromettre : la formule du gouvernement ouvrier leur permet de discuter des critères politiques qui permettraient une participation du Parti communiste à un gouvernement et, par conséquent, à déterminer les alliances électorales possibles ou exclues. « *Gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat ne sont pas synonymes* », indiquent les textes de l'Internationale communiste. Karl Radek, dirigeant de l'Internationale, précise même : « *le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat. C'est une transition possible – non obligatoire – vers la dictature du prolétariat* ». « *Un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat* », reprendra Trotsky dans le *Programme de transition* (21).

Cette discussion, conçue dans une période cruciale de la lutte des classes, est la meilleure référence pour nous qui ne pouvons pas actuellement nous appuyer sur des expériences pratiques d'une telle intensité. Ainsi, la question clé est de savoir si un gouvernement – dans le cadre des institutions bourgeoises ou non – a la capacité d'engager une transition du capitalisme au socialisme. Ou, au contraire, si c'est un cadre qui étouffe la révolution.

La brochure cite Trotsky : « *Le premier écueil à éviter, et c'est un risque vu la grande généralité de la formule (c'est l'envers de ses avantages) est qu'on lui attribue un sens purement parlementaire. Ainsi donc le mot d'ordre de gouvernement ouvrier (...) n'est pas un mot d'ordre de combinaisons parlementaires : c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat, se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie, s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons parlementaires bourgeoises (...). Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses même, s'il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses arriérées.* » (22)

Les questions clés sont donc : la dynamique d'un tel gouvernement, son centre de gravité dans ou en dehors des institutions, pour déterminer s'il peut aboutir à son propre débordement ; sa composition en termes d'organisations, qui doit exclure toute organisation bourgeoise ; et son programme. Ce sont les critères qui indiquent la probabilité que ce gouvernement soit une étape permettant d'aiguiser la lutte des classes et de clarifier l'impossibilité de changer la société par les institutions ou un organe de collaboration de classe aboutissant à une stabilisation du système (et les exemples historiques sont nombreux, des Fronts populaires des années trente composant avec les « *radicaux* », des gouvernements de compromis avec la bourgeoisie au Brésil de Lula, sans parler de gouvernements plus faciles à caractériser comme ceux de Mitterrand, Jospin et Hollande).

De ce point de vue, il est hors de question pour les révolutionnaires de participer à un gouvernement à froid, comme la NUPES le proposait au NPA à la suite de la présidentielle de 2022, comme il est exclu de participer à un gouvernement avec le Parti socialiste ou EELV, qui ont fait la démonstration à une échelle de masse de leur fidélité aux intérêts du système, et

comme il est également impossible de participer à un gouvernement qui ne se fixerait pas des tâches minimales de subversion de l'appareil d'État, en particulier d'opposition à sa police et son armée.

Face au contexte de l'Allemagne des années 1920, la III<sup>e</sup> Internationale précise que « *le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts, et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.* » (23)

Les situations auxquelles nous sommes confrontés actuellement sont éloignées de celle-ci, mais les violences policières et racistes, ainsi que la montée de l'extrême droite, aux États-Unis, au Brésil ou en France, nous montrent l'actualité de positionnements contre les forces armées de l'État et la nécessité d'organes d'auto-défense des exploités et des opprimés.

## La démarche transitoire

Les révolutionnaires doivent s'efforcer de formuler des mots d'ordre qui s'approchent de ces critères, qui permettent aux prolétaires de comprendre la différence entre un gouvernement de gestion du capitalisme et un gouvernement anticapitaliste, engageant une rupture. Certains militants croient qu'il suffirait de bien expliquer et d'avoir des formules radicales, nous différenciant des réformistes, pour convaincre. Ce type d'explication ne fonctionne pas, en général, à part à l'échelle individuelle, elle risque même de nous faire passer pour des idéologues, des ultimatisés sectaires. La méthode qui fonctionne (un peu) est de présenter des formules partant des préoccupations des masses mais en suggérant la nécessité d'une rupture avec la propriété et l'État. C'est le sens du programme de transition, de la démarche transitoire dans son ensemble. Ainsi, les campagnes Poutou ont tenté d'expliquer un mot d'ordre de « *désarmement de la police* » déjà difficile à assumer, de réquisition des entreprises qui polluent en montrant la différence entre contrôle public étatique et contrôle par les salariés, ou encore d'exiger le retrait des troupes françaises et l'arrêt des ventes d'armes.

La discussion/confrontation publique avec les réformistes est un point clé pour nous car les différences n'apparaissent

20. F. Sabado, op. cit., note 5.

21. Passage extrait de F. Sabado, op. cit.

22. L. Trotsky (1922), *Le gouvernement ouvrier en France*.

23. IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste (1922), *Résolution sur la tactique de l'Internationale communiste* : [https://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1922/ic4\\_01.htm](https://www.marxists.org/francais/inter_com/1922/ic4_01.htm)

jamais mieux que quand on les confronte les unes aux autres. Nous devons donc accepter – voire susciter – tous les débats publics avec les autres organisations du mouvement ouvrier, que ce soit des meetings débats, dans lesquels on ne tait pas nos désaccords et nos positions, que ce soit des rencontres d'organisation à organisation dont on rend publics les éléments (au contraire des réformistes qui préfèrent en général des réunions secrètes), la situation la plus favorable étant de réaliser ces démonstrations dans un contexte de mobilisation militante, des campagnes politiques comme l'opposition au Traité constitutionnel en 2005 ou, mieux encore, des luttes sociales de masse.

Les campagnes électorales sont aussi des moments de grandes discussions/confrontations politiques. C'est pour cette raison que nous préférons présenter des candidatures autonomes des révolutionnaires, lorsqu'elles recueillent un soutien minimum qui permet d'obtenir l'oreille des masses, car nous pouvons alors nous adresser à tout le prolétariat, comme la LCR puis le NPA l'ont fait à diverses reprises, par des campagnes propres ou en commun avec Lutte ouvrière. Mais ces campagnes doivent absolument conserver l'équilibre de la définition du parti unitaire, existant au sein du mouvement ouvrier, et l'explication pédagogique, dans le cadre de la démarche transitoire, des désaccords avec les réformistes.

On nous reproche alors le seul fait d'exister séparément des réformistes, reproche auquel on répond par la réalité et la légitimité des désaccords et par le fait que ce sont les rapports de forces sociaux qui déterminent fondamentalement les

résultats électoraux, pas l'inverse. Ainsi, il semble sérieux de convenir que les campagnes Poutou n'ont jamais affaibli Mélenchon, qu'en avançant des explications radicales elles ont globalement tiré vers la gauche et permis à Mélenchon de se présenter comme l'aile raisonnable de la gauche. Sans parler du fait, plus important encore, que les politiques réellement menées par les organisations au pouvoir dans le cadre de l'appareil d'État sont encore plus déterminées par les rapports de forces et que, pour qu'un gouvernement de gauche réformiste ait une vague chance de présenter quelques mesures sociales, il faut qu'il soit mis sous pression sur sa gauche par l'existence de forces indépendantes en embuscade.

## Le soviet (conseil), forme supérieure du front unique

L'unité du prolétariat peut se réaliser par de multiples biais, partiels ou plus complets : fusions syndicales, alliances politiques, gouvernement ouvrier, structures d'auto-organisation, etc. Plus ces cadres sont liés à l'auto-activité des masses, aux luttes, à l'affrontement avec la propriété et l'État, plus ils convergent vers le modèle soviétique, celui de comités de base créant « la possibilité organisationnelle pour les ouvriers des différentes tendances politiques, d'un niveau de développement différent, d'unir leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. » (24)

Ces soviets (conseils) sont à la fois des organes unifiant la classe contre la bourgeoisie, des cadres rassemblant au-delà du seul prolétariat dans une dynamique militante dirigée par celui-ci, une forme de contestation du pouvoir politique de la

bourgeoisie et le début d'une nouvelle organisation démocratique susceptible de se projeter dans le dépérissement de l'État et le communisme.

L'expérience historique nous convie à éviter le relativisme comme le fétichisme. Ainsi, dans le débat avec Andreu Nin sur la Révolution espagnole, Trotsky combat une vision qui consiste à croire que les organisations ouvrières de masse pourraient remplacer les soviets. Trotsky a alors intégré la position que Lénine défendait contre lui dans la discussion sur la militarisation des syndicats en Russie soviétique. Les soviets sont des organisations vivantes qui ne doivent pas être encadrées par les structures plus figées que sont les syndicats, qui eux-mêmes doivent être indépendants du Parti et de l'appareil d'État. En effet, les soviets discutent, votent, élisent, révoquent à tout moment, là où les organisations mandatent pour des moyennes ou longues durées, avec un contrôle plus limité, donc avec des risques plus forts de bureaucratisation et d'autonomisation des appareils.

Trotsky combat aussi le fétichisme qui consisterait à vouloir reproduire le modèle de la Russie en tout temps et tout lieu : « *Je me demande parfois pourquoi il n'y a pas de soviets en Espagne ? (...) Il apparaît que le mot d'ordre des juntas est lié dans l'esprit des ouvriers espagnols à celui des soviets, et que, pour cette raison, il leur semble trop dur, trop décisif, trop "russe". C'est-à-dire qu'ils le considèrent avec des yeux différents de ceux qu'avaient les ouvriers russes à la même étape. Ne sommes-nous pas ici confrontés à un paradoxe historique, puisque nous voyons l'existence de soviets en Russie agir comme un facteur qui paralyse la création de soviets dans d'autres pays révolutionnaires ? Il faut accorder à cette question la plus extrême attention dans des conversations personnelles avec les ouvriers de toutes les régions de votre pays. De toute façon, si le mot d'ordre des juntas (soviets) ne parvenait pas à trouver un écho, alors il faudrait nous concentrer sur celui des comités d'usine. J'ai traité ce point dans l'article mentionné plus haut sur le contrôle ouvrier. Sur la base des comités d'usine, nous pouvons développer l'organisation soviétique sans mentionner les soviets en tant que tels.* » (25)



Gdansk, Pologne, août 1980.  
Le comité de grève inter-entreprises reçoit la délégation gouvernementale pour des négociations retransmises aux grévistes, qui permettront d'arracher la liberté syndicale

24. L. Trotsky (1932), *Et maintenant ?* (cité par la brochure).

25. L. Trotsky, *Les soviets et le problème de la balkanisation*, Lettre à A. Nin, 1<sup>er</sup> septembre 1931.



Assemblée générale des grévistes, Renault Billancourt, mai 1968

Aujourd'hui, les soviets d'usine ne peuvent pas être le seul cadre d'auto-organisation de la classe : si on considère que le prolétariat comprend plus de 20 millions de travailleuses et travailleurs en exercice en France (26), et que 10,5 millions d'entre eux sont salarié-es dans des entreprises de plus de 10 salarié-es, on comprend que des millions de prolétaires ne peuvent s'organiser que sur une base territoriale... ce qui était d'ailleurs déjà le cas pendant la révolution russe et la révolution allemande. Les formes d'organisation vues pendant la mobilisation des Gilets jaunes ou les structures interprofessionnelles de quartiers

sont sans doute les meilleurs exemples de ce qu'un processus révolutionnaire produira au côté des soviets d'usines.

Dans les comités pour les sans-abris, les brigades de solidarité pour nourrir les plus pauvres pendant la pandémie de Covid, les rassemblements contre la présence du RN devant une usine ou leurs agissements dans une mairie, dans les grèves générales ou les batailles syndicales, la politique de front unique est toujours au cœur de l'action des révolutionnaires. Un militant disait qu'on reconnaît le ou la trotskyste au fait que quelques mois après son arrivée quelque part, ceux qui l'entourent se révoltent en disant : « c'est vrai, il/elle a raison, on est tous d'accord avec ça ! ». La politique de front unique est la capacité à sentir, formuler, organiser la lutte, avec toutes celles et ceux qui pourraient être d'accord. Son rôle essentiel n'est pas de « plumer la volaille » (27), c'est-à-dire montrer que les réformistes ne veulent pas mobiliser et ainsi recruter leurs partisan-es déçu-es. Son but est de tout tenter pour construire une mobilisation réelle, modifiant le rapport de forces, élevant le niveau de conscience, la confiance du prolétariat dans sa propre force. Le front unique est « un moyen de rassembler la classe ouvrière en partant de ses revendications immédiates, mais sans dissimuler le but final qui est la révolution socialiste, vers lequel conduira la tactique par le

développement normal du mouvement, ranimant dans la classe ouvrière la confiance en soi et la foi révolutionnaire. Si elle est une menace pour les chefs réformistes, elle ne l'est que pour ceux qui sont définitivement ralliés à la collaboration avec la bourgeoisie, pour ceux qui veulent aujourd'hui maintenir l'action ouvrière dans les cadres du régime et de l'Europe non viable de la paix versaillaise, après avoir accepté de diviser les ouvriers en alliés et en ennemis pendant la guerre. Ceux-là, le front unique aiderait à les démasquer, mais ce ne serait jamais qu'un résultat secondaire et accessoire de la tactique. » (28)

Plus que jamais, dans ces temps où le capitalisme montre des signes de pourrissement, où la révolution devient une urgence face à la crise écologique, la crise économique, les pandémies, la pauvreté qui se développe et alors que le facteur subjectif, c'est-à-dire la conscience de classe et l'existence d'un parti révolutionnaire de masse l'incarnant, est au plus bas, la politique de front unique est la meilleure façon de combler les décalages, d'accélérer les processus, d'engager la lutte.

On prétend qu'Archimède aurait dit : « Donnez-moi un point fixe et un levier et je soulèverai la Terre. » ■

26. À partir des catégories socioprofessionnelles de l'INSEE, si on intègre ouvriers, employés hors police et armée et une partie des professions intermédiaires et des personnes sans activité professionnelle, *Tableau de l'économie française*, 2010, chiffres 2008.

27. « Un de ses membres [de l'Internationale communiste] monta à la tribune pour défendre la tactique que, l'un après l'autre, les secrétaires fédéraux condamnaient (46) ou approuvaient (12) mollement. Il le fit de telle façon que son intervention fut une véritable catastrophe. C'est lui, qui en cette occasion, lança la formule destinée à devenir célèbre : "plumer la volaille". Il ne comprenait pas que le front unique provoquât tant d'émoi ; ce n'était expliquait-il qu'une habile manœuvre permettant de dépouiller les partis socialistes et les syndicats réformistes de leurs adhérents qu'on arracherait un à un comme les plumes d'un poulet. Comme on peut l'imaginer, la "volaille" ainsi prévenue, s'agita, railla, cria, pour la plus grande joie de la galerie et la consternation des amis du candide "plumeur". » Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine*, 1922.

28. Idem.